CAPITALISME ET ESCLAVAGE



ERIC WILLIAMS

PRÉSENCE AFRICAINE

Capitalisme et esclavage

Eric Williams

avec une nouvelle introduction par
COLIN A. PALMER

La presse de l'Université de Caroline du Nord
Chapel Hill et Londres

© 1944, 1994 L'Université de
Presse de Caroline du Nord
Tous les droits sont réservés
Fabriqué aux États-Unis d'Amérique

Données de catalogage avant publication de la Bibliothèque du Congrès
Williams, Eric Eustache, 1911-
Capitalisme & esclavage / par Eric Williams ; avec une nouvelle introduction par Colin A. Palmer. p. cm.
Publié à l'origine : 1944.
Comprend des références bibliographiques et un index.
ISBN 0-8078-2175-6 (tissu : papier alk.)
ISBN 0-8078-4488-8 (pbk. : papier alk.)
1. Grande-Bretagne—Industries—Histoire. 2. Traite des esclaves—Grande Bretagne. I. Titre.
II. Titre : Capitalisme et esclavage.
CH 254.5. W 5 1994
338.0941—dc20 94-8722 CIP

L'article de ce livre respecte les directives de permanence et de durabilité du Comité des directives de production pour la longévité des livres du Council on Library Resources.

98 97 96 95 94 6 5 4 3 2

Au professeur Lowell Joseph Ragatz dont les travaux monumentaux dans ce domaine peuvent être amplifiés et développés mais ne peuvent jamais être dépassés

CONTENU

Préface
Introduction *par Colin A. Palmer*
1. L'origine de l'esclavage nègre
2. Le développement de la traite négrière
3. Commerce britannique et commerce triangulaire
4. L'intérêt des Indes occidentales
5. L'industrie britannique et le commerce triangulaire

6. La Révolution américaine
7. Le développement du capitalisme britannique ,

1783-1833
8. Le nouvel ordre industriel
9. Le capitalisme britannique et les Antilles
10. « La partie commerciale de la nation » et l'esclavage
11. Les « saints » et l'esclavage
12. Les esclaves et l'esclavage
13. Conclusion
Remarques
Bibliographie
Indice

PRÉFACE

La présente étude est une tentative de placer dans une perspective historique la relation entre le capitalisme primitif tel qu'il est illustré par la Grande-Bretagne, et la traite des Noirs, l'esclavage des Noirs et le commerce colonial général des XVIIe et XVIIIe siècles. Chaque époque réécrit l'histoire, mais particulièrement la nôtre, qui a été forcée par les événements de réévaluer nos conceptions de l'histoire et du développement économique et politique. Les progrès de la révolution industrielle ont été traités plus ou moins adéquatement dans de nombreux livres à la fois savants et populaires, et ses leçons sont assez bien établies dans la conscience de la classe instruite en général et de ceux en particulier qui sont responsables de la création et de la orientation d'une opinion éclairée. D'un autre côté, alors que du matériel a été accumulé et des livres ont été écrits sur la période qui a précédé la révolution industrielle, la nature mondiale et interdépendante du commerce de cette période, son effet direct sur le développement de la révolution industrielle, et l'héritage qu'il a laissé sur la civilisation d'aujourd'hui n'a nulle part été placé dans une perspective compacte et pourtant globale. Cette étude s'y essaie, sans toutefois manquer de donner des indications sur l'origine économique de courants sociaux, politiques, voire intellectuels bien connus.

Le livre, cependant, n'est pas un essai d'idées ou d'interprétation. Il s'agit strictement d'une étude économique du rôle de l'esclavage des Noirs et de la traite des esclaves dans la fourniture du capital qui a financé la révolution industrielle en Angleterre et du capitalisme industriel mature dans la destruction du système esclavagiste. Il s'agit donc d'abord d'une étude d'histoire économique anglaise et d'une seconde d'histoire antillaise et noire. Il ne s'agit pas d'une étude de l'institution de l'esclavage mais de la contribution de l'esclavage au développement du capitalisme britannique.

De nombreuses dettes doivent être reconnues. Le personnel des institutions suivantes était très gentil et serviable avec moi : British Museum ; Bureau des archives publiques ; Bibliothèque du Bureau de l'Inde ; Comité des Indes occidentales ; Bibliothèque de Rhodes House, Oxford ; Bureau d'enregistrement de la Banque d'Angleterre ; la Société britannique de protection contre l'esclavage et les aborigènes ; Maison des Amis, Londres ; Bibliothèque John Rylands , Manchester ; Bibliothèque centrale, Manchester ; Bibliothèque publique, Liverpool ; Musée Wilberforce, Hull; Bibliothèque du Congrès; Biblioteca Nacional, La Havane ; Sociedad Económica de Amigos del País, La Havane. Je souhaite remercier la Newberry Library,

Chicago, pour sa gentillesse de me permettre, grâce à un prêt entre bibliothèques avec Founders' Library, Howard University, de voir les précieuses statistiques de Sir Charles Whitworth sur « State of the Trade of Great Britain dans ses importations et exportations, progressivement à partir de l'année 1697-1773.

Mes recherches ont été facilitées par des subventions de différentes sources : le gouvernement de Trinidad, qui a accordé une bourse originale ; l'Université d'Oxford, qui m'a décerné deux bourses d'études supérieures ; le Beit Fund pour l'étude de l'histoire coloniale britannique, qui a accordé deux subventions ; et la Fondation Julius Rosenwald, qui m'a décerné des bourses en 1940 et 1942. Le professeur Lowell J. Ragatz de l'Université George Washington de cette ville, le professeur Frank W.
Pitman du Pomona College, Claremont, Californie, et le professeur Melville J. Herskovits de la Northwestern University, ont très aimablement lu le manuscrit et fait de nombreuses suggestions.

Tout comme mon collègue senior à l'Université Howard, le professeur Charles Burch. Le Dr Vincent Harlow, aujourd'hui professeur Rhodes d'histoire impériale à l'Université de Londres, a supervisé ma thèse de doctorat à Oxford et a toujours été très utile. Enfin, ma femme m'a été d'une grande aide pour prendre mes notes et taper le manuscrit.

Université Eric Williams Howard Washington, DC
12 septembre 1943

INTRODUCTION

Colin A. Palmer

Peu d'ouvrages d'histoire moderne ont bénéficié de l'impact intellectuel durable et de l'attrait de *Capitalism and Slavery* d'Eric Williams . Sa publication en 1944 a été saluée par des acclamations dans certains milieux et de sévères critiques dans d'autres. Le débat scientifique sur ses conclusions se poursuit cinquante ans plus tard sans aucun signe de ralentissement. Cet ouvrage classique d'un universitaire antillais reste la contribution la plus provocatrice à l'étude de la relation complexe entre la traite négrière africaine, l'esclavage, la montée du capitalisme britannique et l'émancipation de la population esclavagiste aux Antilles.

Eric Eustace Williams est né à Trinidad en 1911. Jeune homme intellectuellement doué, il a fréquenté le Queen's Royal College, l'une des meilleures écoles secondaires de l'île. En 1931, il reçut la bourse de l'île solitaire et en 1932, il s'inscrivit à l'Université d'Oxford, où il prépara un diplôme en histoire moderne. A Oxford, comme à Trinidad, Williams a été exposé à des courants intellectuels qui célébraient la connexion impériale et accordaient peu d'influence aux peuples d'ascendance africaine dans les colonies. Rappelant ses années de formation à Trinidad, Williams a noté : « L'équipement intellectuel dont j'ai été doté par le système scolaire de Trinidad avait deux caractéristiques principales : quantitativement, il était riche ; qualitativement c'était britannique. « Soyez britannique » était le slogan non seulement de la législature mais aussi de l'école. » 1

Au fur et à mesure qu'il grandissait intellectuellement à Oxford, le jeune colonial en est venu à remettre en question, et finalement à rejeter, une analyse centrée sur

l'impérialisme de l'histoire de son peuple. Lors de ses rencontres avec son tuteur, R. Trevor Davies, par exemple, Williams a rapporté qu'il
systématiquement « a pris une ligne indépendante ».
[2] L'étudiant intellectuellement curieux a passé près de sept ans à Oxford, recevant le doctorat. en décembre 1938. Sa thèse,
« Les aspects économiques de l'abolition de la traite des esclaves antillais et de l'esclavage » seront révisés, développés et publiés cinq ans plus tard.

Williams a accepté un poste d'enseignant à l'Université Howard en 1939. Là, il a poursuivi ses recherches, approfondissant sa thèse et mettant un accent particulier sur la relation entre l'esclavage et la montée du capitalisme britannique. Williams a également établi des contacts avec les professeurs Lowell Ragatz de l'Université George Washington et Frank Pitman du Pomona College. Les deux érudits étaient des autorités de premier plan sur l'histoire de la pré-émancipation des Antilles britanniques.

Agissant sur les conseils de Ragatz, Williams a soumis son manuscrit terminé à l'University of North Carolina Press le 17 février 1943. Dans sa lettre à William T. Couch, le directeur, l'auteur a écrit qu'il espérait que le livre "est à la hauteur des des normes élevées de votre presse autant qu'il semblerait s'accorder avec l'ensemble des travaux sur l'esclavage des Noirs que le monde intellectuel a appris à associer à l'Université de Caroline du Nord. »
[3] Il a noté que le manuscrit avait été lu par Pitman et Ragatz et que ses recherches avaient été soutenues par deux bourses Rosenwald qu'il a reçues en 1940-1941 et en 1942.

La lettre de Williams était accompagnée d'un prospectus d'une page décrivant le livre et sa thèse principale. Le livre, a-t-il dit, « tente de placer dans une perspective historique la relation entre le capitalisme primitif en Europe, tel qu'illustré par la Grande-Bretagne, et la traite négrière et l'esclavage des Noirs aux Antilles. Il montre comment le capitalisme commercial du XVIIIe siècle s'est construit sur l'esclavage et le monopole, tandis que le capitalisme industriel du XIXe siècle a détruit l'esclavage et le monopole. Il a souligné que les colonies antillaises « sont placées dans un cadre colonial général » et que « le développement antillais britannique est toujours considéré en relation avec le développement d'autres régions des Caraïbes, par exemple Cuba et Saint-Domingue, ainsi que d'autres producteurs de sucre. régions, le Brésil et l'Inde. Williams a souligné qu'il considérait le mouvement humanitaire "non pas, comme d'habitude, comme quelque chose d'abstrait, mais comme essentiellement une partie de l'époque et de la lutte économique générale contre l'esclavage et le monopole". [4]

À la réception du manuscrit, la presse a sollicité l'opinion de quatre universitaires concernant son mérite scientifique. Ragatz et Pitman étaient des choix évidents; les autres étaient les professeurs Hugh Lefler et Charles B. Robson de l'Université de Caroline du Nord. Lefler était un historien distingué de l'Amérique coloniale et Robson était un politologue.

Ragatz, à qui le manuscrit était dédié, a répondu par une brève mais forte approbation du travail. Il avait, a-t-il rapporté, "lu attentivement le manuscrit du Dr Eric Williams Capitalism and Slavery, à la fois dans sa première ébauche et dans sa forme finale
telle qu'elle vous a été soumise, et le considère comme un travail très méritoire".
[5] Le rapport de Pitman était plus long et un peu moins enthousiaste. Il a indiqué qu'il avait rencontré Williams à deux reprises et l'avait trouvé "un jeune homme très bien formé (de

l'Université d'Oxford)". L'érudit de Pomona pensait que le manuscrit « était une œuvre solide. J'ai suggéré qu'à quelques endroits, il adoucisse un préjugé racial quelque peu caustique contre le capitalisme que j'ai détecté. Je lui ai dit de laisser les faits seuls constituer, pour l'essentiel, le jugement contre les malversations capitalistes. »

Pitman ne considérait pas les idées de Williams comme originales. « Son travail n'ajoute pas grand-chose à ce que savent les spécialistes du domaine », a-t-il écrit. En revanche, « pour le profane c'est une synthèse fraîche, plutôt bien écrite et sonore ». Pitman avait également d'autres raisons de recommander la publication du livre. « Le travail littéraire *du groupe minoritaire* auquel appartient Eric Williams devrait être encouragé, *surtout en ce moment », a-t-* il conseillé. Williams était, a-t-il poursuivi, « très énergique et promet de se faire un nom. Je veux l'aider et j'espère que vous ressentez la même chose. 6

Les deux lecteurs de l'Université de Caroline du Nord ont également approuvé la publication du livre, mais ils ont complètement mal compris les arguments de Williams et, comme Pitman, n'ont pas apprécié l'originalité rafraîchissante du livre. Lefler a trouvé l'étude "intéressante, lisible et assez savante". Il a conclu, cependant, que le manuscrit avait « le mauvais titre ». À son avis, l'ouvrage était « vraiment une étude de l'esclavage aux Antilles plutôt que du capitalisme et de l'esclavage ». Lefler pensait néanmoins que Williams avait fait « une bonne analyse de l'influence de la classe des planteurs antillais dans
La politique britannique.
Il a suggéré la révision de « quelques paragraphes sentimentaux dans le manuscrit ». 7

Robson a également trouvé que le manuscrit était « une histoire directe de l'esclavage aux Antilles et, en tant que tel, assez intéressant ». Il trouva le manuscrit « OK », même s'il n'avait « lu que quelques chapitres ». Il a avoué: "J'aimerais lire le reste mais je ne vois pas la nécessité de le faire." Robson « n'a trouvé aucune trace, dans les chapitres que je lis, du genre de traitement que je pensais que le titre pourrait indiquer .... je trouve rien à redire à the'tone. » 8

Le commentaire de Robson a été envoyé à la presse en mai [1] , 1943.
De toute évidence influencé par les recommandations antérieures de Ragatz, Pitman et Lefler, William Couch a écrit à Williams le 22 avril, prédisant que «l'ouvrage sera approuvé, en ce qui concerne les considérations éditoriales, pour publication». Étant donné que la presse s'attendait à ce que le livre ait un marché limité, l'auteur a été tenu de payer une subvention de 700 $ pour financer sa publication. Couch a estimé que 400 à 500 exemplaires du livre seraient vendus au cours de la première année et quelques exemplaires par an par la suite. 9

Williams a répondu à Couch le 9 juin, exprimant sa joie que la presse envisage de publier le livre. Il a noté, avec optimisme, qu'il serait en mesure d'augmenter la subvention. « répondre aux conditions de publication » était dû en partie à « un ajout à notre famille qui m'a fait découvrir l'esclavage d'une autre sorte [et] en partie la maladie ». Mais il y avait d'autres difficultés. Bien qu'il ait «négocié» pour tenter d'augmenter la subvention, il n'a pas réussi. Williams était "confiant", cependant, qu'il serait en mesure d'obtenir les fonds "dans un avenir très proche". Il a indiqué que certains

de « mes amis antillais font des efforts pour amasser des fonds par l'intermédiaire de la communauté antillaise aux États-Unis. Mais en même temps, j'essaie d'obtenir la subvention par les sources académiques habituelles. [11]

Williams a finalement réussi à lever des fonds. Le 18 décembre 1943, il informa Couch que certains de ses amis antillais lui avaient prêté l'argent pour couvrir la subvention, qui devait être payée en trois versements, et il conseilla au directeur d'"aller de l'avant" conformément aux termes de la lettre du 22 avril. [12] Williams aurait plus tard du mal à rembourser ses bienfaiteurs avec les modestes redevances qu'il recevait. De plus, les efforts de l'auteur et de la presse pour obtenir une subvention à la publication de l'American Council of Learned Societies (ACLS) n'ont pas abouti. Après avoir retardé de six mois une décision sur la question, Donald Goodchild, le secrétaire aux subventions de l'ACLS, a informé Williams que sa demande de financement avait été rejetée. Goodchild a rapporté « de manière confidentielle » que « le Conseil consultatif sur cette question n'a pas souscrit à la recommandation de notre Comité sur les études sur les Noirs. . . . Certains de nos consultants ont estimé que votre manuscrit, bien que de grande qualité, s'adressait plutôt à un non-spécialiste dans le domaine de l'histoire.
[13]

Bien que Williams ait accédé à la demande de subventionner la publication du livre, il n'a pas été immédiatement très sensible à la suggestion de changer le titre. Après avoir promis d'aborder la question plus en détail à une date ultérieure, l'auteur a informé Couch le 4 septembre 1943, qu'« en ce qui concerne le changement de titre suggéré par vos lecteurs, Je suis totalement en désaccord avec votre suggestion.
[14]

Williams avait demandé l'avis du professeur Melville Herskovits, anthropologue distingué et étudiant sensible des Africains de la diaspora. Il espérait que Herskovits serait sympathique au titre qu'il avait proposé. Bien que Herskovits ait trouvé le manuscrit « un travail intéressant avec une thèse que je considère comme importante à présenter », il n'a pas approuvé son titre. Selon Williams, Herskovits « était enclin à être d'accord avec votre lecteur, quand je lui en ai parlé, que le titre devrait être changé. Je ne suis pas d'accord." Faisant preuve de la pugnacité qui le caractérisait en tant qu'érudit et homme politique, Williams a vigoureusement exposé ses objections. À ceux qui ont suggéré que le livre parlait de l'esclavage aux Antilles, il a répondu : « Ce n'est pas le livre que j'ai décidé d'écrire, et le livre n'a rien sur le traitement ou les conditions des esclaves. Il traite de ce que les esclaves ont produit, comment ils ont été achetés et les conséquences de ces points pour le capitalisme.

Williams n'était cependant pas opposé à un compromis, à condition que le nouveau titre reflète les principaux arguments et le contenu de la travailler. Herskovits avait proposé deux titres, que Williams nota dans sa lettre du 18 décembre à Couch :

Le premier est « L'esclavage dans la révolution industrielle ». A mon sens, cela est insuffisant, car cela exclut le rôle de l'esclavage à l'époque du capitalisme commercial,

auquel je consacre de nombreuses pages. Le second est « L'esclavage dans le développement du capitalisme ». Cela me satisfait. Mais cela semble trop long. Je n'ai encore été convaincu par personne que je n'ai pas le droit de parler en termes généraux de capitalisme lorsque le livre traite du capitalisme britannique qui était le modèle et le parent du capitalisme ailleurs. ... Il est également important de noter que deux universitaires comme le professeur Ragatz et le professeur Pitman ont entièrement approuvé mon choix. Je ne veux pas insister sur ce point. Mais mon choix exprime le livre que j'avais l'intention d'écrire et que j'ai écrit. Si vous insistez pour le changer, alors « L'esclavage dans le développement du capitalisme » du professeur Herskovits, je suis prêt à accepter comme compromis. Mais « L'esclavage en Occident
Indies » est hors de question.
15

La presse a probablement vu peu d'intérêt à contester les arguments énergiques de l'auteur et a décidé de conserver le titre original. Alors que le travail éditorial sur le manuscrit commençait en 1944, Williams s'intéressa activement à son évolution, suggérant des changements de temps à autre. En fait, le chapitre 12 a été ajouté en juin alors que le manuscrit était déjà en épreuves de page. Williams a informé son éditeur, May Littlejohn, le 3 juin qu'il ajoutait un nouveau chapitre intitulé "Les esclaves et l'émancipation". Il a noté qu'il avait trouvé des informations « merveilleuses » sur le rôle des esclaves dans la promotion de la cause de l'émancipation, expliquant,.

J'ai discuté de l'attitude du gouvernement, du planteur absent, des capitalistes, des humanitaires. Maintenant, je parle des esclaves. J'ai parlé de la bataille d'Angleterre, maintenant je parle de la bataille des Antilles. Et comme le livre commence par l'origine de l'esclavage des Noirs, il serait efficace de le terminer par la tentative des esclaves de mettre fin à l'esclavage... Le thème général est que la pression des capitalistes et des humanitaires chez eux sur les planteurs s'est aggravée. dans les colonies par des pressions
des esclaves, et qu'en 1833 si l'esclavage
n'avait pas été aboli d'en haut, il aurait été aboli d'en bas. 16

Lorsque Williams a soumis le chapitre terminé le 19 juin, il a expliqué les raisons pour lesquelles il l'avait écrit. « En relisant le manuscrit, avoua-t-il, j'ai été frappé par le fait que j'avais traité tous les aspects du problème pendant plus de deux siècles, mais les personnes qui sont les objets et la base du mouvement [pour l'émancipation] que j'avais quittées intact. Je me suis donc exposé à la critique dévastatrice que mon histoire était à l'ancienne, parce que mes yeux étaient entièrement rivés sur ceux d'en haut.
Le chapitre 12 rend cette critique impossible.
17

Le livre a finalement été publié le 11 novembre 1944. La presse avait initialement prévu d'imprimer 1 000 exemplaires, mais à cause de l'insistance de l'auteur sur le fait qu'il y aurait un marché substantiel pour l'œuvre, et probablement en raison de ses propres études de marché, le le nombre a été porté à 1 500. L' auteur antillais était particulièrement sensible à la question de savoir comment il serait décrit dans les supports marketing de la presse. Lorsqu'il a soumis la notice biographique demandée par la presse, il a écrit qu'il espérait qu'il serait qualifié d'« Antillais » plutôt que de
"Trinidadien" dans les publicités. Il a expliqué à Couch : « J'ai écrit que je suis né à Trinidad, mais j'apprécierais si quelque part vous pouviez vous arranger pour me décrire

comme un Antillais né à Trinidad plutôt que comme un Trinidadien. Cela peut sembler une bagatelle, mais nous, Antillais, y accordons une grande importance. »

[18] Cette affirmation d'une identité antillaise, par opposition à une identité trinidadienne plus étroitement construite, est restée une caractéristique importante de la vie et de l'œuvre de Williams.

Williams a également cherché à faire en sorte que le livre tire sa respectabilité intellectuelle de la force de ses arguments et non de la personnalité de son auteur ou de ses qualifications académiques. Après avoir vu les premières épreuves du livre, il s'est empressé d'assurer à son éditeur qu'il était « si heureux de voir les galères avec la simple déclaration « Par Eric Williams ». J'ai tellement horreur de tous ces titres ronflants et de ces longs diplômes.

[19] Pourtant, Williams était extrêmement actif dans la promotion de la vente du livre aux États-Unis, aux Antilles et au Canada. Le 25 avril 1944, près de sept mois avant la parution du livre,
Williams a écrit à Couch qu'il venait de rentrer d'une tournée aux Antilles, où

J'ai trouvé, comme je m'y attendais, un immense intérêt pour l'histoire des Antilles. On m'a demandé de parler aux abonnés de la Bibliothèque publique de Trinidad et j'ai choisi pour mon sujet « Les Antilles britanniques dans l'histoire du monde », donnant au public, pour ainsi dire, un aperçu du livre. Le gouverneur occupait le fauteuil, c'était donc une occasion de gala. Une salle destinée à 300 personnes devait en accueillir 700, et de tous côtés on m'a dit qu'il n'y avait jamais rien eu de comparable dans l'histoire de Trinidad. Je ne suis pas assez modeste pour nier qu'une partie de l'intérêt était due à l'orateur, mais en même temps le sujet exerçait une grande attention. On m'a dit par la suite que mon livre se vendrait à 1 000 exemplaires à Trinidad, et bien que le chiffre semble être un peu élevé, l'exagération n'est pas aussi grande qu'elle pourrait le paraître à un étranger. On m'avait fait de la publicité à la Barbade et en Guyane britannique, et j'y ai trouvé aussi un grand intérêt pour le livre. [20]

Williams a réussi à persuader la presse de vendre le livre dans le
Antilles pour 1,00 $ au lieu des 3,00 $ qu'il en coûtait aux États-Unis. Il achète également plusieurs exemplaires à prix réduit pour les auteurs et les vend aux États-Unis et au Canada, notamment à des étudiants antillais. Quatre mois après la publication du livre, il a souligné à Couch qu'il était « très désireux que les Antillais en particulier lisent le livre », estimant qu'ils en tireraient profit intellectuellement et d'autres manières. « J'ai adopté une ligne politique dans le livre », a rappelé Williams à Couch, « que les Antillais plus que quelqu'un d'autre a besoin de comprendre.

[21] Williams a si bien réussi à vendre le livre que Porter Cowles, l'assistant exécutif du directeur de la presse, l'a félicité pour son rôle. « La plupart des auteurs qui achètent un certain nombre d'exemplaires de leurs propres œuvres semblent le faire pour eux-mêmes », a écrit Cowles. "Vous êtes l'exception dans la mesure où vous persuadez d'autres personnes de les acheter", a-t-elle ajouté. [22]

Le succès remarquable du livre conduit la presse à commander un deuxième tirage de 1 500 exemplaires à l'été 1945. Williams est très satisfait. Écrivant à Couch le 18 août 1945, il exultait : « Je suis bien sûr très heureux que le livre se porte si bien. Sans vouloir

paraître vaniteux, cependant, je ne suis pas surpris. Non seulement l'esclavage mais aussi les Antilles sont des sujets de grand intérêt aux États-Unis et en Angleterre ; et bien sur l'occident
Les Indes aujourd'hui.

[23] Au 31 décembre 1949, la Presse avait vendu 2 412 exemplaires du livre et en avait distribué 95 exemplaires gratuits. Les redevances s'élevaient à 271,80 $, une somme bien en deçà des obligations de l'auteur envers ses bienfaiteurs.

Le capitalisme et l'esclavage a été largement passé en revue. Les revues savantes, les revues littéraires et la presse populaire notent son apparition. Les critiques étaient, naturellement, mitigées. Les critiques d'ascendance africaine ont uniformément loué l'ouvrage, tandis que ceux qui se réclamaient d'un héritage européen étaient beaucoup moins enthousiastes et plus divisés dans leur accueil. Écrivant dans le *Negro College Quarterly, le* célèbre érudit noir Lorenzo Greene a qualifié le livre d'« étude savante ». Il a commenté qu'"un travail de ce genre était attendu depuis longtemps et le Dr Williams a comblé le besoin de manière brillante". Le critique de *Crisis, l'* historien JA Rogers, a félicité l'auteur d'avoir montré « mieux que je ne me souvienne avoir jamais vu ce que le Nouveau Monde doit au Noir, victime de l'esclavage et de la traite négrière, pour son développement ; en particulier dans ses phases pionnières ; ainsi que l'Angleterre pour son ascension d'une petite puissance au plus grand empire du monde. Carter J. Woodson dans le *Journal of Negro History a* loué le livre pour avoir marqué "le début de l'étude scientifique de l'esclavage du point de vue international". [24]

Parmi les critiques blancs , Elizabeth Donnan était

« Parfois troublé par le sentiment que la thèse, aussi plausible soit-elle, est peut-être trop simple. La rigidité de l'interprétation économique fait peu de cas de la complexité des motivations de l'homme et du jeu des circonstances qui créent souvent des situations tout à fait imprévues et inattendues », a-t-elle affirmé. Dans une critique très hostile, Frank Tannenbaum a constaté que le livre était entaché « d'une foi fortement parfumée dans l'interprétation économique de l'histoire, suscitée par un enthousiasme strident par une notion visible de nationalisme noir ». Le critique du *Times Literary Supplement,* DW Brogan, a accusé que "certaines des sections de ce livre sont des suppositions plus brillantes que des démonstrations complètes d'affirmations incontestables de cause à effet". Néanmoins, a poursuivi Brogan, "c'est un travail admirablement écrit, argumenté et original". Henry Steele Commager a trouvé le travail « l'un des plus
appris, le plus pénétrant et le plus significatif qui ait
apparu dans ce domaine de l'histoire. [25]

Il n'est guère surprenant que quelques historiens anglais aient cherché à rejeter les arguments de Williams avec des assauts venimeux plutôt qu'avec des arguments raisonnés, une recherche minutieuse et une analyse. DA Farnie, un historien de l'économie, a suggéré que le livre avait présenté à la « propre communauté de l'auteur le mythe persistant selon lequel le 'capitalisme' était responsable de leur condition, une opinion qui n'a pas trouvé grâce en Europe occidentale, où l'histoire a été séparée de son racine pivotante dans le mythe, mais a été jugée très acceptable par les *élites* instruites d'Afrique et d'Asie.

[26] Beaucoup moins critique, mais manifestement condescendant, était JD Fage, l'africaniste, qui a estimé que l'assaut de Williams sur « l'argument humanitaire » pour l'abolition de

l'esclavage était « inévitable à la fin des années 1930 et au début des années 1940, lorsqu'un jeune nègre radical du les colonies, plus encore celles des Antilles amèrement déprimées, se sont retrouvées à travailler dans l'ombre de l'école d'histoire impériale que [Sir Reginald] Coupland avait établie dans les murs calmes d'Oxford.
Université."
[27]

La première critique scientifique approfondie du *capitalisme et de l'esclavage* n'est apparue qu'en 1968. Dans l' *Economic History Review,* l'historien anglais Roger Anstey a contesté l'argument selon lequel un capitalisme mûr détruisait l'esclavage.
[28] D'autres chercheurs, bénéficiant de décennies de recherche depuis la publication du livre en 1944, ont rapidement tenté de saper ses principales conclusions. Pour mesurer les débats que le livre continue de générer, certains des plus grands étudiants mondiaux de l'économie de l'esclavage se sont réunis à Bellagio, en Italie, en 1984 pour discuter des idées avancées par Williams dans son ouvrage classique. [29]

Capitalisme et esclavage est apparu alors que l'auteur n'avait que trente-trois ans, ce qui est parfois méconnu. Malgré sa jeunesse, c'est une œuvre d'un génie conceptuel, intellectuellement mature, audacieuse, incisive et immensément provocatrice. Certains érudits contemporains ont rogné sur les bords des arguments du livre, et d'autres ont attaqué son noyau, mais les affirmations centrales n'ont pas été vaincues intellectuellement. En fait, la conceptualisation de la problématique par Williams demeure même si certains chercheurs ultérieurs ont affiné ses questions et proposé d'autres réponses.

La publication de *Capitalism and Slavery a* marqué un tournant important dans l'historiographie des Caraïbes. Elle inaugure une nouvelle phase dans l'étude des relations entre le pouvoir colonial et les colonies, modifiant en permanence les termes de l'analyse et du discours qui s'ensuit. Mais ses ramifications s'étendaient au-delà des Caraïbes. Williams a établi la centralité de l'esclavage africain et de la traite des esclaves dans l'économie anglaise, remettant en cause la vision traditionnelle selon laquelle les colonies étaient davantage les destinataires de la bienveillance métropolitaine et moins les principaux agents de la construction de la prospérité du pouvoir impérial. Ses conclusions peuvent être rejetées, mais aucun érudit sérieux ne peut éviter d'affronter les questions importantes que pose le livre. *Le capitalisme et l'esclavage* resteront un trésor historique.

REMARQUES

1. Eric Williams, *Inward Hunger : L'éducation d'un premier Ministre* (Chicago : University of Chicago Press, 1971), p. 33.

2. Ibid., p. 41.

3. Eric Williams à WT Couch, 17 février 1943,

University of North Carolina Press Records, sous-groupe 4, Southern Historical Collection, University of North Carolina at Chapel Hill. Tous les documents concernant la publication de
Le capitalisme et l'esclavage se trouvent dans cette collection.

4. Idem.

5. Lowell Ragatz à May T. Littlejohn, 14 mars 1943.

6. Frank Pitman à May T. Littlejohn, sd (italique dans l'original).

7. Hugh Lefler à WT Couch, 17 avril 1943.

8. Charles Robson à WT Couch, le 10 mai 1943.

9. WT Couch à Eric Williams, 22 avril 1943.

10. Eric Williams à WT Couch, le 9 juin 1943.

11. Eric Williams à WT Couch, le 14 septembre 1943.

12. Eric Williams à WT Couch, le 18 décembre 1943.

13. Donald Goodchild à Eric Williams, 27 mars 1944.

14. Eric Williams à WT Couch, le 4 septembre 1943.

15. Eric Williams à WT Couch, le 18 décembre 1943.

16. Eric Williams à May T. Littlejohn, 3 juin 1944.

17. Eric Williams à May T. Littlejohn, 19 juin 1944.

18. Eric Williams à WT Couch, le 13 mars 1944.

19. Eric Williams à May T. Littlejohn, 29 mars 1944.

20. Eric Williams à WT Couch, 25 avril 1944.

21. Eric Williams à WT Couch, 14 mars 1945. 22. Porter Cowles à Eric Williams, 19 avril 1947.

23. Eric Williams à WT Couch, le 18 août 1945.

24. *Negro College Quarterly* 3, no. 1 (mars 1945) : 46-48 ; *Crise*, 10 juillet 1945, p. 203-4 ; *Journal of Negro History* 30 (1945): 93-95.

25. *Journal of Economic History* 6, no. 2 (novembre 1946) : 228 ; *Politique trimestrielle* 61 (1946): 247-53; *Supplément littéraire du Times,* 26 mai 1945, p. 250 ; *Livre Hebdomadaire*
Revue, 4 février 1945, 5.

26. DA Farnie, « The Commercial Empire of the Atlantic, 1607-1783 », *Economic History Review,* 2e série, 15 (1962) : 212.

27. JD Fage, introduction to *The British Anti-Slavery Movement,* 2e édition, par Sir Reginald Coupland (New York : Barnes and Noble, 1964), xvii-xxi. Coupland a souligné dans ses œuvres l'élan humanitaire de l'émancipation britannique.

28. Roger T. Anstey, " 'Capitalism and Slavery': A Critique," *Economic History Review,* 2d ser., 21 (1968): 307-20.

29. Certains des articles présentés lors de cette conférence ont été publiés dans Barbara L. Solow et Stanley L. Engerman, éd., *British Capitalism and Caribbean Slavery : The Legacy of Eric Williams* (New York : Cambridge University Press, 1987). Voir notamment Richard B. Sheridan, « Eric Williams and *Capitalism and Slavery :* A Biographical and
Essai historiographique », in ibid., pp. 317-45.

1
L'ORIGINE DE L'ESCLAVAGE NÉGRO

Lorsqu'en 1492 Colomb, représentant la monarchie espagnole, découvrit le Nouveau Monde, il déclencha la longue et amère rivalité internationale sur les possessions coloniales pour lesquelles, après quatre siècles et demi, aucune solution n'a encore été trouvée. Le Portugal, qui avait initié le mouvement d'expansion internationale, revendiquait les nouveaux territoires au motif qu'ils tombaient sous le coup d'une bulle papale de 1455 l'autorisant à réduire en servitude tous les peuples infidèles. Les deux pouvoirs, pour éviter la controverse, ont demandé l'arbitrage et, en tant que catholiques, se sont tournés vers le pape, une étape naturelle et logique à une époque où les revendications universelles de la papauté n'étaient toujours pas contestées par les individus et les gouvernements. Après avoir soigneusement passé au crible les revendications rivales, le Pape publia en 1493 une série de bulles papales qui établissent une ligne de démarcation entre les possessions coloniales des deux États : l'Est est allé au Portugal et l'Ouest à l'Espagne. La partition, cependant, n'a pas satisfait les aspirations portugaises et l'année suivante, les parties en conflit ont atteint un compromis plus satisfaisant dans le traité de Tordesillas, qui a rectifié le jugement papal pour permettre la propriété portugaise du Brésil.

Ni l'arbitrage papal ni le traité formel n'étaient destinés à lier les autres puissances, et tous deux ont en fait été répudiés. Le voyage de Cabot en Amérique du Nord en 1497 fut la réponse immédiate de l'Angleterre à la partition. François Ier de France a exprimé sa célèbre protestation : « Le soleil brille pour moi comme pour les autres. J'aimerais beaucoup voir la clause dans le testament d'Adam qui m'exclut d'une part du monde. Le roi du Danemark a refusé d'accepter la décision du pape en ce qui concerne les Indes orientales. Sir William Cecil, le célèbre homme d'État élisabéthain, a nié le droit du pape

« de donner et de prendre des royaumes à qui il voulait ». En 1580, le gouvernement anglais s'opposa au principe de l'occupation effective comme déterminant de la souveraineté.

[1] Par la suite, dans le langage de l'époque, il n'y avait « plus de paix au-dessous de la ligne ». C'était un différend, selon les mots d'un gouverneur ultérieur de la Barbade, quant à « si le roi d'Angleterre ou de France sera le monarque des Antilles, pour le roi de L'Espagne ne peut pas tenir longtemps. . . . "

[2] L' Angleterre, la France et même la Hollande commencèrent à défier l'Axe ibérique et à revendiquer leur place au soleil. Le nègre aussi devait avoir sa place, bien qu'il ne la demande pas : c'était le soleil brûlant des plantations de sucre, de tabac et de coton du Nouveau Monde.

Selon Adam Smith, la prospérité d'une nouvelle colonie dépend d'un simple facteur économique : « beaucoup de bonnes terres ».

[3] Les possessions coloniales britanniques jusqu'en 1776, cependant, peuvent être largement divisées en deux types. Le premier est l'économie autosuffisante et diversifiée des petits agriculteurs, « de simples gratte-terre » comme les appelait avec dérision Gibbon Wakefield,

[4] vivant sur un sol qui, comme le Canada était décrit en 1840, n'était « pas une loterie, avec quelques prix exorbitants et un gros
nombre de blancs, mais un investissement sûr et certain.

[5] Le deuxième type est la colonie qui dispose d'installations pour la production d'articles de base à grande échelle pour un marché d'exportation. Dans la première catégorie tombaient les colonies du nord du continent américain ; dans le second, les colonies de tabac continentales et les îles à sucre des Caraïbes. Dans les colonies de ce dernier type, comme l'a souligné Merivale, la terre et le capital étaient tous deux inutiles à moins que le travail ne puisse être commandé.

[6] Le travail, c'est-à-dire doit être constant et doit travailler, ou être amené à travailler, en coopération. Dans de telles colonies, le robuste
l'individualisme du fermier du Massachusetts, pratiquant son agriculture intensive et se tordant à la sueur de son front les retours mesquins d'un sol récalcitrant, doit céder le pas à la bande disciplinée du grand capitaliste pratiquant l'agriculture extensive et produisant à grande échelle. Sans cette contrainte, le travailleur exercerait autrement son inclination naturelle à travailler sa propre terre et à travailler pour son propre compte. On raconte fréquemment l'histoire du grand capitaliste anglais, M. Peel, qui emmena avec lui 50 000 £ et trois cents ouvriers dans la colonie de Swan River en Australie. Son plan était que ses ouvriers travailleraient pour lui, comme dans le vieux pays. Arrivés en Australie, cependant, où la terre était abondante — trop abondante — les ouvriers préféraient travailler pour eux-mêmes en tant que petits propriétaires, plutôt que sous le patronage du capitaliste pour un salaire. L'Australie n'était pas l'Angleterre, et le capitaliste se retrouvait sans domestique pour faire son lit ou lui apporter de l'eau. [7]

Pour les colonies caribéennes, la solution à cette dispersion et à ce « grattage de la terre » était l'esclavage. La leçon de l'histoire ancienne de la Géorgie est instructive. Interdits d'employer de la main-d'œuvre servile par des administrateurs qui, dans certains cas, possédaient eux-mêmes des esclaves dans d'autres colonies, les planteurs géorgiens se sont retrouvés dans la position, comme l'a exprimé Whitefield, de personnes dont les jambes étaient attachées et devaient marcher. Ainsi, les magistrats géorgiens ont porté des toasts « à la seule chose nécessaire » – l'esclavage – jusqu'à ce que l'interdiction soit levée.

[8] "Ressource odieuse", comme disait Merivale,

[9] l' esclavage était une institution économique de première importance. Elle avait été la base de l'économie grecque et avait construit l'empire romain. Dans les temps modernes, il fournissait le sucre pour le thé et les tasses à café du monde occidental. Elle produisait le coton pour servir de base au capitalisme moderne. Il a fait le sud américain et les îles des Caraïbes. Vu dans une perspective historique, cela fait partie de cette image générale du traitement sévère des classes défavorisées, des lois anti-pauvres antipathiques et des lois féodales sévères, et de l'indifférence avec laquelle la classe capitaliste montante « commençait à considérer la prospérité en termes de livres sterling. sterling, et . . . s'habituer à l'idée de sacrifier la vie humaine à la divinité de la production accrue. dix

Adam Smith, le champion intellectuel du milieu industriel
classe avec sa nouvelle doctrine de la liberté, a ensuite propagé l'argument selon lequel c'était, en général, l'orgueil et l'amour du pouvoir chez le maître qui menaient à l'esclavage et que, dans les pays où les esclaves étaient employés, le travail libre serait plus rentable . L'expérience universelle a démontré de façon concluante que « le travail accompli par les esclaves, bien qu'il semble ne coûter que leur entretien, est finalement le plus cher de tous. Une personne qui ne peut acquérir aucun bien ne peut avoir d'autre intérêt que manger autant et travailler le moins possible. 11

Adam Smith a ainsi traité comme une proposition abstraite ce qui est une question spécifique de temps, de lieu, de travail et de sol. La supériorité économique de la main-d'œuvre salariée gratuite sur l'esclave est évidente même pour le propriétaire d'esclave. Le travail d'esclave est donné à contrecœur, il est maladroit, il manque de polyvalence.

[12] Toutes choses égales par ailleurs, les hommes libres seraient préférés. Mais aux premiers stades du développement colonial, les autres choses ne sont pas égales. Lorsque l'esclavage est adopté, il n'est pas adopté comme choix par rapport au travail libre ; il n'y a pas du tout le choix. Les raisons de l'esclavage, écrit Gibbon Wakefield, « ne sont pas des circonstances morales, mais économiques ; ils ne se rapportent pas au vice et à la vertu, mais à la production.

[13] Avec la population limitée de l'Europe au XVIe siècle, les travailleurs libres nécessaires pour cultiver les cultures de base du sucre, du tabac et du coton dans le Nouveau Monde n'auraient pas pu être fournis en quantités suffisantes pour permettre une production à grande échelle. L'esclavage était nécessaire pour cela, et pour obtenir des esclaves, les Européens se sont d'abord tournés vers les aborigènes, puis vers l'Afrique.

Dans certaines circonstances, l'esclavage a des avantages évidents. Dans la culture de cultures comme le sucre, le coton et le tabac, où le coût de production est sensiblement réduit sur des unités plus grandes, le propriétaire d'esclaves, avec sa production à grande échelle et sa bande organisée d'esclaves, peut faire un usage plus rentable de la terre que le petit agriculteur ou paysan propriétaire. Pour de telles cultures de base, les bénéfices considérables peuvent bien supporter les dépenses plus importantes d'un travail d'esclave inefficace.

[14] Là où toutes les connaissances requises sont simples et une question de routine, de constance et de coopération dans le travail - l'esclavage - est essentielle, jusqu'à ce que, par l'importation de nouvelles recrues et l'élevage, la population ait atteint le point de densité et la terre
disponible pour appropriation a

déjà été réparti. Lorsque ce stade est atteint, et alors seulement, les dépenses de l'esclavage, sous la forme du coût et de l'entretien des esclaves, productifs et improductifs, dépassent le coût des travailleurs salariés. Comme l'a écrit Merivale : « Le travail des esclaves est plus cher que le travail gratuit *partout où l'on peut se procurer du travail gratuit en abondance*. [15]

Du point de vue du cultivateur, le plus grand défaut de l'esclavage réside dans le fait qu'il épuise rapidement le sol. L'offre de travail de bas statut social, docile et bon marché, ne peut être maintenue dans l'assujettissement que par une dégradation systématique et par des efforts délibérés pour supprimer son intelligence. La rotation des cultures et l'agriculture scientifique sont donc étrangères aux sociétés esclavagistes. Comme Jefferson l'a écrit à propos de la Virginie, « nous pouvons acheter un acre de nouvelle terre moins cher que nous ne pouvons en engraisser une ancienne ».

[16] Le planteur d'esclaves, dans la nomenclature pittoresque du Sud, est un « tueur de terres ». Ce grave défaut de l'esclavage peut être contrebalancé et reporté pour un temps si le sol fertile est pratiquement illimité. L'expansion est une nécessité des sociétés esclavagistes ; la puissance esclavagiste exige des conquêtes toujours nouvelles.

[17] « Il est plus profitable, écrivait Merivale, de cultiver une terre fraîche par le cher travail des esclaves, qu'une terre épuisée par le travail bon marché des hommes libres.

[18] De la Virginie et du Maryland à la Caroline, la Géorgie, le Texas et le Middle West ; de la Barbade à la Jamaïque à Saint Domingue puis à Cuba ; la logique était inexorable et la même. C'était une course de relais; le premier passa le relais, à contrecœur, nous en sommes sûrs, à un autre, puis boitait tristement derrière.

L'esclavage dans les Caraïbes a été trop étroitement identifié au nègre. Une tournure raciale a ainsi été donnée à ce qui est fondamentalement un phénomène économique. L'esclavage n'est pas né du racisme : le racisme est plutôt la conséquence de l'esclavage.

Le travail non libre dans le Nouveau Monde était brun, blanc, noir et jaune ; catholique, protestante et païenne.

Le premier exemple de traite et de travail des esclaves développé dans le Nouveau Monde impliquait, racialement, non pas le Noir mais l'Indien. Les Indiens succombèrent rapidement au travail excessif qui leur était demandé, à l'insuffisance de l'alimentation, aux maladies de l'homme blanc et à leur incapacité à s'adapter au nouveau mode de vie. Habitués à une vie de liberté, leur constitution et leur tempérament étaient inadaptés aux rigueurs de l'esclavage des plantations. Comme l'écrit Fernando Ortiz : « Soumettre l'Indien aux mines, à leur travail monotone, insensé et sévère, sans sens tribal, sans rituel religieux, . . . C'était comme lui enlever le sens de sa vie. . . . C'était pour asservir non seulement ses muscles mais aussi son esprit collectif. [19]

Le visiteur de Ciudad Trujillo, capitale de la République dominicaine (le nom actuel de la moitié de l'île anciennement appelée Hispaniola), verra une statue de Colomb, avec la figure d'une femme indienne écrivant avec reconnaissance (selon la légende) le nom du découvreur. L'histoire est racontée, d'autre part, du chef indien Hatuey, qui, voué à mourir pour avoir résisté aux envahisseurs, refusa catégoriquement d'accepter la foi chrétienne comme porte d'accès au salut lorsqu'il apprit que ses bourreaux, eux aussi, espéraient aller au paradis. Il est beaucoup plus probable que Hatuey, plutôt que la femme anonyme, représentait l'opinion indienne contemporaine de leurs nouveaux suzerains.

L'Angleterre et la France, dans leurs colonies, ont suivi la pratique espagnole d'asservissement des Indiens. Il y avait une différence évidente : les tentatives de la Couronne espagnole, bien qu'inefficaces, de restreindre l'esclavage indien à ceux qui refusaient d'accepter le christianisme et aux Caraïbes guerriers sous prétexte qu'ils étaient des cannibales. Du point de vue du gouvernement britannique, l'esclavage des Indiens, contrairement à l'esclavage ultérieur des Noirs qui impliquait des intérêts impériaux vitaux, était une affaire purement coloniale. Comme l'écrit Lauber : « Le gouvernement d'origine ne s'intéressait aux conditions et à la législation coloniales en matière d'esclavage que lorsque la traite négrière africaine était impliquée. . . . Comme il (l'esclavage indien) n'a jamais été suffisamment étendu pour interférer avec l'esclavage des Noirs et le commerce des esclaves, il n'a jamais reçu aucune attention de la part du gouvernement d'origine et a donc existé comme légal car jamais déclaré illégal. [20]

Mais l'esclavage indien n'a jamais été étendu dans les dominions britanniques. Ballagh, écrivant sur Virginia, dit que le sentiment populaire n'avait jamais "exigé la soumission de la race indienne
en soi, comme ce fut pratiquement le cas avec le nègre dans le premier acte d'esclavage de 1661, mais seulement d'une partie de celui-ci, et cela il est vrai une très petite partie. . . . Dans le cas de l'Indien. . . l'esclavage était considéré comme un caractère occasionnel, une peine préventive et non comme une condition normale et permanente.
[21] Dans les colonies de la Nouvelle-Angleterre, l'esclavage des Indiens n'était pas rentable, car l'esclavage de quelque nature que ce soit n'était pas rentable parce qu'il n'était pas adapté à l'agriculture diversifiée de ces colonies. De plus, l'esclave indien était inefficace. Les Espagnols découvrirent qu'un nègre valait quatre Indiens.
[22] Un haut fonctionnaire d'Hispaniola insista en 1518 pour que « la permission soit donnée d'amener des Noirs, une race robuste pour le travail, au lieu d'indigènes, si faibles qu'ils ne peuvent être employés qu'à des tâches exigeant peu d'endurance, comme s'occuper des champs de maïs ou fermes.
[23] Les futurs produits de base du Nouveau Monde, le sucre et le coton, nécessitaient une force qui manquait à l'Indien, et exigeait le robuste « nègre de coton » comme besoin du sucre de mules solides produites en Louisiane sous l'épithète « mules à sucre ». Selon Lauber, « par rapport aux sommes versées pour les Noirs au même moment et au même endroit, les prix des esclaves indiens se sont avérés considérablement plus bas. » [24]

Le réservoir indien, lui aussi, était limité, celui africain inépuisable. Des nègres ont donc été volés en Afrique pour travailler les terres volées aux Indiens en Amérique. Les voyages du prince Henri le Navigateur complétaient ceux de Colomb, l'histoire de l'Afrique de l'Ouest devenait le complément des antillais.

Le successeur immédiat de l'Indien, cependant, n'était pas le Noir, mais le pauvre Blanc. Ces serviteurs blancs comprenaient une variété de types. Certains étaient des serviteurs sous contrat, ainsi appelés parce qu'avant leur départ de la patrie, ils avaient signé un contrat, en retrait par la loi, les engageant à servir pour une durée stipulée en échange de leur passage. D'autres encore, appelés « rédempteurs », se sont entendus avec le capitaine du navire pour payer leur passage à l'arrivée ou dans un délai spécifié par la suite ; s'ils ne le faisaient pas, ils étaient vendus par le capitaine au plus offrant. D'autres étaient des condamnés, envoyés par la politique délibérée du gouvernement d'origine, pour servir pendant une période déterminée.

Cette émigration était en phase avec les théories mercantilistes de l'époque qui préconisaient fortement de mettre les pauvres au travail industrieux et utile et favorisaient l'émigration, volontaire ou involontaire, comme allégeant les pauvres et trouvant à l'étranger des occupations plus rentables pour les oisifs et les vagabonds au pays. « La servitude sous contrat », écrit CM Haar, « a été appelée à exister par deux forces différentes mais complémentaires : il y avait à la fois une attraction positive du Nouveau Monde et une répulsion négative de l'Ancien. »

[25] Dans un document d'État remis à Jacques Ier en 1606, Bacon soulignait que par l'émigration, l'Angleterre gagnerait « un double avantage, en évitant les gens ici et en les utilisant là-bas ». 26

Ce service temporaire ne dénotait au départ ni infériorité ni dégradation. Beaucoup de serviteurs étaient des locataires seigneuriaux fuyant les restrictions gênantes du féodalisme, des Irlandais cherchant à se libérer de l'oppression des propriétaires terriens et des évêques, des Allemands fuyant les ravages de la guerre de Trente Ans. Ils ont transplanté dans leur cœur un désir ardent de terre, une passion ardente pour l'indépendance. Ils sont venus au pays des opportunités pour être des hommes libres, leur imagination puissamment forgée par des descriptions élogieuses et extravagantes dans leur pays d'origine.

[27] Ce n'est que plus tard que, selon les mots du Dr Williamson, « tous les idéaux d'une société coloniale décente, d'une Angleterre meilleure et plus grande à l'étranger, ont été submergés dans la poursuite d'un gain immédiat »,

[28] que l'introduction d'éléments peu recommandables est devenue une caractéristique générale du service sous contrat.

Un trafic régulier s'est développé dans ces serviteurs sous contrat. Entre 1654 et 1685, dix mille ont navigué à partir de Bristol uniquement, principalement pour les Antilles et la Virginie.

[29] En 1683, les serviteurs blancs représentaient un sixième de la population de Virginie. Les deux tiers des immigrants en Pennsylvanie au XVIIIe siècle étaient des serviteurs blancs ; en quatre ans, 25 000 sont venus à Philadelphie seulement. On estime que plus d'un quart de million de personnes ont été
de cette classe pendant la période coloniale,

[30] et qu'ils constituaient probablement la moitié de tous les immigrants anglais, la majorité allant dans les colonies du milieu. 31

Au fur et à mesure que la spéculation commerciale entrait en scène, les abus se sont infiltrés. Les enlèvements ont été fortement encouragés et sont devenus une activité courante dans des villes comme Londres et Bristol. Les adultes seraient servis avec de l'alcool, les enfants attirés avec des sucreries. Les ravisseurs étaient appelés « esprits », définis comme « ceux qui prennent des hommes, des femmes et des enfants et les vendent sur un navire pour être transportés au-delà de la mer ». Le capitaine d'un navire faisant du commerce à destination de la Jamaïque se rendait à la maison de correction de Clerkenwell, faisait boire les filles qui y avaient été emprisonnées comme étant désordonnées et les "invitait" à se rendre aux Antilles.

[32] Les tentations exercées sur les imprudents et les crédules étaient si attrayantes que, comme le maire de Bristol s'en plaignait, les maris étaient amenés à abandonner leurs femmes, épouses leurs maris et apprentis leurs maîtres, tandis que les criminels recherchés trouvaient refuge sur les navires de transport. des bras de la loi.

[33] La vague d' immigration allemande a développé la

« newlander », l'agent du travail de l'époque, qui parcourait la vallée du Rhin pour persuader les paysans féodaux de vendre leurs biens et d'émigrer en Amérique, recevant une commission pour chaque émigrant. 34

On a beaucoup écrit sur la supercherie que ces « newlanders » n'étaient pas opposés à employer.

[35] Mais quelles que soient les tromperies pratiquées, il reste vrai, comme l'a écrit Friedrich Kapp, que « le véritable fondement de la fièvre de l'émigration réside dans les conditions politiques et économiques malsaines. . . . La misère et l' oppression des conditions du petit (allemand) COMPORTE promu l' émigration beaucoup plus dangereusement et de façon continue que le pire «Newlander. » 36

Les condamnés constituaient une autre source stable de main-d'œuvre blanche. Les dures lois féodales de l'Angleterre reconnaissaient trois cents crimes capitaux. Les délits de pendaison typiques comprenaient : cueillir une poche pour plus d'un shilling ; vol à l'étalage d'une valeur de cinq shillings; voler un cheval ou un mouton; braconnage de lapins dans la propriété d'un gentleman.

[37] Les délits pour lesquels la punition prévue par la loi était le transport comprenaient le vol de tissu, le brûlage de meules de maïs, la mutilation et la mise à mort de bétail, l'entrave aux douaniers dans l'exécution de leur devoir et les pratiques juridiques corrompues.

[38] Des propositions faites en 1664 auraient banni dans les colonies tous les vagabonds, les voyous et les oisifs, les petits voleurs, les bohémiens et les vagabonds fréquentant les maisons closes sans licence.

[39] Une pitoyable pétition en 1667 demandait le transport au lieu de la peine de mort pour une femme reconnue coupable d'avoir volé des biens d'une valeur de trois shillings et quatre pence.

[40] En 1745, la déportation était punie pour le vol d'une cuillère en argent et d'une montre en or.

[41] Un an après l'émancipation des esclaves noirs, le transport était la sanction de l'activité syndicale. Il est difficile de résister à la conclusion qu'il y avait un lien entre la loi et les besoins en main-d'œuvre des plantations, et la merveille est que si peu de gens se sont retrouvés dans les colonies d'outre-mer.

Benjamin Franklin s'est opposé à ce « dumping sur le Nouveau Monde des parias de l'Ancien » comme l'insulte la plus cruelle jamais offerte par une nation à une autre, et a demandé, si l'Angleterre était fondée à envoyer ses condamnés dans les colonies, si ces dernières étaient justifiées. en envoyant en Angleterre leurs serpents à sonnettes en échange ?

[42] Il n'est pas clair pourquoi Franklin aurait dû être si sensible. Même si les forçats étaient des criminels endurcis, la grande augmentation des serviteurs sous contrat et des émigrants libres aurait eu tendance à rendre l'influence des forçats inoffensive, car des quantités croissantes d'eau se versaient dans un verre contenant du poison. Sans les condamnés, le développement précoce des colonies australiennes au XIXe siècle aurait été impossible. Seuls quelques-uns des colons, cependant, étaient si particuliers. L'attitude

générale a été résumée par un contemporain : « Leur travail serait plus bénéfique dans un
établissement infantile, que leurs vices pourraient être pernicieux.

[43] Cette attitude n'avait rien d'étrange. Le grand problème dans un nouveau pays est le problème du travail, et le travail des forçats, comme l'a souligné Merivale, équivalait à un cadeau gratuit du gouvernement aux colons sans faire peser sur ces derniers les frais d'importation.

[44] Le gouverneur de Virginie, en 1611, était prêt à accueillir les condamnés graciés comme « un moyen facile de nous fournir des hommes et pas toujours les pires types d'hommes ».

[45] Les Antilles étaient prêtes à accepter tout le monde, même la progéniture de Newgate et Bridewell, car « aucun goale-bird [sic] ne peut être aussi incorrigible, mais il y a de l'espoir de sa conformité ici, ainsi que de sa promotion, que certains ont heureusement expérimenté. 46

Les troubles politiques et civils en Angleterre entre 1640 et 1740 ont augmenté l'offre de serviteurs blancs. Les non-conformistes politiques et religieux ont payé leur manque d'orthodoxie par le transport, principalement vers les îles à sucre. Tel fut le sort de nombreux prisonniers irlandais de Cromwell, qui furent envoyés aux Antilles.

[47] Cette politique était si rigoureusement poursuivie qu'un verbe actif a été ajouté à la langue anglaise : « barbades » a person.

[48] Montserrat devint en grande partie une colonie irlandaise,

[49] et le brogue irlandais est encore fréquemment entendu aujourd'hui dans de nombreuses régions des Antilles britanniques. Les Irlandais, cependant, étaient de pauvres serviteurs. Ils détestaient les Anglais, étaient toujours prêts à aider les ennemis de l'Angleterre et lors d'une révolte dans les îles sous le vent en 1689

[50] on voit déjà les signes de cette ardente indignation qui, selon Lecky, donna à Washington quelques-uns de ses meilleurs soldats.

[51] Les vaincus dans les campagnes écossaises de Cromwell étaient traités comme les Irlandais avant eux, et les Écossais en vinrent à être considérés comme « le général travaille et les soldats dans la plupart des régions étrangères ».

[52] L'intolérance religieuse a envoyé plus de travailleurs dans les plantations. En 1661, les quakers refusant de prêter serment pour la troisième fois devaient être déportés ; en 1664, le transport vers n'importe quelle plantation, à l'exception de la Virginie ou de la Nouvelle-Angleterre, ou une amende de cent livres fut décrété pour la troisième infraction pour les personnes de plus de seize ans se réunissant en groupes de cinq ou plus sous prétexte de religion.

[53] De nombreux partisans de Monmouth ont été envoyés à la Barbade, avec ordre d'être détenus comme serviteurs pendant dix ans. Les prisonniers étaient accordés par lots à des courtisans favoris, qui tiraient de beaux bénéfices du trafic auquel, prétend-on, même la reine se partageait.

[54] Une politique similaire a été utilisée après les soulèvements jacobites du XVIIIe siècle.

Le transport de ces serviteurs blancs montre sous son vrai jour les horreurs du Passage du Milieu, non pas comme quelque chose d'inhabituel ou d'inhumain, mais comme faisant

partie de l'époque. Les émigrants étaient entassés comme des harengs. Selon Mittelberger, chaque serviteur avait droit à environ deux pieds de largeur et six pieds de longueur au lit.

[55] Les bateaux étaient petits, le voyage long, la nourriture, en l'absence de réfrigération, mauvaise, la maladie inévitable. Une pétition au Parlement en 1659 décrit comment soixante-douze domestiques avaient été enfermés sous le pont pendant tout le voyage de cinq
semaines et demie, « parmi les chevaux, que leurs âmes,
par la chaleur et la vapeur sous le tropique, s'évanouit en eux.

[56] Inévitablement, des abus se sont introduits dans le système et Fearon a été choqué par « l'horrible image de la souffrance humaine que donnait ce sépulcre vivant » d'un navire d'émigrants à Philadelphie.

[57] Mais les conditions, même pour les passagers libres, n'étaient guère meilleures à cette époque, et le commentaire d'une dame de qualité décrivant un voyage de l'Écosse aux Antilles sur un navire rempli de serviteurs sous contrat devrait bannir toute idée que les horreurs de l'esclave navire s'explique par le fait que les victimes étaient des nègres. « Il est à peine possible, écrit-elle, de croire que la nature humaine puisse être si dépravée, comme
traiter ses semblables de telle manière pour si peu de gain. 58

Le transport des domestiques et des forçats produisit un puissant intérêt en Angleterre. Lors de la création du Colonial Board en 1661, la plus importante de ses fonctions n'était pas le contrôle du commerce des serviteurs sous contrat. En 1664, une commission fut nommée, dirigée par le frère du roi, pour examiner et faire rapport sur l'exportation des domestiques. En 1670, une loi interdisant le transport des prisonniers anglais outre-mer fut rejetée ; un autre projet de loi contre le vol d'enfants n'a abouti à rien. Dans le transport des criminels, toute une hiérarchie, depuis les secrétaires de cour et les graves juges jusqu'aux geôliers et aux clés en main, tenait à avoir sa part du butin.

[59] Il a été suggéré que c'était l'humanité pour ses compatriotes et les hommes de sa propre couleur qui dictait la préférence du planteur pour l'esclave nègre.

[60] De cette humanité, il n'y a aucune trace dans les archives de l'époque, du moins en ce qui concerne les colonies de plantation et la production commerciale. Les tentatives d'enregistrement des domestiques émigrés et de régularisation de la procédure de transport, donnant ainsi une pleine reconnaissance légale au système, ont été éludées. Les principaux commerçants et fonctionnaires étaient tous impliqués dans cette pratique. La peine pour vol d'homme était l'exposition au pilori, mais aucun projectile des spectateurs n'était toléré. L'opposition qu'il y avait est venue des masses. Il suffisait de pointer du doigt une femme dans les rues de Londres et de la traiter d'« esprit » pour déclencher une émeute.

Telle était la situation en Angleterre lorsque Jeffreys est venu à
Bristol lors de sa tournée de l'Ouest pour nettoyer les restes de
La rébellion de Monmouth. Jeffreys a été transmis à la postérité en tant que « boucher », le député tyrannique d'un roi arbitraire, et sa visite légale est enregistrée dans les manuels comme les « Assises sanglantes ». Ils avaient une caractéristique de rachat. Jeffreys a juré qu'il était venu à Bristol avec un balai pour nettoyer la ville, et sa colère s'est abattue sur les ravisseurs qui ont infesté les plus hauts bureaux municipaux. Les marchands et les juges avaient l'habitude de forcer la loi pour augmenter le nombre de criminels qui pouvaient être transportés vers les plantations de canne à sucre qu'ils possédaient aux Antilles. Ils terrifieraient les petits contrevenants à l'idée d'être pendus et les pousseraient ensuite à

plaider pour le transport. Jeffreys se tourna vers le maire, complet en écarlate et fourrures, qui était sur le point de condamner un pickpocket à être transporté en Jamaïque, l'obligea, au grand étonnement des dignes citoyens de Bristol, à entrer dans le quai des prisonniers, comme un criminel ordinaire, pour plaider coupable ou non coupable, et l'a harcelé dans un langage caractéristique : « Monsieur, monsieur le maire, je veux dire vous, ravisseur, et un vieux juge de paix sur le banc. . . . Je ne le connais pas, un vieux fripon : il va à la taverne, et pour une pinte de sac, il liera des gens serviteurs des Indes à la taverne. Un coquin kidnappeur ! Je lui couperai les oreilles avant de sortir de la ville. . . . Kidnappeur, vous, je veux dire, monsieur. . . . S'il n'y avait pas eu l'épée, qui est au-dessus de ta tête, je t'enverrais à Newgate, espèce de kidnappeur. Tu es pire que le pickpockett qui se tient là. . . . J'ai entendu dire que le métier d'enlèvement était très demandé. Ils peuvent renvoyer un criminel ou un traître, à condition qu'ils aillent à la plantation de M. Alderman aux Antilles. Le maire a été condamné à une amende de mille livres, mais à part la perte de dignité et la peur suscitée dans leurs cœurs, les commerçants n'ont rien perdu, leurs gains sont restés inviolés. 61

Selon une explication, les insultes de Jeffreys étaient le résultat d'une intoxication ou d'une folie.

62 Il n'est pas improbable qu'elles soient liées à un renversement complet de la pensée mercantiliste sur la question de l'émigration, conséquence du développement interne de la Grande-Bretagne elle-même. A la fin du XVIIe siècle, l'accent s'était déplacé de l'accumulation des métaux précieux comme objectif de la politique économique nationale *vers* le développement de l'industrie dans le pays, la promotion de l'emploi et l'encouragement des exportations. Les mercantilistes soutenaient que le meilleur moyen de réduire les coûts, et donc de rivaliser avec d'autres pays, était de payer des salaires bas, ce qu'une population nombreuse avait tendance à assurer. La peur de la surpopulation au début du XVIIe siècle a fait place à une peur de la sous-population au milieu du même siècle. La condition essentielle de la colonisation — l'émigration du pays d'origine — allait maintenant à l'encontre du principe selon lequel l'intérêt national exigeait une population nombreuse à l'intérieur. Sir Josiah Child a nié que l'émigration vers l'Amérique ait affaibli l'Angleterre, mais il a été forcé d'admettre qu'à son avis, il était peut-être en minorité d'un sur mille, alors qu'il approuvait l'opinion générale selon laquelle « tout ce qui tend à dépeupler un royaume tend à l'appauvrir.

63 L'humanitarisme inhabituel de Jeffreys semble moins étrange et peut être attribué plutôt à des considérations économiques qu'à des considérations spirituelles. Ses mécènes, la famille royale, avaient déjà accordé leur patronage à la Royal African Company et à la traite négrière. Pour le surplus de population nécessaire pour peupler les colonies du Nouveau Monde, les Britanniques s'étaient tournés vers l'Afrique, et en 1680, ils avaient déjà des preuves positives, à la Barbade, que l'Africain satisfaisait mieux aux nécessités de la production que l'Européen.

Le statut de ces serviteurs s'est progressivement dégradé dans les colonies de plantation. La servitude, à l'origine une relation personnelle libre fondée sur un contrat volontaire pour une durée déterminée de service, en lieu et place du transport et de l'entretien, tendit à se transformer en une relation de propriété qui affirmait un contrôle plus ou moins étendu sur les corps et les libertés de la personne pendant le service comme s'il était une chose.

64 Eddis, écrivant à la veille de la Révolution, trouva le

serviteurs gémissant « sous un esclavage pire que l'égyptien ». [65] Dans le Maryland, la servitude s'est développée en une institution proche à certains égards de l'esclavage mobilier.

[66] En Pennsylvanie, il a été dit que « peu importe la gentillesse avec laquelle ils ont été traités dans des cas particuliers, ou la façon dont ils ont volontairement noué une relation, en tant que classe et une fois liés, les serviteurs sous contrat étaient temporairement des biens meubles ».

[67] Dans les plantations de canne à sucre de la Barbade, les serviteurs passaient leur le temps « broyant aux moulins et fréquentant les fourneaux, ou creusant dans cette île brûlante ; n'ayant rien pour se nourrir (malgré leur dur labeur) que des racines de pomme de terre, ni à boire, mais de l'eau avec de telles racines lavées dedans, en plus du pain et des larmes de leurs propres afflictions ; être achetés et vendus encore d'un planteur à un autre, ou attachés comme des chevaux et des bêtes pour les dettes de leurs maîtres, être fouettés aux postes de fouet (comme des coquins) pour le plaisir de leurs maîtres, et dormir dans des étables pires que des porcs en Angleterre . . . . "

[68] Comme le conclut le professeur Harlow, le poids de la preuve prouve incontestablement que les conditions dans lesquelles la main-d'œuvre blanche était procurée et utilisée à la Barbade étaient « obstinément sévères, parfois déshonorantes, et généralement une honte pour le nom anglais. 69

L'administration anglaise considérait cependant que la servitude n'était pas trop grave et que le domestique en Jamaïque était mieux loti que le laboureur en Angleterre. « C'est un endroit qui vous est aussi reconnaissant pour le commerce que n'importe quelle partie du monde. Ce n'est pas si odieux qu'il est représenté.

[70] Mais il y avait une certaine sensibilité sur la question. Les seigneurs du commerce et des plantations, en 1676, se sont opposés à l'utilisation du mot «servitude» comme marque de servitude et d'esclavage et ont suggéré «service» à la place.

[71] L'institution n'a pas été affectée par le changement. L'espoir a été exprimé que les serviteurs blancs aient été épargnés par le fouet si généreusement accordé à leurs camarades noirs.

[72] Ils n'ont pas eu une telle bonne fortune. Comme ils étaient liés pour une durée limitée, le planteur s'intéressait moins à leur bien-être qu'à celui des nègres qui étaient des serviteurs perpétuels et donc « les éléments les plus utiles » d'une plantation.

[73] Eddis a trouvé les Noirs « presque dans tous les cas, dans des circonstances plus confortables que le misérable Européen, sur lequel le planteur rigide exerce une sévérité inflexible ».

[74] Les serviteurs étaient considérés par les planteurs comme des « ordures blanches » et étaient mis entre parenthèses avec les Noirs comme ouvriers. « Aucune de ces colonies n'a jamais été ou ne peut être amenée à une amélioration considérable sans un approvisionnement de serviteurs blancs et de nègres », a déclaré le Conseil de Montserrat en 1680.

[75] Dans une société européenne où la subordination était considérée comme essentielle, où Burke pouvait parler des classes ouvrières de « brebis misérables » et de Voltaire de "canaille," et Linguet condamnent l'ouvrier à l'usage de sa seule force physique, car « tout serait perdu une fois qu'il saura qu'il a un esprit »

[76] - dans une telle société, il est inutile de demander des excuses pour la condition du serviteur blanc dans les colonies.

Defoe a carrément déclaré que le serviteur blanc était un esclave.
[77] Il ne l'était pas. La perte de liberté du serviteur était de durée limitée, le nègre était esclave à vie. Le statut du serviteur ne pouvait pas descendre jusqu'à sa progéniture, les enfants nègres prenaient le statut de la mère. Le maître n'avait à aucun moment le contrôle absolu sur la personne et la liberté de son serviteur comme il l'avait sur son esclave. Le serviteur avait des droits, limités mais reconnus par la loi et inscrits dans un contrat. Il bénéficiait, par exemple, d'un droit de propriété limité. En droit actuel, la conception du serviteur comme bien ne dépassait jamais celle de la propriété personnelle et n'atteignait jamais le stade du bien mobilier ou immobilier. Les lois des colonies maintinrent cette distinction rigide et entraînèrent la cohabitation entre les races avec des peines sévères. Le serviteur pouvait prétendre, à la fin de son mandat, à un lopin de terre, cependant, comme le fait remarquer Wertenbaker pour
Virginie, ce n'était pas un droit légal,
[78] et les conditions variaient d'une colonie à l'autre. Le serf en Europe pouvait donc espérer une liberté précoce en Amérique que le vilainage ne pouvait se permettre. Les serviteurs libérés sont devenus de petits fermiers yeomen, installés dans l'arrière-pays, une force démocratique dans une société de grands propriétaires de plantations aristocratiques, et ont été les pionniers de l'expansion vers l'ouest. C'est pourquoi Jefferson en Amérique, comme Saco à Cuba, a favorisé l' introduction de serviteurs européens au lieu d'esclaves africains - comme tendant à la démocratie plutôt qu'à l'aristocratie.

79

L'institution de la servitude blanche, cependant, avait de graves
inconvénients. Postlethwayt, un mercantiliste rigide, a fait valoir que les travailleurs blancs dans les colonies auraient tendance à créer une rivalité avec la mère patrie dans le secteur manufacturier. Mieux vaut esclaves noirs dans les plantations que domestiques blancs dans l'industrie, ce qui favoriserait les aspirations à l'indépendance.
[80] L'offre de plus en plus difficile a été de plus en plus, et la nécessité des plantations dépassa les convictions anglaises. En outre, les commerçants ont été impliqués dans de nombreuses procédures vexatoires et coûteuses résultant de personnes signifiant leur volonté d'émigrer, acceptant à l'avance de la nourriture et des vêtements, puis intentant des poursuites pour détention illégale.
[81] Les serviteurs sous contrat n'étaient pas disponibles en quantité suffisante pour remplacer ceux qui avaient purgé leur peine. Dans les plantations, la fuite était facile pour le domestique blanc ; moins facile pour le nègre qui, s'il était libéré, avait tendance, en légitime défense, à rester dans sa localité où il était bien connu et moins susceptible d'être appréhendé comme esclave vagabond ou fugitif. Le domestique attendait des terres à la fin de son contrat ; le nègre, dans un environnement étrange, remarquable par sa couleur et ses traits, et ignorant la langue et les manières de l'homme blanc, pouvait être maintenu en permanence séparé de la terre. Les différences raciales permettaient de justifier et de rationaliser plus facilement l'esclavage des nègres, d'exiger l'obéissance mécanique d'un bœuf de charrue ou d'un cheval de charrette, d'exiger cette résignation et cet assujettissement moral et intellectuel complet qui seuls rendent possible le travail d'esclave. Enfin, et ce fut le facteur décisif, l'esclave nègre était meilleur marché. L'argent qui procurait les services d'un blanc pendant dix ans pouvait acheter un nègre à vie.

[82] Comme l'a déclaré le gouverneur de la Barbade, les planteurs de la Barbade ont découvert par expérience que « trois noirs travaillent mieux et
moins cher qu'un homme blanc. 83

Mais l'expérience de la servitude blanche avait été inestimable. L'enlèvement en Afrique n'a pas rencontré de difficultés comme celles rencontrées en Angleterre. Les capitaines et les navires avaient l'expérience d'un métier pour les guider dans l'autre. Bristol, le centre du commerce des domestiques, est devenu l'un des centres de la traite négrière. Le capital accumulé de l'un finançait l'autre. La servitude blanche était la base historique sur laquelle l'esclavage nègre a été construit. Les criminels conducteurs dans les plantations devinrent sans effort des esclavagistes. "En nombre significatif", écrit le professeur Phillips, "les Africains étaient des retardataires intégrés dans un système déjà développé". 84

Voilà donc l'origine de l'esclavage nègre. La raison était économique, pas raciale ; il ne s'agissait pas de la couleur de l'ouvrier, mais du bon marché de la main-d'œuvre. Comparé au travail indien et blanc, l'esclavage nègre était éminemment supérieur. « Dans chaque cas », écrit Bassett, parlant de North
Caroline, « il
était une survie du plus fort. L'esclavage indien et la servitude blanche devaient tous deux tomber devant le supérieur de l'homme noir
endurance, docilité et capacité de travail.

[85] Les traits de l'homme, ses cheveux, sa couleur et son dentifrice, ses caractéristiques « sous-humaines » si largement invoquées, n'étaient que les rationalisations ultérieures pour justifier un simple fait économique : que les colonies avaient besoin de main-d'œuvre et recouraient à la main-d'œuvre noire parce qu'elle était la moins chère et meilleur. Ce n'était pas une théorie, c'était une conclusion pratique déduite de l'expérience personnelle du planteur. Il serait allé sur la lune, s'il le fallait, pour travailler. L'Afrique était plus proche que la lune, plus proche aussi que les pays plus peuplés de l'Inde et de la Chine. Mais leur tour était à venir.

Cette servitude blanche est d'une importance capitale pour comprendre le développement du Nouveau Monde et la place du Noir dans ce développement. Elle fait exploser complètement le vieux mythe selon lequel les Blancs ne pouvaient supporter l'effort du travail manuel dans le climat du Nouveau Monde et que, pour cette raison et cette seule raison, les puissances européennes avaient recours aux Africains. L'argument est tout à fait intenable. Un dicton du Mississippi veut que "seuls les hommes noirs et les mules peuvent affronter le soleil en juillet". Mais les Blancs ont affronté le soleil pendant plus de cent ans à la Barbade, et les Salzbourgeois de Géorgie ont nié avec indignation que la culture du riz leur était nuisible. [86] Les îles des Caraïbes sont bien dans la zone tropicale, mais leur climat est plus égal que tropical, la température dépasse rarement les 80 degrés bien qu'elle reste uniforme toute l'année, et elles sont exposées aux vents doux de la mer. L'humidité insupportable d'une journée d'août dans certaines parties des États-Unis n'a pas d'égale dans les îles. De plus, seule la pointe sud de la Floride aux États-Unis est en fait tropicale, pourtant la main-d'œuvre noire a prospéré en Virginie et en Caroline. Le sud des États-Unis

n'est pas plus chaud que le sud de l'Italie ou de l'Espagne, et de Tocqueville a demandé pourquoi les Européens ne pourraient pas y travailler aussi bien que dans ces deux pays ?

[87] Lorsque Whitney a inventé son égreneuse de coton, on s'attendait avec confiance à ce que le coton soit produit par une main-d'œuvre gratuite dans de petites fermes, et c'est en fait ainsi qu'il a été produit.

[88] Là où le fermier blanc a été évincé, l'ennemi n'était pas le climat mais l'esclave

plantation, et le fermier blanc s'est déplacé vers l'ouest, jusqu'à ce que la plantation en expansion l'envoie à nouveau dans ses errances. Écrivant en 1857, Weston a souligné que le travail dans les champs de l'extrême sud et tous les gros travaux extérieurs à la Nouvelle-Orléans étaient effectués par des blancs, sans aucune conséquence néfaste. « Aucune partie des frontières continentales du golfe du Mexique, écrivait-il, et aucune des îles qui le séparent de l'océan n'a besoin d'être abandonnée à la barbarie de l'esclavage nègre.

[89] A notre époque, nous qui avons été témoins de la dépossession des Noirs par les métayers blancs du Sud et de la migration massive des Noirs du Sud vers les climats plus froids de Detroit, New York, Pittsburgh et d'autres centres industriels du Nord, ne pouvons plus accepter la rationalisation commode selon laquelle la main-d'œuvre noire était employée dans les plantations d'esclaves parce que le climat était trop rigoureux pour la constitution de l'homme blanc.

Une émigration constante et régulière de Blancs pauvres d'Espagne vers Cuba, jusqu'à la toute fin de la domination espagnole, a caractérisé la politique coloniale espagnole. Fernando Ortiz a établi un contraste saisissant entre le rôle du tabac et du sucre dans l' histoire cubaine . Le tabac était une industrie blanche libre intensivement cultivée dans de petites fermes ; le sucre était une industrie d'esclaves noirs largement cultivée dans de grandes plantations. Il a en outre comparé l'industrie du tabac cubaine libre avec son esclave
homologue de Virginie.

[90] Ce qui a déterminé la différence n'était pas le climat mais la structure économique des deux régions. Les blancs auraient à peine pu endurer la chaleur tropicale de Cuba et succomber à la chaleur tropicale de la Barbade. A Porto Rico, le jíbaro, le pauvre paysan blanc, est toujours le type de base, démontrant, selon les mots de Grenfell Price, à quel point est erronée la croyance qu'après trois générations l'homme blanc ne peut pas se reproduire sous les tropiques. [91] Des communautés blanches similaires ont survécu dans les Caraïbes, depuis les premières colonies jusqu'à nos jours, dans les îles antillaises néerlandaises de Saba et de Saint-Martin. Depuis une soixantaine d'années, des colons français ont vécu à Saint-Thomas non seulement comme pêcheurs mais comme agriculteurs, formant aujourd'hui le
« la plus grande classe agricole unique » de l'île.

[92] Comme le conclut le Dr Price : « Il semble que les Blancs du Nord puissent conserver un
générations dans les tropiques des alizés si l'emplacement est exempt des pires formes de maladies tropicales, si le rendement économique est adéquat et si la communauté est prête à entreprendre un travail dur et physique.

[93] Il y a plus de cent ans, un certain nombre d'émigrants allemands se sont installés à Seaford, en Jamaïque. Ils survivent aujourd'hui, sans aucun signe visible de détérioration,

contredisant catégoriquement la croyance populaire quant à la possibilité de survie du blanc du nord sous les tropiques.

[94] Partout où, en bref, l'agriculture tropicale est restée sur une base de petites exploitations, les blancs non seulement ont survécu mais ont prospéré. Là où les blancs ont disparu, la cause n'était pas le climat mais le remplacement de la petite ferme par la grande plantation, avec sa demande conséquente d'une offre importante et constante de main-d'œuvre.

La théorie climatique de la plantation n'est donc qu'une rationalisation. Dans un excellent essai sur le sujet, le professeur Edgar Thompson écrit : « La plantation ne doit pas être expliquée par le climat. C'est une institution politique. C'est, pourrait-on ajouter, plus : c'est une institution économique. La théorie climatique « fait partie d'une idéologie qui rationalise et naturalise un ordre social et économique existant, et celui-ci semble partout être un ordre dans lequel il y a un problème racial ». 95

L'histoire de l'Australie vient étayer l'argument. Près de la moitié de cette île-continent se situe dans la zone tropicale. Dans une partie de cette zone tropicale, l'état du Queensland, la culture principale est le sucre. Lorsque l'industrie a commencé à se développer, l'Australie avait le choix entre deux alternatives : la main-d'œuvre noire ou la main-d'œuvre blanche. Le Commonwealth a commencé sa culture du sucre de la manière habituelle - avec de la main-d'œuvre noire importée des îles du Pacifique. Des demandes croissantes, cependant, ont été faites pour une politique de l'Australie blanche, et au vingtième siècle l'immigration non blanche a été interdite. Il n'est pas pertinent de considérer ici qu'en conséquence le coût de production du sucre australien est prohibitif, que l'industrie est artificielle et ne survit que derrière le mur chinois de l'autarcie australienne. L'Australie était prête à payer le prix fort pour rester un pays d'hommes blancs. Notre seule préoccupation ici avec la question est que ce prix a été payé de la poche du consommateur australien et non dans la dégénérescence physique du travailleur australien.

La main-d'œuvre dans l'industrie sucrière du Queensland est aujourd'hui entièrement blanche. « Le Queensland », écrit HL Wilkinson, « offre le seul exemple au monde de colonisation européenne sous les tropiques à grande échelle. Il fait plus ; il montre une grande population européenne faisant tout le travail de sa civilisation depuis le service le plus vil et le travail manuel le plus exigeant, jusqu'à la plus haute forme d'intellectualisme.

[96] À tel point que la science a fait exploser la superstition que les scientifiques australiens soutiennent aujourd'hui que la seule condition à laquelle les hommes et les femmes blancs peuvent rester en bonne santé sous les tropiques est qu'ils doivent s'engager dans un travail manuel dur. Là où ils l'ont fait, comme dans le Queensland, "l'examen scientifique le plus rigoureux", selon le Congrès médical australien en 1920, "n'a pas montré de changements organiques chez les résidents blancs qui leur permettaient de se distinguer des résidents des climats tempérés". 97

L'esclavage nègre n'avait donc rien à voir avec le climat. Son origine peut s'exprimer en trois mots : dans les Caraïbes, Sucre ; sur le continent, le Tabac et le Coton. Un changement dans la structure économique a produit un changement correspondant dans l'offre de travail. Le fait fondamental était « la création d'une organisation sociale et économique inférieure d'exploiteurs et d'exploités ».

[98] Le sucre, le tabac et le coton nécessitaient la grande plantation et les hordes de main-d'œuvre bon marché, et la petite ferme de l'ancien serviteur blanc sous contrat ne pouvait pas survivre. Le tabac de la petite ferme de la Barbade a été remplacé par le sucre de la grande plantation. L'essor de l'industrie sucrière dans les Caraïbes fut le signal d'une gigantesque dépossession du petit agriculteur. La Barbade comptait en 1645 11 200 petits fermiers blancs et 5 680 esclaves noirs ; en 1667, il y avait 745 grands propriétaires de plantations et 82 023 esclaves. En 1645, l'île avait
18 300 blancs aptes à porter les armes, en 1667 seulement 8 300.

[99] Les fermiers blancs ont été évincés. Les planteurs ont continué à offrir des incitations aux nouveaux arrivants, mais ils ne pouvaient plus offrir l'incitation principale, la terre. Les serviteurs blancs préféraient les autres îles où ils pouvaient espérer des terres, à la Barbade, où ils étaient sûrs qu'il n'y en avait pas.

[100] En désespoir de cause, les planteurs ont proposé une législation qui empêcherait un propriétaire foncier d'acheter plus de terres, obligerait les Noirs et les serviteurs à porter des vêtements fabriqués à la Barbade (qu'auraient dit les mercantilistes anglais ?) un marché.

[101] Le gouverneur de la Barbade a dressé en 1695 un tableau pitoyable de ces anciens serviteurs. Sans viande fraîche ni rhum, « ils sont dominés et utilisés comme des chiens, et cela avec le temps chassera sans aucun doute toute la banalité des Blancs ». Sa seule suggestion était de donner le droit d'élire des membres de l'Assemblée à tout homme blanc possédant deux arpents de terre. Les candidats aux élections « donnaient parfois aux pauvres misérables un peu de rhum, des provisions fraîches et de quoi les nourrir » afin d'obtenir leurs voix – et des élections avaient lieu chaque année. [102] Il n'est pas surprenant que l'exode se soit poursuivi.

Les pauvres blancs ont commencé leurs voyages, se disputant leur chemin dans toutes les Caraïbes, de la Barbade à Nevis, à Antigua, et de là à la Guyane et à Trinidad, et finalement en Caroline. Partout, ils étaient poursuivis et dépossédés par la même force économique inexorable, le sucre ; et en Caroline, ils n'étaient à l'abri du coton que pendant cent ans. Entre 1672 et 1708, les hommes blancs de Nevis ont diminué de plus des trois cinquièmes, la population noire a plus que doublé. Entre 1672 et 1727, les hommes blancs de Montserrat ont diminué de plus des deux tiers, au cours de la même période, la population noire a augmenté plus de onze fois.

[103] « Plus ils achètent, disaient les Barbadiens en parlant de leurs esclaves, plus ils pourront acheter, car dans un an et demi ils gagneront avec la bénédiction de Dieu autant qu'ils en coûteront.

[104] King Sugar avait commencé ses déprédations, transformant des communautés florissantes de petits agriculteurs en de vastes usines sucrières appartenant à une camarilla de magnats capitalistes absents et exploitées par une masse de prolétaires étrangers. L'économie de plantation n'avait pas de place pour les Blancs pauvres ; le propriétaire ou le surveillant, un médecin dans les plantations les plus prospères, peut-être leurs familles, cela suffisait. « Si un État, écrivait Weston, pouvait être supposé constitué de plantations continues, la race blanche ne serait pas simplement affamé, mais littéralement évincé.

[105] Les planteurs résidents, appréhendés par la croissance disproportion entre les Blancs et les Noirs, ont adopté des lois sur les carences pour obliger les absents, sous peine d'amendes, à garder des serviteurs blancs. Les absents ont préféré payer les amendes. Aux Antilles aujourd'hui, les pauvres blancs survivent dans les « jambes rouges » de la Barbade, pâles, faibles et dépravés par la consanguinité, le rhum

fort, la nourriture insuffisante et l'abstinence du travail manuel. Car, comme l'écrivait Merivale, « dans un pays où l'esclavage nègre prévaut largement, aucun blanc n'est industrieux ». 106

C'était le triomphe, non des conditions géographiques, comme Harlow le prétend,
107 mais d'ordre économique. Les victimes étaient les nègres d'Afrique et les petits fermiers blancs. L'augmentation de la richesse pour les quelques blancs était aussi phénoménale que l'augmentation de la misère pour les nombreux noirs. La Barbade récolte en 1650, sur une
période de vingt mois, valaient plus de trois millions de livres,
108 environ quinze millions en monnaie moderne. En 1666, la Barbade était estimée dix-sept fois plus riche qu'avant la plantation de sucre. « Les bâtiments en 1643 étaient mesquins, avec des choses uniquement pour la nécessité, mais en 1666, les assiettes, les bijoux et les objets ménagers étaient estimés à 500 000 £, leurs bâtiments très beaux et très beaux, et leurs maisons comme des châteaux, leurs cabanes à sucre et leurs huttes de nègres se montrent de la mer comme autant de petites villes, chacune défendue par son château.

109 Le prix du foncier a grimpé en flèche. Une plantation de cinq cents acres qui se vendit 400 £ en 1640 atteignit 7 000 £ pour une demi-part en 1648.
110 Le domaine d'un certain capitaine Waterman, qui s'étendait sur huit cents acres, avait été jadis partagé entre pas moins de quarante propriétaires.
111 Car le sucre était et est essentiellement une entreprise capitaliste, impliquant non seulement des opérations agricoles mais aussi les étapes grossières du raffinage. Un rapport sur les îles à sucre françaises déclarait que pour fabriquer dix barriques de sucre, il fallait autant de dépenses en bêtes de somme, en moulins et en ustensiles que pour en faire cent.
112 James Knight de la Jamaïque a estimé qu'il fallait quatre cents acres pour démarrer une plantation de canne à sucre.
113 Selon Edward Long, autre planteur et historien de l'île, il fallait 5 000 £ pour démarrer une petite plantation de trois cents acres, produisant de trente à cinquante barils de sucre par an, 14 000 £ pour une plantation de même taille produisant cent barricades.
114 Il ne pouvait y avoir que deux classes dans une telle société, les riches planteurs et les esclaves opprimés.

La morale est renforcée par une considération de l'histoire de la Virginie, où l'économie de plantation n'était pas basée sur le sucre mais sur le tabac. Les recherches du professeur Werten-baker ont fait éclater la légende selon laquelle la Virginie était dès le départ une domination aristocratique. Au début du XVIIe siècle, environ les deux tiers des propriétaires terriens n'avaient ni esclaves ni serviteurs sous contrat. La force de la colonie résidait dans ses nombreux yeomanry blancs. Les conditions se sont aggravées à mesure que le marché du tabac était saturé par la concurrence espagnole et que les Virginiens exigeaient avec colère que quelque chose soit fait contre « ces petites plantations anglaises dans les îles sauvages des Antilles » par lesquelles des quantités de tabac espagnol arrivaient en Angleterre.
115 Néanmoins, bien que les prix continuent de baisser, les exportations de Virginie et du Maryland sont multipliées par plus de six entre 1663 et 1699. L'explication tient en deux mots : l'esclavage des nègres, qui réduit le coût de production. Les esclaves noirs, un vingtième de la population en 1670, étaient un quart en 1730. « L'esclavage, d'être un facteur insignifiant dans la vie économique de la colonie, était devenu le fondement

même sur lequel il a été établi. Il y avait encore de la place en Virginie, comme il n'y en avait pas à la Barbade, pour le petit fermier, mais la terre lui était inutile s'il ne pouvait rivaliser avec le travail des esclaves. Ainsi le paysan de Virginie, comme le Barbadien, a été évincé. « La Virginie qui avait été autrefois si largement la terre du petit fermier, était devenue la terre des Maîtres et des Esclaves. Pour le reste, il n'y avait pas de place. 116

Toute l'histoire future des Caraïbes n'est rien de plus qu'un pointillé des i et un croisement des t. Cela s'est produit plus tôt dans les îles britanniques et françaises que dans les îles espagnoles, où le processus a été retardé jusqu'à l'avènement de la diplomatie du dollar de notre temps. Sous le capital américain, nous avons assisté à la transformation de Cuba, de Porto Rico et de la République dominicaine en d'immenses usines sucrières (bien que la grande plantation, surtout à Cuba, n'était pas inconnue sous le régime espagnol), possédées à l'étranger et exploitées par une main-d'œuvre étrangère, sur le Motif antillais britannique. Que ce processus se déroule avec une main-d'œuvre libre et dans des zones nominalement indépendantes (à l'exception de Porto Rico) nous aide à voir sous son vrai jour la première importation

du travail des esclaves noirs dans les Caraïbes britanniques, une phase de l'histoire de la plantation. Selon les mots du professeur Phillips, le système des plantations était « moins dépendant de l'esclavage que l'esclavage ne l'était sur lui. . . . Le système des plantations formait, pour ainsi dire, le cadre industriel et social du gouvernement. . ., tandis que l'esclavage était un code de lois écrites promulguées à cette fin. 117

Là où la plantation ne se développait pas, comme dans l'industrie du tabac cubaine, la main-d'œuvre noire était rare et la main-d'œuvre blanche prédominait. La section libérale de la population cubaine a toujours préconisé la cessation du commerce des esclaves noirs et l'introduction d'immigrants blancs. Saco, porte-parole des libéraux, a appelé à l'immigration de travailleurs "blancs et libres, de toutes les parties du monde, de toutes races, à condition qu'ils aient le visage blanc et puissent faire un travail honnête".

118 Sugar bat Saco. C'est la plantation de canne à sucre, avec sa base servile, qui a retardé l'immigration blanche à Cuba au XIXe siècle comme elle l'avait interdite à la Barbade au XVIIe siècle et à Saint Domingue au XVIIIe siècle. Pas de sucre, pas de nègres. A Porto Rico, qui s'est développé relativement tard comme une véritable plantation, et où, avant le régime américain, le sucre n'a jamais dominé la vie et les pensées de la population comme ailleurs, les pauvres paysans blancs ont survécu et les esclaves noirs n'ont jamais dépassé les quatorze pour cent. de la population.

119 Saco voulait « blanchir » la structure sociale cubaine.

120 L' esclavage des Noirs a noirci cette structure partout dans le Caraïbes tandis que le sang des esclaves noirs rougit l'Atlantique et ses deux rives. Étrange qu'un article comme le sucre, si doux et nécessaire à l'existence humaine, ait occasionné de tels crimes et effusions de sang !

Après l'émancipation, les planteurs britanniques pensèrent à l'immigration blanche, voire aux bagnards. Le gouverneur de la Guyane britannique a écrit en termes élogieux en 1845 sur les immigrants portugais de Madère.

121 Mais si les Portugais sont venus en grand nombre, comme l'atteste leur force encore aujourd'hui à Trinidad et en Guyane britannique, ils ont préféré le commerce de détail au travail des plantations. Le gouverneur de la Jamaïque était un peu plus prudent dans son opinion sur les immigrants britanniques et irlandais. La maladie avait éclaté, les

salaires étaient trop bas, l'expérience ne pouvait être que partiellement utile pour faire un ajout immédiat à la population laborieuse, et donc l'importation sans discernement était déconseillée.

[122] Les immigrants européens de Saint-Christophe pleuraient piteusement leur sort et suppliaient d'être autorisés à rentrer chez eux. « Il n'y a pas la moindre réticence de notre part à continuer dans l'île pour gagner sa vie honnêtement en faisant plaisir à nos employeurs par notre travail industrieux si le climat était d'accord avec nous, mais malheureusement ce n'est pas le cas ; et nous craignons beaucoup si nous continuons plus longtemps dans ce climat chaud nuisible (les Antilles) la mort sera la conséquence de la partie principale de nous..." 123

Ce n'était pas le climat qui était contre l'expérience. L'esclavage avait créé la tradition pernicieuse selon laquelle le travail manuel était l'insigne de l'esclave et la sphère d'influence du Noir. La première pensée de l'esclave noir après l'émancipation fut de déserter la plantation, là où il le pouvait, et de s'installer là où la terre était disponible. Les travailleurs blancs des plantations pouvaient difficilement exister dans une société aux côtés des paysans noirs. Les blancs auraient prospéré si les petites fermes avaient été encouragées. Mais l'abolition de l'esclavage ne signifiait pas la destruction de la plantation de sucre. L'émancipation du nègre et l'insuffisance de l'ouvrier blanc remettent le planteur de sucre là où il était au XVIIe siècle. Il avait encore besoin de main-d'œuvre. Puis il était passé de l'Indien au Blanc au Noir. Maintenant, privé de son nègre, il redevient blanc, puis indien, cette fois indien d'Orient. l'Inde a remplacé l'Afrique ; entre 1833 et 1917, Trinidad a importé 145 000
Indiens de l'Est

[*] et Guyane britannique 238 000. Le schéma était le même pour les autres colonies des Caraïbes. Entre 1854 et 1883, 39 000 Indiens sont introduits en Guadeloupe ; entre 1853 et 1924, plus de 22 000 ouvriers des Indes néerlandaises et
34 000 de l'Inde britannique ont été transportés vers la Guyane néerlandaise.

[124] Cuba, confrontée à une pénurie d'esclaves noirs, a adopté l'expérience intéressante d'utiliser
Des esclaves noirs côte à côte avec des coolies chinois sous contrat,

[125] et après l'émancipation se tourna vers les milliers grouillants d'Haïti et des Antilles britanniques. Entre 1913 et 1924, Cuba a importé 217 000 travailleurs d'Haïti, de la Jamaïque et
Porto Rico.

[126] Ce que Saco a écrit il y a cent ans était toujours vrai, soixante ans après l'abolition de l'esclavage à Cuba.

L'esclavage des nègres n'était donc qu'une solution, dans certaines circonstances historiques, au problème du travail des Caraïbes. Le sucre signifiait travail – tantôt ce travail était esclave, tantôt nominalement libre ; tantôt noir, tantôt blanc ou marron ou jaune. L'esclavage n'impliquait nullement, dans un sens scientifique quelconque, l'infériorité du Noir. Sans elle, le grand développement des plantations de canne à sucre des Caraïbes, entre 1650 et 1850, aurait été impossible.

2
LE DEVELOPPEMENT DE LA TRAITE NEGRO ESCLAVE

Les esclaves noirs étaient « la force et le nerf de ce monde occidental ».

[1] L' esclavage des nègres a exigé la traite des nègres. Par conséquent, la préservation et l'amélioration du commerce vers l'Afrique était « une question de très haute importance pour ce royaume et le
plantations qui lui appartiennent.

[2] Et c'est ainsi qu'il resta, jusqu'en 1783, un objet cardinal de
politique étrangère britannique.

La première expédition anglaise de traite des esclaves fut celle de Sir John Hawkins en 1562. Comme tant d'entreprises élisabéthaines, il s'agissait d'une expédition de boucaniers, empiétant sur l'arbitrage papal de 1493 qui fit de l'Afrique un monopole portugais. Les esclaves obtenus étaient vendus aux Espagnols aux Antilles. La traite des esclaves anglaise est restée de caractère décousue et superficielle jusqu'à l'établissement de colonies britanniques dans les Caraïbes et l'introduction de l'industrie sucrière. Lorsque, en 1660, les bouleversements politiques et sociaux de la période de la guerre civile prirent fin, l'Angleterre était prête à se lancer de tout cœur dans une branche du commerce dont l'importance pour ses colonies sucrières et tabagiques du Nouveau Monde commençait à être pleinement appréciée.

Conformément à la politique économique de la monarchie Stuart, la traite négrière est confiée à une société monopolistique, la Compagnie des Aventuriers Royaux
Afrique,
constituée en 1663 pour une durée de mille ans. Le comte de Clarendon a exprimé l'enthousiasme actuel à l'époque, que la société «serait un modèle pour faire avancer le commerce de l'Angleterre avec celui de toute autre société,
même celui des Indes orientales.

[3] La prédiction optimiste ne s'est pas réalisée, en grande partie à cause des pertes et des dislocations causées par la guerre avec les Hollandais, et en 1672 une nouvelle compagnie, la Royal African
Société, a été créée.

La politique du monopole restait cependant inchangée et provoquait une résistance déterminée de deux côtés : les marchands des avant-ports luttant pour briser le monopole de la capitale ; et les planteurs des colonies, réclamant le libre-échange des Noirs avec autant de véhémence et d'enthousiasme que cent cinquante ans plus tard, ils s'opposaient au libre-échange du sucre. L'intelligentsia mercantiliste était divisée sur la
question. Postlethwayt, le plus prolifique des écrivains mercantilistes, voulait la compagnie, toute la compagnie et rien que la compagnie.

[4] Joshua Gee a souligné la frugalité et la bonne gestion du commerçant privé.

[5] Davenant, l'un des plus habiles économistes et experts financiers de son époque, s'opposa d'abord au monopole,

[6] et plus tard a changé d'avis, arguant que d'autres nations ont trouvé des entreprises organisées nécessaires, et que l'entreprise « se tiendrait à la place d'une académie, pour former un nombre indéfini de personnes dans la connaissance régulière de tous les questions relatives aux diverses branches du commerce africain. [7]

Le cas contre le monopole a été succinctement exposé par les libre-échangistes - ou les intrus comme on les appelait alors - au Board of Trade en 1711. Le monopole signifiait que l'achat de manufactures britanniques à vendre sur la côte de l'Afrique, le contrôle des

navires employés dans la traite des esclaves, la vente des nègres aux plantations, l'importation des produits des plantations, « ce grand cercle du commerce et de la navigation », dont dépendait la subsistance, directe et indirecte, de plusieurs milliers de personnes, serait sous le contrôle d'une seule compagnie.

[8] Les planteurs se plaignent à leur tour de la qualité, des prix et des livraisons irrégulières et refusent de payer leurs dettes envers la société. 9

Il n'y avait rien d'unique dans cette opposition au monopole de la traite négrière. Le monopole était un mot laid, qui évoquait
rappellent la tyrannie politique de Charles Ier, bien qu'aucun « libre-échangiste » de l'époque n'ait pu avoir la moindre idée des visions encore plus laides que le mot évoquerait cent cinquante ans plus tard lorsqu'il était associé à la tyrannie économique de le planteur de sucre antillais. Mais dans la dernière décennie du dix-septième siècle, le courant économique circulait nettement contre le monopole. En 1672, le commerce de la Baltique fut ouvert et le monopole de l'Eastland Company renversé. L'une des conséquences les plus importantes de la Glorieuse Révolution de 1688 et de l'expulsion des Stuart fut l'impulsion qu'elle donna au principe du libre-échange. En 1698, la Royal African Company perdit son monopole et le droit au libre commerce des esclaves fut reconnu comme un droit fondamental et naturel des Anglais. La même année, les Merchant Adventurers de Londres furent privés de leur monopole sur le commerce d'exportation des draps, et un an plus tard, le monopole de la Moscovy Company fut abrogé et le commerce vers la Russie rendu libre. Ce n'est que sur un point que la liberté accordée dans le commerce des esclaves différait de la liberté accordée dans les autres métiers : la marchandise en cause était l'homme.

La Royal African Company était impuissante face à la concurrence des libre-échangistes. Elle fit bientôt faillite et dut dépendre de subventions parlementaires. En 1731, elle abandonna la traite négrière et se cantonna au commerce de l'ivoire et de la poudre d'or. En 1750, une nouvelle organisation fut créée, appelée Company of Merchants trading to Africa, avec un conseil d'administration de neuf directeurs, trois chacun de Londres, Bristol et Liverpool. Parmi les marchands d'esclaves répertoriés en 1755, 237 appartenaient à Bristol, 147 à Londres et 89 à Liverpool. dix

Avec le libre-échange et les demandes croissantes des plantations de canne à sucre, le volume de la traite des esclaves britanniques a énormément augmenté. La Compagnie Royale Africaine, entre 1680 et
1686, transportait en moyenne 5 000 esclaves par an. [11] Au cours des neuf premières années de libre-échange, Bristol a expédié à elle seule 160 950 Noirs vers les plantations de canne à sucre.

[12] En 1760, 146 navires quittent les ports britanniques pour l'Afrique,
avec une capacité de 36 000 esclaves ;

[13] en 1771, le nombre de navires était passé à 190 et le nombre d'esclaves à 47 000.

[14] L'importation en Jamaïque de 1700 à 1786 était de 610 000, et il a été estimé que l'importation totale d'esclaves dans toutes les colonies britanniques entre 1680 et 1786 était de plus de deux millions. 15

Mais la traite négrière était plus qu'un moyen, c'était aussi une fin en soi. Les marchands d'esclaves britanniques fournissaient la main-d'œuvre nécessaire non seulement pour leurs

propres plantations, mais aussi pour celles de leurs rivaux. L'encouragement ainsi donné aux étrangers était contraire non seulement au bon sens, mais au strict mercantilisme, mais, dans la mesure où cette traite négrière étrangère signifiait les colonies espagnoles, il y avait quelque défense pour elle. L'Espagne fut toujours, jusqu'au XIXe siècle, dépendante des étrangers pour ses esclaves, soit parce qu'elle adhéra à l'arbitrage papal qui l'excluait de l'Afrique, soit par manque de capitaux et de biens nécessaires à la traite négrière. Le privilège de fournir ces esclaves aux colonies espagnoles, appelées l'Asiento, devint l'un des plus convoités et âprement disputés de la diplomatie internationale. Les mercantilistes britanniques défendaient le commerce, légal ou illégal, avec les colonies espagnoles, des nègres et des produits manufacturés, comme ayant une valeur distincte en ce que les Espagnols payaient en pièces de monnaie, et ainsi l'approvisionnement en lingots en Angleterre s'accroissait. L'offre d'esclaves aux colonies françaises ne pouvait invoquer une telle justification. Ici, il s'agissait clairement d'un conflit d'intérêts entre le marchand d'esclaves britannique et le planteur de sucre britannique, car le commerce d'exportation de machines britanniques après 1825 a entraîné un conflit d'intérêts entre les expéditeurs britanniques et les producteurs britanniques.

Le planteur de sucre avait raison et le marchand d'esclaves avait tort. Mais dans la première moitié du XVIIIe siècle, cela n'a été remarqué que par les plus exigeants. Postlethwayt a condamné l'Asiento de 1713 comme scandaleux et ruineux, un échange de la substance contre l'ombre : « un traité aurait pu à peine être
conçu pour si peu d'avantages pour la nation.

[16] Au cours des neuf mois d'occupation britannique de Cuba pendant la guerre de Sept Ans, 10 700 esclaves ont été introduits, soit plus d'un sixième des importations de 1512 à 1763, plus du tiers des importations de 1763 à 1789.

[17] Quarante mille nègres ont été introduits en Guadeloupe
par les Britanniques en trois ans au cours de la même guerre.

[18] Le Comité du Conseil privé de 1788 accorda une attention particulière au fait que les deux tiers des exportations britanniques annuelles d'esclaves d'Afrique étaient destinés à des étrangers.

[19] Pendant tout le XVIIIe siècle, selon Bryan Edwards, les négriers britanniques ont fourni aux planteurs de sucre de France et d'Espagne un demi-million de nègres, justifiant ses doutes sur « la sagesse et la politique de cette branche du commerce africain ».

[20] La Grande-Bretagne n'était pas seulement le premier pays de commerce d'esclaves au monde ; elle était devenue, selon l'expression de Ramsay, la
« honorables négriers » de ses rivaux.
21

L'histoire de cette augmentation de la traite négrière est principalement l'histoire de l'essor de Liverpool. Le premier marchand d'esclaves de Liverpool, un modeste navire de trente tonnes, s'embarqua pour l'Afrique en 1709. C'était la première étape d'une route qui, à la fin du siècle, valu à Liverpool la distinction d'être le plus grand port de commerce d'esclaves du Vieux Monde. . Les progrès ont d'abord été lents. La ville s'intéressait davantage au commerce de contrebande vers les colonies espagnoles et au commerce du tabac. Mais, selon un historien de la ville, elle va vite de l'avant par sa politique de réduction des dépenses au minimum, ce qui lui permet de sous-estimer ses rivaux anglais et continentaux. En 1730, il avait quinze navires dans le commerce des esclaves ; en 1771 sept fois plus. La proportion de navires négriers dans le total des navires appartenant au

port était légèrement supérieure à un sur cent en 1709 ; en 1730, c'était un onzième ; en 1763, un quart ; en 1771, un tiers.

[22] En 1795, Liverpool comptait les cinq huitièmes de la traite négrière britannique et les trois septièmes de l'ensemble de la traite négrière européenne. 23

Les « horreurs » du Passage du Milieu ont été exagérées. Les abolitionnistes britanniques en sont en grande partie responsables. Il y a quelque chose qui sent l'ignorance ou l'hypocrisie ou les deux dans les invectives amoncelées par ces hommes sur un trafic devenu en leur temps moins profitable et moins vital pour l'Angleterre. Un planteur antillais a rappelé un jour au Parlement qu'il devenait mal le représentant élu d'un pays qui avait empoché les gains de la traite négrière pour la stigmatiser comme un crime.

[24] L'âge qui avait vu la mortalité parmi les serviteurs sous contrat ne voyait aucune raison de se méfier de la mortalité parmi les esclaves, et l'exploitation des esclaves dans les plantations ne différait pas fondamentalement de l'exploitation du paysan féodal ou du traitement des pauvres dans les villes européennes. .

Les mutineries et les suicides étaient évidemment beaucoup plus fréquents sur les navires négriers que sur d'autres navires, et le traitement brutal et les restrictions plus grandes sur les mouvements des esclaves auraient sans doute eu tendance à augmenter leur mortalité. Mais les causes fondamentales de cette mortalité élevée sur les navires négriers, comme sur les navires transportant des serviteurs sous contrat et même des passagers libres, doivent être recherchées d'une part dans les épidémies, conséquence inévitable des longs voyages et de la difficulté de conserver nourriture et eau, et d'autre part dans la pratique du surpeuplement des navires. Le seul but des marchands d'esclaves était d'avoir leurs ponts « bien couverts de noirs ».

[25] Il n'est pas rare de lire un navire de 90 tonneaux transportant
390 esclaves ou un de 100 tonnes transportant 414.

[26] Les investigations de Clarkson à Bristol ont révélé un sloop de vingt-cinq tonnes destiné à soixante-dix êtres humains, et un autre de seulement onze tonnes pour trente esclaves.

[27] L'espace alloué à chaque esclave sur la traversée de l'Atlantique mesurait cinq pieds et demi de longueur sur seize pouces de largeur. Emballé comme des « rangées de livres sur des étagères », comme disait Clarkson, enchaîné deux par deux, jambe droite et jambe gauche, main droite et main gauche, chaque esclave avait moins de place qu'un homme dans un cercueil. C'était comme le transport de bétail noir, et là où suffisamment de nègres n'étaient pas disponibles, on emmenait du bétail.

[28] Le but du marchand d'esclaves était le profit et non le confort de ses victimes, et une mesure modeste en 1788 pour régler le transport des esclaves en fonction de la capacité du navire a suscité un grand hurlement de la part des marchands d'esclaves. "Si la modification a lieu", a écrit l'un à son agent, "cela nuira au commerce, alors j'espère que vous ferez du foin pendant que le soleil brille." 29

Le journal d'un marchand d'esclaves durant son séjour en Afrique admet qu'il n'avait « trouvé aucune place dans tous ces plusieurs pays d'Angleterre, d'Irlande, d'Amérique, du Portugal, des Caraïbes, du Cap-Vert, des Açores ou de tous les endroits où j'ai été. dans . . . où je peux agrandir ma fortune dès là où je vis maintenant. L'argent a fait l'homme. Le

prodigue rentré chez lui les mains vides devra se contenter du nom commun de « le Mallato tout juste venu de Guinée ». Si, cependant, il revenait
avec ses poches bien remplies d'or, "cela très particulier cache toutes les autres infirmités, alors vous avez des tas de copains de toutes sortes qui se pressent et attendent vos ordres. Alors tu es connu sous le nom de « le gentilhomme africain » dans toutes les maisons de grands hommes, et ton discours est inscrit aussi précisément que L'expédition de Cristopher Culumbus en Amérique.

30

Vers 1730, à Bristol, on estimait qu'au cours d'un voyage heureux, le profit d'une cargaison d'environ 270 esclaves atteignait 7 000 ou 8 000 £, sans compter les retours d'ivoire. La même année, le retour net d'une cargaison « indifférente » arrivée en mauvais état s'élevait à plus de 5 700 £.

31 Les bénéfices de 100 pour cent n'étaient pas rares à Liverpool, et un voyage a rapporté un bénéfice net d'au moins 300 pour cent. Le *Lively,* équipé en 1737 d'une cargaison d'une valeur de 1 307 £, revint à Liverpool avec des produits coloniaux et des lettres de change totalisant 3 080 £, en plus du coton et du sucre remis plus tard. L' *Ann,* un autre navire de Liverpool, a navigué en 1751 avec un équipement et une cargaison coûtant *£1,60$;* au total, le voyage a produit 3 287 £ net. Un deuxième voyage en 1753 a produit 8 000 £ sur une cargaison et un équipement d'un montant de 3 153 £. 32

Un écrivain du XVIIIe siècle a estimé la valeur en livres sterling des 303 737 esclaves transportés dans 878 navires de Liverpool entre 1783 et 1793 à plus de quinze millions de livres. En déduisant les commissions et autres charges et le coût de l'équipement
des navires et de l'entretien des esclaves, il conclut que le profit annuel moyen était supérieur à trente pour cent.

33 L'érudition moderne a eu tendance à reprocher aux observateurs contemporains une exagération excessive. Mais même en prenant les estimations réduites du professeur Dumbell, le bénéfice net de l' *Enterprise* en 1803, estimé sur le coût de l'équipement et le coût de la cargaison, était de 38 %, tandis que celui de la *Fortune* en 1803, pour une cargaison de pauvres esclaves, était de plus de 16 pour cent. Encore une fois avec ces estimations réduites, le profit de la *Loterie* en 1802 était de trente-six livres par esclave, celui de l' *Enterprise de* seize livres et celui de *Fortune de* cinq.

34 On estimait que la traite des esclaves dans son ensemble rapportait à Liverpool, à elle seule, dans les années 80, un bénéfice net de 300 000 £ par an ; et c'était un dicton commun dans la ville du commerce antillais beaucoup moins rentable que si un navire sur trois arrivait, un homme n'était pas perdant, tandis que si deux arrivaient, il était un bon gagnant. En moyenne, seul un navire sur cinq a fait une fausse couche. 35

De tels bénéfices semblent petits et insignifiants comparés aux fabuleux cinq mille pour cent que la Compagnie hollandaise des Indes orientales a dégagés à certains moments de son histoire. Il est même probable que les profits de la traite négrière étaient inférieurs à ceux réalisés par la Compagnie britannique des Indes orientales. Pourtant, ces métiers étaient beaucoup moins importants que la traite des esclaves. L'explication réside dans le fait que du point de vue mercantiliste le commerce de l'Inde était un mauvais

commerce. Cela a vidé la Grande-Bretagne de lingots pour acheter des marchandises inutiles, ce qui a conduit beaucoup à l'époque à penser que «c'était une chose heureuse pour la chrétienté que la navigation vers les Indes orientales, via le cap de Bonne-Espérance, n'ait jamais été découverte. "

[36] La traite négrière, au contraire, était idéale dans la mesure où elle se faisait au moyen de produits manufacturés britanniques et était, pour les colonies britanniques, indissociable du commerce des plantations qui rendait la Grande-Bretagne indépendante des étrangers pour son approvisionnement. de produits tropicaux. Les énormes profits du commerce hollandais des épices reposaient en outre sur une sévère restriction de la production pour assurer des prix élevés, tandis que le commerce des esclaves créait l'industrie britannique dans le pays et l'agriculture tropicale dans les colonies.

Le « beau météore africain »,

[37,] comme l'appelait un historien contemporain de Liverpool, est donc devenu immensément populaire. Bien qu'une grande partie de la traite des esclaves à Liverpool soit monopolisée par une dizaine de grandes entreprises, bon nombre des petits navires du commerce étaient équipés par des avocats, des marchands de draps, des épiciers, des barbiers et des tailleurs. Les actions dans les entreprises ont été subdivisées, l'une ayant un huitième, une autre un quinzième, une troisième une trente-deuxième partie d'une action et ainsi de suite. « Presque tout le monde à Liverpool est un marchand, et celui qui ne peut pas envoyer une balle enverra une boîte à bande. . . presque tous les ordres de personnes sont intéressés par une cargaison guinéenne, c'est à cette grippe qu'il y a tant de petits navires. 38

L'achat d'esclaves exigeait le sens des affaires et une discrimination judicieuse. Un nègre angolais était un proverbe pour l'inutilité ; Les coromantins (Ashantis), de la Gold Coast, étaient de bons ouvriers mais trop rebelles ; Mandingues
(Sénégal) étaient
trop sujet au vol; les Eboes (Nigeria) étaient timides et abattus ; les Pawpaws ou Whydahs (Dahomey) étaient les plus dociles et les mieux disposés.

[39] Les esclaves étaient nécessaires pour des travaux agricoles ardus, les femmes et les enfants avaient donc moins de valeur que les hommes robustes, les premiers parce qu'ils étaient sujets à des interruptions de travail pendant les grossesses, les seconds parce qu'ils avaient besoin d'une certaine attention jusqu'à ce qu'ils soient capables de prendre soin d'eux-mêmes. Un marchand de Liverpool a mis en garde ses agents contre l'achat d'esclaves rompus, d'idiots ou de toute "vieille qualité à pattes d'araignée".

[40] Un poète antillais a conseillé au marchand d'esclaves de veiller à ce que la langue de l'esclave soit rouge, sa poitrine large et son ventre pas proéminent.

[41] Achète-les jeunes, conseilla un surveillant de Nevis ; « les abatteurs adultes pensent qu'il est difficile de travailler sans jamais y être élevé, ils le prennent à cœur et teignent ou ne sont jamais bons à rien... » 42

Mais la traite négrière a toujours été une entreprise risquée. « Le commerce africain », a-t-il été écrit en 1795, « maintient un train constant d'incertitude, le temps de l'esclavage est précaire, la longueur du passage médian incertaine, un navire peut être en partie ou entièrement coupé, des mortalités peuvent être grand, et divers autres incidents peuvent survenir impossibles à prévoir.

[43] La culture du sucre était d'ailleurs une loterie. Les dettes des planteurs, leurs faillites et la demande de crédits longs inquiétaient beaucoup les commerçants. "Comme vous le savez", a écrit l'un d'eux, "l'expédition rapide est la vie du commerce, j'ai eu de nombreuses heures d'anxiété cette année, je ne souhaiterais plus la même chose pour
doubler les bénéfices que je peux obtenir s'il y en a.

[44] De 1763 à 1778, les marchands de Londres évitent tout lien avec les négriers de Liverpool, convaincus que la traite négrière se fait à perte ; entre 1772 et 1778, les marchands de Liverpool auraient perdu 700 000 £.

[45] Sur les trente grandes maisons qui ont dominé la traite des esclaves à partir de 1773, douze avaient fait faillite en 1788, tandis que beaucoup d'autres avaient subi des pertes considérables.

[46] La Révolution américaine interrompit sérieusement le commerce. "Notre commerce autrefois étendu vers l'Afrique est au point mort", déplorait un journal de Liverpool en 1775. Ses "navires galants désarmés et
inutile », les marchands d'esclaves de Liverpool se sont tournés vers la course,

[47] attendant avec impatience le retour de la paix, sans jamais penser qu'ils assistaient aux râles d'une vieille époque et aux douleurs de l'enfantement d'une nouvelle.

Avant 1783, cependant, toutes les classes de la société anglaise présentaient un front uni face à la traite des esclaves. La monarchie, le gouvernement, l'église, l'opinion publique en général, soutenaient la traite des esclaves. Il y a eu peu de protestations, et celles-ci ont été inefficaces.

La monarchie espagnole a imposé la mode que la royauté européenne a suivie jusqu'au bout. Les palais-forteresses de Madrid et de Tolède ont été construits grâce au paiement à la couronne espagnole des licences de transport des nègres. Une réunion des deux souverains d'Espagne et du Portugal a eu lieu en 1701 pour discuter du problème arithmétique posé par un contrat de dix mille «tonnes» de nègres accordé le
Portugais.

[48] La reine espagnole Christina, au milieu du XIXe siècle, a ouvertement participé à la traite des esclaves vers Cuba. La cour royale du Portugal, lorsqu'elle s'est installée au Brésil pour éviter la capture par Napoléon, n'a pas trouvé l'atmosphère d'esclave de son territoire colonial peu agréable. Louis XIV apprécie pleinement l'importance de la traite négrière pour la France métropolitaine et la France d'outre-mer. Les plans du Grand Électeur pour l'agrandissement de la Prusse incluaient la traite des esclaves africains. 49

L'expédition de traite des esclaves de Hawkins a été lancée sous le patronage de la reine Elizabeth. Elle exprima l'espoir que les nègres ne seraient pas enlevés sans leur libre consentement, ce qui « serait détestable et appellerait la vengeance du ciel sur les croque-morts ». Mais il y avait autant de possibilité que le transport des nègres se fasse de façon démocratique qu'il y avait de négociation collective. La Compagnie des aventuriers royaux et la Compagnie royale africaine bénéficiaient, comme leurs noms l'indiquent, du patronage royal et, assez souvent, des investissements des membres de la famille royale.

[50] Selon Wilberforce, George III s'est ensuite opposé à l'abolition,

[51] et grande fut la joie des marchands d'esclaves de Liverpool et des planteurs de sucre jamaïcains lorsque le duc royal de Clarence, le futur Guillaume IV, « prit les rênes » contre l'abolition [52] et attaqua Wilberforce en tant que fanatique ou hyprocrite. 53

Le gouvernement britannique, avant 1783, était uniformément cohérent dans son encouragement de la traite des esclaves. Les premiers grands rivaux furent les Hollandais, qui monopolisaient le commerce de transport des colonies britanniques. L'âpre guerre commerciale de la seconde moitié du XVIIe siècle entre l'Angleterre et la Hollande représentait un effort de la part de l'Angleterre pour briser le filet commercial que les Hollandais avaient tissé autour de l'Angleterre et de ses colonies. « Ce que nous voulons », a déclaré Monk avec
brutalité militaire, "est plus du commerce que les Néerlandais ont maintenant."
[54] Qu'il s'agisse de paix nominale ou de guerre réelle, une sorte de guerre privée s'est maintenue, pendant trente ans, entre la Compagnie hollandaise des Indes occidentales et la Compagnie royale africaine.

La victoire de l'Angleterre sur la Hollande la laissa face à face avec la France. La guerre anglo-française, coloniale et commerciale, est le thème dominant de l'histoire du XVIIIe siècle. C'était un conflit de mercantilismes rivaux. La lutte s'est déroulée dans les Caraïbes, en Afrique, en Inde, au Canada et sur les rives du Mississippi, pour le privilège de piller l'Inde et pour le contrôle de certaines denrées vitales et stratégiques : les nègres ; sucre et tabac; poisson; fourrures et magasins de marine.

[55] Parmi ces régions, les plus importantes étaient les Caraïbes et l'Afrique ; de ces denrées, les plus importantes étaient les nègres et le sucre. La seule question en suspens était le contrôle de l'Asiento. Ce privilège a été concédé à l'Angleterre par le traité d'Utrecht en 1713 à la suite de sa victoire dans la guerre de Succession d'Espagne, et a produit des réjouissances populaires dans le pays. C'était l'orgueil de Chatham que sa guerre avec la France avait donné à l'Angleterre presque tout le contrôle de la côte africaine et de la traite des esclaves.

Les assemblées coloniales ont souvent entravé les marchands d'esclaves en imposant des droits élevés sur les esclaves importés, en partie pour augmenter les revenus, en partie par peur de la population d'esclaves croissante. Toutes ces lois ont été contrecarrées par le gouvernement d'origine, sur l'insistance des marchands britanniques, qui s'opposaient aux taxes sur le commerce britannique. Le Board of Trade a statué en 1708 qu'il était «absolument nécessaire qu'un commerce si bénéfique pour le royaume soit exercé au mieux. Le puits approvisionnant les plantations et les colonies en nombre suffisant de nègres à
des prix raisonnables est à notre avis le principal point à considérer.
[56] En 1773, l'Assemblée de la Jamaïque, dans le but d'augmenter les revenus et de réduire la peur des rébellions d'esclaves, imposa un droit sur chaque Noir importé. Les marchands de Londres, Liverpool et Bristol protestèrent et le Board of Trade condamna la loi comme injustifiable, inappropriée et préjudiciable au commerce britannique. Le gouverneur a été sévèrement réprimandé pour son incapacité à arrêter les efforts déployés pour « contrôler et décourager un
trafic si bénéfique pour la nation.
[57] Comme l'a fait valoir plus tard l'avocat des planteurs de sucre : « dans chaque variation de notre administration des affaires publiques, dans chaque variation des partis, la politique, à l'égard de ce commerce, a été la même... À chaque période de notre histoire , dans presque toutes les variations de notre politique, chaque côté et chaque description d'hommes de parti ont, en termes, approuvé ce même commerce, voté son encouragement et l'ont considéré comme bénéfique pour la nation. 58

Le Parlement a apprécié l'importance de l'esclavage et de la traite des esclaves pour la Grande-Bretagne et ses plantations. En 1750, Horace Walpole écrivit avec mépris « le Sénat britannique, ce temple de la liberté et le rempart du christianisme protestant, … réfléchissant à des méthodes pour rendre plus efficace cet horrible trafic de vente de nègres ».

[59] Le Parlement a entendu de nombreux débats dans ses salles majestueuses sur l'abolition et l'émancipation, et ses archives montrent les vaillants défenseurs que possédaient les marchands d'esclaves et les propriétaires d'esclaves. Parmi eux se trouvait Edmund Burke. Le champion de la conciliation de l'Amérique était un complice de la crucifixion de l'Afrique. En 1772, un projet de loi fut soumis à la Chambre des communes pour interdire le contrôle du Comité africain par des étrangers qui ne se livraient pas à la traite des esclaves. Burke a protesté, non pas contre la traite des esclaves, mais contre la privation du droit de vote à ceux qui avaient légalement acheté ce droit. Seuls quelques-uns, a-t-il soutenu, ont été ainsi accusés. « Ne devrions-nous pas plutôt imiter le modèle que nous a donné l'écriture sacrée, et si nous trouvons dix justes parmi eux, épargner le tout ? . . . Ne contrecarrons donc pas la sagesse de nos ancêtres, qui considéraient et reconsidéraient ce sujet, ni ne plaçons sur le pied d'un monopole ce qui était destiné au libre-échange.

[60] Bristol pouvait bien se permettre de partager l'admiration générale du grand libéral.

L'Église a également soutenu la traite des esclaves. Les Espagnols y virent une opportunité de convertir les païens, et les jésuites, les dominicains et les franciscains se sont fortement impliqués dans la culture du sucre, ce qui signifiait la détention d'esclaves. L'histoire est racontée d'un vieil ancien de l'Église à Newport qui, invariablement, le dimanche suivant l'arrivée d'un négrier de la côte, remercierait Dieu qu'« une autre cargaison d'êtres aveugles avait été amenée dans un pays où ils pourraient bénéficier d'une dispensation évangélique.

[61] Mais en général, les planteurs britanniques se sont opposés au christianisme pour leurs esclaves. Cela les rendait plus pervers et intraitables et donc moins précieux. Cela signifiait également un enseignement de la langue anglaise, ce qui permettait à diverses tribus de se réunir et de comploter la sédition.

[62] Il y avait des raisons plus matérielles à cette opposition. Le gouverneur de la Barbade en 1695 l'attribua aux planteurs
refus de donner aux esclaves dimanches et jours de fête,

[63] et jusqu'en 1823, l'opinion publique britannique fut choquée par le rejet par les planteurs d'une proposition de donner aux Noirs un jour dans la semaine afin de permettre l'abolition du marché du dimanche aux Noirs.

[64] L'Église a suivi la ligne avec obéissance. La Société pour la propagation de l'Evangile interdit l'instruction chrétienne à ses esclaves à la Barbade,

[65] et marqué "Society" sur ses nouveaux esclaves pour se distinguer
eux de ceux des laïcs ;

[66] les esclaves
d' origine étaient l' héritage de Christopher

Codrington.

[67] Sherlock, plus tard évêque de Londres, a assuré aux planteurs que « le christianisme et l'embrassement de l'Évangile ne font pas
la moindre différence de propriété civile.

[68] Il n'a pas non plus imposé de barrières à l'activité cléricale ; pour ses travaux à l'égard de l'Asiento, qu'il aida à établir comme plénipotentiaire britannique à Utrecht, l'évêque Robinson de Bristol fut promu au siège de Londres.

[69] Les cloches des églises de Bristol sonnèrent joyeusement à la nouvelle du rejet par le Parlement du projet de loi de Wilberforce pour l'abolition de la traite négrière.

[70] Le marchand d'esclaves, John Newton, a remercié dans les églises de Liverpool pour le succès de sa dernière entreprise avant sa conversion et a imploré la bénédiction de Dieu sur la sienne suivante. Il établit un culte public deux fois par jour sur son négrier, officiant lui-même, et observa un jour de jeûne et de prière, non pour les esclaves mais pour l'équipage. « Je n'ai jamais connu, avoua-t-il, des heures de communion divine plus douces ou plus fréquentes que lors des deux derniers voyages en Guinée.

[71] Le célèbre cardinal Manning du XIXe siècle était le fils d'un riche marchand antillais qui vendait des produits cultivés par des esclaves.

[72] De nombreux missionnaires ont trouvé avantageux de chasser Belzébuth par Béelzébuth. Selon le plus récent écrivain anglais sur la traite des esclaves, ils « considéraient que le meilleur moyen de remédier à l'abus des esclaves noirs était de donner le bon exemple aux propriétaires de plantations en gardant eux-mêmes les esclaves et les domaines, accomplissant de cette manière pratique le salut. des planteurs et l'avancement de leurs fondations.

[73] Les missionnaires moraves dans les îles tenaient des esclaves sans hésitation ; les baptistes, écrit un historien avec une délicatesse charmante, ne permettraient pas à leurs premiers missionnaires de déprécier la possession d'esclaves.

[74] Jusqu'à la fin, l'évêque d'Exeter a conservé ses 655 esclaves, pour lesquels il a reçu une compensation de plus de 12 700 £ en 1833.

75

Les historiens de l'Église s'excusent maladroitement, que la conscience s'est éveillée très lentement à l'appréciation des torts infligés par l'esclavage et que la défense de l'esclavage par les hommes d'Église
« résultait simplement du manque de délicatesse de la perception morale. »

[76] Il n'est pas nécessaire de présenter de telles excuses. L'attitude de l'ecclésiastique était l'attitude du laïc. Le XVIIIe siècle, comme tout autre siècle, ne pouvait dépasser ses limites économiques. Comme Whitefield l'a soutenu en préconisant l'abrogation de cet article de la charte de Géorgie qui interdisait l'esclavage, "il est évident que les pays chauds ne peuvent pas être cultivés sans nègres". 77

La non-conformité quaker ne s'étendait pas à la traite des esclaves. En 1756, il y avait quatre-vingt-quatre Quakers répertoriés comme membres de la Compagnie faisant du commerce en Afrique, parmi lesquels Barclay et
Familles nues.

[78] Le commerce des esclaves était l'un des investissements les plus lucratifs des Anglais comme des Quakers américains, et le nom d'un esclavagiste, *The Willing Quaker*, rapporté de Boston en Sierra Leone en 1793,

[79] symbolise l'approbation avec laquelle la traite négrière était considérée dans les cercles quakers. L'opposition quaker à la traite des esclaves est venue d'abord et en grande partie non pas d'Angleterre mais d'Amérique, et là des petites communautés rurales du Nord, indépendant du travail des esclaves. "C'est difficile", écrit

Dr Gary, "pour éviter de supposer que l'opposition au système esclavagiste était d'abord confinée à un groupe qui n'en tirait aucun avantage direct et possédait par conséquent une attitude objective." 80

La Marine a été impressionnée par la valeur des colonies antillaises et a refusé de risquer ou de compromettre leur sécurité. La station antillaise était la « station d'honneur », et de nombreux amiraux avaient été fêtés par les propriétaires d'esclaves. Rodney s'est opposé à l'abolition.

81 Earl St. Vincent a plaidé que la vie dans les plantations était pour le nègre un véritable paradis par rapport à son existence en Afrique.

82 L' abolition était une « doctrine maudite et maudite, détenue uniquement par des hypocrites ».

83 Les sentiments du vaillant amiral n'étaient pas entièrement séparés de considérations plus matérielles. Il a reçu plus *de* 6 000 £ *de* compensation en 1837 pour la propriété de 418 esclaves en
Jamaïque.

84 La femme de Nelson était antillaise et ses opinions sur la traite des esclaves étaient sans équivoque. « J'ai été élevé dans la bonne vieille école et j'ai appris à apprécier la valeur de nos possessions antillaises, et ni sur le terrain ni au Sénat ne seront violés leurs justes droits, alors que j'ai un bras pour combattre pour leur défense, ou un langue pour lancer ma voix contre le maudit
doctrine de Wilberforce et de ses alliés hypocrites. 85

L'esclavage existait sous les yeux mêmes des Anglais du XVIIIe siècle. Une monnaie anglaise, la guinée, si rare qu'elle fût et qu'elle soit, avait son origine dans le commerce vers l'Afrique.

86 Un orfèvre de Westminster fabriquait des cadenas en argent pour les noirs et les chiens.

87 Des bustes de blackamoors et d'éléphants, emblématiques de la traite négrière, ornaient l'hôtel de ville de Liverpool. Les insignes et l'équipement des marchands d'esclaves étaient hardiment exposés à la vente dans les magasins et annoncés dans la presse. Les esclaves étaient vendus ouvertement aux enchères.

88 Les esclaves étant des biens de valeur, avec un titre reconnu par la loi, le maître de poste était l'agent employé à l'occasion pour récupérer les esclaves en fuite et des annonces étaient publiées dans l'organe officiel du gouvernement.

89 serviteurs noirs étaient communs. Les petits garçons noirs étaient les appendices des capitaines d'esclaves, des dames à la mode ou des femmes de petite vertu. L'héroïne de Hogarth, dans *The Harlot's Progress,* est accompagnée d'un garçon noir et d'Orabella de Marguerite Steen
Burmester incarne l'opinion anglaise du XVIIIe siècle dans son désir d'un petit garçon noir qu'elle pourrait aimer comme son chaton aux cheveux longs.

90 nègres libérés étaient bien en vue parmi les mendiants de Londres et étaient connus sous le nom de merles de Saint-Gilles. Ils étaient si nombreux qu'un comité parlementaire fut créé en 1786 pour venir en aide aux pauvres noirs. 91

« Les esclaves ne peuvent pas respirer en Angleterre », a écrit le poète Cowper. C'était la licence du poète. Il a été jugé en 1677 que « les nègres étant généralement achetés et

vendus parmi les marchands, donc des marchandises, et étant également des infidèles, il pourrait y avoir une propriété en eux ». En 1729, le procureur général a statué que le baptême n'accordait pas la liberté ni ne modifiait la condition temporelle de l'esclave ; en outre, l'esclave n'est pas devenu libre en étant amené en Angleterre, et une fois en Angleterre, le propriétaire peut légalement contraindre son retour dans les plantations.

[92] Une autorité aussi éminente que Sir William Blackstone a déclaré que « en ce qui concerne tout droit que le maître peut avoir légalement acquis au service perpétuel de John ou Thomas, celui-ci restera exactement dans le même état de sujétion à vie », en Angleterre ou ailleurs. . 93

Ainsi, lorsque le zèle assidu de Granville Sharp porta devant le juge en chef Mansfield en 1772 le cas du nègre James Somersett qui était sur le point d'être renvoyé par son propriétaire à la Jamaïque, il y avait de nombreux précédents pour prouver l'impureté de l'air anglais. Mansfield s'efforça d'éluder le problème en suggérant l'affranchissement de l'esclave et se contenta de déclarer modestement que l'affaire n'était pas « autorisée ou approuvée par la loi d'Angleterre » et que le Noir devait être libéré. On a beaucoup parlé de cette affaire, par des gens constamment à la recherche de triomphes de l'humanitarisme. Le professeur Coupland soutient que derrière le jugement juridique se cache le jugement moral et que l'affaire Somersett a marqué le début de la fin de l'esclavage dans tout l'Empire britannique.

[94] Ceci n'est qu'une sentimentalité poétique traduite dans l'histoire moderne. Benjamin Franklin soulignait avec mépris « l'hypocrisie de ce pays, qui encourage un commerce si détestable, alors qu'il se piquait de sa vertu, de son amour de la liberté et de l'équité de ses cours à libérer un seul nègre ».

[95] Deux ans après l'affaire Somersett, le gouvernement britannique a rejeté
les lois jamaïcaines restreignant le commerce des esclaves. En 1783, une pétition Quaker pour l'abolition fut solennellement rejetée par
Parlement.

En 1783, d'ailleurs, le même Mansfield a rendu une décision dans le cas du navire *Zong*. À court d'eau, le capitaine avait jeté 132 esclaves par-dessus bord, et maintenant les propriétaires ont intenté une action en assurance alléguant que la perte des esclaves relevait de la clause de la police qui assurait contre les « risques de la mer ». Selon Mansfield, « le cas des esclaves était le même que si des chevaux avaient été jetés par-dessus bord ». Des dommages-intérêts de trente livres ont été accordés pour chaque esclave, et l'idée que le capitaine et l'équipage devraient être poursuivis pour homicide de masse n'est jamais entrée dans la tête d'aucun humanitaire. En 1785, une autre affaire d'assurance, impliquant un navire britannique et une mutinerie parmi les esclaves, fut portée devant Mansfield. Son jugement Daniel était que tous les esclaves qui ont été tués dans la mutinerie ou qui étaient morts de leurs blessures et contusions devaient être payés par les assureurs ; ceux qui étaient morts d'un saut par-dessus bord, d'avoir avalé de l'eau ou de « chagrin » n'avaient pas à être payés au motif qu'ils n'étaient pas morts des suites de blessures reçues lors de la mutinerie ; et les assureurs n'étaient pas responsables de la dépréciation du prix qui a résulté des survivants de la mutinerie. 96

La poursuite de la traite négrière n'était pas l'œuvre de la lie de la société anglaise. La fille d'un marchand d'esclaves nous a assuré que son père, bien que capitaine d'esclaves et corsaire, était un homme bon et juste, un bon père, mari et ami.

[97] C'était probablement vrai. Les hommes les plus actifs dans ce trafic étaient des hommes dignes, des pères de famille et d'excellents citoyens. L'abolitionniste Ramsay l'a reconnu avec une réelle tristesse, mais a plaidé qu'« ils n'avaient jamais examiné la nature de ce commerce et n'y étaient jamais allés, et ont agi comme d'autres l'avaient fait avant eux, comme une chose bien sûr, pour laquelle aucun compte
devait être donné dans ce monde ou dans l'autre.

[98] Les excuses sont inutiles. La traite des esclaves était une branche du commerce et une branche très importante. Un officier du métier a dit un jour qu'«une vue réelle, une minute absolument passée dans les chambres des esclaves du passage central ferait plus pour la cause de l'humanité que la plume d'un Robertson, ou l'ensemble
l'éloquence collective des Britanniques

sénat."

[99] C'est douteux. Comme on l'a expliqué plus tard à propos de la traite des esclaves cubaine et brésilienne, il ne servait à rien de dire qu'il s'agissait d'une occupation impie ou antichrétienne. C'était un commerce lucratif, et cela suffisait.

[100] La traite négrière a même été justifiée comme une grande éducation. «Pensez à l'effet, le résultat d'un voyage d'esclave sur un jeune à partir de son adolescence. . . . Quelle éducation était un tel voyage pour le jeune fermier. Quel élargissement d'expérience pour un garçon de la campagne. S'il retournait à la ferme, toute sa vision de la vie serait changée. Il est sorti garçon ; il est revenu un homme. 101

Les marchands d'esclaves étaient parmi les principaux humanitaires de leur époque. John Cary, défenseur de la traite des esclaves, se distinguait par son intégrité et son humanité et fut le fondateur d'une société connue sous le nom de « Incorporation of the
Pauvre."

[102] L'esclavagiste de Bristol « Southwell » a été nommé d'après un parlementaire de Bristol, dont le monument le dépeint comme fidèle au roi et au pays et fidèle à ce qu'il pensait juste.

[103] Bryan Blundell de Liverpool, l'un des marchands les plus prospères de Liverpool, exerçant à la fois le commerce des esclaves et celui des Antilles, a été pendant de nombreuses années administrateur, trésorier, mécène en chef et partisan le plus actif d'une école de charité, le Blue Coat Hospital, fondé en 1709 .

[104] À cette œuvre caritative, un autre marchand d'esclaves de Liverpool, Foster Cunliffe, a largement contribué. Il fut un pionnier de la traite négrière. Lui et ses deux fils sont répertoriés comme membres du Liverpool Committee of Merchants trading to Africa en 1752. Ensemble, ils avaient quatre navires capables de contenir 1 120 esclaves, dont les bénéfices étaient suffisants pour stocker douze navires sur le voyage de retour avec du sucre et du rhum . Une inscription à Foster Cunliffe dans l'église Saint-Pierre le décrit ainsi : tous ceux qui
le connaissait. . . et mourut pleuré par les sages et les bons. . . . " [105] Thomas Leyland, l'un des plus gros marchands d'esclaves du même port, n'avait, en tant que maire, aucune pitié pour l'engrosser, le forestier, le régrateur, et était une terreur pour les malfaiteurs.

[106] Les Heywood étaient des marchands d'esclaves et les premiers à importer le coton cultivé par les esclaves aux États-Unis. Arthur Heywood était trésorier de la Manchester Academy

où ses fils ont été éduqués. Un fils, Benjamin, a été élu membre de la Société littéraire et philosophique de Manchester et a été admis au Billiard Club, le club le plus *recherché que* Manchester ait jamais possédé, qui n'admettait que les meilleurs hommes en termes de manières, de position et de connaissances. Être admis dans le cercle enchanté des Quarante signifiait une reconnaissance inattaquable en tant que gentleman. Plus tard, Benjamin Heywood a organisé la première des expositions de Manchester d'œuvres d'art et d'industrie. 107

Ces marchands d'esclaves occupaient de hautes fonctions en Angleterre. Les aventuriers royaux faisant du commerce en Afrique en 1667, une liste dirigée par la royauté, comprenait deux échevins, trois ducs, huit comtes, sept seigneurs, une comtesse et vingt-sept chevaliers.

[108] Les signatures des maires de Liverpool et de Bristol figurent sur une pétition des marchands d'esclaves en 1739.

[109] Le Comité de Bristol créé en 1789 pour s'opposer à l'abolition de la traite des esclaves comprenait cinq échevins, dont un ex-capitaine d'un négrier.

[110] De nombreux marchands d'esclaves détenaient la plus haute dignité municipale de Liverpool.

[111] Les marchands d'esclaves étaient solidement implantés dans les deux chambres du Parlement. Ellis Cunliffe a représenté Liverpool au Parlement de 1755 à 1767.

[112] La famille Tarleton, éminente dans le commerce des esclaves, a exprimé l'opposition de Liverpool à l'abolition au Parlement.

[113] La Chambre des Lords, traditionnellement conservatrice, a été confirmée dans son opposition instinctive à l'abolition par la présence de nombreux marchands d'esclaves anoblis. Il a écouté avec bienveillance la déclaration du comte de Westmorland selon laquelle nombre d'entre eux devaient leur siège à la Chambre haute à la traite des esclaves [114] et que l'abolition était le jacobinisme.

[115] Pas étonnant que Wilberforce craignait la Chambre haute.

[116] Non sans confiance, l'Assemblée de la Jamaïque a déclaré catégoriquement en 1792 que « la sécurité des Antilles dépend non seulement du fait que la traite des esclaves ne soit pas abolie, mais d'une déclaration rapide de la Chambre des Lords qu'ils ne souffrir que le commerce soit aboli. 117

Certaines protestations ont été exprimées par quelques intellectuels et prélats du XVIIIe siècle. Defoe dans sa « Réforme des mœurs », a condamné la traite des esclaves. Le poète Thomson, dans son "Summer", a dessiné une image effrayante du requin suivant dans le sillage du navire négrier. Cowper, après quelques hésitations, a écrit ses lignes mémorables dans "The Task". Blake a écrit son magnifique poème sur le "Petit garçon noir". Southey a composé des vers poignants sur le "Marin qui avait servi dans la traite des esclaves". Mais une grande partie de cette littérature du XVIIIe siècle, comme
Le professeur Sypher a montré dans une analyse exhaustive,

[118 se] concentrait sur le « noble nègre », le prince injustement fait captif, supérieur même en esclavage à ses ravisseurs. Cette sentimentalité, typique du XVIIIe siècle en général, portait le plus souvent l'implication vicieuse que l'esclavage de l'ignoble Noir était

justifié. Boswell, d' autre part, a déclaré avec insistance qu'abolir la traite des esclaves revenait à fermer les portes de la miséricorde à l'humanité, et a surnommé Wilberforce un « nain au grand nom retentissant ».
119

Deux marchands du XVIIIe siècle, Bentley et Roscoe, s'opposèrent à la traite négrière avant 1783 ; ils étaient plus que des marchands, ils étaient des marchands de Liverpool. Deux économistes du XVIIIe siècle ont condamné le coût et l'inefficacité du travail des esclaves : Dean Tucker et Adam Smith, le tocsin d'avertissement, le trompettiste du nouvel âge. Les notes discordantes sont restées lettre morte. Le XVIIIe siècle approuva le plaidoyer de Temple Luttrell : « Certains gentilshommes peuvent, en effet, s'opposer à la traite des esclaves comme inhumaine et impie ; considérons que si nos colonies doivent être entretenues et cultivées, ce qui ne peut être fait que par des nègres africains, il vaut sûrement mieux nous fournir ces travailleurs dans les fonds britanniques, que de les acheter par l'intermédiaire de
Facteurs français, néerlandais ou danois.
120

À une occasion, un gentleman mauricien, désireux de convaincre l'abolitionniste Buxton que «les Noirs étaient les gens les plus heureux du monde», a demandé à sa femme de confirmer sa déclaration à partir de ses propres impressions sur les esclaves qu'elle avait vus. « Eh bien, oui », répondit la bonne épouse, « ils étaient très heureux, j'en suis sûr, seulement je trouvais si étrange de voir les cuisiniers noirs enchaînés à la cheminée. »

[121] Seuls quelques Anglais avant 1783, comme la bonne épouse, avaient des doutes sur la moralité de la traite négrière. Ceux qui avaient compris que les objections, comme le dit Postlethwayt, auraient peu de poids auprès des hommes d'État
qui a vu les grands émoluments nationaux qui ont résulté de la traite des esclaves. « Nous prendrons les choses telles qu'elles sont, et raisonnerons d'après elles dans leur état actuel, et non d'après celui où nous pourrions espérer qu'elles soient. . . . Nous ne pouvons pas penser à abandonner la traite des esclaves, malgré mes bons vœux que cela puisse être fait. Plus tard, peut-être, un esprit chrétien noble et bienveillant pourrait penser à changer le système, « qui, dans les circonstances actuelles, ne sera peut-être pas si facile à réaliser ». [122] Avant la Révolution américaine, l'opinion publique anglaise en général acceptait le point de vue du marchand d'esclaves : « Le trafic de créatures humaines peut à première vue sembler barbare, inhumain et contre nature ; pourtant les commerçants ici ont autant à plaider dans leur propre excuse, qu'on peut le dire pour quelques autres branches du commerce, à savoir, l' *avantage* de celui-ci. . . . En un mot, les bénéfices de ce commerce l'emportent de loin sur tous les méfaits et inconvénients réels ou prétendus. 123

3
COMMERCE BRITANNIQUE ET COMMERCE TRIANGULAIRE

A. LE COMMERCE TRIANGULAIRE

Selon Adam Smith, la découverte de l'Amérique et la route du Cap vers l'Inde sont « les deux événements les plus grands et les plus importants enregistrés dans l'histoire de l'humanité ». L'importance de la découverte de l'Amérique ne résidait pas dans les métaux précieux qu'elle fournissait, mais dans le marché nouveau et inépuisable qu'elle offrait aux marchandises européennes. L'un de ses principaux effets fut « d'élever le système marchand à un degré de splendeur et de
gloire à laquelle il n'aurait jamais pu atteindre autrement.

[1] Elle a donné lieu à une énorme augmentation du commerce mondial. Les XVIIe et XVIIIe siècles ont été les siècles du commerce, comme le XIXe siècle a été le siècle de la production. Pour la Grande-Bretagne, ce commerce était principalement le commerce triangulaire. En 1718, William Wood a déclaré que la traite des esclaves était « la source et le parent d'où jaillissent les autres ».

[2] Quelques années plus tard, Postlethwayt décrivait la traite négrière comme « le premier principe et fondement de tout le reste, le ressort de la machine qui met chaque roue en mouvement ». 3

Dans ce commerce triangulaire, l'Angleterre, la France et l'Amérique coloniale également, fournissaient les exportations et les navires ; l'Afrique la marchandise humaine ; les plantations les matières premières coloniales. Le navire négrier a quitté le pays d'origine avec une cargaison de produits manufacturés. Ceux-ci ont été échangés à profit
sur la côte d'Afrique pour les nègres, qui étaient échangés dans les plantations, à un autre profit, en échange d'une cargaison de produits coloniaux à rapporter au pays d'origine. Au fur et à mesure que le volume du commerce augmentait, le commerce triangulaire était complété, mais jamais supplanté, par un commerce direct entre le pays d'origine et les Antilles, échangeant directement les produits manufacturés nationaux contre des produits coloniaux.

Le commerce triangulaire donna ainsi une triple impulsion à l'industrie britannique. Les nègres ont été achetés avec des manufactures britanniques ; transportés dans les plantations, ils produisaient du sucre, du coton, de l'indigo, de la mélasse et d'autres produits tropicaux, dont la transformation créa de nouvelles industries en Angleterre ; tandis que le maintien des Noirs et de leurs propriétaires dans les plantations offrait un autre marché à l'industrie britannique, à l'agriculture de la Nouvelle-Angleterre et aux pêcheries de Terre-Neuve. En 1750, il n'y avait guère de ville commerçante ou manufacturière en Angleterre qui n'était en quelque sorte liée au commerce triangulaire ou colonial direct.

[4] Les bénéfices obtenus ont fourni l'un des principaux flux de cette accumulation de capital en Angleterre qui a financé la
Révolution industrielle.

Les îles des Antilles sont devenues la plaque tournante de l'Empire britannique, d'une immense importance pour la grandeur et la prospérité de l'Angleterre. Ce sont les esclaves noirs qui ont fait de ces colonies sucrières les colonies les plus précieuses jamais enregistrées dans toutes les annales de l'impérialisme. Pour Postlethwayt, ils étaient « l'appui et le soutien fondamentaux » des colonies, des « personnes de valeur » dont le travail fournissait à la Grande-Bretagne tous les produits des plantations. L'Empire britannique était « une magnifique superstructure du commerce américain et de la puissance navale sur un
Fondation africaine.
5

Sir Josiah Child a estimé que chaque Anglais des Antilles, « avec les dix Noirs qui travaillent avec lui, tenant compte de ce qu'ils mangent, utilisent et portent, ferait du travail pour quatre hommes en Angleterre ».

[6] Selon le calcul de Davenant, une personne dans les îles, blanche ou noire, était aussi rentable que sept en Angleterre.

[7] Un autre auteur considérait que chaque famille des Antilles donnait du travail à cinq marins et à bien d'autres artisans, fabricants et commerçants, et que chaque Blanc des îles rapportait dix livres par an de bénéfices nets.
en Angleterre, vingt fois plus qu'une personne similaire dans son pays d'origine.

[8] William Wood estimait qu'un bénéfice de sept shillings par tête et par an était suffisant pour enrichir un pays ; chaque homme blanc dans les colonies a fait un profit de plus de sept livres.

[9] Sir Dalby Thomas alla plus loin : chaque personne employée dans les plantations de canne à sucre était 130 fois plus précieuse pour l'Angleterre qu'une personne chez elle.

[10] Le professeur Pitman a estimé qu'en 1775, les plantations antillaises britanniques représentaient une valeur de cinquante millions de livres sterling,

[11] et les planteurs de sucre eux-mêmes évaluent le chiffre à soixante-dix millions en 1788.

[12] En 1798, Pitt évalue le revenu annuel des plantations antillaises à quatre millions de livres contre un million pour le reste du monde.

[13] Comme Adam Smith l'a écrit : « Les bénéfices d'une plantation de canne à sucre dans n'importe laquelle de nos colonies antillaises sont généralement bien supérieurs à ceux de toute autre culture connue
Europe ou Amérique.
14

Selon Davenant, le commerce total de la Grande-Bretagne à la fin du XVIIe siècle rapportait un bénéfice de 2 000 000 £. Le commerce des plantations s'élevait à 600 000 £; réexportation de produits de plantation 120 000 £; Commerce européen, africain et du Levant 600 000 £; commerce des Indes orientales 500 000 £; réexportation de marchandises des Indes orientales 180 000 £. 15

Sir Charles Whitworth, en 1776, a fait une compilation complète, à partir des documents officiels, du commerce d'importation et d'exportation de la Grande-Bretagne pour les années 1697-1773. Son livre est inestimable pour apprécier l'importance relative des colonies des Caraïbes et du continent dans l'Empire britannique du XVIIIe siècle. Pour l'année 1697, les colonies antillaises fournissaient neuf pour cent des importations britanniques, les colonies continentales huit pour cent ; quatre pour cent des exportations britanniques allaient aux Antilles, un peu moins de quatre pour cent vers le continent; les Antilles représentaient sept pour cent du commerce total de la Grande-Bretagne, le continent six pour cent. En 1773, les Antilles conservaient toujours leur avance, bien qu'en tant que marché d'exportation, elles soient devenues inférieures aux colonies continentales avec leur population blanche plus importante. Cette année-là, près d'un quart des importations britanniques provenaient de toutes les régions des Caraïbes, un huitième de l'ensemble du continent ; les Caraïbes ont consommé un peu plus de huit pour cent des exportations, le continent seize pour cent; quinze pour cent du commerce total de la Grande-Bretagne se faisait avec les Antilles, quatorze pour cent avec le continent. En prenant les totaux pour les années 1714-1773, et en incluant dans ces totaux le commerce

avec les nouvelles acquisitions, les colonies étrangères temporairement occupées par les forces britanniques pendant la guerre, ou les colonies étrangères en général, nous obtenons l'image suivante : des Caraïbes, un neuvième du continent ; six pour cent des exportations britanniques allaient vers les Caraïbes, neuf pour cent vers le continent; douze pour cent du commerce extérieur total de la Grande-Bretagne provenaient des Caraïbes, dix pour cent du continent. Au cours de ces mêmes années, un demi pour cent des importations britanniques provenaient d'Afrique, deux pour cent des exportations britanniques allaient vers l'Afrique, tandis que le commerce africain représentait près de un et demi pour cent du commerce britannique total. Si l'on exclut donc les colonies de plantation sur le continent, Virginie, Maryland, Caroline, Géorgie, les échanges triangulaires et antillais représentaient près d'un septième du total du commerce britannique au cours des années 1714-1773.

La valeur étonnante de ces colonies antillaises peut être présentée plus graphiquement en comparant les îles antillaises individuelles avec les colonies individuelles du continent. En 1697, les importations britanniques de la Barbade représentaient cinq fois les importations combinées des colonies de pain ; les exportations vers la Barbade étaient légèrement plus importantes. La Petite Barbade, avec ses 166 miles carrés, valait plus pour le capitalisme britannique que la Nouvelle-Angleterre, New York et la Pennsylvanie réunies. En 1773, les importations britanniques de la Jamaïque représentaient plus de cinq fois les importations combinées des colonies de pain ; Les exportations britanniques vers la Jamaïque étaient près d'un tiers plus importantes que celles vers la Nouvelle-Angleterre et à peine moins que celles vers New York et la Pennsylvanie réunies. Pour les années 1714–177 3 les importations britanniques de Montserrat étaient trois fois supérieures aux importations de Pennsylvanie, les importations de Nevis étaient presque le double de celles de New York, les importations d'Antigua étaient plus de trois fois supérieures à celles de la Nouvelle-Angleterre. Les importations de la Barbade étaient plus de deux fois plus importantes que celles des colonies de pain, les importations de la Jamaïque près de six fois plus importantes. Pour les mêmes années
La Jamaïque en tant que marché d'exportation était aussi précieuse
comme la Nouvelle-Angleterre ; La Barbade et Antigua réunies comptaient autant pour les exportateurs britanniques que New York ; Montserrat et Nevis combinés étaient un meilleur marché que la Pennsylvanie. Les exportations britanniques vers l'Afrique au cours de ces années n'étaient qu'un dixième de moins que celles vers la Nouvelle-Angleterre, les importations britanniques d'Afrique un quart de plus que celles de New York et plus du double de celles de Pennsylvanie. 16

Les mercantilistes étaient enthousiastes. Le commerce triangulaire et le commerce associé avec les îles à sucre, en raison de la navigation qu'ils encourageaient, étaient plus précieux pour l'Angleterre que ses mines d'étain ou de charbon.

17 C'étaient des colonies idéales. Sans eux, la Grande-Bretagne n'aurait ni or ni argent, sauf ce qu'elle recevait du commerce illicite avec les colonies espagnoles et d'une balance commerciale défavorable.

18 Leurs produits tropicaux, contrairement à ceux de la partie nord du continent, ne rivalisaient pas avec ceux du pays d'origine. Ils montraient peu de signes de ce développement industriel qui était la crainte constante en ce qui concerne le continent. Leur importante population noire était une garantie efficace contre les aspirations à l'indépendance.

[19] Tout cela combiné pour épeler un mot, sucre. "Le plaisir, la gloire et la grandeur de l'Angleterre", a écrit Sir Dalby Thomas, "a été avancé plus par le sucre que par tout autre
marchandise, laine non exceptée.
20

Il y avait une qualification : le monopole. La philosophie économique de l'époque n'avait pas de place pour la porte ouverte, et le commerce colonial était un monopole rigide de la patrie. Les mercantilistes étaient catégoriques sur ce point. « Les colonies », écrit Davenant, « sont une force pour leur royaume-mère, tant qu'elles sont soumises à une bonne discipline, tant qu'elles sont strictement obligées d'observer les lois fondamentales de leur pays d'origine, et tant qu'elles en dépendent. Mais sinon, ils sont pires que des membres arrachés au corps politique, étant en effet comme des armes offensives arrachées à une nation pour être transformée
contre lui selon les circonstances.

[21] Les colonies, en échange de leur prospérité, devaient à la mère patrie, selon Postlethwayt, de la gratitude et un devoir indispensable : « être immédiatement dépendant de leur parent d'origine et lui soumettre leurs intérêts ». 22

C'est sur ces idées que s'est érigé le système marchand. Les colonies étaient obligées de n'envoyer leurs produits de valeur qu'en Angleterre et d'utiliser des navires anglais. Ils ne pouvaient acheter que des Britanniques à moins que les marchandises étrangères ne soient d'abord acheminées vers l'Angleterre. Et comme, en enfants dévoués, ils devaient travailler pour la plus grande gloire de leur parent, ils étaient réduits à un état de vassalité permanente et cantonnés uniquement à l'exploitation de leurs ressources agricoles. Pas un clou, pas un fer à cheval, disait Chatham, ne pouvaient être fabriqués, ni chapeaux, ni fer, ni sucre raffiné. En échange, l'Angleterre a fait une concession : les produits coloniaux ont obtenu le monopole du marché intérieur.

La clé de voûte de cet arc mercantiliste était la Navigation
Lois, « Mesures anglaises conçues à des fins anglaises ».

[23] Les lois sur la navigation visaient les Néerlandais, « les
pères », comme les appelle Andrews, des premières colonies britanniques, [24] qui fournissaient du crédit, livraient des marchandises, achetaient des produits coloniaux et les transportaient en Europe, le tout à des tarifs plus attractifs que ceux que les Britanniques pouvaient offrir sur le marché libre. Mais les lois visaient aussi les Écossais et les Irlandais
[25] et la tentative de l'Ecosse de créer une société africaine indépendante
[26] suscita de grandes craintes en Angleterre et fut en grande partie responsable de l'Acte d'Union de 1707. Les îles à sucre protestèrent contre ce monopole de leur commerce. Ceux qui, en 1840, s'opposaient le plus au libre-échange, étaient, en 1660, les plus fervents partisans du libre-échange. En 1666, le gouverneur de la Barbade pria « d'être clair avec Sa Majesté, car il est arrivé là où ça pince. . . . Le libre-échange est la vie de toutes les colonies. . . celui qui a conseillé à Sa Majesté de restreindre et d'attacher ses colonies est plus un marchand qu'un bon sujet.
[27] Son successeur a répété l'avertissement : « Vous devez faire de leur port un port franc pour que tous les peuples puissent commercer avec eux qui viendront. La manière ordinaire

qui est prise pour les nouvelles plantations que je conçois humblement est un peu erronée. Mes seigneurs l'Acte pour le commerce et la navigation en Angleterre sera certainement en tyme bee
la ruine de toutes ses plantations étrangères de Maties.

[28] Les Lords of Trade décidèrent de « lui donner un chèque pour avoir respecté cette maxime du libre-échange » et le censurèrent
sévèrement pour « ces principes dangereux qu'il entretient
contrairement aux lois établies du royaume et à l'avantage apparent de celui-ci. [29]

De telles idées subversives ne pourraient pas être tolérées à une époque où l'on entendait exiger que les lois sur la navigation soient étendues pour limiter la disposition relative aux navires «de construction anglaise» aux navires construits en bois anglais et utilisant de la toile de fabrication britannique, et qui ont adopté une législation selon laquelle les morts doivent être enterré dans la laine anglaise et tous les serviteurs et esclaves des plantations doivent porter de la laine anglaise, pour encourager la première industrie d'Angleterre. Les nègres, l'exportation la plus importante de l'Afrique, et le sucre, l'exportation la plus importante des Antilles, étaient les principales marchandises énumérées par les lois de navigation. Mais les planteurs de sucre antillais n'ont jamais accepté cette limitation de leur commerce. En fin de compte, en 1739, ils obtinrent une modification des lois sur la navigation, mais sous une forme si limitée et uniquement pour des marchés étrangers si pauvres en Europe - au sud du cap Finisterre - que ses avantages étaient insignifiants. Mais même cette concession, si mal tondue qu'elle fût, suscita la colère des marchands anglais. Cela, selon une pétition de Liverpool avant que la mesure ne devienne loi, « serait très préjudiciable dans de nombreux cas aux intérêts et aux manufactures, au commerce et à la navigation de la Grande-Bretagne en
général et de ce port en particulier.

[30] Cent ans plus tard, le même conflit allait se jouer, plus âprement, entre monopole et libre-échange, mercantilisme et laissez-faire. Les opposants étaient les mêmes, commerçants et industriels britanniques d'un côté et planteurs de sucre antillais de l'autre. Mais le capitalisme britannique, maintenant tout pour le monopole, était alors tout pour le libre-échange ; les planteurs antillais, au contraire, oubliaient tous leurs nobles sentiments de libre-échange et s'accrochaient avec ténacité au principe de monopole qu'ils avaient autrefois condamné, comme faisant d'eux « les esclaves des marchands ».
[31]

B. EXPÉDITION ET CONSTRUCTION NAVALE

Ce commerce extérieur entraîna naturellement dans son sillage un formidable développement de la navigation et de la construction navale. Non le moindre des avantages du commerce triangulaire était sa contribution aux murs en bois de l'Angleterre. Il y avait moins de distinction entre un
navire marchand et un navire de guerre à l'époque qu'il n'y en a aujourd'hui. Le « long voyage » fut une admirable pépinière pour les marins, les navires marchands précieux auxiliaires de la marine en temps de guerre ; et les défenseurs de la traite des esclaves ont fait valoir que son abolition anéantirait la marine en coupant une grande source de marins.

[32] Comme un négrier Liverpool a écrit: « Il est une question de deux beaucoup
d' importance à ce royaume quand jamais il est *abolish'd* l'importance navale de ce

royaume est abolish'd avec elle, ce moment notre Flagg cessera progressivement à tour triomphant sur les mers. 33

En 1678, les commissaires des douanes rapportèrent que le commerce des plantations était l'une des grandes pépinières de la marine marchande et des marins d'Angleterre et l'une des plus grandes branches de son commerce.

34 Ici encore, les colonies de sucre ont distancé les colonies de pain. Plus de navires anglais ont navigué vers les colonies sucrières que vers toutes les colonies continentales réunies. En 1690, les colonies sucrières employaient 114 navires, de 13 600 tonneaux et 1 203 marins ; les colonies continentales m navires, de 14.320 tonnes et 1.271 marins.

35 Entre 1710 et 1714, 122 000 tonnes de navires britanniques ont navigué vers les Antilles, 112 000 tonnes vers le continent.

36 Le commerce antillais employait en 1709 un dixième des
La navigation britannique engagée dans le commerce extérieur.

37 Entre 1709 et 1787, la navigation britannique engagée dans le commerce extérieur a quadruplé ;

38 navires débarquant pour l'Afrique ont été multipliés par douze et le tonnage par onze. 39

La construction navale en Angleterre a reçu une impulsion directe du commerce triangulaire. Des navires d'un type particulier ont été construits pour la traite négrière, combinant capacité et vitesse dans un effort pour réduire la mortalité. De nombreux charpentiers de Liverpool étaient eux-mêmes des marchands d'esclaves. L'entreprise remarquable était Baker and Dawson, l'un des plus grands exportateurs d'esclaves vers les Antilles, et s'est engagé, après 1783, dans la fourniture d'esclaves aux colonies espagnoles. John Gorell était l'un des membres de Liverpool de la Company of Merchants faisant du commerce en Afrique. John Okill aussi, l'un des constructeurs de navires les plus prospères de Liverpool, mais apparemment il a évité la traite des esclaves. Dans un port dont la prospérité était intimement liée à la traite négrière, William Rathbone était une curiosité dans son refus de fournir du bois

pour la construction de navires destinés à la traite des esclaves 40, dans laquelle la moitié des marins de Liverpool étaient engagés.
41

L'industrie maritime était divisée, comme l'industrie en général, sur la question de l'organisation de la traite négrière. Certaines sections favorisaient la Compagnie royale africaine, d'autres les libre-échangistes.

42 Mais sur la question de l'abolition, l'industrie a présenté un front uni, arguant que l'abolition frapperait aux racines mêmes de la suprématie navale et impériale de la Grande-Bretagne. La première réaction de Liverpool à la loi de 1788 réglementant le pouvoir des négriers fut qu'elle laissa au chômage 22 capitaines de navires négriers, 47 matelots et 350 marins, avec leurs familles et les commerçants dépendant plus indirectement du commerce avec l'Afrique. 43

En plus des marins, il y avait les métiers auxiliaires. Charpentiers, peintres et constructeurs de bateaux; commerçants et artisans liés aux réparations, à l'équipement et au chargement; commissions, salaires, droits de port, assurances, tout dépendait en partie des navires qui faisaient le commerce vers l'Afrique. Pour ravitailler les navires, il y avait en 1774 quinze corderies à Liverpool.

[44] Il y avait peu de gens dans la ville, prétendait-on, qui ne seraient pas affectés, directement ou indirectement, par l'abolition. 45

Les îles à sucre ont apporté une autre contribution à la croissance de la navigation. L'économie particulière développée dans les Antilles se concentrait sur les cultures d'exportation tandis que la nourriture était importée. La plus importante de toutes les denrées alimentaires était le poisson, un article cher au cœur de tout mercantiliste, car il fournissait des emplois aux navires et une formation aux marins. Des lois ont été adoptées en Angleterre pour encourager la consommation de poisson. Le vendredi et le samedi étaient réservés aux jours de pêche. Le poisson était un élément important du régime alimentaire des esclaves dans les plantations, et le commerce du hareng anglais trouvait son principal marché dans les plantations de canne à sucre.

[46] La pêche de Terre-Neuve dépendait dans une large mesure de l'exportation annuelle de poisson séché vers les Antilles,
les ordures ou le poisson « pauvre John », « approprié à aucune autre consommation ». [47] Une tradition antillaise s'est ainsi développée. La morue salée importée est encore aujourd'hui un plat normal et préféré dans toutes les familles antillaises aisées; on ne sait pas s'il est toujours « propre à aucune autre consommation ».

L'augmentation de la navigation soumet les docks anglais du XVIIIe siècle à une tension intolérable. Le nombre de navires entrant dans le port de Londres a triplé entre 1705 et 1795, le tonnage a quadruplé, à l'exclusion des plus petits navires engagés dans le cabotage. Les entrepôts sur les quais étaient insuffisants pour les importations. Les charbonniers ne purent être déchargés et le prix des charbons augmenta énormément. Le sucre était empilé à six ou huit barriques haut sur le quai, augmentant le danger d'incendie et encourageant les vols. Une grande machine du crime organisé s'est développée, impliquant une dizaine de milliers de personnes. Le total des déprédations annuelles sur les quais a été estimé à un demi-million de livres, dont la moitié provient des navires des Caraïbes.

Les marchands antillais s'attaquèrent au problème. Ils organisèrent une force spéciale de gendarmes pour faire face aux vols et établirent un registre général des ouvriers qui déchargeaient les navires antillais. Ils ont fait pression au Parlement et ont finalement obtenu une loi autorisant la construction des West India Docks. Pendant vingt et un ans, ils eurent le monopole du chargement et du déchargement des navires faisant le commerce des Antilles. La première pierre a été posée en 1800, et la cérémonie a été suivie d'un élégant divertissement pour les notables présents, au cours duquel un toast a été porté de manière appropriée à la prospérité des colonies antillaises. Les quais ont été ouverts publiquement en 1802, le premier navire portant le nom du Premier ministre, et le second chargé de six cents tonnes de sucre.

48

C. CROISSANCE DES GRANDES VILLES PORTUAIRES BRITANNIQUES

Le développement du commerce triangulaire et de la navigation et de la construction navale a conduit à la croissance des grandes villes portuaires. Bristol, Liverpool et Glasgow occupaient, en tant que ports maritimes et centres commerciaux, la position à l'ère du commerce que Manchester, Birmingham et Sheffield occupèrent plus tard à l'ère de l'industrie.

On disait en 1685 qu'il n'y avait guère de boutiquier à Bristol qui ne s'aventure à bord d'un navire à destination de la Virginie ou des Antilles. Même les pasteurs ne parlaient de rien mais le commerce, et il a été ironiquement allégué que les marchandises de Bristol n'appartenaient pas à des marchands mais à des mécaniciens.

[49] Les droits de douane sont passés de 10 000 £ en 1634 à 334 000 £ en 1785. Les droits de quai, payables sur tout navire de plus de soixante tonneaux, ont doublé entre 1745 et 1775. 50

Ce sont les commerces des esclaves et du sucre qui ont fait de Bristol la deuxième ville d'Angleterre pendant les trois premiers quarts du XVIIIe siècle. « Il n'y a pas, écrivait un annaliste local, une brique dans la ville qui ne soit cimentée avec le sang d'un esclave. De somptueuses demeures, une vie luxueuse, des serviteurs en livrée, étaient le produit de la richesse faite des souffrances et des gémissements des esclaves achetés et vendus par les marchands de Bristol. . . . Dans leur simplicité enfantine, ils ne pouvaient pas sentir l'iniquité de la marchandise, mais ils pouvaient la sentir lucrative.

[51] L' analyse d'un comité mis en place en 1789 pour s'opposer au mouvement pour l'abolition de la traite négrière montre que parmi les membres élus se trouvaient neuf marchands à un moment donné maires de Bristol, cinq qui étaient shérifs, sept avaient été ou devaient être maîtres de la Société des commerçants aventuriers. 52

Lorsque Bristol a été devancé dans le commerce des esclaves par Liverpool, il a tourné son attention du commerce triangulaire au commerce direct du sucre. Moins de navires Bristol ont navigué vers l'Afrique, plus sont allés directement aux Caraïbes. En 1700, le port comptait quarante-six navires de commerce antillais.

[53] En 1787, il y avait trente navires Bristol engagés dans le commerce des esclaves, soixante-douze dans le commerce des Antilles ; les premiers pesaient en moyenne 140 tonnes chacun, les seconds 240.

[54] En 1788, Bristol avait autant de navires dans le commerce vers les îles Sous-le-Vent, et presque autant dans le commerce vers la Jamaïque, que dans le commerce vers l'Afrique.

[55] Près d'un tiers du tonnage qui est entré, plus d'un tiers de celui qui partait, le port était engagé dans
le commerce avec les colonies sucrières ;

[56] et c'était l'aimable coutume à Bristol de célébrer chaque année l'arrivée du premier bateau à sucre par un don de vin aux frais de l'heureux propriétaire.

[57] Le commerce antillais valait à Bristol deux fois plus que tous ses autres commerces outre-mer réunis. Jusqu'en 1830, les cinq huitièmes de son commerce se faisaient avec les

Antilles, et on disait en 1833 que sans le commerce antillais, Bristol serait un port de pêche. 58

Bristol avait sa propre société antillaise. Le conseil municipal a distribué des fonds municipaux pour le soulagement de la détresse causée par le feu dans les îles à sucre. Il était d'usage que les fils cadets et les membres subalternes des entreprises antillaises passent quelques années dans les plantations avant de se lancer dans les affaires dans leur pays. Les membres du Parlement de Bristol au XVIIIe siècle étaient fréquemment associés, d'une manière ou d'une autre, aux plantations de canne à sucre, et les îles sont devenues si importantes pour Bristol que, pendant la première moitié du XIXe siècle, Bristol a toujours été représentée au Parlement par un West Indien-un Baillie, un Protheroe, ou un Miles. James Evan Baillie a exhorté ses concitoyens à ne pas mettre la hache à la racine de leur propre prospérité en soutenant l'abolition de l'esclavage dans les îles.

[59] Sa propre prospérité était également en jeu. L'indemnité versée à la famille pour la possession de nombreux esclaves à Trinidad et en Guyane britannique dépassait 62 000 £.

[60] Bristol présenta une opposition résolue à la péréquation des droits sur le sucre qui donna le *coup de grâce* au monopole antillais. Par la suite, le commerce de Bristol avec les Antilles déclina rapidement. En 1847, quarante pour cent du tonnage du port était à destination des Antilles, et les navires revenant des îles n'en représentaient que onze pour cent. En 1871, aucun navire ne quitte Bristol pour la Jamaïque, et le tonnage entrant en provenance des îles constitue moins de 2 % des arrivées. Le commerce de Bristol avec les îles n'a repris qu'à la fin du XIXe siècle avec l'avènement de la banane sur le marché mondial. 61

Ce que le commerce antillais a fait pour Bristol, le commerce des esclaves l'a fait pour Liverpool. En 1565 Liverpool comptait 138 propriétaires, sept rues seulement étaient habitées, la marine marchande du port s'élevait à douze navires de 223 tonneaux. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, le seul événement local d'importance fut le siège de la ville pendant la guerre civile anglaise.

[62] En collectant l'argent du navire, Strafford évalua Liverpool à quinze livres ; Bristol a payé deux mille.

[63] Les navires entrant à Liverpool ont été multipliés par quatre et demi entre 1709 et 1771 ; le tonnage à l'aller six fois et demie. Le nombre de navires possédés par le port a été multiplié par quatre au cours de la même période, le tonnage et les marins plus de six fois.

[64] Les recettes douanières sont passées d'une moyenne de 51 000 £ pour les années 1750 à 1757 à 648 000 £ en 1785.

[65 Les] droits de port sont multipliés par deux et demi entre 1752 et 1771.

[66] La population passa de 5 000 en 1700 à 34 000 en 1773. En 1770, Liverpool était devenue une ville trop célèbre dans le monde du commerce pour qu'Arthur Young l'ignore lors de ses voyages à travers l'Angleterre. 67

L'abolitionniste Clarkson a soutenu que l'essor de Liverpool était dû à diverses causes, parmi lesquelles le commerce du sel, l'augmentation prodigieuse de la population du Lancashire et l'extension rapide et importante des manufactures de Manchester.

[68] Il s'agit d'un cas particulièrement flagrant de mise de la charrue avant les bœufs. Ce n'est que l'accumulation de capital de Liverpool qui a fait naître la population du Lancashire

et a stimulé les manufactures de Manchester. Cette accumulation de capital est venue de la traite négrière, dont l'importance a été appréciée plus par les contemporains que par les historiens postérieurs.

C'était un dicton commun que plusieurs des principales rues de Liverpool avaient été marquées par les chaînes, et les murs des maisons cimentées par le sang, des esclaves africains,
[69] et une rue était surnommée « Negro Row ».

[70] La douane en briques rouges était blasonnée de têtes de nègres.

[71] L'histoire est racontée d'un acteur de la ville, qui, sifflé par le public pour avoir comparu devant eux, pas pour la première fois, en état d'ébriété, se ressaisit et déclara avec une majesté offensée : « Je ne suis pas venu ici pour être insulté par une bande de misérables, chaque brique dont la ville infernale est
cimenté avec le sang d'un Africain. [72]

On estimait en 1790 que les 138 navires qui partaient de Liverpool pour l'Afrique représentaient un capital de plus d'un million de livres. La propre perte probable de Liverpool due à l'abolition de la traite des esclaves a ensuite été évaluée à plus de sept millions et demi de livres.

[73] L' abolition, disait-on, ruinerait la ville. Elle détruirait le fondement de son commerce et la cause première de l'industrie et de la richesse nationales. « Quel vain semblant de liberté », a-t-on demandé à Liverpool, « peut amener les gens à tomber dans le libertinage au point d'affirmer qu'un commerce est illégal, ce que la coutume immémoriale et divers actes du Parlement,
avoir ratifié et sanctionné ? [74]

Cette dépendance à la traite négrière s'est avérée très gênante pour les historiens sensibles et patriotes. Une génération, soutenait un historien de Bristol en 1939, qui a vu la spoliation de
L'Éthiopie, le démembrement brutal de la Chine et le viol de la Tchécoslovaquie, ne peuvent se permettre de condamner la traite négrière.

[75] De l'avis d'un employé de la ville de Liverpool, Liverpool a supporté plus que sa part des stigmates attachés à la traite négrière. La persévérance et l'énergie indomptables de ses habitants auraient assuré une prospérité égale dans d'autres directions, aussi efficacement sinon aussi rapidement, si le commerce des esclaves n'avait pas existé, et le succès final du port aurait peut-être été retardé, mais pas préjudicié ou compromis. , sans la traite négrière.

[76] Selon encore un autre écrivain de Liverpool, il n'y avait rien de péjoratif dans le fait que leurs ancêtres avaient fait affaire avec des « nègres », et les horreurs de la traite des esclaves étaient dépassées par les horreurs du trafic de boissons à Liverpool. Mais, après tout, « c'est le capital fait de la traite négrière africaine qui a construit certains de nos quais. C'est le prix de la chair et du sang humains qui nous a donné un départ. Certains de ceux qui ont fait fortune grâce à la traite des esclaves avaient le cœur tendre sous leurs gilets pour les pauvres de Liverpool, tandis que les bénéfices de la traite des esclaves représentaient « un afflux de richesses auquel, peut-être, aucune considération n'inciterait une communauté commerciale à abandonner. " [77]

Ce n'est qu'après l'Acte d'Union de 1707 que l'Écosse a été autorisée à participer au commerce colonial. Cette autorisation a mis Glasgow sur la carte. Le sucre et le tabac sont à la base de la prospérité de la ville au XVIIIe siècle. Le commerce colonial a stimulé la croissance de nouvelles industries. Comme l'écrivait Mgr Pococke en 1760, après une visite à Glasgow : « la ville a surtout ressenti les avantages de l'Union, par le commerce des Indes occidentales dont elle jouit, qui est très grand, notamment en tabac, indigos et sucre.

[78] Le raffinage du sucre est resté une industrie importante dans la Clyde Valley jusqu'à l'éclipse des îles antillaises au milieu du XIXe siècle.

D. LES MARCHANDISES DANS LE COMMERCE TRIANGULAIRE

Il faut maintenant retracer le développement industriel de l'Angleterre qui fut stimulé directement ou indirectement par les marchandises pour le commerce triangulaire et la transformation des produits coloniaux.

Les ramifications généralisées de la traite négrière dans l'industrie anglaise sont illustrées par cette cargaison vers l'Afrique pour l'année 1787 : articles de coton et de lin, mouchoirs de soie, draps de laine grossiers bleus et rouges, drap écarlate en grain, chapeaux grossiers et fins , bonnets de laine, fusils, poudre, grenaille, sabres, barres de plomb, barres de fer, basons en étain, marmites et casseroles en cuivre, marmites en fer, quincaillerie de toutes sortes, articles en terre et en verre, malles en cheveux et cuir doré, perles de toutes sortes, bagues en argent et en or et ornements, papier, carreaux grossiers et fins, chemises et casquettes en lin à volants, spiritueux britanniques et étrangers et tabac. [79]

Cet assortiment divers était typique de la cargaison du marchand d'esclaves. Parure pour les Africains, ustensiles de ménage, tissus de toutes sortes, fer et autres métaux, ainsi que des fusils, des menottes et des chaînes : la production de ces derniers stimulait le capitalisme, fournissait du travail à la main-d'œuvre britannique et rapportait de grands profits à l'Angleterre.

1. *Laine*

Jusqu'au formidable développement de l'industrie cotonnière lors de la révolution industrielle, la laine était l'enfant gâté des manufactures anglaises. Il figurait en grande partie dans toutes les considérations affectant la traite des esclaves dans le siècle après 1680. La cargaison d'un navire négrier était incomplète sans quelques manufactures de laine — serges, dit-on, perpetuanos, arrangoes et baies. Parfois, le tissu portait le nom de la localité où il a été fabriqué pour la première fois. Bridwaters représentait l'intérêt de Bridgewater pour le marché colonial ; Welsh Plaines, un drap de laine au tissage le plus simple, était fabriqué dans l'ouest de l'Angleterre et au Pays de Galles.

Un comité parlementaire de 1695 a exprimé le sentiment public que le commerce vers l'Afrique était un encouragement à la fabrication de laine.
[80] Parmi les arguments avancés pour prouver l'importance
de la traite négrière, les exportations de laine
que ce commerce encourageait occupaient toujours la première place. Une brochure de 1680, illustrant l'utilité publique et les avantages du commerce africain, commence par « l'exportation de nos lainages indigènes et d'autres manufactures en grande abondance, dont

la plupart étaient importés autrefois de Hollande. . . par quoi la laine de cette nation est beaucoup plus consommée et dépensée qu'autrefois ; et plusieurs milliers de pauvres ont employé.

[81] De même, la Royal African Company déclara dans une pétition en 1696 que la traite des esclaves devrait être soutenue par l'Angleterre, en raison des exportations qu'elle encourageait de laine et d'autres
manufactures anglaises. 82

Les fabricants de laine du royaume jouèrent un rôle de premier plan dans la longue et âpre controverse entre la Royal African Company et les commerçants séparés. Ceux auprès desquels la société a effectué ses achats ont fait valoir que les intrus provoquaient des perturbations et une dislocation du commerce, et que le commerce avait décliné lorsque le monopole de la société avait été modifié. En 1694, les drapiers de Witney ont adressé une pétition au Parlement en faveur du monopole de la société. Les drapiers de Shrewsbury emboîtèrent le pas en 1696, et les tisserands de Kidderminster deux fois la même année. En 1709, les tisserands d'Exeter et les marchands de laine de Londres, et en 1713 plusieurs marchands intéressés par la fabrication de la laine, prirent également parti pour l'entreprise. 83

Mais le poids des intérêts lainiers était dans l'ensemble jeté du côté des libres-échangistes. Le monopole de l'entreprise lui a permis de « bousiller les commerçants à un quantité et prix, longueur, largeur et poids.

[84 Le] monopole signifiait un seul acheteur et un seul vendeur. Un chercheur de la douane a témoigné que lorsque le commerce était ouvert, il y avait une plus grande exportation de laine. D'après le témoignage de deux marchands londoniens en 1693, le monopole avait réduit les exportations de laine de près d'un tiers. Le Suffolk exportait 25 000 draps de laine par an ; deux ans après la constitution de la société, le nombre est tombé à 500.

[85] En 1690, les drapiers du Suffolk et de l'Essex et les fabricants d'Exeter ont déposé une pétition contre le monopole de l'entreprise. Exeter a de nouveau pétitionné en 1694, 1696, 1709, 1710 et 1711 en faveur du libre-échange. Le
les marchands de laine du royaume se plaignirent en 1694 que les restrictions avaient considérablement diminué leurs ventes. Des pétitions similaires ont été présentées contre le monopole par les marchands de laine de Londres et les marchands de laine de Plymouth en 1710, les marchands de laine de Totnes et Ashburton, les fabricants de laine de Kidderminster, les marchands aventuriers de Mine-head engagés dans la fabrication de laine en 1711 . 86

D'autres pétitions au Parlement soulignent l'importance du marché colonial pour l'industrie lainière. En 1690, les planteurs de la Jamaïque ont protesté contre le monopole de l'entreprise comme un découragement au commerce, en particulier le commerce de la laine. Une pétition de Manchester en 1704 révéla que la laine anglaise était échangée vers la Hollande, Hambourg et l'Est contre du fil de lin et du lin, qui, une fois fabriqués, étaient envoyés aux plantations. Les marchands et commerçants de Liverpool en 1709, les marchands et habitants de Liverpool en 1715, soutenaient que le monopole de la compagnie était préjudiciable à l'industrie lainière. Des pétitions du Nord industriel en 1735 révélèrent que Wake-field, Halifax, Burnley, Colne et Kendal s'intéressaient tous à la fabrication d'articles en laine pour l'Afrique et les Antilles. 87

Que les articles en laine occupent une place si importante sur les marchés tropicaux doit être attribué à la politique délibérée de l'Angleterre mercantiliste. Il a été soutenu en 1732, au nom des colonies continentales, que la Pennsylvanie à elle seule consommait plus d'exportations de laine d'Angleterre que toutes les îles à sucre réunies, et New York plus que toute autre île à sucre à l'exception de la Jamaïque.

[88] Les articles en laine étaient plus adaptés à ces climats plus froids, et les planteurs barbadiens préféraient les calicots légers qui pouvaient être facilement lavés.

[89] Mais la laine était l'aliment de base de l'Angleterre, et les considérations climatiques étaient un trop grand raffinement pour l'esprit mercantiliste. Quiconque connaît aujourd'hui la société antillaise britannique appréciera la force de la tradition ainsi entretenue. Les sous-vêtements en laine sont encore courants dans les îles aujourd'hui, bien que plus nombreux parmi la génération plus âgée, et les costumes de serge bleue sont toujours un signe de l'homme bien habillé. Comme l'Anglais et contrairement à l'Amérique du Nord dans les colonies, la classe moyenne de couleur antillaise singe encore aujourd'hui les modes de
le pays d'origine dans sa préférence pour les matériaux plus lourds qui sont si ridicules et inconfortables dans un environnement tropical.

Mais le coton a plus tard remplacé la laine sur les marchés coloniaux comme il l'a fait sur le marché intérieur. Sur une exportation totale de quatre millions de livres d'articles manufacturés en laine en 1772, moins de trois pour cent sont allés aux Antilles et moins de quatre pour cent en Afrique.

[90] Les meilleurs clients étaient l'Europe et l'Amérique. En 1783, l'industrie lainière commençait lentement à imiter tardivement les changements technologiques qui avaient révolutionné l'industrie cotonnière. Dans son progrès après 1783, le commerce triangulaire et le marché antillais ne jouèrent aucun rôle appréciable.

2. *Fabrication de coton*

Ce que la construction de navires pour le transport des esclaves a fait pour le Liverpool du XVIIIe siècle, la fabrication d'articles en coton pour l'achat d'esclaves l'a fait pour le Manchester du XVIIIe siècle. Le premier stimulus de la croissance de Cottonopolis est venu des marchés africains et antillais.

La croissance de Manchester était intimement associée à la croissance de Liverpool, son débouché sur la mer et le marché mondial. Le capital accumulé par Liverpool de la traite des esclaves se déversa dans l'arrière-pays pour fertiliser les énergies de Manchester ; Les marchandises de Manchester destinées à l'Afrique étaient acheminées vers la côte dans les navires négriers de Liverpool. Le marché étranger du Lancashire signifiait principalement les plantations antillaises et l'Afrique. Le commerce d'exportation était de 14 000 £ en 1739; en 1759, il avait augmenté de près de huit fois ; en 1779, il était de 303 000 £. Jusqu'en 1770, un tiers de cette exportation allait vers la côte esclavagiste, la moitié vers les colonies américaines et antillaises.

[91] C'est cette énorme dépendance au commerce triangulaire qui a fait Manchester.

Les lainages légers étaient populaires sur la côte des esclaves, tout comme les soies, à condition qu'elles soient voyantes et aient de grandes fleurs. Mais le plus populaire de tous les matériaux était les articles en coton, car l'Africain était déjà habitué aux tissus de coton grossiers bleus et blancs de sa propre fabrication, et dès le début, les pagnes rayés appelés

"annabasses" étaient un élément régulier de la cargaison de chaque marchand d'esclaves. Les textiles indiens, interdits en Angleterre,
bientôt établi un monopole du marché africain. Bagarres, tapsells, niccanees, cuttanees, buckshaws, nillias, salempores – ces vêtements indiens étaient très prisés, et encore un autre puissant intérêt direct fut attiré dans l'orbite de la traite des esclaves. Manchester a essayé de rivaliser avec la Compagnie des Indes orientales; les bafts, par exemple, étaient des tissus de coton bon marché de l'Est copiés plus tard en Angleterre pour le marché africain. Mais le retard du processus de teinture anglais a rendu impossible pour Manchester d'obtenir les couleurs rouges, vertes et jaunes rapides populaires sur la côte. Manchester s'est avéré incapable d'imiter les couleurs de ces cotons indiens, et il existe des preuves pour montrer que les fabricants de coton français de Normandie ont également échoué à apprendre les secrets de l'Orient.

Manchester a eu plus de chance dans son commerce de chèques de coton et de lin, bien que les chiffres de la première moitié du XVIIIe siècle ne soient pas fiables. Les guerres européennes et coloniales de 1739-1748 et la réorganisation que subit la Compagnie Africaine jusqu'en 1750 provoquent un effondrement du commerce du coton vers l'Afrique, et lorsqu'il reprend après 1750, les exportations indiennes sont insuffisantes pour satisfaire la demande. Les fabricants anglais ont pleinement profité de cette opportunité pour pousser leurs propres marchandises. En 1752, l'exportation des seuls chèques de coton et de toile d'Angleterre s'élevait à 57 000 livres sterling ; en 1763, à la fin de la guerre de Sept Ans, il atteignait le chiffre exceptionnellement élevé de 302 000 £, mais après 1767 il est resté entre 100 000 £ et
200 000 £, lorsque la concurrence indienne s'est à nouveau avérée redoutable.

Les statistiques disponibles rendent impossible la comparaison entre la valeur des chèques de coton anglais et des morceaux de coton indien exportés vers l'Afrique, les premiers étant donnés en valeur et les seconds en quantité. Mais la croissance des exportations indiennes et anglaises de coton vers l'Afrique donnera une indication de l'importance du marché africain. Les exportations totales de coton s'élevaient à 214 600 £ en 1751; en 1763, ils étaient plus du double ; en 1772, ils étaient plus de quatre fois plus importants, mais à la suite de la Révolution américaine, ils sont tombés à 195 900 £ en 1780. L'effet de la guerre sur les marchés des esclaves et des plantations est immédiatement apparent. En 1780, les chèques avaient cessé d'être une partie importante de l'industrie du coton. Mais ce n'était pas la guerre seule qui était à blâmer.
Manchester ne pouvait satisfaire le marché africain que lorsque les cotons indiens étaient rares ou chers. Pour le marché des plantations, le bon marché était essentiel et, en 1780, le coton brut devenait de plus en plus cher, l'offre étant à la traîne par rapport à la demande des nouvelles inventions. [92]

Mais selon les estimations données au Conseil privé en 1788, Manchester exportait annuellement vers l'Afrique des marchandises d'une valeur de 200 000 £, dont 180 000 £ pour les nègres seulement ; la fabrication de ces marchandises représentait un investissement de 300 000 £ et donnait du travail à 180 000 hommes, femmes et enfants. [93] Les fabricants français, impressionnés par la qualité et le bon marché de ces marchandises spéciales appelées étoffes de Guinée produites à Manchester, envoyaient des agents pour obtenir des détails et faisaient des offres ouvertes aux fabricants de Manchester, si la Grande-Bretagne abolissait la traite des esclaves, pour s'installer à Rouen où ils seraient encouragés.

[94] En outre, Manchester, en 1788, fournissait au commerce antillais plus de 300 000 £ par an en produits manufacturés, ce qui donnait de l'emploi à plusieurs milliers de personnes. 95

Entre les cotonniers de Manchester et les marchands d'esclaves, il n'y avait pas les liens étroits que l'on a déjà remarqués dans le cas des constructeurs navals de Liverpool. Mais deux cas exceptionnels de telles connexions existent. Deux fabricants de coton bien connus du Lancashire, Sir William Fazackerly et Samuel Touchet, étaient tous deux membres de la Company of Merchants trading to Africa. Fazackerly, un marchand londonien de fustians, a présenté le cas des commerçants séparés de Bristol et de Liverpool contre l'African Company en 1726.

[96] Touchet, membre d'une grande maison de chèques de Manchester, représenta Liverpool au conseil d'administration de la société pendant la période 1753-1756. Il s'occupa de l'équipement de l'expédition qui captura le Sénégal en 1758 et s'efforça d'obtenir le contrat de ravitaillement des troupes. Mécène de la machine à filer infructueuse de Paul destinée à révolutionner l'industrie cotonnière, accusé ouvertement de tenter de monopoliser l'importation de coton brut, Touchet ajouta à ses nombreux intérêts un partenariat, avec ses frères, dans une vingtaine de navires du commerce antillais.
Touchet est mort, laissant un
grande fortune, et a été décrit dans sa notice nécrologique comme « le marchand et le fabricant le plus considérable de Manchester, remarquable par ses grandes capacités et sa stricte intégrité, ainsi que par sa bienveillance et son utilité universelles pour l'humanité ». Deux écrivains modernes nous ont laissé cette description de l'homme : à la fois dans la fabrication et dans les entreprises financières et commerciales à grande échelle dans la ville et à l'étranger. 97

D'autres cas soulignent l'importance de la carrière de Touchet. Robert Diggles, marchand d'esclaves africains de Liverpool, était le fils d'un drapier en lin de Manchester et le frère d'un autre. En 1747, un homme de Manchester était en partenariat avec deux hommes de Liverpool dans un voyage en Jamaïque. Une grande entreprise de Manchester, les Hibbert, possédait des plantations de canne à sucre en Jamaïque et, à un moment donné, fournissait des chèques et des imitations de produits indiens à l'African Company pour la traite des esclaves.
98

Manchester a reçu un double stimulus du commerce colonial. S'il fournissait les marchandises nécessaires sur la côte esclavagiste et dans les plantations, ses fabricants dépendaient à leur tour de l'approvisionnement en matière première. L'intérêt de Manchester pour les îles était double.

La matière première est arrivée en Angleterre aux XVIIe et XVIIIe siècles principalement de deux sources, le Levant et les Antilles. Au XVIIIe siècle, cette concurrence indienne qui s'est avérée trop redoutable pour Manchester sur la côte des esclaves et qui menaçait d'inonder même le marché intérieur de produits indiens a été effectivement écrasée, en ce qui concerne l'Angleterre, par les droits prohibitifs sur les importations indiennes en Angleterre. . Le premier pas fut ainsi franchi par lequel la patrie du coton devint aux XIXe et XXe siècles le principal marché du Lancashire. Au XVIIIe siècle, la mesure donna à

Manchester le monopole du marché intérieur, et des commerçants indiens privés commencèrent à importer le coton brut pour les usines du Lancashire. Un concurrent des îles antillaises était né, suivi plus tard par le Brésil,
dont le produit en 1783 était reconnu comme nettement supérieur à toutes les autres variétés.

Mais au début du XVIIIe siècle, l'Angleterre dépendait des îles des Antilles pour les deux tiers et les trois quarts de son coton brut. Le coton, néanmoins, était essentiellement une considération secondaire dans la perspective du planteur antillais, et bien que les planteurs en tant que corps regardaient avec jalousie sa culture en Inde, en Afrique ou au Brésil, il restait une considération secondaire. En s'opposant au maintien de la Guadeloupe en 1763, les intérêts antillais ont mesuré leurs arguments en termes de sucre, tandis que, de manière significative, un pamphlétaire contemporain a souligné ses exportations de coton vers L'Angleterre comme raison de garder l'île.

[99] Mais la consommation britannique était faible et la contribution antillaise bienvenue. En 1764, les importations britanniques de coton brut s'élevaient à près de quatre millions de livres ; les Antilles en ont fourni la moitié. En 1780, la Grande-Bretagne importa plus de six millions et demi de livres ; les Antilles en fournissaient les deux tiers. [100]

En 1783, les Antilles dominaient donc encore le commerce du coton. Mais un nouveau jour se levait. Dans l'expansion phénoménale d'une industrie qui devait habiller le monde, quelques minuscules îles des Caraïbes pouvaient difficilement espérer fournir la matière première nécessaire. Leur coton était la variété des îles de la mer à longue fibre, facile à nettoyer à la main, limitée à certaines zones et donc chère. Lorsque l'égreneuse à coton a permis la culture du coton à fibres courtes en facilitant la tâche de nettoyage, le centre de gravité s'est déplacé des îles vers le continent pour répondre aux énormes demandes des nouvelles machines en Angleterre. En 1784, une cargaison de coton américain fut saisie par les autorités douanières de Liverpool au motif que le coton, n'étant pas un produit de bonne foi des États-Unis, ne pouvait légalement être transporté en Angleterre dans un navire américain.

C'était un mauvais présage pour les Antillais, coïncidant, comme ce fut le cas, avec un autre développement important. Pendant la Révolution américaine, les exportations de coton de Manchester vers l'Europe ont presque triplé.

[101] La Révolution elle-même a créé un autre marché important pour Manchester, les États-Unis indépendants, à une époque où
le gin de coton était juste au coin de la rue. Pour les deux

sur ses marchés d'importation et d'exportation, le coton commençait donc à s'étendre sur le marché mondial. Le ciel ensoleillé des Caraïbes était gâché par un nuage à peine perceptible mais de mauvais augure, et la douce brise antillaise montait de façon inquiétante. Il annonçait l'approche de l'ouragan politique qui, pour modifier la description d'Edmund Burke de ces visites de la nature communes aux Antilles, humiliait l'orgueil du planteur de sucre s'il ne corrigeait pas ses vices.

3. *Raffinage du sucre.*

Le traitement des matières premières coloniales a donné naissance à de nouvelles industries en Angleterre, a fourni de nouveaux emplois pour la navigation et a contribué à une plus grande extension du marché mondial et du commerce international. Parmi ces matières premières, le sucre était prépondérant et sa fabrication a donné naissance à l'industrie du raffinage du sucre. Le processus de raffinage a transformé le sucre brun brut fabriqué sur les plantations en sucre blanc, qui était durable et capable de conservation, et pouvait être facilement manipulé et distribué dans le monde entier.

La première référence au raffinage du sucre en Angleterre est une ordonnance du Conseil privé de 1615 interdisant aux étrangers d'ériger des sucreries ou de pratiquer l'art du raffinage du sucre.

[102] L'importance de l'industrie augmentait à mesure de sa production dans les plantations, et le sucre devenant, avec la diffusion du thé et du café, une des nécessités de la vie au lieu du luxe des rois.

Vers le milieu du XVIIIe siècle, il y avait 120 raffineries en Angleterre. On estimait que chaque raffinerie fournissait de l'emploi à environ neuf hommes. De plus, la distribution du produit raffiné a fait naître un certain nombre de commerces subsidiaires et a nécessité des navires et des wagons pour le commerce côtier et intérieur. 103

L'industrie sucrière de Bristol était l'une des plus importantes du royaume. C'est à Bristol en 1654 que la chroniqueuse Evelyn vit pour la première fois la méthode de fabrication de pain de sucre,

[104] et dans les annales de l'histoire de Bristol, le sucre figure fréquemment en cadeau aux visiteurs de marque de la ville
—Richard, fils d'Oliver Cromwell, et du roi Charles II, en retour pour lequel le roi fit chevalier quatre des marchands de la ville. 105

En 1799, il y avait vingt raffineries à Bristol, et la ville en faisait plus que Londres en proportion de sa taille et de sa population. Le sucre de Bristol était considéré comme de qualité supérieure, sa proximité avec les approvisionnements en charbon combustible lui permettait de vendre moins cher qu'à Londres, tandis qu'il trouvait en Irlande, dans tout le sud du Pays de Galles et dans l'ouest de l'Angleterre les marchés auxquels il était destiné par sa situation géographique.

[106] Le raffinage du sucre est longtemps resté l'une des activités de base de Bristol. Les raffineurs de la ville ont adressé une pétition au Parlement en 1789 contre l'abolition de la traite des esclaves dont « dépend le bien-être et la prospérité, sinon l'existence réelle, des îles des Indes occidentales ».

[107] En 1811, il y avait seize raffineries dans la ville, dont le lien avec cette industrie n'a cessé que vers la fin du XIXe siècle, lorsque les bananes ont remplacé le sucre. 108

Certains des citoyens les plus éminents de Bristol étaient liés à l'entreprise de raffinage du sucre. Robert Aldworth, échevin du XVIIe siècle, était étroitement identifié au raffinage, alors qu'il était en même temps un marchand qui a construit deux quais pour accueillir l'augmentation de la navigation.

[109] William Miles était le raffineur exceptionnel du XVIIIe siècle. Sa carrière est typique de beaucoup d'autres cas. Miles est arrivé à Bristol avec trois demi-pence en poche, a travaillé comme porteur, s'est mis en apprentissage chez un constructeur naval, a économisé quinze livres et a navigué vers la Jamaïque en tant que charpentier de navire dans un navire marchand. Il a acheté un tonneau ou deux de sucre qu'il a vendu à Bristol, avec un profit énorme, et avec le produit a acheté des articles très demandés en Jamaïque et a répété son ancien investissement. Miles devint rapidement très riche et s'installa à Bristol en tant que raffineur. Ce fut l'humble origine d'une des plus grandes fortunes faites dans le commerce antillais. Prenant son fils en partenariat, Miles était assez riche pour lui donner un chèque de 100 000 £ pour lui permettre d'épouser la fille d'un ecclésiastique aristocratique. L'aîné Miles devint échevin et mourut riche et honoré ; le plus jeune continua comme marchand antillais qui vendait principalement du sucre et des esclaves et, à sa mort en 1848, laissa des biens évalués à plus d'un million. [110] En 1833, il était en possession de 663 esclaves en Trinité-et-Jamaïque, pour laquelle il a reçu une indemnité de 17 850 £. 111

L'association fréquente de Glasgow avec l'industrie du tabac n'est qu'une partie de la vérité. La prospérité de la ville au XVIIIe siècle tient au moins autant à son activité de raffinage du sucre. Le raffinage du sucre remonte à la seconde moitié du XVIIe siècle. La sucrerie de l'Ouest a été construite en 1667, suivie de celle de Pâques en 1669, et peu de temps après la sucrerie du Sud et une autre. Un autre a suivi en 1701. Mais Glasgow a souffert du désavantage qu'avant 1707 les relations commerciales directes avec les colonies étaient illégales, et les raffineries de sucre de Glasgow ont été obligées de dépendre de Bristol pour leur matière première. Par l'Acte d'Union et un heureux hasard, cette situation insatisfaisante a pris fin. Deux officiers écossais, le colonel William Macdowall, cadet d'une ancienne famille, et le major James Milliken, alors qu'ils étaient cantonnés à Saint-Kitts, ont courtisé et gagné deux héritières, la veuve Tovie et sa fille, propriétaires de grandes plantations de canne à sucre. Le chaînon manquant avait été trouvé. L'arrivée des héritières et de leurs maris fait de Glasgow l'un des principaux ports d'entrée des cargaisons de sucre antillais. L'année même de l'heureux événement, une nouvelle raffinerie est installée. 112

La majorité des raffineries étaient situées dans et autour de la capitale – quatre-vingts contre vingt à Bristol. En 1774, il y avait huit raffineries à Liverpool, l'une d'elles, la maison Branckers, une entreprise également engagée dans la traite des esclaves, étant l'une des plus étendues de tout le royaume.
[113] Il y en avait d'autres à Manchester, Chester, Lancashire, Whitehaven, Newcastle, Hull, Southampton et Warrington.

On peut bien se demander pourquoi le raffinage du sucre brut ne se faisait pas à la source, dans les plantations. La division du travail, entre les opérations agricoles dans le climat tropical, et les opérations industrielles dans le climat tempéré, a survécu jusqu'à ce jour. La raison originelle n'avait rien à voir avec l'habileté du travail ou la présence de ressources naturelles. C'était le résultat de la politique délibérée de la mère patrie. L'interdiction du raffinage du sucre dans les îles correspondait à l'interdiction de la fabrication du fer et du textile sur le continent. Devrait

ils ont des raffineurs en Angleterre ou dans les plantations ? demanda Sir Thomas Clifford en 1671. « Cinq navires vont pour les Noirs », fut sa réponse, « et pas plus de deux s'ils sont raffinés dans les plantations ; et ainsi vous détruisez la navigation, et tout ce qui lui appartient ; et si vous perdez cet avantage au profit de l'Angleterre, vous perdez tout. D'où le lourd tribut imposé au sucre raffiné importé en Angleterre, quatre fois plus que sur le sucre brun. Par cette politique, l'Angleterre a été appelée pour un plus grand nombre de fûts pour le sucre brut, plus de charbons et de vivres ont été consommés, et les revenus nationaux ont augmenté.

[114] Les demandes de Davenant pour l'autorisation du raffinage colonial [115] sont tombées dans l'oreille d'un sourd.

Il est significatif qu'une lutte similaire ait eu lieu en France, entraînant une victoire similaire pour les mercantilistes. Colbert avait autorisé le raffinage du sucre dans les Antilles françaises, et le sucre brut et raffiné des îles payait le même droit en France. Mais en 1682, le droit sur le sucre raffiné fut doublé, tandis que deux ans plus tard, sous peine d'une amende de 3 000 livres, il fut interdit de construire de nouvelles raffineries dans les îles. Un décret de 1698 était encore plus drastique. Le droit sur le sucre brut des Antilles est abaissé de quatre à trois livres le quintal, tandis que le droit sur le sucre raffiné est porté de huit à vingt-deux livres et demie. Ce dernier chiffre était le même droit perçu sur le sucre raffiné en provenance de pays étrangers : « le caractère drastique de la protection accordée aux raffineurs français vis-à-vis de leurs compatriotes des colonies devient évident ». 116
L'intérêt de l'Angleterre pour le raffinage du sucre était encouragé par une telle législation. Il n'a pas toujours été d'accord avec l'intérêt des plantations dont il dépendait pour son approvisionnement. Sous le système marchand, les planteurs de sucre avaient le monopole du marché intérieur et les importations étrangères étaient interdites. C'était donc la politique des planteurs de restreindre la production afin de maintenir un prix élevé. Leur monopole légal du marché intérieur était une arme puissante entre leurs mains, et ils l' utilisaient sans merci, aux dépens de toute la population de l'Angleterre. Alors que le prix du sucre était naturellement contraint à la baisse sur le marché mondial par l'augmentation de la culture sucrière dans les colonies françaises, espagnoles et portugaises, les planteurs britanniques
avaient l'intention de maintenir un prix de monopole sur le marché intérieur.

Les amis des planteurs les ont avertis de "l'erreur fatale et misérable" qu'ils commettaient, car "si les plantations britanniques ne peuvent pas, ou ne veulent pas, acheter du sucre, etc. et va."
[117] Il ne manquait pas d'écrivains, dès 1730, qui pressaient le gouvernement « d'ouvrir les écluses des lois, et de laisser entrer même le sucre français sur eux, jusqu'à ce qu'ils nous servent.
au moins aussi bon marché que nos voisins sont servis.
[118] En 1739, la Jamaïque a demandé l'aide de la mère patrie. Le Conseil du commerce et des plantations a lancé un avertissement clair et sans équivoque. La Jamaïque possédait deux fois plus de terres que toutes les îles Sous-le-Vent réunies, mais les exportations des îles Sous-le-Vent dépassaient celles de la Jamaïque. « D'où il suivrait naturellement que pas la moitié de vos terres ne sont actuellement cultivées, et que la Grande-Bretagne ne récolte pas la moitié des bénéfices de votre colonie, ce qu'elle pourrait faire si elle était entièrement colonisée. 119

Les planteurs n'écoutaient pas. Au XVIIIe siècle, ils n'avaient pas à le faire. Les raffineurs de Londres, Westminster, Southwark et Bristol protestèrent devant le Parlement en 1753 contre l'égoïsme des planteurs et le « type de taxe le plus intolérable » représenté par le prix plus élevé du sucre britannique. Les raffineurs ont exhorté le Parlement à faire de l'intérêt des planteurs de sucre de produire plus de sucre brut en augmentant les surfaces cultivées. Ils se gardaient cependant de prétendre « se mettre en concurrence avec les habitants de toutes les colonies sucrières, que ce soit pour le nombre, la richesse ou les conséquences pour le public ». Le Parlement a détourné la question en adoptant des résolutions sur l'encouragement des colons blancs en Jamaïque.
120

Une autre crise des relations entre producteurs et transformateurs s'est développée pendant la Révolution américaine. Les importations de sucre ont diminué d'un tiers entre 1774 et 1780. Les prix étaient élevés et les raffineurs, en détresse, ont adressé une pétition au Parlement pour obtenir un soulagement sous la forme de l'admission de sucre prisé. En lisant entre les lignes des témoignages recueillis par la commission parlementaire sur le sujet, on voit le conflit d'intérêts
entre raffineur et planteur. Les prix élevés profitaient au planteur, tandis que les raffineurs voulaient un approvisionnement accru que les planteurs ne voulaient pas ou ne pouvaient pas donner. S'ils ne le voulaient pas, faites-les ; les raffineurs de Bristol recommandaient « une loi salutaire », qui « ferait de l'intérêt des colonies sucrières britanniques, d'étendre la culture de leurs terres, afin de leur permettre d'élever un plus grand produit, et d'envoyer de plus grandes quantités de sucre. à la Grande-Bretagne, et ainsi devenir plus utile à leur mère patrie, à son commerce, à sa navigation et à ses revenus.
[121] S'ils ne pouvaient pas, acheter ailleurs, les colonies françaises, par exemple. « Étais-je raffineur », a déclaré un témoin, un épicier en gros, « je préférerais certainement les sucres de Saint-Domingue à tout autre. »
[122] Le gouffre béait aux pieds du planteur de sucre, mais, la tête fièrement en l'air, il continua son chemin en marmonnant la leçon que lui avaient apprise les mercantilistes et qu'il avait apprise non pas sagement mais trop bien.

4. *Distillation de rhum*

Une autre matière première coloniale a donné naissance à une autre industrie anglaise. L'un des sous-produits importants du sucre est la mélasse, à partir de laquelle le rhum peut être distillé. Mais le rhum n'a jamais atteint l'importance du coton, et encore moins du sucre, comme contribution à l'industrie britannique, en partie peut-être parce qu'une grande partie du rhum a été importée directement des îles à l'état fini. Les importations en provenance des îles passèrent de 58 000 gallons en 1721 à 320 000 en 1730. En 1763, le chiffre s'élevait à un million et quart de gallons et dépassait régulièrement les deux millions entre 1765 et 1779. 123

Le rhum était indispensable dans les pêcheries et le commerce des fourrures, et comme ration navale. Mais son rapport avec le commerce triangulaire était plus direct encore. Le rhum était une partie essentielle de la cargaison du navire négrier, en particulier du navire négrier américain colonial. Aucun marchand d'esclaves ne pouvait se permettre de se passer d'une cargaison de rhum. Il était profitable de répandre le goût de l'alcool sur la côte.

Les marchands nègres s'en sont servis, ont été incités à boire jusqu'à en perdre la raison, puis le marché a été conclu.

[124] Un marchand d'esclaves, son sac plein d'or le payait pour ses esclaves, accepta stupidement l'invitation à dîner du capitaine des esclaves. Il a été enivré et s'est réveillé le lendemain matin pour trouver son argent perdu et lui-même dépouillé, marqué et réduit en esclavage avec ses propres victimes, à la grande joie des marins.

[125] En 1765, deux distilleries furent établies à Liverpool dans le but exprès de ravitailler les navires à destination de l'Afrique.

[126] D'égale importance pour le mercantiliste était le fait que l'on pouvait obtenir de la mélasse, en plus du rhum, de l'eau-de-vie et des vins bas importés de France. Les distilleries étaient une preuve importante de l'intérêt de Bristol pour les plantations de canne à sucre, et nombreuses étaient les jérémiades qu'elles envoyaient au Parlement pour défendre leurs intérêts et s'opposer à l'importation des eaux-de-vie françaises. L'évêque Berkeley a exprimé le sentiment dominant lorsqu'il a demandé avec acidité, dans un langage mercantiliste strict, "si l'ivresse est un mal nécessaire, les hommes ne pourraient-ils pas aussi bien s'enivrer avec la croissance de leur propre pays ?"

Le XVIIIe siècle en Angleterre était connu pour son alcoolisme. La boisson populaire était le gin, immortalisé par Hogarth dans son *Gin Lane.* Une publicité classique d'un magasin de gin à Southwark disait: "Ivre pour un sou, ivre mort pour deux pence, paille propre pour rien." Le gin et le rhum se disputaient la place d'honneur.

Les planteurs antillais ont fait valoir que le rhum qu'ils produisaient était égal à un quart de la valeur de tous leurs autres produits. Interdire la vente du rhum reviendrait donc à les ruiner et à pousser le peuple vers des substituts étrangers. Les planteurs exprimèrent l'espoir que la suppression des maux occasionnés par l'usage excessif des liqueurs spiritueuses n'entraînerait pas la destruction du commerce du sucre.

[127] Selon eux, la question n'était pas de savoir si les gens devaient boire, mais ce qu'ils devaient boire. Le gin, a fait valoir un écrivain anonyme, était « beaucoup plus destructeur pour le corps humain » que le rhum. "Le gin est un esprit trop fougueux, âcre et enflammé pour un usage intérieur, mais... Le rhum est un esprit si doux, balsamique et bénin, que s'il est correctement utilisé et tempéré, il peut être rendu très utile, à la fois pour le soulagement et
régal de la nature humaine.

[128] Il s'agissait d'une étrange description de l'esprit que les Barbadiens surnommaient plus à juste titre « Kill-Devil. »

Contre les planteurs, il a été soutenu que le commerce du rhum antillais était trop peu important pour permettre la poursuite d'un
énormité flagrante qui tend à détruire la santé et la moralité du peuple de Grande-Bretagne.

[129] Il n'est pas improbable que d'autres considérations aient été impliquées. Le rhum rivalisait avec les spiritueux à base de maïs. L'intérêt des Indes occidentales était donc en contradiction avec l'intérêt agricole anglais. Les planteurs de sucre ont accusé que la distillation du maïs avait tendance à augmenter le prix du pain. Cette préoccupation pour le pauvre consommateur de pain était touchante, venant comme elle le faisait des extorqueurs qui voulaient que les pauvres dépensent plus d'argent pour leur sucre, et elle anticipait de cent ans un conflit similaire mais plus important entre les agriculteurs anglais et les chefs d'entreprise anglais, sur du pain moins cher ou des salaires plus bas pour les classes laborieuses. La « mélasse » a aigri les relations entre le planteur de sucre antillais et le

propriétaire anglais comme elle a aigri les relations entre le planteur et le colon du continent, et l'intérêt des Indes occidentales a toujours été prompt à recommander sa substitution en Angleterre chaque fois qu'il y avait une pénurie de céréales, ont-ils dit, mais en réalité chaque fois qu'il y avait une surabondance de sucre. « Doux messieurs ! » écrivit un champion anonyme des comtés de l'orge en 1807. « Ils ont cherché très loin argument allégué à l'appui de leur cause saccharine » ;
[130] et Michael Sadler, en 1831, s'opposent à l'idée : « Une boisson saine pourrait être faite à partir de cet article, mais le
les Anglais n'aimaient pas ça. [131]

Cependant, le véritable ennemi du distillateur antillais n'était pas le fermier anglais mais le distillateur de la Nouvelle-Angleterre. Les commerçants de la Nouvelle-Angleterre refusaient d'acheter du rhum antillais et exigeaient de la mélasse qu'ils distillaient eux-mêmes et envoyaient à Terre-Neuve, dans les tribus indiennes et surtout en Afrique. Le commerce du rhum sur la côte des esclaves est devenu un quasi-monopole de la Nouvelle-Angleterre. En 1770, les exportations de rhum de la Nouvelle-Angleterre vers
L'Afrique a représenté plus des quatre cinquièmes du total des exportations coloniales de cette année-là,
[132] et encore un autre intérêt acquis important tirait sa subsistance du commerce triangulaire. Mais ici aussi, jettent les germes d'une perturbation future. La mélasse antillaise française était moins chère que la mélasse britannique, car la distillation française n'était pas autorisée à concurrencer les eaux-de-vie du pays d'origine. Plutôt que de donner leur mélasse à leurs chevaux, ils préféraient la vendre aux colons du continent. Ce dernier s'est donc tourné
aux planteurs français, et la mélasse était l'un des principaux éléments de ce commerce entre le continent et les colonies sucrières étrangères qui, comme l'a montré la suite, avait des conséquences de grande envergure pour les planteurs de sucre britanniques.

5. *Pacotille*

Les cargaisons d'esclaves étaient incomplètes sans la « pacotille », ces objets divers et gewgaws qui faisaient appel à l'amour des Africains pour les couleurs vives et pour lesquels, après avoir vendu leurs semblables, ils se départiraient, à la fin du XIXe siècle, de leurs terres et octroyer des concessions minières. Les articles de verre et de perles étaient toujours en demande sur la côte des esclaves, et dans les plantations, il y avait une forte demande de bouteilles.
La plupart de ces articles ont été fabriqués à Bristol.
[133] Un marchand d'esclaves reçut un beau nègre d'un prince en échange de treize perles de corail, d'un demi-cordon d'ambre, de vingt-huit clochettes d'argent et de trois paires de bracelets pour ses femmes ; en reconnaissance de cette libéralité, il fit cadeau au favori du prince de quelques rangs de perles de verre et d'environ quatre onces de laine écarlate.
[134] Individuellement, ces articles avaient une valeur négligeable ; dans l'ensemble, ils constituaient un commerce d'une grande importance, une partie si essentielle des transactions négrières que le mot «pacotille» est encore couramment utilisé aux Antilles aujourd'hui pour désigner une babiole bon marché et de mauvais goût donnée en compensation d'objets de grande valeur.

6. Les industries métallurgiques

Le commerce des esclaves exigeait des marchandises plus horribles mais pas moins utiles que les fabricants de laine et de coton. Des fers, des chaînes et des cadenas étaient nécessaires pour attacher plus solidement les nègres sur les navires négriers et ainsi empêcher à la fois la mutinerie et le suicide. La pratique de marquer les esclaves pour les identifier nécessitait des fers chauffés au rouge. Les réglementations légales prescrivaient que sur tout navire conçu pour l'Afrique, les Indes orientales ou les Antilles, « les trois quarts de leur proportion de bière devaient être mis dans un tonneau en fer, cerclé de fer. des cerceaux de bonne matière et de fer bien forgé.

[135] Les lingots de fer étaient le moyen d'échange sur une grande partie de la côte africaine et équivalaient à quatre barres de cuivre.

[136] Les barres de fer constituaient près des trois quarts de la valeur de la cargaison de l' *Hirondelle* en 1679, près du quart de la cargaison du *Mary* en 1690, près d'un cinquième d'une cargaison d'esclaves en 1733.

[137] En 1682, la Royal African Company exportait environ 10 000 barres de fer par an.

[138] Les maîtres de forge trouvèrent eux aussi un marché utile en Afrique.

Les armes à feu faisaient partie intégrante de chaque cargaison africaine. Birmingham devint le centre du commerce des armes, tout comme Manchester le commerce du coton. La lutte entre Birmingham et Londres pour le commerce des armes n'était qu'un autre angle de la lutte pour le libre-échange ou le monopole que nous avons déjà remarqué pour le commerce des esclaves en général entre la capitale et les avant-ports. En 1709 et 1710, les fabricants d'armes de Londres ont déposé une pétition en faveur du monopole de la Royal African Company. Les fabricants d'armes à feu et les fabricants de fer de Birmingham ont jeté leur poids et leur influence contre la société et les intérêts de Londres. À trois reprises, en 1708, 1709 et 1711, ils pétitionnent contre le renouvellement du monopole de la compagnie qui a été modifié en 1698.

[139] Leur commerce s'était accru depuis et ils craignaient un renouveau du monopole, qui soumettrait leurs fabrications « à un acheteur, ou à quiconque monopoliserait société, à l'exclusion de toute autre.

140

Au XIXe siècle, les armes de Birmingham ont été échangées contre de l'huile de palme africaine, mais le XVIIIe siècle a vu un échange moins innocent. Les fusils Birmingham du XVIIIe siècle étaient échangés contre des hommes, et c'était un dicton commun que le prix d'un nègre était un fusil Birmingham. Le mousquet africain était une exportation importante de Birmingham, atteignant un total de 100 000 à 150 000 par an. Avec le gouvernement britannique et la Compagnie des Indes orientales, l'Afrique était le client le plus important des armuriers de Birmingham. 141

Les besoins des plantations n'étaient pas non plus à dédaigner. À la fin du XVIIe siècle, les maîtres de forge, Sitwells, du Derbyshire fabriquaient parmi leurs articles des poêles à sucre et des rouleaux pour le broyage de la canne à la Barbade, et Birmingham s'intéressait également aux plantations.

[142] Les exportations de fer forgé et de clous allaient aux plantations, bien que ces exportations aient tendance à fluctuer en fonction de l'état du commerce du sucre. Comme le disait un maître de forge en 1737 :

« Le mauvais état de certaines de nos îles à sucre a été . . . quelque préjudice au commerce du fer ; car la consommation de ferronnerie, dans ces îles, est plus ou moins

leur commerce du sucre est meilleur ou pire.

[143] Un vieil historien de la ville nous a laissé une image de l'intérêt de Birmingham pour le système colonial : « des haches pour l'Inde et des tomahawks pour les indigènes d'Amérique du Nord ; et à Cuba et au Brésil des chaînes, des menottes et des colliers de fer pour les pauvres esclaves. . . .Dans les forêts primitives de l'Amérique, la hache de Birmingham a abattu les vieux arbres ; les pâturages de bétail d'Australie sonnaient du son des cloches de Birmingham ; dans l'Est de l'Inde et dans l'Ouest, ils cultivaient les champs de canne à sucre avec
Les putes de Birmingham.

144

Avec le fer sont allés le laiton, le cuivre et le plomb. Les exportations de casseroles et de bouilloires en laiton vers l'Afrique dataient d'avant 1660 mais ont augmenté avec le libre-échange après 1698. Par la suite, Birmingham a commencé à exporter de grandes quantités de couverts et d'articles en laiton, et tout au long du XVIIIe siècle, les produits britanniques ont effectivement soutenu la concurrence étrangère sur les marchés coloniaux. The Cheadle Company, fondée dans le Nord
Staffordshire en 1719, devint rapidement l'une des principales entreprises de laiton et de cuivre en Angleterre. Elle a étendu la portée de ses opérations pour inclure le fil de laiton, les « tiges de Guinée » et les « manelloes » (anneaux métalliques portés par les tribus africaines) utilisés dans le commerce africain. Le capital de la société a augmenté onze fois entre 1734 et 1780 lors de la réorganisation de la société. « À partir de petits commencements. . ., il est devenu l'un des plus importants, sinon le plus important, des entreprises de laiton et de cuivre du XVIIIe siècle. Selon la tradition, les navires naviguaient vers l'Afrique avec des cales pleines d'idoles et de « manelloes », tandis que les cabines étaient occupées par des missionnaires – « un exemple édifiant d'un bien matériel en compétition avec un bien immatériel ».

[145] Le Baptist Mills de Bristol a produit une quantité prodigieuse de laiton qui, tiré en fil et formé en
« batterie » était largement utilisé dans le commerce africain.

[146] L'usine Holywell, en plus de produire des revêtements en cuivre pour les navires de Liverpool, fabriquait des casseroles en laiton pour les marchands de sucre des Indes occidentales et de thé des Indes orientales, et toutes les variétés d'instruments en cuivre bon marché et voyants pour le
commerce africain.

[147] Des casseroles et des bouilloires en laiton ont été exportées vers l'Afrique et les plantations, et dans une liste, après le titre « casseroles en laiton », nous lisons « idem grand pour laver

leurs corps dedans.

[148] Ces « baignoires », fabriquées maintenant en étain galvanisé, sont encore une caractéristique normale de la vie antillaise d'aujourd'hui.

Les besoins de la construction navale donnèrent un nouvel élan à l'industrie lourde. Les fonderies de chaînes de fer et d'ancres, nombreuses à Liverpool, vivaient de la construction de navires. Le revêtement en cuivre des navires a donné naissance à des industries locales dans la ville et les quartiers adjacents pour répondre à la demande. Entre trente et quarante

navires étaient employés pour transporter le cuivre, fondu dans le Lancashire et le Cheshire, des usines de Holywell aux entrepôts de Liverpool. 149

L'intérêt du maître de forge pour la traite des esclaves s'est poursuivi tout au long du siècle. Lorsque la question de l'abolition fut soumise au Parlement, les fabricants et les marchands de fer, de cuivre, de laiton et de plomb à Liverpool ont déposé une pétition contre le projet, qui affecterait l'emploi dans la ville et enverrait des milliers de « voyagers solitaires dans le monde, pour chercher emploi dans des climats étrangers.

150 La même année, Birmingham déclara qu'elle dépendait dans une large mesure de la traite négrière pour une grande partie de ses diverses manufactures. L'abolition ruinerait la ville et appauvrirait nombre de ses habitants. 151

Ces appréhensions étaient exagérées. La demande de munitions pour les guerres commerciales du XVIIIe siècle avait préparé les maîtres forgerons pour les demandes encore plus grandes à venir pendant les guerres révolutionnaires et napoléoniennes. De plus, les marchés coloniaux étaient insuffisants pour absorber l'augmentation de la production résultant des innovations technologiques. Entre 1710 et 1735, les exportations de fer ont presque triplé. En 1710, les Antilles britanniques s'accaparaient un cinquième des exportations, en 1735 moins d'un sixième. En 1710, plus d'un tiers des exportations vers les plantations sont allés aux îles à sucre, en 1735 plus d'un quart. Le pic a été atteint en 1729, lorsque les Antilles ont pris près d'un quart des exportations totales, et près de la moitié des exportations vers toutes les plantations.

152 Expansion à la maison, contraction dans les îles à sucre. En 1783, les maîtres de forge aussi commençaient à détourner le regard. Mais Cendrillon, temporairement parée de ses habits de fantaisie, s'amusait trop au bal pour faire attention aux aiguilles de l'horloge.

4
L'INTÉRÊT DE L'INDE DE L'OUEST

« Nos colonies de tabac, écrit Adam Smith, ne nous renvoient pas chez nous des planteurs aussi riches que ceux que nous voyons fréquemment arriver de nos îles à sucre.

1 Le planteur de sucre comptait parmi les plus grands capitalistes de l'époque mercantiliste. Une pièce très populaire, « The West Indian », fut jouée à Londres en 1771. Elle s'ouvre sur une formidable réception qui se prépare pour un planteur venant en Angleterre, comme si c'était le lord-maire qui était attendu. Le serviteur philosophait : « Il est très riche, et cela suffit. On dit qu'il a suffisamment de rhum et de sucre lui appartenant, pour
transformer toute l'eau de la Tamise en punch. 2

Le planteur antillais était une figure familière de la société anglaise du XVIIIe siècle. L'explication réside dans l'absentéisme qui a toujours été la malédiction des Caraïbes et est encore aujourd'hui l'un de ses problèmes majeurs.

Un planteur absent a dit un jour que « le climat de nos colonies sucrières est si incommode pour une constitution anglaise, qu'aucun homme ne choisira d'y vivre, et encore moins de

s'y installer, sans au moins l'espoir de subvenir aux besoins de sa famille en une manière plus belle, ou économiser plus d'argent, qu'il ne peut le faire par n'importe quelle entreprise qu'il peut espérer en Angleterre, ou dans nos plantations sur le continent américain.

[3] Mais le climat antillais n'est pas désagréable et, sa fortune une fois faite, le propriétaire d'esclaves retourne en Grande-Bretagne.

Écrivant en 1689, l'agent de la Barbade déclarait que « par une sorte de force magnétique, l'Angleterre attire à elle tout ce qu'il y a de bon dans les plantations. C'est le centre vers lequel toutes choses tendent. Rien que l'Angleterre pouvons-nous savourer ou fantaisie : nos cœurs sont là, où que soit notre corps. . . . Tous que nous pouvons rapper et déchirer est amené en Angleterre.

[4] En 1698, les Antilles renvoyaient chaque année en Angleterre environ trois cents enfants à scolariser, la différence étant, selon Davenant, que les pères sortaient pauvres et les enfants revenaient riches.

[5] "Eh bien", dit M. Belcour, le planteur, dans la comédie "Les Antillais", "pour la première fois de ma vie me voici en Angleterre, à la source du plaisir, au pays de la beauté, des arts, des élégances. Mes étoiles heureuses m'ont donné un bon domaine, et les vents conspirateurs m'ont poussé ici pour le dépenser.

[6] De retour en Angleterre, le vœu le plus cher des planteurs était d'acquérir un domaine, de se fondre dans l'aristocratie et d'effacer les marques de leur origine. Leur présence en Angleterre, comme Brougham l'a souligné, a eu un effet souvent délétère sur le caractère et les mœurs anglais ; là où ils étaient nombreux et avaient acquis des terres, ils introduisaient communément un mauvais état de mœurs dans la localité.

[7] Leur richesse colossale a permis des dépenses somptueuses de vulgarité qui relèveraient d'un et excité l'envie et la désapprobation de l'aristocratie anglaise moins opulente.

L'économiste politique Merivale, plus tard au XIXe siècle, a soutenu que le passage de la résidence à l'absentéisme était un crédit plutôt qu'une honte pour le caractère anglais, comme témoignant d'un dégoût pour la dureté de cœur profondément enracinée et la prodigalité de la vie dans l'esclave. colonies. Mais cette méticulosité particulière qui répugnait au contact avec l'esclavage alors qu'elle n'avait aucune objection à profiter des bénéfices de l'esclavage, Merivale ne pouvait l'expliquer que par « l'excuse générale du incohérence de la nature humaine. 8

L'absentéisme a cependant eu de graves conséquences dans les îles. Les plantations ont été mal gérées par les surveillants et les avocats. À certaines occasions, les gouverneurs ont eu du mal à obtenir le quorum pour les conseils. De nombreux postes étaient occupés par un seul individu, et la disproportion entre la population blanche et noire s'est accrue, aggravant le danger de rébellions d'esclaves. Les lois sur les carences n'ont pas réussi à restreindre la pratique de l'absentéisme, de sorte que les assemblées locales ont tenté de confisquer les vastes étendues de terres inoccupées et détenues par des absents, et ont proposé leur repartage entre les petites fermes. Les deux mesures ont été opposées par le gouvernement britannique à l'insistance des planteurs absents. 9

Parmi les planteurs de sucre résidant en Angleterre, les plus importants étaient les Beckford, une vieille famille du Gloucestershire datant du XIIe siècle. L'un mourut en combattant pour son roi à Bosworth Field en 1483, un autre trouva dans la conquête anglaise de la Jamaïque un moyen de récupérer la fortune familiale. En 1670, l'échevin Sir Thomas Beckford, l'un des premiers propriétaires absents, obtenait 2 000 £ par an de sa

propriété jamaïcaine sans aucune charge. Peter Beckford est devenu le plus distingué des nouveaux colons. Il a occupé au cours du temps tous les postes militaires et civils les plus importants de l' île, est devenu président du Conseil et plus tard lieutenant-gouverneur et commandant en chef. À sa mort en 1710, il « possédait la plus grande propriété immobilière et personnelle de tous les sujets en Europe ». En 1737, son petit-fils, William, hérite de la richesse familiale et devient le plus puissant planteur antillais d'Angleterre. dix

Beckford, sur son domaine du Wiltshire, a construit Fonthill Mansion, longtemps considéré comme le siège le plus attrayant et le plus splendide de l'ouest de l'Angleterre.

"C'était un bel édifice uniforme, composé d'un centre de quatre étages et de deux ailes de deux étages, reliés par des couloirs, construit en pierre fine et orné d'un audacieux portique, reposant sur un sous-sol rustique, avec deux grandes volées de marches : ses appartements étaient nombreux, et magnifiquement meublés. Ils déployaient les richesses et le luxe de l'Orient ; et en certaines occasions, ils étaient superbement brillants et éblouissants. Alors que ses murs étaient ornés des œuvres d'art les plus coûteuses, ses buffets et ses armoires présentaient une magnifique combinaison d'or, d'argent, de métaux précieux et de pierres précieuses, arrangés et travaillés par les artistes et artisans les plus raffinés. Ajouté à ces splendeurs, ces objets éblouissants, apparemment augmentés et multipliés par de grands miroirs coûteux, étaient une bibliothèque vaste, de choix et précieuse. . . . On peut se faire une idée de l'étendue, etc., de la maison par la mesure de son grand hall d'entrée, dans le sous-sol, qui avait quatre-vingt-cinq pieds dix pouces de longueur sur trente-huit pieds six pouces de largeur. Son toit était voûté et
soutenu par de grands piliers en pierre. Un appartement a été aménagé dans le style turc, avec de grands miroirs, des poufs, etc., tandis que d' autres ont été enrichis de belles cheminées en marbre sculpté.
11

Beckford, Junior, n'était pas en reste. Possédé d'une vive fantaisie et d'une immense fortune qui, selon l'historien de la famille, ne pouvait se satisfaire de rien de banal, il désirait la nouveauté, la grandeur, la complexité et même la sublimité. Le résultat fut l'abbaye de Fonthill, dont la construction a fourni de l'emploi à un grand nombre de mécaniciens et d'ouvriers, et même un nouveau village a été construit pour accueillir certains des colons. Le terrain de l'abbaye était planté dans une section de toutes les espèces d'arbustes et d'arbres à fleurs américains, poussant dans toute leur nature sauvage.

12 En 1837, Beckford reçut 15 160 £ à titre d'indemnisation pour les 770 esclaves qu'il possédait en Jamaïque. 13

Les Hibbert étaient aussi bien des planteurs antillais que des marchands qui, on l'a vu, fournissaient des chèques de coton et de lin pour l'Afrique et les plantations. Robert Hibbert vivait dans le Bedfordshire grâce aux revenus de sa propriété antillaise. Sa plantation était l'une des plus belles de la Jamaïque ; « Bien qu'il ait toujours été un maître éminemment bon, nous assure son biographe, il n'avait aucune répugnance pour ce genre de propriété pour des raisons morales. À sa mort, il laissa en fiducie un fonds d'environ mille livres par an pour trois bourses de théologie ou plus afin d'encourager la propagation du christianisme dans sa forme la plus simple et la plus intelligible et l'exercice sans entrave du jugement privé en matière de religion.

[14] Un parent, George, était associé dans une société commerciale opulente à Londres et fut pendant de nombreuses années l'agent de la Jamaïque en Angleterre. George Hibbert a pris la direction de la construction des West India Docks. Il a été élu premier président du conseil d'administration, et aujourd'hui son portrait, peint par Lawrence, est accroché dans la salle du conseil de la Port of London Authority. Grand collectionneur de livres, la vente de sa bibliothèque dura quarante-deux jours.

[15] Les Hibbert ont reçu 31 120 £ en compensation de leur
1 618 esclaves.

[16] Le manoir familial de Kingston, l'une des plus anciennes maisons de la Jamaïque, existe toujours aujourd'hui, tandis que le nom de famille est
perpétué dans le Hibbert Journal,
la célèbre revue trimestrielle consacrée à la religion, la théologie et la philosophie. Publié pour la première fois en octobre 1902, le Journal avait « la sanction et le soutien des administrateurs Hibbert », qui, cependant, déclinaient toute responsabilité pour les opinions exprimées dans ses pages. 17

Les Longs étaient également liés à la Jamaïque. Charles Long, à sa mort, a laissé une propriété dans le Suffolk, une maison à Bloomsbury, à Londres, et une propriété totale en Jamaïque comprenant 14 000 acres. Il jouissait d'un revenu très élevé, de loin le plus important de tous les propriétaires jamaïcains de cette période, et avait donc le droit de vivre dans la splendeur.

[18] Son petit-fils, un planteur jamaïcain, a écrit une histoire bien connue de l'île. Un parent, Beeston Long, Jr., était président de la London Dock Company et directeur de banque, et son manoir familial à Bishopsgate Street, à Londres, était à juste titre célèbre.

[19] Un autre membre de la famille, Lord Farnborough, a construit Bromley Hill Place dans le Kent, l'une des demeures les plus célèbres d'Angleterre, réputée pour ses magnifiques jardins ornementaux. 20

Non content de son partenariat dans la maison d'affaires de Liverpool, la Corrie and Company, engagée dans le commerce des céréales, John Gladstone était indirectement concerné par la traite des esclaves en tant que propriétaire d'esclaves aux Antilles. "Comme beaucoup d'autres marchands réputés de probité et d'honnêteté, (il) a pu satisfaire sa conscience en arguant que c'était une nécessité." Gladstone, par le biais de saisies, acquit de grandes plantations en Guyane britannique et en Jamaïque, alors qu'en même temps il était largement engagé dans le commerce antillais. Le sucre et les autres produits qu'il vendait à la Bourse de Liverpool étaient cultivés dans ses propres plantations et importés sur ses propres navires. La fortune amassée par ce moyen lui permit d'ouvrir des relations commerciales avec la Russie, l'Inde et la Chine et de faire d'importants et heureux investissements dans des propriétés foncières et résidentielles à Liverpool. Il a largement contribué aux œuvres caritatives de Liverpool, construit et doté des églises, et a été un éloquent champion de la ville des Grecs dans leur lutte pour l'indépendance. Lorsque son célèbre fils, William Ewart, faisait la campagne électorale à Newark en 1832, un journal public, avec justesse sinon bon goût, rappela aux électeurs que le candidat était « le fils de Gladstone de Liverpool,
une personne qui avait amassé une grande fortune par les relations avec les Indes occidentales. En d'autres termes, une grande partie de son or a jailli du sang d'esclaves noirs.

[21] Pendant la plus grande partie de l'agitation pour l'émancipation, John Gladstone était président de la West India Association et, à une occasion, mena une controverse mémorable dans l'un des journaux de Liverpool avec James Cropper, un Abolitionniste de Liverpool, sur la question de l'esclavage antillais.
[22] L'indemnité versée à Gladstone en 1837, conformément à la loi de 1833, s'élevait à 85 600 £ pour
2 183 esclaves.
23

Les Codrington étaient une autre famille bien connue qui devait sa richesse et son statut à ses plantations d'esclaves et de canne à sucre.

Christopher Codrington était gouverneur de la Barbade au XVIIe siècle, et ses plantations à la Barbade et à Barbuda valaient 100 000 £ en argent moderne. Il y fonda un collège qui porte toujours son nom et, à sa mort, laissa 10 000 £, la plupart pour une bibliothèque, et sa précieuse collection de livres d'une valeur de 6 000 £ au All Souls College d'Oxford, où ils formèrent le noyau du célèbre Bibliothèque Codrington. L'un de ses descendants était le héros de la victoire navale de Navarin dans la cause de l'indépendance grecque au XIXe siècle. 24

La famille Warner était dispersée dans les îles Sous-le-Vent, certaines à Antigua, certaines en Dominique, certaines à Saint-Vincent, certaines à Trinidad. Thomas Warner était un pionnier parmi les colons britanniques dans les Caraïbes. Joseph, un membre de la famille, est devenu l'un des trois principaux chirurgiens de son époque, chirurgien au Guy's Hospital et premier membre du Collège des chirurgiens fondé en 1750. Sa photo de Samuel Medley est en possession du Collège royal. des Chirurgiens. Au XIXe siècle, un autre Warner était président du Conseil d'Antigua, tandis qu'un autre encore, en tant que procureur général de Trinidad, était le grand défenseur de l'immigration des Indes orientales. Le plus connu de cette famille antillaise est peut-être Pelham Warner, célèbre joueur de cricket anglais et autorité reconnue sur le grand jeu anglais. 25

D'autres noms, moins spectaculaires, rappellent la gloire qu'était le sucre. Bryan Edwards, historien des Antilles britanniques à la fin du XVIIIe siècle, aurait, de son propre aveu, vécu et mort dans l'oubli sur le petit domaine paternel de la ville délabrée de Westbury dans le Wiltshire, sans ses deux oncles opulents. engagé dans la culture du sucre en Occident Indes.
[26] Les Pinney, bien connus à Bristol, possédaient des plantations de canne à sucre à Nevis.
[27] Le fils de Joseph Marryat était le capitaine Frederick Marryat, le célèbre romancier de la vie marine et l'inventeur d'un code de signaux pour la marine marchande qui n'a été abandonné qu'en 1857. [28] Le colonel William Macdowall était la figure la plus notable de Glasgow. « Propriétaire d'une noble demeure à la campagne et d'un riche domaine aux Antilles, avec des navires sur les mers et des cargaisons de sucre et de rhum qui rentraient sans cesse au pays, il avait aussi le prestige social de son grade militaire et de sa longue descendance familiale, et doit avoir eu l'estime de tout le monde car il
a marché, avec sa grande canne à pommeau d'or, le long de la chaussée. 29

Bryan Edwards a nié avec indignation l'accusation selon laquelle ses collègues planteurs étaient remarquables par une opulence gigantesque ou une démonstration ostentatoire de celle-ci. Les preuves disponibles indiquent le contraire. La richesse des Antillais devint proverbiale. Des communautés d'Antillais opulents se trouvaient à Londres et à Bristol, et les plaques commémoratives de l'église All Saints, à Southampton, parlent avec éloquence de la position sociale dont ils jouissaient autrefois.

[30] Les écoles publiques d'Eton, Westminster, Harrow et Winchester, étaient pleins de fils d'Antillais.

[31] Les voitures des planteurs étaient si nombreuses, que, lorsqu'ils se rassemblèrent, les Londoniens se plaignirent que les rues étaient bloquées à quelque distance. L'histoire raconte comment, lors d'une visite à Weymouth, George III et Pitt ont rencontré un riche Jamaïcain avec un équipage imposant, comprenant des cavaliers et des livrées. George III, très mécontent, aurait dit : « Du sucre, du sucre, hein ? tout *ce* sucre ! Comment sont les devoirs, hein, Pitt, comment sont les devoirs ?

[32] planteurs antillais étaient des visiteurs familiers des stations balnéaires d'Epsom et de Cheltenham ;

[33] leurs enfants se mêlaient sur un pied d'égalité à la foule élégante des Assembly Rooms et des Hot Wells de Bristol. [34] Une héritière antillaise était une prune désirable, et Charles James Fox a presque décidé que la fortune de 80 000 £ de Miss Phipps était la solution à ses lourdes dettes de jeu.

[35] On pourrait spéculer sur l'effet qu'aurait eu un tel mariage sur la carrière d'abolitionniste de Fox.

Beaucoup d'individus humbles en Angleterre sont devenus riches et riches grâce à un héritage fortuit d'une plantation antillaise. Le temps est venu où un tel héritage était considéré comme du fiel et de l'absinthe,

[36] mais il n'en était pas ainsi au XVIIIe siècle. La pièce de George Colman, "Africans", dépeint dans Young Mr. Marrowbone, le boucher, une situation qui devait être très familière au public. Le boucher s'est retrouvé dans une plantation antillaise, et « troque désormais pour des Noirs, au lieu de marchander pour des bœufs ». 37

La force des planteurs était aussi augmentée par le grand nombre de marchands antillais qui tiraient de vastes profits du commerce antillais. Selon le Pr nombre d'Anglais détiennent désormais des actions dans des plantations asiatiques de caoutchouc ou de thé ou dans des champs de pétrole.

[38] Les deux groupes n'étaient pas toujours d'accord. Au départ, les planteurs et les marchands représentaient des organisations distinctes, et le lien entre eux, le crédit, ne faisait pas toujours l'harmonie. Mais cela n'aurait pas été en soi une cause fondamentale de conflit, le commerçant pouvant toujours recourir à la forclusion. Plus importante que le facteur de la dette était la détermination des planteurs à maintenir des prix de monopole, et dans la lutte pour l'octroi d'un commerce direct à l'Europe en 1739, le malaise entre les deux groupes s'accrut considérablement.

[39] Mais dans l'ensemble, l'identité des intérêts était plus grande et plus importante que l'affrontement, et les planteurs et les marchands se sont finalement réunis vers 1780, lorsque toute la force qu'ils pouvaient rassembler ensemble était bientôt nécessaire pour renforcer les digues de monopole contre le torrent de rassemblement. du libre-échange.

La combinaison de ces deux forces, les planteurs et les marchands, couplées aux agents coloniaux en Angleterre, constituait le puissant intérêt antillais du XVIIIe siècle. A l'âge classique de la corruption parlementaire et de la vénalité électorale, leur argent parlait. Ils ont acheté des votes et des arrondissements pourris
et est ainsi entré au Parlement. Leur concurrence a fait monter le prix des sièges. Le comte de Chesterfield a été méprisé en 1767 lorsqu'il a offert 2 500 £ pour un siège pour lequel un West
L'Indien offrirait le double.

[40] Aucune fortune anglaise héréditaire privée ne pouvait résister à ce torrent d'or colonial et de corruption. L'aristocratie terrienne anglaise était indignée, « vexée, mise à grands frais et même déconcertée » par les Antillais lors des élections.

[41] Il y a une note indubitable de cette préoccupation dans l'avertissement lancé par Cumberland dans son drame aux Antillais affichant ostensiblement sa richesse et se vantant de ses plans pour la dépenser. « Pour l'utiliser, ne pas le gaspiller, j'espère ; de le traiter, monsieur Belcour, non en vassal, sur lequel vous avez un pouvoir dévergondé et despotique ; mais comme un sujet que vous êtes tenu de gouverner avec une autorité modérée et contenue. [42] Aux élections de 1830, un planteur antillais dépensa avec succès 18 000 £ pour se faire élire à Bristol.

[43] Les dépenses électorales du candidat antillais malheureux à Liverpool la même année ont coûté près de 50 000 £, dont un riche marchand antillais, marchand d'esclaves et propriétaire d'esclaves, John Bolton, a fourni un cinquième. 44

La dynastie Beckford était convenablement représentée au Parlement en fonction de sa richesse. Le roi Guillaume fut député de Shaftesbury de 1747 à 1754 et de la métropole de 1754 à 1770. Un autre frère représentait Bristol, un troisième Salisbury, tandis qu'un quatrième était destiné à un arrondissement du Wiltshire.

[45] Richard Pennant représentait autrefois Liverpool.

[46] L'un des Codrington était membre du Parlement en 1737.

[47] George Hibbert a représenté Seaford de 1806 à 1812. [48] Edward Colston, le Cunard du XVIIe siècle, a siégé à Bristol de 1710 à 1713.

[49] L'intérêt des Indes occidentales a établi un monopole, sauf le nom, d'un siège de Bristol. John Gladstone s'est assis d'abord pour Woodstock puis pour Lancaster; il eut le plaisir d'écouter, en mai 1833, le discours inaugural de son fils, député de Newark, pour la défense de l'esclavage dans les domaines familiaux en Guyane. [50] Le grand homme d'État a trouvé tous ses sentiments filiaux impliqués dans la question de l'esclavage, et ses relations familiales avec les plantations de canne à sucre antillaises ont fait ressortir toute son éloquence.

[51] L'un des Lascelle siège au Parlement en 1757.

[52] Jusqu'au bout, Henry Goulburn a mené la bataille antillaise.

En 1833, il demandait encore au Parlement de marquer l'impulsion donnée au commerce et à l'agriculture, et de se pencher sur les hameaux qui s'étaient répandus dans les villes, par suite du lien avec les colonies.

[53] Le Parlement n'y prêta aucune attention et Goulburn dut se contenter d'une compensation de près de 5 000 £ pour ses 242 esclaves.

[54] Joseph Marryat de Trinidad, Henry Bright de Bristol, Keith Douglas, Charles Ellis, tous étaient antillais. Dix des quinze membres de l'un des comités les plus importants de la Société des planteurs et marchands siégeaient à la
Parlement anglais.
55

Pour s'assurer doublement que les Antillais, comme les marchands d'esclaves, étaient retranchés non seulement dans la chambre basse mais aussi dans la Chambre des Lords, pour défendre leurs plantations et la structure sociale sur laquelle elles reposaient. Le passage d'une maison à l'autre était facile, les pairies étaient facilement conférées en échange d'un soutien politique. Il y a peu ou pas de maisons nobles en Angleterre, selon un écrivain moderne, sans souche antillaise.

[56] Richard Pennant devient Lord Penrhyn. Les Lascelle, ancienne famille barbadienne, furent anoblis et devinrent
Lièvre-bois; un de leurs descendants est actuellement marié à la sœur du roi d'Angleterre régnant. Le marquis de Chandos, parrain de la « clause Chandos » dans le projet de loi de réforme de 1832, possédait des plantations antillaises et était un porte-parole des intérêts antillais, bien qu'il vécut jusqu'au jour où il était presque sans espoir de défendre la cause de les
Antilles.

[57] Le comte de Balcarres possédait des plantations de canne à sucre en
Jamaïque. L'émancipation l'a trouvé propriétaire de 640 esclaves, pour lesquels il a reçu près de 12 300 £ de compensation.

[58] Cela explique son opposition hystérique, en tant que gouverneur de l'île, à la convention passée par le général Maitland avec le chef des esclaves, Toussaint L'Ouverture, pour l'évacuation de Saint Domingue après l'effort avorté de la Grande-Bretagne pour conquérir la colonie française. « Il serait quelque peu étrange, écrivait-il à la maison, que la ville de Londres envoyât une immense quantité de provisions et de vêtements à l'usage de
l' armée *sans-culotte* réunie dans le but d'envahir l'Angleterre !

[59] Lord Hawkesbury, né Jenkinson, était un propriétaire antillais,

[60] et, en tant que président du Conseil privé pour le commerce, il a apporté un soutien constant au
cause des propriétaires d'esclaves et des marchands d'esclaves. Pour cette dévotion des tracts en faveur de la traite des esclaves lui furent dédiés,

[61] et Liverpool lui a conféré la liberté de la ville en remerciement pour les services essentiels rendus à la ville par ses efforts au Parlement à l'appui de la traite des esclaves.

[62] Hawkesbury symbolisait le lien en assumant le titre de comte de Liverpool lorsqu'il était élevé à la pairie et en acceptant l'offre de la Corporation d'écarter ses armes avec les siennes. 63

Ce n'était pas seulement la mère des parlements que les propriétaires d'esclaves dominaient. Comme leurs alliés, les marchands de sucre et les négriers, ils étaient partout présents, comme échevins, maires et conseillers. William Beckford a été échevin de la ville de Londres et deux fois lord-maire. Les contemporains se moquaient de son latin défectueux et de sa voix forte ; ils ont été forcés de respecter sa richesse, sa position et son influence politique. En tant que maire, ses divertissements civiques étaient

magnifiques. Une fois, lors d'un somptueux banquet, six ducs, deux marquis, vingt-trois comtes, quatre vicomtes et quatorze barons de la Chambre haute se joignirent aux membres des Communes et se rendirent en procession dans la ville pour l'honorer. Il reste célèbre, cet esclavagiste, pour sa défense de

Wilkes et la liberté d'expression, indifférents au déplaisir royal. [64] Dans le Guildhall de Londres se dresse un splendide monument érigé en son honneur, avec le fameux discours, gravé en lettres d'or sur le piédestal, qui fit rougir George III.

[65] Son frère Richard était également échevin de la ville de Londres. William Miles vécut pour devenir échevin de
Bristol. George Hibbert est devenu échevin de Londres. 66

L'intérêt des Indes occidentales avait des amis puissants. Chatham était le défenseur constant des revendications antillaises, à tort ou à raison, et était un ami proche de Beckford. "Il devrait jamais considérer les colonies sucrières comme l'intérêt foncier de ce royaume, et c'était une barbarie de les considérer autrement."

[67] John Gladstone et John Bolton étaient de fervents partisans de Canning, qui n'arrêtait pas d'insister sur la peur, la délicatesse et la « plus terrible importance » de la question antillaise.

[68] Huskisson et Wellington étaient très cordialement disposés envers les planteurs, ces derniers refusant de « piller les propriétaires aux Antilles pour acquérir pour eux-mêmes un peu de popularité dans
Angleterre,"

[69] le premier considérant l'émancipation impossible par interposition législative ou par une loi.

[70] Mais la récalcitrance des planteurs et leur refus délibéré de faire des concessions au sentiment anti-esclavagiste de l' Angleterre ont plus tard aliéné ces amis. Canning trouvé antillais
l'esclavage un sujet désagréable;

[71] questions d'esclaves ont failli rendre Huskisson fou et le
les planteurs lui semblaient fous ;

[72] Wellington, avant que le dernier mot ne soit prononcé sur l'esclavage britannique, soumet une députation antillaise à Londres à un traitement brutal. 73

Allié aux autres grands monopoleurs du XVIIIe siècle, à l'aristocratie foncière et à la bourgeoisie commerciale des villes portuaires, ce puissant intérêt des Indes occidentales exerçait dans le Parlement non réformé une influence suffisante pour faire s'arrêter tout homme d'État et représentait une solide phalange « de dont le soutien en urgence chaque l'administration à son tour a connu la valeur.

[74] Ils opposent une résistance déterminée à l'abolition, à l'émancipation et à l'abrogation de leur monopole. Ils étaient toujours sur le sentier de la guerre pour s'opposer à toute augmentation des droits sur le sucre, que Beckford a un jour décrit comme « un *coup de grâce* à nos colonies sucrières et au commerce du sucre.

[75] L'intérêt des Indes occidentales était l' *enfant terrible* de la politique anglaise jusqu'à ce que l'indépendance américaine porte le premier grand coup au mercantilisme et au monopole.

En 1685, le gouverneur de la Jamaïque a protesté que tout droit supplémentaire proposé sur le sucre découragerait la plantation, mettrait de nouvelles plantations hors de culture et empêcherait l'agrandissement d'autres. Par la proposition "La Virginie reçoit un coup de couteau mortel, la Barbade et les îles tombent dans une fièvre trépidante et la Jamaïque dans une consommation."

[76] En 1744, les planteurs ont envoyé leur cas à chaque membre du Parlement dans une tentative d'encourager la clameur populaire contre une autre proposition d'augmenter les droits sur le sucre. La proposition a été adoptée à une majorité de vingt-trois. « La petitesse de celle-ci n'était pas non plus surprenante pour ceux qui considéraient combien étaient, soit par eux-mêmes, soit par leurs amis, profondément concernés par une partie ou une autre du commerce du sucre, et que la cause elle-même était toujours populaire dans la Maison de
Chambre des communes."

[77] Les Antillais réussirent cependant à transférer le droit supplémentaire proposé sur le sucre sur les toiles étrangères. L'épisode entier illustrait simplement "les difficultés qui ont accompagné l'imposition d'un droit supplémentaire sur le sucre du nombre et de l'influence de ceux qui sont concernés directement ou indirectement dans cette branche étendue du commerce". 78

La question s'est à nouveau posée lorsqu'il a fallu financer la guerre de Sept
Ans. L'aristocrate terrien d'Angleterre était généralement le partisan de son frère dans les colonies, mais lorsqu'il s'agissait de choisir entre lui-même et son parent éloigné, il estimait que «sa chemise était près de lui mais sa peau était plus près». Beckford, pour défendre ses semblables, était interrompu par des rires de chevaux chaque fois qu'il prononçait le mot « sucre ».

[79] Le doigt magique écrivait. L'agent du Massachusetts rapporta en 1764 qu'il y avait cinquante ou soixante électeurs antillais qui pouvaient faire pencher la balance de n'importe quel côté.

[80] C'était l'apogée de la puissance des intérêts sucriers des Indes occidentales. Mais au siècle nouveau et dans le Parlement réformé apparut une autre combinaison de cinquante ou soixante électeurs. C'était l'intérêt du coton du Lancashire, et son slogan n'était pas le monopole mais Iaissez faire.

5
L' INDUSTRIE BRITANNIQUE ET LE COMMERCE TRIANGULAIRE

La Grande-Bretagne accumulait une grande richesse grâce au commerce triangulaire. L'augmentation des biens de consommation provoquée par ce commerce entraînait inévitablement le développement de la puissance productive du pays. Cette expansion industrielle nécessitait des financements. Quel homme dans les trois premiers quarts du dix-huitième siècle était mieux à même de s'offrir le capital prêt qu'un planteur de sucre antillais ou un marchand d'esclaves de Liverpool ? Nous avons déjà remarqué la promptitude avec laquelle les planteurs absents achetaient des terres en Angleterre, où ils pouvaient utiliser leur richesse pour financer les grands développements associés à la révolution agricole. Nous devons maintenant retracer l'investissement des bénéfices du commerce triangulaire dans l'industrie britannique, où ils ont fourni une partie des énormes

dépenses pour la construction des vastes usines pour répondre aux besoins du nouveau processus productif et des nouveaux marchés.

A. L' INVESTISSEMENT DES BÉNÉFICES DU COMMERCE TRIANGULAIRE

1. *Banque*

La plupart des banques du XVIIIe siècle établies à Liverpool et à Manchester, la métropole esclavagiste et le coton

respectivement, étaient directement associés au commerce triangulaire. Ici, des sommes importantes étaient nécessaires pour les usines de coton et pour les canaux qui amélioraient les moyens de communication entre les deux villes.

Typique du banquier du XVIIIe siècle est la transition de commerçant à commerçant, puis la progression de commerçant à banquier. Le terme « marchand », dans le contexte du XVIIIe siècle, impliquait assez souvent les gradations de capitaine négrier, capitaine corsaire, propriétaire corsaire, avant de s'installer à terre dans les affaires respectables du commerce. Les activités variées d'un homme d'affaires de Liverpool incluent : brasseur, marchand d'alcools, épicier, marchand de spiritueux, courtier en billets, banquier, etc.

[1] Comme le chant que chantaient les sirènes, ce « etc ». n'est pas au-delà de toute conjecture. Il comprenait, à un moment ou à un autre, un ou plusieurs aspects du commerce triangulaire.

La Heywood Bank a été fondée à Liverpool en 1773 et a fonctionné en tant que banque privée jusqu'en 1883, date à laquelle elle a été achetée par la Bank of Liverpool. Ses fondateurs étaient des marchands prospères élus plus tard à la Chambre de commerce. « Ils avaient leur expérience, écrit l'historien, du commerce africain », en plus de la course corsaire. Tous deux figurent sur la liste des marchands faisant du commerce vers l'Afrique en 1752 et leurs intérêts africains ont survécu jusqu'en 1807. L'associé principal de l'une des succursales de la société était Thomas Parke, de la société bancaire William Gregson, Sons, Parke and Morland, dont le grand-père était un capitaine à succès dans le commerce antillais. Typique des relations commerciales de l'époque, la fille de l'un des partenaires des Heywood épousa plus tard Robertson, fils de John Gladstone, et leur fils, Robertson Gladstone, obtint un partenariat dans la banque. En 1788, l'entreprise ouvrit une succursale à Manchester, à la suggestion de quelques-uns des principaux marchands de la ville. La succursale de Manchester, appelée « Manchester Bank », était bien connue pendant de nombreuses années. Onze des quatorze descendants de Heywood jusqu'en 1815 sont devenus marchands ou banquiers.
[2]

L'émergence de Thomas Leyland sur la scène bancaire a été retardée jusqu'au début du XIXe siècle, mais ses investissements dans la traite négrière africaine remontaient au dernier quart du XVIIIe. Leyland, avec ses partenaires, était l'un des marchands d'esclaves les plus actifs de Liverpool et ses profits étaient immenses. En 1802, il devint associé principal de la société bancaire Clarkes and Roscoe. Leyland et Roscoe : curieuse combinaison ! Étrange union de l'esclavagiste qui réussit et de l'adversaire constant de l'esclavage ! Leyland s'est détaché de lui-même en 1807, dans un partenariat plus cohérent

avec son partenaire esclave Bullins, et le titre de Leyland and Bullins a été porté fièrement et sans tache pendant quatre-vingt-quatorze ans jusqu'à la fusion de la banque, en 1901, avec le Nord et South Wales Bank Limited.
3

Les Heywood et Leylands ne sont que les exemples remarquables de la règle générale dans l'histoire bancaire du XVIIIe siècle Liverpool. William Gregson, banquier, était aussi marchand d'esclaves, armateur, corsaire, preneur ferme, et propriétaire d'une corde à pied. Francis Ingram était un marchand d'esclaves, membre de la Société africaine en 1777, alors qu'il avait aussi une part dans une entreprise de corderie, et a lancé une entreprise de flibuste en partenariat avec Thomas Leyland et les Earles. Ces derniers avaient eux-mêmes amassé une énorme fortune dans le commerce des esclaves, et est resté commerçants esclaves jusqu'à 1807. Le fondateur de la banque Hanly était le capitaine Richard Hanly, marchand d'esclaves, dont la sœur était elle-même mariée à un marchand d'esclaves. Hanly était un membre éminent du « Liverpool Fireside, » une société composée presque entièrement de capitaines de navires, marchands d'esclaves, - et corsaires, avec un saupoudrage de commerçants supérieurs. Robert Fairweather, comme Hanly, était négrier, membre du Liverpool Fireside, marchand et banquier.

Jonas Bold combinait à la fois le commerce des esclaves et celui des antillais. L'un des membres de la Company of Merchants faisant du commerce en Afrique de 1777 à 1807, Bold était un raffineur de sucre et est devenu un partenaire de la banque d'Ingram. Thomas Fletcher a commencé sa carrière en tant qu'apprenti d'un banquier d'affaires qui exerçait un vaste commerce avec la Jamaïque. Élevé à un partenariat, Fletcher devint plus tard successivement vice-président et président de la Liverpool West India Association, et à sa mort, ses actifs comprenaient des intérêts dans des hypothèques sur une plantation de café et de sucre, avec les esclaves qui s'y trouvaient, en Jamaïque. Charles Caldwell, de la société bancaire de Charles Caldwell and Co., était un associé d'Oldham, Caldwell, and Co., dont les transactions concernaient principalement le sucre. Isaac Hartman, un autre banquier, possédait des plantations antillaises ; tandis que James Moss, banquier et citoyen éminent au XVIIIe siècle, possédait de très grandes plantations de canne à sucre en Guyane britannique. 4

Ce qui a été dit de Liverpool est également vrai de Bristol, Londres et Glasgow. Présidant la réunion du comité influent mis en place à Bristol en 1789 pour opposer l' abolition a été William Miles. Parmi les membres du comité étaient Alderman Daubeny, Richard Bright, Richard Vaughan, Cave John et Philip Protheroe. Tous les six étaient des banquiers à Bristol. Cave, lumineux et Daubeny étaient partenaires dans la « nouvelle banque » établie en 1786. Protheroe était partenaire de la Banque Bristol City. William Miles a acheté un partenariat de premier plan dans la vieille maison bancaire de Vaughan, Barker et Société; deux de ses fils ont été mentionnés en 1794, et « Banque de Miles » , comme il a été appelé communément, a eu une carrière longue et prospère. 5

Pour besoin d' être mentionné à Londres un seul nom, quand ce nom est Barclay. Deux membres de cette famille Quaker, David et Alexander, ont été engagés dans la traite des esclaves en 1756. David a commencé sa carrière dans le commerce des Indiens d' Amérique et de l' Ouest et est devenu l' un des marchands les plus influents de son époque. La maison Cheapside de son père était l' un des plus beaux de la ville de Londres,

et a été souvent visité par la royauté. Il ne fut pas seulement un marchand d'esclaves , mais en réalité possédait une grande plantation en Jamaïque où, dit - on, il a libéré ses esclaves, et a vécu pour constater que « la peau noire coeurs fermés pleins de reconnaissance et les esprits aussi capables d'améliorer comme le plus fier blanc « . La Barclays a épousé dans les familles bancaires de Gurney et Freame, comme tant d'autres dans d' autres branches consanguins de l' industrie qui a gardé la richesse Quaker dans les mains Quaker. De la combinaison de Barclay Bank jailli dont l' expansion et le progrès au - delà de la portée de cette étude. 6

L'essor de la banque à Glasgow était intimement lié au commerce triangulaire. La première banque régulière a commencé ses activités en 1750. Connue sous le nom de Ship Bank, l'un des partenaires d'origine était Andrew Buchanan, un seigneur du tabac de la ville.
Un autre était le même William Macdowall dont la rencontre avec les héritières sucrières de Saint-Kitts avait établi à la fois la fortune de sa maison et celle de la ville. Un troisième était Alexander Houston, l'un des plus grands marchands antillais de la ville, dont la firme, Alexander Houston and Company, était l'une des principales maisons antillaises du royaume. Cette entreprise elle-même n'est née que du retour des deux officiers écossais et de leurs épouses insulaires dans la ville. Pendant les trois quarts du siècle, la maison exerça un immense commerce, possédant de nombreux navires et de vastes plantations de canne à sucre. Anticipant l'abolition de la traite négrière, il spécula à grande échelle sur l'achat d'esclaves. Le projet de loi, cependant, n'a pas été adopté. Les esclaves devaient être nourris et vêtus, leur prix baissait lourdement, la maladie les emportait par centaines. L'entreprise s'est par conséquent effondrée en 1795, et ce fut la plus grande catastrophe financière que Glasgow ait jamais connue.

Le succès de la Ship Bank a stimulé la formation d'autres banques. La Banque d'armes a été fondée la même année, avec l'un des principaux partenaires Andrew Cochrane, un autre seigneur du tabac. La Thistle Bank a suivi en 1761, une banque aristocratique, dont les affaires se situaient en grande partie parmi les riches marchands antillais. L'un des principaux partenaires était John Glass-ford, qui menait des affaires à grande échelle. À un moment donné, il possédait vingt-cinq navires et leurs cargaisons sur la mer, et son chiffre d'affaires annuel était de plus d'un demi-million de livres sterling.
7

2. *Industrie lourde*

L'industrie lourde a joué un rôle important dans les progrès de la révolution industrielle et le développement du commerce triangulaire. Une partie des capitaux qui finançaient la croissance des industries métallurgiques était fournie directement par le commerce triangulaire.

C'est le capital accumulé du commerce antillais qui a financé James Watt et la machine à vapeur. Boulton et Watt ont reçu des avances de Lowe, Vere, Williams et Jennings, plus tard la Williams Deacons Bank. Watt a eu des moments d'anxiété en 1778 pendant la Révolution américaine
lorsque la flotte antillaise est menacée de capture par les Français. « Même dans cette situation d'urgence », lui écrivit Boulton avec espoir, « Lowe, Vere and Company peuvent encore être sauvés, si la flotte antillaise arrive à l'abri de la flotte française...
de leurs titres en dépendent. 8

La banque a tiré à travers et l'invention précieux était en sécurité. Les planteurs de sucre ont été parmi les premiers à se rendre compte de son importance. Boulton a écrit à Watt en 1783: « . . . Pennant, qui est un homme très aimable, avec dix ou douze mille livres par an, a le plus grand domaine en Jamaïque; il y avait aussi M. Gale et M. Beeston Long, qui ont des plantations de sucre très grandes, là - bas qui souhaitent voir la réponse de la vapeur au lieu des chevaux « . 9

L'un des principaux quincailliers du XVIIIe siècle, Antoine Bacon, était intimement liée au commerce triangulaire. Son partenaire était Gilbert Francklyn, un planteur antillais, qui a écrit plus tard de nombreuses lettres au Seigneur Président du Comité du Conseil privé soulignant l'importance de la prise en charge de la colonie sucrière française de Saint Domingue dans la guerre avec la France révolutionnaire.

10 Bacon, comme tant d'autres, s'est aventuré dans le commerce africain. Il a commencé un commerce lucratif en ravitaillant d'abord des troupes sur la côte, puis en fournissant des Noirs chevronnés et capables pour des contrats gouvernementaux dans les Antilles. Au cours des années 1768-1776, il reçut près de 67 000 £ sous cette dernière rubrique. En 1765, il installa son usine de fer à Merthyr Tydfill qui se développa rapidement grâce aux contrats du gouvernement pendant la guerre d'Amérique ; en 1776, il installa un autre four à Cyfartha. Le minerai de fer pour ses fourneaux était exporté de Whitehaven et dès 1740, Bacon participa à l'amélioration de son port.

Bacon a fait fortune grâce à ses contrats d'artillerie avec le gouvernement britannique. Il se retira en 1782 après avoir acquis un véritable royaume minéral. Il loua ses forges à Cyfartha à Crawshay, se réservant une rente nette de 10 000 £, et à partir de Cyfartha Crawshay lui-même fit fortune. Il a vendu Penydaren à Homfray, l'homme qui a perfectionné le processus de puddlage ; Dowlais est allé à Lewis et les travaux de Plymouth à Hill. Le contrat d'ordonnance avait déjà été transféré à Carron, le successeur de Roebuck. Pas étonnant que ce soit
a déclaré que Bacon se considérait comme « se déplaçant sur une orbite supérieure ». 11

William Beckford est devenu maître quincaillier en 1753.

12 Une partie du capital fourni pour les forges de Thorncliffe, commencées en 1792, provenait d'un fabricant de rasoirs, Henry Longden, qui reçut un legs d'environ quinze mille livres d'un riche oncle, un marchand antillais de Sheffield. 13

3. *Assurance*

Au XVIIIe siècle, alors que la traite négrière était le commerce le plus précieux et que les biens antillais figuraient parmi les biens les plus précieux de l'Empire britannique, le commerce triangulaire occupait une place importante aux yeux des compagnies d'assurances montantes. Dans les premières années, lorsque Lloyd's était un café et rien de plus, de nombreuses publicités dans la London Gazette sur les esclaves en fuite mentionnaient Lloyd's comme l'endroit où ils devaient être rendus. 14

La première publicité existante faisant référence à Lloyd's, datée de 1692, traite de la vente de trois navires aux enchères. Les navires ont été autorisés pour la Barbade et la Virginie. Le seul projet répertorié au Lloyd's dans les bulles de 1720 concernait le commerce vers la Barbarie et l'Afrique. Relton, l'historien de l'assurance incendie, déclare que l'assurance contre les incendies dans les Antilles avait été souscrite chez Lloyd's « très tôt ». Lloyd's, comme d'autres compagnies d'assurance, assurait les esclaves et les navires négriers, et s'intéressait d'une manière vitale aux décisions juridiques quant à ce qui constituait la « mort naturelle » et les « périls de la mer ». Parmi leurs abonnements aux héros publics et aux capitaines marchands, l'un de 1804 à un capitaine de Liverpool qui, lors d'un passage d'Afrique en Guyane britannique, réussit à repousser une corvette française et à sauver sa précieuse cargaison. Le troisième fils de leur premier secrétaire, John Bennett, était agent de Lloyd's à Antigua en 1833, et le seul portrait connu de son père a été récemment découvert aux Antilles. L'un des présidents les plus distingués de Lloyd's dans sa longue histoire était Joseph Marryat, un planteur antillais, qui s'est battu avec succès et brillamment pour maintenir le monopole de Lloyd's de l'assurance maritime contre une société rivale à la Chambre des communes en 1810, où il a été opposé par un autre Occident
Indien, père du célèbre cardinal Manning.

[15] Marryat a reçu une indemnité de 15 000 £ en 1837 pour 391 esclaves à Trinidad et en Jamaïque.
16

En 1782, les intérêts sucriers antillais ont pris l'initiative de créer une autre compagnie d'assurance, la Phoenix, l'une des premières sociétés à établir une succursale à l'étranger, en Occident.
Indes.

[17] La Liverpool Underwriters' Association a été créée en 1802. Le président de la réunion était l'éminent
Marchand indien, John Gladstone. 18

B. LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE BRITANNIQUE JUSQU'EN 1783

C'est ainsi que l'abbé Raynal, l'un des esprits les plus progressistes de son époque, homme de grande science et en rapport étroit avec la bourgeoisie française, a pu voir que les travaux des peuples des Antilles « peuvent être considérés comme la cause principale du mouvement rapide qui agite maintenant l'univers. [19] Le commerce triangulaire contribua énormément au développement industriel de la Grande-Bretagne. Les bénéfices de ce commerce fertilisèrent tout le système productif du pays. Trois instances doivent suffire. L'industrie de l'ardoise au Pays de Galles, qui fournissait des matériaux pour la toiture, a été révolutionnée par les nouvelles méthodes adoptées sur son domaine de Carnarvonshire par Lord Penrhyn,

[20] qui, on l'a vu, possédait des plantations de canne à sucre en Jamaïque et présidait le Comité des Indes occidentales à la fin du XVIIIe siècle. Le personnage principal du premier grand projet de chemin de fer en Angleterre, qui reliait Liverpool et Manchester, fut Joseph Sandars, dont on sait peu de choses. Mais son retrait en 1824 de la Liverpool

Anti-Slavery Society est d'une grande importance, car il montre au moins une réticence à presser les planteurs de sucre.

[21] Trois autres hommes clairement identifiés avec l'entreprise avaient des liens étroits avec le commerce triangulaire : le général Gascoyne de Liverpool, un fervent défenseur des intérêts des Indes occidentales, John Gladstone et John Moss.

[22] L'intérêt de Bristol West India a également joué un rôle important dans la construction du Great Western Railway. 23

Mais il ne faut pas en déduire que le commerce triangulaire était seul et entièrement responsable du développement économique. La croissance du marché intérieur en Angleterre, l'utilisation des bénéfices de l'industrie pour générer encore plus de capitaux et réaliser une expansion encore plus grande, y jouèrent un grand rôle. Mais ce développement industriel, stimulé par le mercantilisme, a par la suite dépassé le mercantilisme et l'a détruit.

En 1783, la forme des choses à venir était clairement visible. Les potentialités de la machine à vapeur n'étaient pas une question académique. Soixante-six moteurs étaient en service, dont les deux tiers dans les mines et les fonderies.

[24] L' amélioration des méthodes d'extraction du charbon, combinée à l'influence de la vapeur, a entraîné une grande expansion de l'industrie du fer. La production a été multipliée par quatre entre 1740 et 1788, le nombre de fours a augmenté de moitié.

[25] Le pont de fer et le chemin de fer de fer étaient apparus ; les usines Carron avaient été fondées ; et Wilkinson était déjà célèbre comme « le père du commerce du fer ». Le coton, la reine de la révolution industrielle, a réagi facilement aux nouvelles inventions, sans être entravé par les traditions et les restrictions de la guilde qui ont entravé son plus ancien rival, la laine. Le laissez-faire est devenu une pratique dans la nouvelle industrie bien avant qu'il ne pénètre dans les manuels en tant que théorie économique orthodoxe. Le jenny filant, le cadre à eau, la mule, ont révolutionné l'industrie, qui, en conséquence, a montré une tendance continue à la hausse. Entre 1700 et 1780, les importations de coton brut ont plus que triplé, les exportations de coton quinze fois.

[26] La population de Manchester a augmenté de près de la moitié entre 1757 et 1773,

[27] les effectifs engagés dans l'industrie cotonnière ont quadruplé entre 1750 et 1785.

[28] Non seulement l'industrie lourde, le coton aussi - les deux industries qui vont dominer la période 178 3-1850 - se renforcent à l'assaut du système de monopole qui a longtemps été considéré comme essentiel à l'existence et à la prospérité des uns et des autres. .

Toute l'économie de l'Angleterre était stimulée par ce souffle bienfaisant d'augmentation de la production. La production des poteries du Staffordshire a quintuplé en valeur entre 1725 et 1777.

[29] Le tonnage des navires quittant les ports anglais a plus que doublé entre 1700 et 1781. Les importations anglaises ont quadruplé entre 1715 et 1775, les exportations ont triplé entre 1700 et 1771.

[30] L'industrie anglaise en 1783 était comme Gulliver, liée par les restrictions lilliputiennes du mercantilisme.

Deux figures marquantes du XVIIIe siècle ont vu et, qui plus est, apprécié l'irrépressible conflit : Adam Smith de sa chaire professorale, Thomas Jefferson dans sa plantation.

Adam Smith dénonça la folie et l'injustice qui avaient d'abord dirigé le projet d'établir des colonies dans le Nouveau Monde. Il s'opposa à tout le système du monopole, clé de voûte de l'arc colonial, au motif qu'il restreignait la puissance productive de l'Angleterre comme des colonies. Si l'industrie britannique avait progressé, ce n'était pas à cause du monopole mais malgré lui, et le monopole ne représentait rien d'autre que le sacrifice du bien général aux intérêts de quelques-uns, le sacrifice de l'intérêt du consommateur celui du producteur colonial. Dans les colonies elles-mêmes, l'interdiction des manufactures coloniales lui apparaît « comme une violation manifeste des droits les plus sacrés de l'humanité. . . insignes impertinents de l'esclavage qui leur sont imposés, sans aucune raison suffisante, par la jalousie sans fondement des marchands et des fabricants de la mère patrie. Les capitaux britanniques avaient été contraints de commercer avec les pays voisins pour commercer avec des pays plus éloignés ; l'argent qui aurait pu être utilisé pour améliorer les terres, augmenter les manufactures et étendre le commerce de la Grande-Bretagne avait été dépensé pour favoriser un commerce avec des régions éloignées dont la Grande-Bretagne ne tirait que des pertes (!) et des guerres fréquentes. C'était un système approprié pour une nation dont le gouvernement était influencé par les commerçants.
31
La *richesse des nations* était l'antécédent philosophique de la Révolution américaine. Tous deux étaient des produits jumeaux de la même cause, le frein appliqué par le système mercantile au développement de la puissance productive de l'Angleterre et de ses colonies. Le rôle d'Adam Smith était de réprimander intellectuellement « les expédients méchants et malveillants »

32 d'un système que les armées de George Washington ont infligé une blessure mortelle sur les champs de bataille d'Amérique.

6
LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE

En 1770, les colonies continentales envoyaient aux Antilles près d'un tiers de leurs exportations de poisson séché et presque tout leur poisson mariné ; sept huitièmes de leur avoine, sept dixièmes de leur maïs, presque tous leurs pois et haricots, la moitié de leur farine, tout leur beurre et fromage, plus d'un quart de leur riz, presque tous leurs oignons ; les cinq sixièmes de leurs planches de pin, de chêne et de cèdre, plus de la moitié de leurs douelles, presque tous leurs cerceaux ; tous leurs chevaux, moutons, porcs et volailles ; presque tout leur savon et leurs bougies.

1 Comme nous l'a dit le professeur Pitman, « ce sont les richesses accumulées grâce au commerce antillais qui, plus que toute autre chose, sous-tendent la prospérité et la civilisation de la Nouvelle-Zélande.
L'Angleterre et les colonies du milieu.
2

Mais dans le schéma impérial du XVIIIe siècle, les colonies continentales ont fait une mauvaise seconde. Le sucre était roi, et les îles antillaises le sucrier de l'Europe. L'acquisition de la Jamaïque rendit Cromwell si heureux qu'il refusa de traiter d'autres affaires le jour où la bonne nouvelle fut annoncée. Il aurait pris une semaine de vacances s'il avait capturé Hispaniola, dont la partie française, Saint Domingue, devint plus tard la perle des Antilles et le fléau des planteurs britanniques. La Barbade était le "joyau"

de la couronne de Sa Majesté, une petite perle plus précieuse et plus rare que toutes les rois d'Europe possédaient,

[3] et en 1661 Charles II montra son importance en créant
treize baronnets parmi ses planteurs en une seule journée

[4] Le gouvernorat de la Jamaïque s'est classé au deuxième rang
les nominations à la lord-lieutenance d'Irlande, et le système postal s'occupait mieux des îles que du continent.

Les mercantilistes regardaient de travers les colonies du nord en particulier. Ils étaient pleins de fermiers, de marchands, de pêcheurs, de marins, mais pas de planteurs. Ils étaient, à l'exception de leurs manufactures encore peu développées, dans un sens très littéral la Nouvelle-Angleterre.

[5] La rivalité avec la vieille Angleterre était inévitable. Ils rivalisaient avec le pays d'origine dans la pêche, qui devint une pépinière pour les marins de la Nouvelle-Angleterre. Dans leurs produits agricoles, ils ont été en mesure, en raison de leur situation, de vendre à des prix inférieurs à leurs rivaux anglais sur les marchés insulaires. A cette concurrence, l'Angleterre perdait, en ventes et en fret, deux millions et demi de livres sterling par an. « Quelqu'un peut-il penser d'ici », a demandé un écrivain anonyme, « que le *commerce* et

la navigation de nos colonies vaut un gruau à cette nation ? [6] Sir Josiah Child a fait remarquer que dix hommes du Massachusetts ne fournissaient pas d'emploi à un seul Anglais à la maison. « La Nouvelle-Angleterre », a-t-il conclu, « est la plus préjudiciable plantation à ce royaume.

[7] Chichester aurait préféré travailler de ses mains dans
en Irlande que de « danser et chanter en Virginie ».

[8] Petty dit sans ambages que les habitants de la Nouvelle-Angleterre devraient être rapatriés ou envoyés en Irlande.

[9] Quatre efforts distincts ont été déployés pour persuader les habitants de la Nouvelle-Angleterre de partir : aux Bahamas, à Trinidad, au Maryland et en Virginie. Cromwell a regardé la Nouvelle-Angleterre
"seulement avec un œil de pitié, aussi pauvre, froid et inutile."

[10] Des ordonnances du Conseil d'État furent envoyées en 1655 aux gouverneurs et aux habitants faisant des offres alléchantes pour se rendre en Jamaïque « pour éclairer ces parties . . . par des gens qui connaissent et craignent le Seigneur ; que ceux de la Nouvelle-Angleterre, chassés du pays de leur nativité dans ce désert et désert aride, pour l'amour de leur conscience, puissent aller dans un pays d'abondance. 11

Ces opinions étaient trop extrêmes. Si les colonies du Nord étaient évincées du commerce des vivres, elles seraient incapables de payer les produits manufacturés britanniques, dont l'exportation était plus précieuse pour l'Angleterre que l'exportation des denrées agricoles et de la viande salée. Pire encore, les colons pourraient ainsi être tentés de développer leurs propres industries. Mieux
puis, Davenant a conclu, qu'ils devraient avoir le commerce de la nourriture. 12

Car les colonies antillaises avaient besoin de nourriture. S'ils devaient se concentrer sur le sucre auquel la spécialisation économique de l'époque marchande les confinait, ils n'avaient

pas d'arrière-pays où les denrées de base ne pouvaient être cultivées, et leur culture de rente était trop rentable pour qu'ils s'offrent le luxe de détourner la terre et la main-d'œuvre. au pâturage du bétail et aux cultures vivrières. « Les hommes sont tellement déterminés à planter du sucre », écrivait un correspondant au gouverneur Winthrop en 1647 à propos des Antilles, « qu'ils préféraient acheter de la nourriture à des prix très élevés que de la produire par le travail, tant le profit des travailleurs du sucre est infini après une fois. accompli."

13 Ainsi s'établit la tradition selon laquelle le sucre devenait « le blé ou le pain » des Antilles.

14 Seule la possession des colonies continentales permettait ce monopole sucrier du sol antillais. « Pour subsister une colonie en Amérique, écrivait l'abbé Raynal, il faut cultiver une province en Europe.

15 La Grande-Bretagne a volontairement abdiqué ce privilège, comme le moindre de deux maux, aux colons du continent. Le mercantilisme a finalement été détruit en tant que mauvais système, mais il est absurde de ne pas reconnaître qu'il était un système et qu'il y avait de la méthode dans sa méchanceté.

C'est ainsi que les colonies nord-américaines eurent une place reconnue dans l'économie impériale, en tant que pourvoyeuses des fournitures nécessaires aux planteurs de sucre et à leurs esclaves, et les habitants de la Nouvelle-Angleterre en vinrent à être considérés comme les Hollandais d'Amérique. L'élevage mixte des colonies du Nord et du Milieu complétait l'agriculture spécialisée des Antilles, puisqu'il alimentait au XIXe siècle les régions cotonnières et rizicoles du Sud américain. Dès 1650, les colonies de la Nouvelle-Angleterre nourrissaient leurs « sœurs aînées », la Virginie et la Barbade.

16 Winthrop a attribué le crédit à Providence,

17 mais le mercantilisme avait beaucoup à voir avec l'arrangement. « Ses colonys ma tys dans ces régions », écrivait le gouverneur Willoughby de la Barbade en 1667, « ne peut pas en temps de paix prospérer, ni en temps de guerre subsister, sans une correspondance avec le peuple de Newe England ».

18 Non seulement la nourriture, mais les chevaux pour fournir la force motrice de les tapis roulants utilisés dans la fabrication du sucre et le bois de construction étaient les articles les plus demandés dans les îles. « Il n'y a pas d'île que les Britanniques possèdent dans les Antilles », écrivait Samuel Vetch en 1708, « qui soit capable de subsister sans l'aide du continent, car nous leur transportons leur pain, leur boisson et tout le nécessaire de la vie humaine, leur bétail et leurs chevaux pour cultiver leurs plantations, du bois et des douves de toutes sortes pour faire des fûts pour leur rhum, leur sucre et leur mélasse, sans lesquels ils n'en auraient pas, des navires pour transporter leurs marchandises vers les marchés européens, enfin, les très les maisons qu'ils habitent sont reportées dans des cadres, ainsi que des bardeaux qui les recouvrent, en tant que leur être, bien plus leur puits être, dépend presque entièrement du continent.

19 Les planteurs antillais ne se faisaient aucune illusion sur l'importance des provisions et des chevaux du continent. Les Barbadiens, a écrit un facteur de Boston en 1674, sont « tous SensAble des prejudis greate qui rejaillit sur les YF ils perdent la benefitt de ces deux commodyties, qui sont vendable en partie noe de y e monde , mais la Nouvelle - Angleterre et la Virginie. » 20

C'était une politique délibérée de la part des hommes d'État en Angleterre et des planteurs dans les colonies. Bon nombre des articles exportés par la Nouvelle-Angleterre vers les îles pourraient avoir été produits dans les îles elles-mêmes. Mais, comme l'a demandé un planteur jamaïcain, « Si cette île était capable de se maintenir avec un régime alimentaire et d'autres produits de première nécessité, que deviendrait le commerce de la Nouvelle-Angleterre ? » [21] La réponse est que sans les îles à sucre, les colonies continentales auraient subi un sérieux revers. Ils sont devenus
« la clé des Indes »,
[22] sans laquelle les îles n'auraient pu se nourrir que par un détournement de terres sucrières rentables vers des cultures vivrières, au détriment non seulement des agriculteurs de la Nouvelle-Angleterre, mais aussi de la navigation britannique, du raffinage du sucre britannique et des recettes douanières, de la gloire et de la grandeur de Angleterre. En 1698, le Parlement rejeta une proposition visant à interdire l'exportation de maïs, de farine, de farine, de pain et de biscuits d'Angleterre vers les îles à sucre. L'interdiction « peut imposer aux habitants de planter eux-mêmes des provisions, au lieu de cannes à sucre, de coton, de gingembre et d'indico ; ce qui sera très préjudiciable à l'Angleterre, en respect de sa navigation et de ses richesses », 23

Les relations économiques entre les îles et le continent ont été renforcées par des contacts individuels. Les Antillais possédaient des propriétés sur le continent, les Nord-Américains possédaient des plantations dans les îles. La Caroline du Sud a été colonisée par la Barbade. Les Middletons, Bulls et Colletons du Sud
Carolina possédait des plantations en Jamaïque et à la Barbade. Aaron Lopez, marchand d'esclaves du Rhode Island, était propriétaire d'une plantation de canne à sucre à Antigua. Alexander Hamilton est né à Nevis. Les Gedney Clarke de Salem sont l'exemple remarquable du succès nord-américain dans les îles. Le père possédait de vastes plantations à la Barbade et en Guyane. Son fils est devenu arpenteur général des douanes de la Barbade, membre de la Chambre d'assemblée puis du Conseil. Les Nord-Américains ont vite découvert la valeur du soleil antillais, les Antillais ont cherché en Amérique du Nord la récupération des constitutions brisées . « Je conseillerais à Adam Chart », a écrit un Américain à des amis à Philadelphie, « de commencer directement une autre maison et de l'appeler l'hôtel Barbados, en affichant pour un signe, l'Antillais épuisé, mourant d'hydropisie à cause d'une vie intempérante. " Les héritières antillaises, dit-on, étaient aussi désirables en Amérique du Nord qu'elles l'étaient en Angleterre. 24

En échange de leurs provisions, les colons du continent prenaient du sucre des Antilles, du rhum et de la mélasse, en quantités telles que dès 1676, les marchands anglais se plaignaient que la Nouvelle-Angleterre devenait le grand marché et l'aliment de base des produits coloniaux.

[25] Il était une interdépendance mutuelle entre les deux unités. Le maintien de l'harmonie exigeait impérativement deux choses : la production insulaire de sucre et de mélasse devait être suffisante pour satisfaire la consommation continentale ; la consommation insulaire de produits de base continentaux doit suivre le rythme de la production continentale.

Au mieux, cela aurait été difficile, en raison de la taille relative des deux zones interdépendantes. Mais le conflit imminent aurait pu être reporté de deux manières ou les deux. En premier lieu, le planteur de sucre britannique aurait pu étendre sa culture. Plus de terres auraient nécessité plus d'esclaves qui auraient produit plus de sucre et auraient demandé plus de nourriture. La Jamaïque aurait pu le faire plus facilement que la Barbade, qui, au XVIIIe siècle, souffrait déjà des conséquences inévitables du travail des esclaves et de l'extraction rapide des profits du sol. Il y avait des terres fraîches en abondance en Jamaïque. Le deuxième remède était l'acquisition de plus de colonies de sucre. Cela aurait apaisé, en partie, les griefs légitimes du continent. Mais à celles-ci, seules solutions possibles sans recours à la force, les planteurs de sucre britanniques s'y sont résolument opposés. La culture de terres fraîches et l'acquisition de plus de colonies sucrières signifiaient une plus grande offre de sucre sur le marché britannique et une réduction conséquente des prix. Les Barbadiens avaient très tôt dans leur histoire regardé avec appréhension l'extension des conquêtes sucrières britanniques. Ils se sont opposés à la colonisation britannique du Surinam ;

Le 26, ils en voulaient à la fuite de leurs serviteurs blancs vers les îles Sous-le-Vent, et lorsque le gouverneur de la Jamaïque leur demanda de contribuer à une expédition pour réprimer la piraterie dans les îles Sous-le-Vent, ils répondirent qu'ils ne dépenseraient pas vingt shillings pour sauver les îles Sous-le-Vent. et la Jamaïque.

27 En 1772, il fut proposé au Parlement qu'une garantie adéquate soit offerte aux étrangers désireux d'avancer de l'argent pour le développement des îles à sucre annexées après la guerre de Sept Ans. La proposition a été vivement opposée, en tant que « innovation impolitique », par les planteurs antillais.

28 C'était l'ancienne division, selon les mots du professeur Namier, entre « planteurs saturés » et « planteurs en devenir ». 29

Les îles à sucre étrangères, elles aussi, illustraient déjà la loi de la production esclavagiste. Moins épuisées que les îles anglaises plus longtemps peuplées, la culture dans les îles françaises était plus facile et le coût de production moindre. Dès 1663, vingt ans à peine après l'essor de l'industrie sucrière,
La Barbade "se détériorait rapidement",

30 et les plaintes d'épuisement des sols se multiplièrent et se firent plus plaintives. En 1717, la Barbade, selon une représentation au Board of Trade, avait besoin de cinq fois plus de nègres et de beaucoup plus de têtes de bétail et de chevaux que les îles françaises pour cultiver une superficie donnée ; un esclave à Saint Domingue français équivalait à quatre en Jamaïque.

31 En 1737, le propriétaire barbadien d'une plantation de mille acres, qui nécessitait un investissement en capital de cinquante mille livres, réalisait un profit de deux pour cent ; une plantation semblable dans les îles françaises coûtait un sixième de ce prix et rapportait dix-huit pour cent de profit.

32 Il y avait une certaine exagération dans ces chiffres, mais la supériorité fondamentale du planteur de sucre français, grâce à de vastes étendues de terre fertile et non épuisée, était notoire. Le sucre français envahissait les marchés européens et se vendait moitié moins cher qu'en Angleterre.

33 L' acquisition de telles îles aurait signifié l'éclipse des anciens planteurs britanniques. Ces derniers réclamaient donc leur destruction plutôt que leur acquisition. Le gouverneur de la Jamaïque écrivit en 1748 qu'à moins que Saint Domingue français ne soit détruit pendant la guerre, il ruinerait, au retour de la paix, les colonies sucrières britanniques par la qualité et le bon marché de sa production.

[34] Pendant la guerre de Sept Ans, la Grande-Bretagne a capturé Cuba à l'Espagne et la Guadeloupe à la France. Les deux îles ont été restituées à leurs propriétaires en 1763, la Grande-Bretagne reprenant en retour la Floride et le Canada.

Rationaliser cette décision à la lumière de l'importance des différents domaines aujourd'hui passe à côté de l'essentiel. Cuba était encore un vilain petit canard en 1763, mais n'importe quel imbécile aurait pu deviner quel beau cygne il finirait par devenir. Il n'y avait aucune excuse en ce qui concernait la Guadeloupe. Les « quelques acres de neige », comme Voltaire décrivait avec dérision le Canada, ne pouvaient se vanter que de fourrures ; La Guadeloupe avait du sucre. « Que signifient quelques chapeaux, demanda un écrivain anonyme astucieux en 1763, par rapport à cet article de luxe qu'est le sucre ? Il souligna aussi que le moyen de maintenir la dépendance de l'Amérique du Nord était de laisser les Français au Canada. 35

Il est inconcevable que le ministère britannique de l'époque ignorât ce qui était de notoriété publique, en Angleterre, en France et en Amérique. Entre 1759 et 1762, les importations britanniques en provenance du « Québec » totalisaient 48 000 £, les exportations vers le Québec 426 400 £. Les importations britanniques de Guadeloupe s'élevaient à 2 004 933 £ entre 1759 et 1765, les exportations vers la Guadeloupe à 475 237 £.

Les importations britanniques de La Havane s'élevaient à 263 084 £ entre 1762 et 1766, les exportations vers La Havane 123 421 £. Comparez le Canada et la Floride avec la Grenade et la Dominique, deux des conquêtes antillaises conservées en 1763. Jusqu'en 1773, les importations britanniques de Grenade représentaient huit fois les importations du Canada, les exportations britanniques vers le Canada étaient le double de celles des
Grenade. Importations de
La Dominique représentait plus de dix-huit fois les importations de Floride ; les exportations vers la Dominique n'étaient qu'un septième de moins que celles vers la Floride.
[36] Il est clair que le Canada et la Floride ont été retenus non parce qu'ils avaient plus de valeur que Cuba ou la Guadeloupe, mais précisément parce qu'ils avaient moins de valeur.

Ainsi, le traité de paix de 1763 n'a tout simplement aucun sens à moins qu'il ne soit considéré comme une nouvelle victoire pour les puissants intérêts des Indes occidentales. Ce fut finalement une victoire à la Pyrrhus, mais en 1763 ce n'en fut pas moins une victoire. Les deux partisans les plus acharnés du retour de la Guadeloupe étaient deux Antillais
planteurs, Beckford et Fuller,
[37] et l'influence de Beckford sur Chatham était notoire. "Ainsi la Guadeloupe, l'une des plus grandes acquisitions que la Grande-Bretagne ait jamais faites, acquiert de nombreux ennemis puissants des vues privées, et n'a rien à plaider mais son utilité publique un avantage souvent trouvé un adversaire trop faible pour l'intérêt privé de quelques-uns."
[38] Les Antillais avaient deux objectifs en vue. Ils voulaient empêcher les Français de faire du Canada une Amérique du Nord, une source d'approvisionnement pour leurs colonies sucrières — une crainte sans fondement, comme le planteur de sucre britannique s'en rendit compte après 1783 lorsque le Canada se révéla un piètre substitut aux colonies perdues du Nord ; et, plus important encore, ils étaient déterminés à garder un rival redouté hors du marché britannique du sucre. Ainsi Chatham a conquis dans les îles pour annexer sur le

continent, conquis le sucre pour annexer les fourrures. La question a suscité une grande controverse en Angleterre, et Chatham a demandé un jour s'il devait être pendu pour avoir renvoyé le Canada ou la Guadeloupe.

[39] S'il y avait une pendaison à faire, Beckford avait la meilleure revendication.

Tout cela se résumait à cela : tout l'empire devait être intimidé pour payer un tribut aux planteurs de sucre et accepter le sucre à un prix de monopole parce qu'il était cultivé en Grande-Bretagne. Les colons du continent se sont tournés naturellement, bien que sans patriotisme, vers les colonies sucrières étrangères. « Oubliant tous les devoirs envers sa majesté », disait une pétition de marchands de Londres en 1750, « l'intérêt de leur patrie et le respect dû à ses lois »,

[40,] les colons du continent virent seulement que l'augmentation du commerce était exigée par l'augmentation de leur production. S'ils ne pouvaient pas commercer avec les colonies sucrières étrangères devenues britanniques, ils commerceraient avec ces colonies en dehors du cadre impérial, même en temps de guerre. Leur existence était en jeu. Le bras de fer entre les îles et le continent avait commencé, et par la suite le
Les Antillais et les Nord-Américains étaient toujours « discordants ». [41]

Naturellement, le colon du continent n'a pas boycotté les îles à sucre britanniques. C'eût été se couper le nez pour contrarier le visage du planteur de sucre. Au lieu de cela, le continent a continué à approvisionner les îles britanniques. Mais en retour, ils ont insisté sur l'argent liquide, ce qui a vidé les îles d'espèces et fait planer le spectre de l'inflation. En 1753, la valeur totale du commerce entre les colonies du Nord et la Jamaïque était estimée à 75 000 livres sterling. Les colons du Nord ont pris en retour des produits d'une valeur de 25 000 £; le reste a été emporté en espèces.

[42] Avec l'argent, ils se rendirent dans les îles françaises où ils achetèrent du sucre à meilleur prix et de la mélasse que le planteur français n'était pas autorisé à distiller en rhum parce qu'il concurrencerait les eaux-de-vie françaises. Les planteurs de sucre britanniques ont perdu un marché pour leur sucre et leur rhum. Leurs rivaux français leur volent ce marché, tandis qu'ils reçoivent en plus les fournitures dont ils ont besoin pour leur permettre de concurrencer à des conditions plus avantageuses les Britanniques.

Ce commerce triangulaire compliqué du continent était une violation complète du plan impérial britannique. Les planteurs de sucre trouvaient cela répréhensible. La plus petite île à sucre, selon eux, était dix fois plus précieuse pour l'Angleterre que la Nouvelle-Angleterre.

[43] C'était une lutte, disaient-ils, non pas entre colonie et colonie mais entre l'Angleterre et la France pour le contrôle du commerce du sucre. [44]

Les mercantilistes stricts ont approuvé ce point de vue. Le gouvernement français, prétendait-on, non seulement complaisait le commerce, mais l'encourageait, afin de déprimer les colonies sucrières britanniques.

[45] Postlethwayt l'a qualifié de commerce licencieux et pernicieux, et s'est vite rendu compte qu'il avait « trop contribué à desserrer la dépendance de nos colonies vis-à-vis de leur mère patrie, et a produit une telle connexion d'intérêts entre elles et ceux de la France, ont eu tendance à les éloigner de la Grande-Bretagne et à leur rendre trop indifférent qu'ils fussent sous un Français ou sous un

gouvernement britannique.

46

Chatham a fait écho à Postlethwayt. C'était « un commerce illégal et des plus pernicieux. . . pratiques flagrantes, si complètement subversives de toutes les lois, et si hautement répugnantes au bien-être de ce royaume.

47 Il n'est cependant pas clair pourquoi ce commerce américain aurait dû être condamné. Ce n'était pas différent du commerce effectué depuis la Jamaïque avec les colonies espagnoles, par lequel une grande partie du sucre colonial espagnol était introduit en contrebande en Angleterre en tant que produit colonial britannique. La politique nord-américaine de ravitaillement des planteurs français n'était au moins pas plus répréhensible que la politique britannique de leur ravitaillement en esclaves.

Les colons du continent répliquèrent que « le seul grand but toujours visé par les planteurs de sucre, (était) qu'ils puissent augmenter les prix supplémentaires qu'ils jugeront appropriés pour leurs condisciples, plus particulièrement ceux d'Amérique du Nord, pour les nécessités de la vie. . "

48 Il était absurde pour les planteurs de tenter de maintenir des prix de monopole en Angleterre alors que les lois de l'offre et de la demande opéraient dans toute l'Europe pour réduire le prix du sucre en réponse à une offre croissante ; il serait tout aussi sensé pour eux « de prier pour une loi du Parlement permettant
eux pour laver leurs blackamoors en blanc.

49 Ces « Antillais envahis par la végétation »

50 qui plaidaient la détresse et se jetaient à la merci du Parlement n'étaient pas pauvres et indigents. C'étaient de riches planteurs qui voulaient rouler dans leurs équipages dorés dans les rues de Londres aux dépens des Nord-Américains.

51 « Que dirions-nous à un homme qui demanderait notre charité
dans un manteau brodé ?

52 Si les intérêts des colonies continentales ainsi que ceux des consommateurs anglais devaient être sacrifiés à une poignée de barons du sucre choyés dans la minuscule Barbade, alors il vaudrait mieux que cette île soit plongée dans la mer.

53 « Il me semble, écrit John Dickinson, qu'il n'y a pas de paradoxe à dire que le public y gagnerait autant si les domaines ici (aux Antilles) étaient si modérés que pas un dixième des messieurs *antillais* qui siègent maintenant à la Chambre des
Commons pourrait obtenir cet honneur souvent coûteux.

54 La Pennsylvanie produisit un curieux argument : les îles étaient moins utiles à l'Angleterre que le continent ; leurs esclaves étaient nus, ils avaient peu de résidents blancs, la grande chaleur de leur climat détruisait nombre de marins britanniques utiles.

55 Les exportations anglaises, en particulier de laine, souffriraient considérablement si les colonies du Nord étaient lésées.

56 Les Antilles britanniques ne pouvaient ni consommer tous les produits de la Nouvelle-Angleterre ni fournir des approvisionnements en mélasse à des taux suffisamment bas pour les colonies du Nord. C'était une attitude dogin-the-manger, "pour empêcher leurs semblables de recevoir des autres ce qu'ils ne fournissent pas eux-mêmes". 57 En 1763, toutes les importations de mélasse du Massachusetts, sauf trois pour cent, provenaient des Antilles françaises ; les Antilles britanniques fournissaient à peine un dixième des

importations du Rhode Island et du Massachusetts. La distillerie occupait une place importante dans l'économie coloniale. Le Massachusetts comptait soixante distilleries en 1763, le Rhode Island trente. De plus, ce n'est que par ce commerce avec les Antilles françaises que Rhode Island a pu faire des envois de fonds à l'Angleterre de 40 000 £ par an. « Sans ce commerce », protesta la colonie, « il aurait été et sera toujours tout à fait impossible pour les habitants de cette colonie de subvenir à leurs besoins ou de payer une quantité considérable de marchandises britanniques. »

[58] Plus ils commerceraient avec les colonies étrangères, plaida Colden, plus grande serait leur consommation de produits manufacturés britanniques. 59

Si un argument pouvait adoucir le cœur mercantiliste, c'était bien celui-là. C'était le plaidoyer d'un important mercantiliste, William Wood. Écrivant dès 1718, il était prêt à autoriser le commerce entre le continent et les plantations étrangères des Antilles. Il a soutenu que par ce commerce les manufactures anglaises seraient introduites en contrebande dans les îles françaises ; en retour, les Nord-Américains n'obtiendraient peut-être pas d'or et d'argent, mais ils obtiendraient ce qui était tout aussi précieux, les produits de ces pays. « Cela ne plaira peut-être pas à nos planteurs ; mais s'ils ne permettent pas que ce soit dans leur intérêt en particulier, je suis sûr qu'ils ne peuvent contester que ce soit dans l'intérêt de la Grande-Bretagne en général. Car par ce moyen nous rendons les colonies et plantations étrangères, en fait, les colonies et plantations de la Grande-Bretagne. Le commerce augmenterait la navigation et les marins; cela augmenterait l'offre de produits coloniaux pour la réexportation par l'Angleterre. Une condition
seul doit être respecté : en retour
pour leurs approvisionnements, les Américains ne doivent pas prendre de manufactures étrangères. 60

C'était un argument curieux pour un mercantiliste et il anticipait à bien des égards la politique du XIXe siècle. Elle aurait contrarié les planteurs de sucre, mais elle aurait conservé l'allégeance du continent. Mais c'était une hérésie contre la foi mercantiliste. Les amis du continent ont plutôt plaidé pour la prudence. Ils ne devraient pas, dit Oglethorpe, « encourager ou élever une colonie sur le
destruction ou au détriment d'autrui.

[61] Si le soulagement ou les encouragements demandés par les planteurs semblaient porter préjudice à l'empire dans son ensemble, ou s'il apparaissait qu'il ferait plus de mal à d'autres parties de l' empire que de bien aux Antilles, le soulagement devrait être refusé.

[62] Sir John Barnard a averti que toute l'armée des agents de l'accise ne pouvait empêcher la contrebande d'une marchandise essentielle à la prospérité du continent.

[63] Heathcote a averti qu'interdire le commerce reviendrait à encourager les Français à développer le Canada. 64

Le Parlement est resté fidèle au roi Sugar et aux intérêts des Indes occidentales. "Il a été posé comme un principe fondamental que les îles étaient les seules colonies utiles que nous avions et que le continent était plutôt une nusance."

[65] La Loi sur la mélasse de 1733 fut un triomphe pour les planteurs de sucre. Il interdisait les exportations américaines vers les îles étrangères et imposait des droits élevés sur le

sucre et la mélasse étrangers. C'était, écrit Pitman, "un défi pour les progrès futurs de toute la région de Portland à Baltimore". 66

C'était une chose, cependant, d'adopter la loi, une autre chose de l'appliquer. Comme James Otis se vantait, pas même le roi d'Angleterre, campé sur Boston Common à la tête de 20 000 hommes, n'aurait pu imposer l'obéissance à la loi.
67 L' anarchie était érigée en vertu cardinale de la pratique économique américaine, les douaniers s'acquittaient d'un travail lucratif en leur fermant les yeux, ou du moins en ne les ouvrant pas plus que leur intérêt privé ne l'exigeait. Comme le dit la pétition de Pennsylvanie de 1751, « chaque communauté peut se permettre quelques méchants ».
68 Le Sugar Duties Act de 1764 reprenait les injonctions de la première mesure ; pour décourager la contrebande, cependant, les droits ont été abaissés, mais ils devaient être perçus. L'acte a causé, dans le
paroles du gouverneur Bernard, une plus grande alarme en Amérique que la capture du fort William Henry en 1757,
69 et il a été dit à juste titre qu'il s'agissait d'un plus grand coup porté à la conscience coloniale naissante que le Stamp Act. Les Nord-Américains commencèrent à s'irriter de l'inconvénient d'être des sujets britanniques. La tentative de rendre la loi efficace et d'éradiquer la contrebande a conduit directement à la Révolution américaine. C'est ce que John Adams avait à l'esprit lorsqu'il déclara qu'il ne savait pas pourquoi les Américains « devraient rougir d'avouer que la mélasse était un ingrédient essentiel de l'indépendance américaine ». 70

« Lorsqu'au cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les bandes politiques qui les ont liés à un autre. . . . " Jefferson n'a écrit qu'une partie de la vérité. C'étaient des bandes économiques et non politiques qui étaient dissoutes. Une nouvelle ère avait commencé. L'année 1776 marque la Déclaration d'Indépendance et la publication de la *Richesse des Nations.* Loin d'accentuer la valeur des îles à sucre, l'indépendance américaine marqua le début de leur déclin ininterrompu, et c'était un dicton courant à l'époque que le ministère britannique avait perdu non seulement treize colonies mais aussi huit îles.

L'indépendance américaine a détruit le système marchand et discrédité l'ancien régime. Coïncidant avec les premiers stades de la révolution industrielle, il a stimulé ce sentiment croissant de dégoût pour le système colonial dont Adam Smith s'exprimait et qui s'est élevé jusqu'à un véritable crescendo de dénonciation au plus fort de l'ère du libre-échange. Élevé dans la même école qu'Adam Smith, Arthur Young, le champion de la révolution agricole en Angleterre, a tiré d'importantes leçons de la révolte américaine et a qualifié les colonies de nuisances. « Cette grande leçon de politique moderne, écrivait-il avec âpreté, l'indépendance de l'Amérique du Nord devrait élargir l'horizon de notre politique commerciale. Ce n'était pas que les îles à sucre n'avaient pas d'importance ; « ils ont été malicieusement rendus d'une grande importance : mais ils n'ont pas l'importance pour laquelle leurs avocats prétendent faussement. » 71

Les planteurs de sucre étaient pleinement conscients des implications de Sécession américaine. Le Stamp Act était aussi impopulaire auprès des marchands des îles que sur le continent ; les timbres étaient brûlés publiquement, accompagnés de cris de liberté.

[72] « Dieu seul sait, écrivait Pinney de Nevis dès que les hostilités ont éclaté, ce que nous deviendrons. Nous devons soit mourir de faim, soit être ruinés.
[73] C'était pire. Ils ont fait les deux. Quinze mille esclaves sont morts de famine rien qu'en Jamaïque entre 1780 et 1787,
[74] et l'indépendance américaine fut la première étape du déclin des colonies sucrières.

Après la reconnaissance de l'indépendance du continent, l'intérêt économique des planteurs de sucre les a conduits à faire la suggestion révolutionnaire que la loi sur la navigation « doit s'adapter à tout changement important de circonstances ou ses dispositions ne seront plus sages ou salutaires ».

[75] Les Américains étaient également conscients de cette interdépendance. « Le commerce des îles des Indes occidentales, écrit Adams, fait partie du système de commerce américain. Ils ne peuvent ni se passer de nous, ni nous sans eux. Le Créateur nous a placés sur le globe dans une situation telle que nous avons l'occasion l'un pour l'autre.
[76] En Angleterre, Adam Smith et Pitt ont plaidé en vain pour que les anciennes relations économiques puissent continuer. Mais, comme l'a dit Chalmers, une communauté de 72 000 maîtres et 400 000 esclaves était trop insignifiante pour permettre le sacrifice de intérêts anglais.
[77] « La Loi sur la navigation », a écrit Lord Sheffield, « la base de notre grande puissance en mer, nous a donné le commerce du monde. Si nous modifions cette loi, en permettant à n'importe quel État de commercer avec nos îles. . . nous désertons l'acte de navigation et sacrifions la marine d'Angleterre.
[78] L'opinion de Lord North incarnait la quintessence de l'impérialisme britannique : « Les Américains avaient refusé de commercer avec la Grande-Bretagne, c'était juste qu'on ne leur permette de commercer avec aucune autre nation. 79

Les Américains sont devenus des étrangers, soumis à toutes les dispositions des lois sur la navigation, et les îles ont été détournées de leur marché naturel conformément à la situation historique mondiale de l'époque. La Nouvelle-Écosse deviendrait une autre Nouvelle-Angleterre. Mais la Nouvelle-Écosse ne pouvait se construire du jour au lendemain, et rien ne pouvait compenser la perte de l'Amérique. La demande de produits américains n'a pas été diminuée par
l'indépendance, seul l'approvisionnement était rendu plus difficile. Le
Les îles antillaises ont imploré la création de ports francs,

[80] fournitures américaines ont continué à pénétrer dans les îles britanniques par des voies détournées qui a donné lieu simplement à augmenter les prix au planteur britannique, alors que dans le temps de relaxations graves guerre sur l'interdiction du commerce américain devait être autorisé à soulager l' embarras et de détresse dans les îles. En 1796, les exportations américaines vers les Antilles britanniques étaient trois fois supérieures à celles de 1793 ; Les exportations britanniques ont diminué de moitié.
[81] En 1801, les exportations américaines vers les Antilles étaient près de cinq fois supérieures à ce qu'elles étaient en 1792. Les cinq sixièmes des exportations de 1819 passaient par le Canada et les îles suédoises et danoises. 82

Privés du marché antillais britannique, les Américains se tournent de plus en plus vers les îles étrangères, où le déclenchement de la guerre entre l'Angleterre et la France et la

destruction de la marine et de la marine françaises font des États-Unis le grand transporteur de produits français et espagnols. Le transport américain de produits antillais étrangers vers l'Europe passa de moins d'un million de livres de café et soixante-quinze mille livres de sucre en 1791 à quarante-sept millions de livres de café et cent quarante-cinq millions de livres de sucre en 1806.

[83] Malgré les guerres de la fin du XVIIIe siècle, les produits étrangers de plantation continuèrent à concurrencer les Britanniques sur les marchés européens.

Mais le plus grand désastre pour les planteurs de sucre britanniques fut que la révolte de l'Amérique les laissa face à face avec leurs rivaux français. La supériorité des colonies sucrières françaises était pour les planteurs britanniques le principal des nombreux maux qui sortaient de la boîte de Pandore qu'était la Révolution américaine.

Entre 1783 et 1789, la progression des îles à sucre françaises, de Saint Domingue en particulier, fut le phénomène le plus étonnant du développement colonial. La fertilité du sol français fut décisive. Le sucre français coûtait un cinquième de moins que le sucre britannique, le rendement moyen à Saint Domingue et en Jamaïque était de cinq pour un.

[84] Au cours des années 1771 à 1781, les plantations de la famille Long en Jamaïque ont réalisé en moyenne un profit de neuf et demi pour cent, le profit en 1774 s'élevant à seize pour cent.

[85] En 1788, le bénéfice net en Jamaïque était de quatre pour cent
contre une moyenne de huit à douze pour cent à Saint Domingue.

[86] En 1775, la Jamaïque comptait 775 plantations ; en 1791, sur cent vingt-trois vendus pour dettes, douze étaient entre les mains de séquestres, tandis que sept avaient été abandonnés ;

[87] et les planteurs antillais, endettés à l'énorme somme de vingt millions, pourraient être mis au défi « sur n'importe quel principe de prouver que tout nouveau système les impliquerait si profondément que
ce sur quoi ils avaient procédé jusque-là.

[88] Les exportations de Saint Domingue en 1788 étaient le double de celles de la Jamaïque ; en 1789, ils étaient évalués à plus d'un tiers de plus que ceux de toutes les Antilles britanniques réunies. Dans la période de dix ans avant 1789, la population noire et la production totale de Saint Domingue ont presque doublé.

[89] Toutes les colonies sucrières anglaises , se vantaient
de Hilliard
d'Auberteuil, n'étaient pas égaux à Saint Domingue français ;

[90] et les planteurs britanniques ont admis qu'ils ne pouvaient plus continuer à « conserver sur le marché européen cet ascendant
qui, nous le craignons maintenant, est irrémédiablement perdu pour la Grande-Bretagne. »

[91] Les exportations coloniales françaises, plus de huit millions de livres, et les importations, plus de quatre millions, employaient 164 000 tonnes de navires et 33 000 marins ; Les exportations coloniales britanniques, cinq millions de livres, et les importations, moins de deux millions, employaient 148 000 tonnes de navires et 14 000 marins. [92] À tous égards, les colonies sucrières étaient devenues beaucoup plus essentielles à la France qu'elles ne l'étaient à l'Angleterre.

Les Caraïbes ont cessé d'être un lac britannique lorsque les colonies américaines ont obtenu leur indépendance. Le centre de gravité de l'Empire britannique s'est déplacé de la mer des

Caraïbes à l'océan Indien, des Antilles à l'Inde. En 1783, année capitale, le premier ministre Pitt commença à s'intéresser anormalement aux dominions britanniques de l'Est.

[93] En 1787, Wilberforce a été encouragé par Pitt à parrainer la proposition d'abolition de la traite des esclaves.

[94] La même année, la Compagnie des Indes orientales
attention à la culture du sucre en Inde,

[95] et en 1789, un comité de la société a formellement recommandé sa culture à la cour des directeurs. 96

Avant 1783, le gouvernement britannique était uniformément cohérent dans sa politique envers le commerce des esclaves. Le retrait des treize colonies diminua considérablement le nombre de
esclaves dans l'empire et a rendu l'abolition plus facile qu'elle ne l'aurait été si les treize colonies avaient été anglaises lorsque le gin de coton a relancé une économie esclavagiste moribonde dans le Sud. « Tant que l'Amérique était la nôtre », écrivait Clarkson en 1788, « il n'y avait aucune chance qu'un ministre se soit occupé des gémissements des fils et des filles d'Afrique, quelle que soit la manière dont il ressentait leur détresse. Du même endroit, qui était autrefois ainsi le moyen de créer un obstacle insurmontable au soulagement de ces malheureux, notre affection, par un merveilleux enchaînement d'événements, s'est retirée et une perspective s'est présentée à notre vue, qui la montre à être une politique pour supprimer leur douleur. 97

L'ancien système colonial était fondé sur l'idée que, sans monopole du marché colonial, fabrique britannique ne serait pas vendu. L'autre aspect de l'image de monopole, le monopole colonial du marché de la maison, était basée sur la même hypothèse. L'ancien système colonial, autrement dit, était un déni du principe que le commerce trouvera ses débouchés naturels. l'indépendance américaine a explosé ces sophismes. En Juillet 1783 un décret décrété libre-échange entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. les importations britanniques en provenance des anciennes colonies ont augmenté de cinquante pour cent entre 1784 et 1790; lorsque l'invention de l'égreneuse de coton est entré dans l'image, les importations britanniques est passé de neuf millions de dollars en 1792 à près de trente millions en 1801 -one.

[98] « Le commerce entre la mère patrie et la colonie », comme le disait Merivale en 1830, « n'était qu'un trafic de colportage, comparé à ce vaste commerce international, le plus grand que le monde ait jamais connu, qui se développa entre eux quand ils eurent échangé le lien de la sujétion contre celui de l'égalité.

[99] Ces faits impressionnèrent la classe capitaliste qui commençait à considérer l'Empire du point de vue du profit et de la perte, et contribuèrent au succès du livre d'Adam Smith en sapant la philosophie mercantiliste. En 1825, Huskisson, le premier des libre-échangistes, demanda avec insistance « si la séparation des États-Unis de l'Empire britannique, considérée comme une simple question de commerce, a été un préjudice pour ce pays ? Leur émancipation de la servitude commerciale du système colonial a-t-elle vraiment été

préjudiciable au commerce et à l'industrie de la Grande-Bretagne ? . . . N'y a-t-il aucun avertissement utile à tirer de cet exemple ? » [100] Il y en avait, mais Rip Van Winkle, drogué par la potion du mercantilisme, s'était endormi depuis cent ans dans sa plantation de canne

à sucre.

7
LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME BRITANNIQUE 1783-1833

Loin d'être un désastre national, comme on le considérait généralement en Angleterre et dans le monde à l'époque, l'indépendance américaine marqua en réalité la fin d'une époque révolue et l'émergence d'une nouvelle. Dans cette nouvelle ère, il n'y avait pas de place pour le monopole antillais. Il faut maintenant retracer l'expansion des forces productives de l'Angleterre, stimulées et portées à la veille de la maturité par le système colonial, et voir comment ce système colonial dans la nouvelle ère a agi comme un frein qu'il fallait lever.

En juin 1783, le premier ministre, Lord North, complimenta les opposants quakers à la traite négrière sur leur humanité, mais regretta que son abolition soit impossible, la traite étant devenue nécessaire à presque toutes les nations d'Europe.
[1] Les marchands d'esclaves et les planteurs de sucre se sont frottés les mains de joie. Les colonies antillaises étaient encore les coqueluches de l'empire, les joyaux les plus précieux du diadème britannique.

Mais les grondements de l'inévitable tempête étaient audibles pour ceux qui avaient des oreilles pour entendre. L'année de Yorktown était l'année du deuxième brevet de Watt, celui du mouvement rotatif, qui transformait la machine à vapeur en une source d'énergie motrice et rendait l'Angleterre industrielle, selon l'expression de Matthew Boulton, « un moulin à vapeur fou ».

[2] La victoire de Rodney sur les Français, qui sauva les colonies sucrières, coïncida avec l'utilisation par Watt de la puissance expansive de la vapeur pour obtenir la double course de ses pistons. Le traité de paix de 1783 était en cours de signature alors qu'Henry Cort travaillait sur son procédé de puddlage qui révolutionna l'industrie sidérurgique. Le décor était planté pour ce gigantesque développement du capitalisme britannique qui bouleversa la structure politique du pays en 1832 et rendit ainsi possible l'attaque contre le monopole en général et le monopole antillais en particulier.

En 1833, aucune industrie britannique n'avait accompli une révolution technique complète ; les anciens types d'organisation ont survécu partout, et pas seulement sous forme de fossiles ou de curiosités. La laine était encore donnée à filer, le fil à tisser, les tiges à clous à confectionner en clous, le cuir à rendre en chaussures. Les métiers à tisser étaient généralement travaillés à la main, les filatures en bois étaient légion, et le mot « spinster » connotait une catégorie basée sur la production et pas encore sur le mariage. [3]

Mais si la production domestique survivait encore, elle avait cessé d'être typique. La première phase de la révolution industrielle était liée à l'énergie hydraulique, la dernière à l'énergie à vapeur. L'application de la vapeur était, cependant, un processus graduel. Au début du XIXe siècle, son utilisation dans l'industrie n'était ni universelle ni étendue. Le nombre total de moteurs existant au Royaume-Uni était de 321, la puissance totale s'élevait à 5210.

[4] Selon Clapham, écrivant dans les années vingt, la puissance totale du Glasgow et du Clyde en 1831 aurait entraîné un croiseur moderne.

[5] Mais, selon les mots de Mantoux, « il y avait plus de différence entre une filature et un atelier domestique car ils coexistaient entre 1780 et 1800, qu'entre un usine de cette date et une moderne. 6

L'industrie cotonnière était l'industrie capitaliste par excellence. Un calcul en 1835 a donné un chiffre d'emploi moyen de 175 pour toutes les filatures de coton, 125 pour la soie, 93 pour le lin, 44 pour la laine. La taille d'une filature de coton moyenne était quelque chose de sans précédent dans l'histoire économique britannique. Quarante-trois usines importantes de Manchester avaient une main-d'œuvre moyenne de 300 en 1815 ; en 1832, le chiffre était passé à 401.

[7] La première filature à vapeur fut installée en Angleterre en 1785, la première à Manchester en 1789. Entre 1785 et 1800, quatre-vingt-deux machines à vapeur furent construites pour les filatures de coton, dont cinquante-cinq dans le seul Lancashire.

[8] La première usine de métiers à tisser à vapeur a été construite à Manchester en 1806. En 1835, il y avait 116 800 métiers à tisser Grande-Bretagne, tous sauf six pour cent dans l'industrie du coton. 9

En 1785, les exportations de cotonnades britanniques dépassèrent un million de livres en valeur ;

[10] ils étaient trente et un millions en 1830.

[11] Le tissu imprimé en Grande-Bretagne passe de 20 millions de yards en 1796 à 347 millions en 1830.

[12] La population employée par l'industrie est passée de 350 000 en 1788 [13] à 800 000 en 1806.

[14] Il y avait *66* filatures de coton à Manchester et Salford en 1820, 96 en 1832.

[15] Le coton « élevait des hommes comme des champignons ».

[16] Oldham en 1760 était un village de 400 habitants ; en 1801, il en comptait 20 000. En 1753, Bolton n'avait qu'une seule rue rugueuse et mal pavée ; en 1801, la population était de 17 000 habitants.

[17] La population de Manchester a sextuplé entre 1773 et 1824.

[18] Les tisserands et les fabricants de coton, non représentés dans la procession des métiers de Manchester en 1763 à l'occasion du couronnement de George III, étaient la caractéristique la plus importante de la procession du couronnement de George IV en 1820. [19] Dans un sens plus large, c'était le couronnement du Roi Coton.

Le capitaliste de Manchester de sa montagne, comme Moïse sur Pisgah, a vu la terre promise. Les importations britanniques de coton ont augmenté de 11 millions de livres en 1784 [20] à 283 millions en 1832.

[21] Le Nouveau Monde, grâce à Eli Whitney, n'était pas venu pour la dernière fois au secours de l'Ancien. Les États-Unis ont fourni moins d'un centième des importations britanniques de coton au cours des cinq années 1786-1790, les trois quarts dans les

années 1826-1830, les quatre cinquièmes en 1846-1850. Le planteur antillais britannique, fidèle à son premier amour, le sucre, ne pouvait pas suivre les exigences de Manchester. Les îles à sucre ont fourni les sept dixièmes des importations britanniques de coton en 1786-1790, un cinquantième en 1826-1830, moins d'un centième en 1846-1850.

[22] Les Antilles avaient construit Manchester au XVIIIe siècle. Mais ils étaient devenus un tout petit point sur l'horizon illimité de Manchester l'année où ses magnats parvenus envoyèrent leurs premiers délégués à Westminster, et
c'était plein de présage pour ceux qui persistaient dans leur illusion que les liens de l'empire, comme ceux du mariage, étaient indissolubles.

Moins spectaculaires peut-être, mais non moins significatifs sont les progrès réalisés dans les industries métallurgiques, sans lesquelles le règne des machines aurait été impossible. La production britannique de fonte a été multipliée par dix entre 1788 et 1830.

[23] Il y avait trois fois plus de fours en fonctionnement dans
1830 comme en 1788.

[24] Le fer acheminé par les canaux Glamorganshire et Monmouthshire a augmenté de deux fois et demie entre les années 1820 et 1833 ; de Cyfartha l'exportation a doublé, de Dowlais elle a triplé pendant la même période.

[25] En 1800, la proportion de la fabrication nationale par rapport à l'importation étrangère était de quatre pour un ; en 1828, cinquante contre un.

[26] « La Grande-Bretagne après Waterloo », écrit Clapham, « grinçait avec du fer comme une forge ». 27

La fonte du fer nécessitait du charbon. Les mines de charbon exploitées à Northumberland et Durham doublèrent presque en nombre entre 1800 et 1836, la production passa de six millions de tonnes en 1780 à trente millions en 1836.

[28] Une économie énorme fut réalisée lorsqu'en 1829 l'invention du vent chaud dans la fonte réduisit de plus des deux tiers le combustible de charbon requis. 29

Le fer était utilisé pour une variété de nouvelles utilisations : piliers, rails, conduites de gaz et d'eau, ponts, navires. Wilkinson a construit une « chapelle en fonte » pour les méthodistes à Bradley,

[30] et Londres ont même expérimenté le pavage en fer. Mais la plus grande victoire était dans la construction de machines. Les premières machines textiles étaient fabriquées en bois, par les fabricants eux-mêmes ou à leur commande. La décennie des années vingt voit l'émergence du fournisseur professionnel de machines fabriquées à l'aide d'autres machines, et le début de la fabrication de pièces interchangeables qui est facilitée par l'invention de nouveaux outils et la découverte de la technique de coupe de vis de précision. . En 1834, la firme William Fairbairn proposa de fabriquer un moulin équipé pour n'importe quel prix, commerce, site ou force motrice. 31

En 1832, le maître de fer moyen se classait, en tant que capitaliste et entrepreneur, sur un pied d'égalité avec le fileur de coton.

[32] Dans le

Parlement réformé non seulement le coton, le fer, aussi, était prêt à le monopole défausse comme un costume , il était devenu trop. Les exportations de barres de fer ont plus que doublé entre 1815 et 1833, et en 1825 la Grande - Bretagne permitted-ce qui se révéla être une décision fatale, une relaxation partielle de l'interdiction de l'exportation de machines. Rails britanniques couvraient les chemins de fer de France et les États-Unis. Les colonies de sucre ont un dixième des exportations de fer britanniques en 1815, un trente-troisième en 1833; les Etats-Unis d' un quart en 1815, un tiers en 1833.

[33] Les planteurs de sucre, qui avaient si longtemps joui d'un droit incontesté à une loge, pouvaient à peine trouver place debout.

« À mon humble avis, écrivait un industriel en 1804, les lainiers ne peuvent suivre de trop près les étapes du commerce du coton.

[34 L'] imitation était cependant lente, et la persistance des formes anciennes plus prononcée dans l'industrie lainière. La navette volante n'était pas d'usage général dans le West Riding jusqu'en 1800, le tissage mécanique est resté expérimental jusqu'en 1830. Le drapier domestique était encore un élément puissant dans la production de laine, et jusqu'en 1856 seulement la moitié du nombre de personnes employées dans l'industrie travaillé dans des usines. La filature moyenne de laine ou de laine peignée en 1835 ne contenait, comme nous l'avons vu, qu'un quart du nombre d'ouvriers des filatures de coton. 35

En 1817, la production de pièces de laine dans le West Riding, le principal centre de l'industrie, était six fois supérieure à celle de 1738.

[36] En 1800, les importations de laine étaient de 4 000 tonnes ; à la fin des années trente, ils étaient cinq fois plus grands.

[37] La valeur des étoffes de laine exportées passa de quatre millions de livres en 1772 à sept millions en 1801. En 1802, pour la première fois, elles furent dépassées par les exportations d'articles de coton ; en 1830, ils étaient de cinq millions de livres, un sixième de la valeur des exportations de coton.

[38 La] population a augmenté rapidement, comme dans les centres cotonniers. Leeds comptait 17 000 habitants à la veille de la Révolution américaine, sept fois plus en 1831. Halifax a plus que doublé sa population entre 1760 et 1831 ; celui de Bradford a augmenté de deux fois et demie entre 1801 et 1831 ; Huddersfield a doublé. Au cours de ces trente années, la population de tout le West Riding est passée de 564.000 à 980.000.
39

Jusqu'en 1815, la Grande-Bretagne dépendait principalement de l'Espagne, du Portugal et de l'Allemagne pour ses approvisionnements en laine. Le capitaine John Macarthur, en route pour la Nouvelle-Galles du Sud, a acheté des moutons mérinos au Cap. En 1806, la première cargaison de laine australienne, 246 livres, arriva en Angleterre. Vingt-quatre ans plus tard, l'importation était de 3 564 532 livres.

[40] En 1828, la laine australienne était décrite comme d'une douceur extraordinaire et plus prisée que toute autre variété, et il était prévu que dans quinze ou vingt ans, la Grande-Bretagne obtiendrait de l'Australie autant de laine plus fine qu'elle en aurait besoin.

[41] La prédiction était justifiée. L'Australie jouissait au XIXe siècle en ce qui concerne la laine « d'une sorte de monopole », comme le dit Merivale, « dont le Mexique jouissait, à l'époque de sa prospérité, dans la production des métaux précieux ».

[42] Dans le nouveau monde anti-impérialiste qui a commencé dans les années quarante, l'accent s'est déplacé, là où l'empire devait être maintenu, des îles aux continents, des climats tropicaux aux climats tempérés, des plantations de Noirs aux colonies de Blancs.

La puissance mécanisée de la Grande-Bretagne faisait du monde entier son marchepied. Elle habillait le monde, exportait des hommes et des machines, et était devenue la banquière du monde. À l'exception de l'Inde et de Singapour, la clé du commerce chinois, acquis en 1819, l'Empire britannique était une expression géographique. « Cela ne vaudrait pas la peine, écrivait Boulton en 1769 à propos de ses machines à vapeur, de ne faire que trois comtés, mais je trouve que cela en vaut la peine de faire pour tout le monde. »

[43] Le capital britannique, comme la production britannique, pensait en termes mondiaux. « Entre 1815 et 1830, écrit Leland Jenks, au moins cinquante millions de livres avaient été investis de manière plus ou moins permanente dans les titres des gouvernements européens les plus stables, plus de vingt millions avaient été investis sous une forme ou une autre en Amérique latine, et cinq ou six millions avaient très discrètement trouvé le chemin des États-Unis.

[44] Mais personne n'avancerait un shilling sur les plantations antillaises.

45

Entre 1820 et 1830, plus d'un tiers des exportations des États-Unis sont allés à la Grande-Bretagne, et les États-Unis ont pris un sixième des exportations britanniques, qui constituaient plus des deux cinquièmes de ses importations totales.

[46] En 1821, les États-Unis absorbaient un septième des exportations britanniques, en 1832 un neuvième ; les exportations ont augmenté en valeur d'un dixième.

[47] Les achats britanniques de coton du Sud ont stimulé l'expansion du royaume du coton ; les banques privées et publiques du Sud ont sollicité des prêts à Londres. 48

Les révolutions d'Amérique latine ont ouvert une large perspective au commerce britannique, une fois les barrières du mercantilisme espagnol abolies, tandis que l'ancienne alliance de la Grande-Bretagne avec le Portugal lui a donné une position privilégiée au Brésil. « Le clou est enfoncé », a écrit Canning dans l'exultation, « l'Amérique espagnole est libre, et si nous ne gérons pas mal nos affaires, elle est tristement Anglais."

[49] Le Brésil a pris un vingtième du total des exportations britanniques en 1821, un douzième en 1832 ; les exportations ont augmenté de deux fois et demie.

[50] Les colonies étrangères en Amérique du Nord et du Sud, qui représentaient un treizième du total des exportations britanniques en 1821, en ont pris plus d'un septième en 1832 ; les exportations ont triplé en valeur au cours de ces années.

[51] Les nouveaux gouvernements latino-américains trouvèrent des prêteurs consentants dans les milieux financiers anglais. « Plus un pays emprunté », dit Jenks, « meilleur était son crédit, semblait-il. »

[52] Liverpool a oublié la Jamaïque, la Grenade et la Barbade ; il commerçait et pensait maintenant en termes de Valparaiso, Antofagasta, Callao et Guayaquil.

En 1821, les exportations britanniques vers le monde s'élevaient à quarante-trois millions de livres ; en 1832, ils étaient soixante-cinq millions, une augmentation de moitié.
[53] Au cours des deux années, l'Europe a pris près de la moitié du total.
[54] Les Indes orientales et la Chine ont pris un douzième en 1821, un dixième en 1832 ; les exportations ont augmenté des trois quarts. 55

Qu'en est-il donc des Antilles britanniques ? Les exportations vers toutes les îles ont diminué d'un cinquième et vers la Jamaïque d'un tiers. En 1821, les Antilles britanniques occupaient un neuvième du total, en 1832 un dix-septième ; en 1821, la Jamaïque a pris un treizième, en 1831 un trente-tiers.

[56] Les Antilles britanniques devenaient ainsi de plus en plus négligeables pour le capitalisme britannique, et cela était d'une importance capitale à une époque où la doctrine des rendements croissants faisait son chemin dans le corps de la pensée économique. Comme Burn écrit : « à en juger par les normes de l'impérialisme économique, les colonies britanniques des Indes occidentales, un succès considérable vers 1750, ont été un échec quatre-vingts ans plus tard. 57

En 1825, d' ailleurs, les lois de navigation a été modifiée, et les colonies ont reçu l' autorisation de commercer directement avec une partie du monde. Le premier saillant à l'avant monopoliste avait été conduit. Il a été agrandi de la même année, lorsque le sucre de Maurice, possession de l' Est acquise en 1815, a été admis au même titre que le sucre britannique antillaise. Le monopole colonial du marché intérieur est resté. C'était vital pour l'Antillais. En ce qui concerne le capitaliste britannique concerné, aucune législation spéciale était nécessaire pour rendre les produits d'achat planteur de sucre antillaises que le monde entier achetait parce qu'ils étaient moins chers et mieux. Si Manchester encore prospérait sur « chemises pour les hommes noirs, » les Antilles britanniques n'a pas le monopole des Noirs, et les populations d'esclaves plus grands des États-Unis et le Brésil a offert attrayants marchés. Le planteur antillais n'a pas payé un sou de plus que son rival brésilien pour calicots. De quoi, alors, demanda Manchester en colère, était le système de monopole au fabricant britannique?
[58] Son objectif initial était désormais, comme le dit Merivale, « poursuivi au moyen de sacrifices de notre part, faits absolument sans aucune considération de la part des leurs ».
[59] Si, pour changer quelque peu les propos d'un écrivain moderne, les Antilles britanniques en 1832 étaient, socialement, un enfer ; ils étaient, économiquement, ce qui était bien pire, un anachronisme. 60

Le mercantilisme avait fait son temps. Il suffisait de donner une expression politique à la nouvelle situation économique. L'agitation pour le Reform Bill était la plus puissante dans les centres industriels et leurs satellites commerciaux. Dans cette lutte politique, les propriétaires d'esclaves antillais étaient vivement intéressés. « À Dieu ne plaise », a déclaré Lord Wynford, « qu'il devrait y avoir quelque chose comme une force du maître à abandonner sa propriété dans l'esclave ! Une fois adopté ce principe et il y avait une fin à toute propriété.

[61] L'esclavage antillais dépendait des bourgs pourris, et Cobbett ne s'est rendu compte que tardivement que « le fruit du travail de ces esclaves a longtemps été converti en moyens

de faire de nous des esclaves à la maison.

62

Lorsque le Reform Bill a été rejeté par la Chambre des Lords,
la presse réformiste de Londres paraissait dans des éditions à tranches noires, et tous les soirs, dans chaque église du pays, les cloches sonnaient. Le château de Nottingham, propriété du duc de Newcastle, prince des propriétaires de quartiers pourris, a été réduit en cendres par une foule en colère. Le représentant de Bristol, qui s'était opposé à la réforme à la Chambre des communes, était en danger de mort. La mairie est saccagée, les geôles et le palais épiscopal incendiés. Attwood a formé l'Union politique à Birmingham et a menacé la révolution. Le drapeau tricolore a été élevé à Bethnal Green, à Londres ; des manifestes révolutionnaires sont apparus et des pancartes ont été affichées portant l'inscription « pas d'impôts payés ici ». Le Conseil commun a demandé à la Chambre des communes de ne pas passer au budget avant que le projet de loi sur la réforme ne soit devenu loi. La famille royale a été caricaturée et insultée et conseillée de quitter Londres. Un dispositif révolutionnaire a été proposé - une course sur les banques: "pour arrêter le duc (Wellington), visez l'or. La révolution était au coin de la rue. 63

Les opposants à la mesure, cependant, ont reculé après la promesse réticente du roi de créer suffisamment de nouveaux pairs, et le Reform Bill est devenu loi. La structure politique de l'Angleterre s'accorda avec la révolution économique qui s'était produite. Dans le nouveau Parlement, les capitalistes, leurs besoins et leurs aspirations étaient primordiaux. Autrefois, le commerce colonial avait tout signifié. Dans la nouvelle société capitaliste, les colonies avaient peu de place. « L'exportation d'un morceau de drap britannique, écrivait Eden en 1802, nous est plus avantageuse que la réexportation d'une quantité de mousseline du Bengale ou de café des Indes occidentales de valeur égale.

64 En 1832, un responsable de la Compagnie des Indes orientales expliqua à une commission parlementaire que les lainages étaient exportés vers la Chine, même lorsque le marché n'était pas bon, pour
tradition et devoir : « c'était considéré comme une obligation morale ».
65 Le commerce par « obligation morale » était l'un des péchés capitaux de l'évangile selon Manchester.

8
LE NOUVEL ORDRE INDUSTRIEL

C'est à cette formidable expansion industrielle que les monopoles antillais durent faire face. Ils avaient les avantages du prestige, de la coutume, de leurs grandes contributions à l'économie britannique dans le passé et d'une position fortement ancrée. On voit aujourd'hui qu'ils étaient condamnés, que les Lilliputiens ne pouvaient retenir Gulliver ni que leurs barbes le blessaient. En donnant une conférence à des étudiants de premier cycle d'Oxford en 1839, Merivale a averti que «la marée rapide d'événements sublunaires nous amène inévitablement au-delà du point où le maintien des systèmes coloniaux et des lois de navigation était possible, qu'il soit souhaitable ou non. Nous sommes portés impuissants avec le courant; nous pouvons lutter et protester, et nous demander pourquoi les barrières que l'antique prévoyance avait élevées contre le courant fléchissent maintenant comme des

roseaux devant sa violence, mais nous ne pouvons pas changer notre destin. Le monopole des îles antillaises ne tient pas. . . . "

[1] Les Antillais, cependant, ne pouvaient pas voir cela et agissaient comme le font tous les intérêts acquis. Ils ont mené un combat désespéré, « luttant à l'aide de leurs richesses accumulées contre le principe envahissant de la décadence »,

[2] aveugles à toutes les considérations et conséquences, à l'exception du maintien de leur système malade.

L'attaque contre les Antillais était plus qu'une attaque contre l'esclavage. C'était une attaque contre le monopole. Leurs adversaires n'étaient pas seulement les humanitaires, mais les capitalistes. La raison de l'attaque n'était pas seulement que le système économique antillais était vicieux, mais qu'il était aussi si peu rentable que pour cette seule raison sa destruction était inévitable.

[3] L'agent de
La Jamaïque s'est plainte en 1827 que « la cause des colonies dans son ensemble, mais plus particulièrement cette partie de celle-ci qui touche à la propriété des esclaves, est si peu attrayante pour les orateurs fleuris et si impopulaire auprès du public, que nous avons et devons avoir
très peu de protection contre la parole parlementaire.

[4] Hibbert n'avait qu'à moitié raison. Si l'esclavage antillais était détestable, le monopole antillais était impopulaire, et l'odieux uni des deux était plus que ce que les colonies pouvaient supporter. 5

L'attaque se divise en trois phases: l'attaque de la traite des esclaves, l'attaque contre l' esclavage, l'attaque contre les droits de sucre préférentiel. Le commerce des esclaves a été aboli en 1807, l' esclavage en 1833, la préférence de sucre en 1846. Les trois événements sont inséparables. Les intérêts acquis très qui avait été construit par le système esclave maintenant tourné et détruit ce système. Les acteurs humanitaires, en attaquant le système dans son point le plus faible et le plus indéfendable, parlaient une langue que les masses puissent comprendre. Ils ne pourraient jamais ont réussi cent ans auparavant , quand tout intérêt capitaliste important est sur le côté du système colonial. « Ce fut une colline difficile de grimper, » chanta Wordsworth à la louange de Clarkson. Le sommet aurait jamais été atteint , mais la défection des capitalistes des rangs des propriétaires d' esclaves et marchands d'esclaves. Les Antillais, choyés et gâtés et choyés pendant un siècle et demi, a fait l'erreur d'élever dans une loi de la nature ce qui était en fait seulement une loi de mercantilisme. Ils se croyaient indispensables et reportés à l'âge de l' anti-impérialisme les leçons qu'ils avaient été enseignées à l'ère de l' impérialisme commercial. Quand, à leur grande surprise, la « main invisible » d'Adam Smith est retourné contre eux, ils pourraient se tourner uniquement à la main invisible de Dieu.

[6] La montée et la chute du mercantilisme sont la montée et la chute de l'esclavage.

A. PROTECTION OU LAISSEZ FAIRE ?

La reine Victoria a envoyé un jour un message célèbre à deux chefs africains : « L'Angleterre est devenue grande et heureuse par le
connaissance du vrai Dieu et de Jésus-Christ.

[7] Pour le capitaliste de Manchester, « Jésus-Christ était le libre-échange, et le libre-échange était Jésus-Christ. 8

Si le maïs était le roi des monopoles, le sucre était sa reine. L'attaque contre les droits préférentiels sur le sucre des Antilles faisait partie de cette philosophie générale qui détruisit en 1812 le monopole de la Compagnie des Indes orientales et en 1846 les Corn Laws d'Angleterre. L'Anti-Corn Law League, a déclaré son trésorier, a été « établie sur le même principe juste que l'Anti-Slavery Society. Le but de cette société était d'obtenir le droit libre pour les nègres de posséder leur propre chair et leur propre sang - le but de ceci était d'obtenir le droit libre du peuple d'échanger son travail contre autant de nourriture qu'il pouvait en obtenir. "

[9] Dans le délire des sentiments de libre-échange, le poids de l'avancée sur le front antimonopoliste devait être supporté par le monopole antillais qui était non seulement inique mais coûteux.

Les partisans du sucre des Indes orientales attaquaient avec persistance le monopole antillais. Ils appelaient les îles « roches stériles », dont les appels insatiables pour l'argent représentaient « une éponge éternelle sur les capitales de ce pays, à la fois nationales et commerciales ». Même avant la fin du XVIIIe siècle, la Grande-Bretagne était « mûre pour une abolition des monopoles ». Une épreuve générale ne pouvait être infligée à la communauté dans son ensemble dans le seul but d'offrir un avantage partiel et déraisonnable à un petit nombre de ses membres. dix

L'opposition des Indes orientales était plus virulente dans les années vingt. Ils ne voulaient, du moins le prétendaient-ils, aucune faveur, préférence ou protection exclusive. Tout ce qu'ils demandaient, c'était l'égalité avec les Antilles.

[11] Les Antillais avaient-ils droit à la jouissance du monopole simplement parce qu'ils en jouissaient depuis longtemps ? « Ce serait soutenir que, parce qu'un grand nombre de personnes qui étaient employées à la fabrication du coton ou d'autres articles à la main, sont licenciées par l'invention des machines, une taxe sur les machines devrait donc être prélevée. .... Ce serait dire que parce que le transport par canal a été trouvé beaucoup plus bon marché et commode que l'ancien mode de transport par wagon, une taxe devrait donc être imposée sur le transport par canal.

[12] La revendication des Antillais selon laquelle ils avaient droit à une protection continue parce qu'ils avaient investi leur capital dans la culture du sucre était « une revendication qui pouvait être défendue avec la même force dans le cas de *toute* spéculation imprévoyante ».

[13] Ils ne pouvaient s'écarter des principes ordinaires du commerce au profit des Antillais.

[14] Hume espérait que le bon sens, les sentiments honnêtes et le patriotisme du peuple britannique ne permettraient jamais le maintien d'un tel monopole, car toutes les contraintes et tous les monopoles étaient mauvais. 15

Dès 1815, une protestation fut inscrite dans les Journaux de la Chambre des Lords contre les Corn Laws, menaçant la clef de voûte même de l'arc de protection. En 1820, les marchands de Londres présentèrent une pétition au Parlement dans laquelle il était déclaré que « la liberté de toute contrainte est calculée pour donner la plus grande extension au commerce extérieur et la meilleure direction à la capitale et à l'industrie du pays ».

[16] La même année, M. Finlay, de Glasgow, prononça un discours passionné à l'appui d'une pétition de la Chambre de commerce de Glasgow demandant le libre-échange et la

suppression de toutes les restrictions sur les importations et les exportations commerciales. « S'il s'avérait, dit Finlay, que l'histoire de notre politique commerciale a été un tissu d'erreurs et de fausses notions, ce n'était sûrement pas de trop pour exprimer un espoir.
que la politique devrait être abandonnée.

[17] Tous les monopoles, déclaraient les marchands de Liverpool, qui interdisaient le commerce avec tout autre pays, et en particulier le monopole de la Compagnie des Indes orientales, étaient préjudiciables aux intérêts généraux du pays. La Corporation de la ville a déclaré que les sujets britanniques possédaient « un droit inhérent » à une libre relation avec n'importe quelle partie du monde. Ce n'est pas sans raison que Pitt avait complimenté Adam Smith une trentaine d'années auparavant lors d'un dîner : « Nous sommes tous vos érudits ». 18

Le monopole antillais n'était pas seulement malsain en théorie, il n'était pas rentable en pratique. En 1828, on estimait que cela coûtait au peuple britannique chaque année plus d'un million et demi de livres.

[19] En 1844, cela coûtait au pays 70 000 £ par semaine et à Londres 6 000 £.

[20] L' Angleterre payait son sucre cinq millions de plus par an que le continent.

[21] Trois millions et demi de livres d'exportations britanniques vers les Antilles en 1838, a déclaré Merivale, ont acheté moins de la moitié du sucre et du café qu'ils auraient achetés s'ils avaient été transportés à Cuba et au Brésil. Marchandises à la valeur d'un et trois quarts de millions de livres
« étaient donc aussi complètement jetés , sans rémunération, en ce qui concerne la Grande-Bretagne, que si les navires qui les transportaient avaient péri pendant le voyage.
»

[22] Les deux cinquièmes du prix de chaque livre de sucre consommée en Angleterre représentaient le coût de production, les deux cinquièmes allaient en revenu au gouvernement, un cinquième en hommage au planteur antillais.
23

Il était grand temps de réviser cette politique « aux yeux de scarabée » qui soutenait « la cause pourrie » de l'esclavagiste antillais.

[24] Huskisson a plaidé pour la prudence. « Que l'Antillais fût propriétaire d'esclaves n'était pas sa faute mais son malheur ; et s'il était vrai que la production de l'esclavage était plus coûteuse que celle du travail libre, ce serait une raison de plus pour ne pas le priver de l'avantage de son devoir protecteur.

[25] Mais les Antillais ne devaient pas se méprendre. « Le moment doit venir, et ne pourrait être très éloigné, où le sujet serait mûr pour être examiné, et où il serait du devoir impératif du Parlement d'entrer dans une pleine
enquête sur toutes les circonstances qui s'y rattachent.

26

Les capitalistes, désireux de baisser les salaires, prônaient la politique de « la table du petit-déjeuner gratuite ». C'était de l'injustice et de la folie d'imposer des droits protecteurs sur la nourriture.

[27] Le monopole était malsain, coûteux pour tous et avait détruit les grands empires coloniaux du passé.

[28] L'intérêt des Indes occidentales était voué à l'échec. « Il ne peut y avoir de prospérité pour les colonies des Indes occidentales par aucun arrangement ou jonglage des devoirs dans cette maison. Aucune majorité ici ne donnera la prospérité aux Antilles ; et aucune présence de danse au ministère des Colonies n'accomplira une telle fin.

[29] Le système de protection a été comparé à de nombreux singes dans différentes cages, chacun volant dans la casserole de son voisin, et chacun perdant autant qu'il avait volé.

[30] Ricardo a conseillé aux planteurs de céder avec grâce ; "la balle roulait, et rien de ce qu'ils pourraient faire ne suffirait à l'arrêter." 31

Il fut un temps où les principaux hommes d'État étaient du côté antillais. Maintenant, Palmerston s'alignait avec les adversaires des planteurs. Le mot « protection » devrait être effacé de tous les dictionnaires commerciaux,

[32] comme « un principe de blessure mortelle pour le pays et hostile à la prospérité de tout pays aux affaires duquel il peut être appliqué ». 33

Les protectionnistes étaient du côté des Antillais. L'aristocratie foncière des boisseaux de maïs s'est jointe à l'aristocratie foncière des barriques du sucre. Peel, libre-échangiste du coton et de la soie, était protectionniste du maïs et du sucre. La cause antillaise a été habilement défendue par Bentinck, Stanley et Disraeli. Si l'intérêt antillais était fait, comme Disraeli
critiqué, « le harridan du parti »,

[34] lui aussi a joué un rôle déterminant dans sa création. Les débats sur l'abrogation des lois sur les céréales et l'égalisation des droits sur le sucre lui valurent une audience pour son oratoire et son esprit mordant sans pareil, mais il est douteux que des convictions personnelles sérieuses ou une philosophie économique aient motivé ses diatribes. Car lorsque les Antillais, après 1846, essayèrent de repousser le mauvais jour de l'application effective du principe du libre-échange du sucre, Disraeli se retourna aussi contre eux. « Après l'immense révolution qui s'est opérée, nous
ne peut s'accrocher aux haillons et aux lambeaux d'un système de protection » ;

[35] et dans *Sybil*, il écrivait avec détachement que dans un pays commerçant comme l'Angleterre, chaque demi-siècle développait une nouvelle source de richesse publique et mettait en lumière une classe nouvelle et puissante : le marchand du Levant, l'Occident
Planteur indien, le nabab des Indes orientales.

[36 Le] mercantilisme n'était pas seulement mort mais maudit.

Les Antillais ont essayé d'endiguer le torrent du libre-échange. Le système colonial était « un pacte implicite . . . pour un monopole mutuel.

[37] C'était à eux, prétendaient-ils, non par grâce mais de droit. Leur possession exclusive du marché intérieur était leur juste récompense pour les restrictions que leur imposait le système colonial.

[38] D'autres fois, ils n'étaient pas indisposés à plaider pour la charité. Les avantages supérieurs de leurs rivaux rendaient la concurrence impossible et le devoir protecteur indispensable à leur conservation. Dans le cas de l'Inde, ils ont souligné le faible coût de la main-d'œuvre, l'abondance de nourriture et l'étendue illimitée du sol le plus riche, capable d'irrigation et traversé de rivières navigables.

[39] Dans le cas du Brésil, ils ont blâmé la facilité avec laquelle les Brésiliens pouvaient acquérir de la main-d'œuvre pour leur sol fertile. Quel que soit l'état de ces colonies, leur

refrain était toujours le même : la protection. « Ruine » a toujours été le premier mot de leur vocabulaire – un mot utilisé pour désigner « non pas la pauvreté du peuple, ni le manque de nourriture ou de vêtements, ni même l'absence de richesse ou de luxe, mais simplement la diminution de la culture du sucre. "

[40] Là où ils avaient, en tant que propriétaires d'esclaves avant 1833, exigé la protection contre le sucre cultivé en liberté de l'Inde, maintenant, en tant qu'employeurs de main-d'œuvre gratuite après 1833, ils l'ont exigée contre le sucre cultivé en esclavage du Brésil et de Cuba. Là où autrefois ils avaient atténué les maux de la culture du sucre par les esclaves, maintenant ils exagéraient ces maux. En tant que propriétaires d'esclaves, ils s'étaient excusés pour les maux de l'esclavage ; en tant qu'employeurs d'hommes libres, ils exaltaient les bienfaits de la liberté. Inconséquents en toutes choses, ils l'étaient pourtant en un seul : le maintien de leur monopole.

Jusqu'au bout, les Antillais ont continué à souffrir de leur myopie et à revendiquer une position du XVIIe siècle dans un empire du XIXe siècle. Lisez leurs manifestes, pamphlets et discours - au lieu de Saint Domingue, il y a l'Inde ou l'Ile Maurice ou le Brésil ou Cuba. Les dates ont changé, la liberté a remplacé l'esclavage. Mais leurs revendications sont les mêmes, leurs sophismes identiques. Ils ne cessent de « réclamer plus de monopole, afin de réparer les maux que le monopole lui-même a infligés ».

[41] Ils sont accueillis avec des ricanements et du mépris

[42] mais n'y prêtez pas attention. Parfois, ils parlent de libre-échange, comme lorsqu'un Antillais, s'opposant au renouvellement de la charte de la West India Dock Company, a sermonné le Parlement sur « l'impo à la fois préjudiciable au commerce et au revenu du pays.

[43] En général, cependant, ils restent inconscients du nouvel ordre et de la poutre à leurs propres yeux.

Protection et travail, tels étaient leurs slogans en 1846 comme ils l'avaient été en 1746. La protection n'était que justice.

[44] Refuser cela n'était pas anglais.

[45] Le devoir protecteur était nécessaire pour sauvegarder l'expérience du travail libre.

[46] La culture du sucre demande du travail. Donnez-nous des Africains sous contrat, des Indiens sous contrat, des forçats, maintenant que vous avez émancipé les Noirs et les avez rendus paresseux ; et certains, désespérés, prônaient même le renouveau de la traite négrière. 47

Leur champion exceptionnel était Gladstone. Mais Gladstone était plus qu'un Antillais ; il était aussi un homme d'État impérial, qui n'a jamais perdu de vue le bois pour les arbres. Avec toute la casuistique et l'éloquence à sa disposition - et il avait beaucoup des deux - Gladstone a essayé de justifier le monopole antillais au motif qu'il protégeait le sucre de culture libre contre le sucre cultivé par des esclaves. Mais il fut forcé d'admettre que la distinction n'était pas si nette qu'elle pût être établie avec une précision uniforme et absolue.

[48] Il ne pouvait pas non plus ignorer le fait que la demande de protection des Antilles s'était affaiblie après 1836, lorsque le devoir de protection fut étendu au sucre des Indes orientales, ce qui ne pouvait invoquer les difficultés et les inconvénients auxquels les Antillais étaient confrontés.

[49] Et Gladstone savait que le cours avait été suivi. La protection ne pouvait pas être permanente, et même si elle se prolongeait pendant vingt ans, elle ne ramènerait pas la culture antillaise à un état sain et sain. 50

B. LA CROISSANCE DE L'ANTI-IMPÉRIALISME

Le système colonial était la moelle épinière du capitalisme marchand de l'époque marchande. A l'ère du libre-échange, les capitalistes industriels ne voulaient pas du tout de colonies, encore moins les Antilles.

La tendance remontait, comme nous l'avons vu, aux premières années de la révolution industrielle. Son développement a suivi le développement du mouvement du libre-échange. Le monde entier est devenu une colonie britannique et les Antilles ont été condamnées. Le chef du mouvement était Cobden. Cobden s'est référé avec approbation aux chapitres d'Adam Smith dans son
« œuvre immortelle » aux dépens des colonies.
[51] Pour lui, la question coloniale était une question pécuniaire.
[52] Les colonies étaient des charges coûteuses, faisant des appels éblouissants aux passions du peuple, ne servant que « d'appendices magnifiques et lourds pour gonfler notre prétendue grandeur, mais, en réalité, pour compliquer et amplifier nos dépenses gouvernementales, sans améliorer notre balance commerciale. . " Il ne voyait rien d'autre qu'une « monstrueuse impolitique » à « sacrifier notre commerce avec un nouveau continent, d'une étendue presque illimitée de riches territoires, au profit de quelques petites îles, aux sols relativement épuisés ».
[53] En 1852

les Britanniques déclarent la guerre à la Birmanie et annexent la Basse Birmanie. Cobden protesta. Il a écrit un article intitulé "Comment les guerres sont déclenchées en Inde", suggérant que la Grande-Bretagne devrait "faire de la publicité dans le *Times* pour un gouverneur général qui peut recouvrer une dette de mille livres sans annexer un territoire ce qui sera ruineux pour nos finances. 54

Pour Molesworth, l'un des réformateurs coloniaux les plus remarquables, la politique coloniale britannique était motivée par « un désir insensé d'empire sans valeur », comme à la frontière de la colonie du Cap en Afrique du Sud, où « la perte d'une hache et de deux chèvres. . . a coûté à ce pays quelques millions de livres sterling. L'Australie était un ensemble de « communautés, issues de l'émigration des condamnés ». La Nouvelle-Zélande était un casse-tête constant avec ses « gouverneurs imbéciles, ses fonctionnaires déshonorants et ses « guerres inutiles avec les indigènes ». L'Afrique du Sud était « un immense empire sans valeur et coûteux, s'étendant sur près de 300 000 milles carrés, principalement des montagnes escarpées, des déserts arides et des plaines arides, sans eau, sans herbe, sans rivières navigables, sans ports, bref, sans tout sauf le éléments de dépenses importantes et croissantes pour ce pays. En charge de cette collection diverse et hétérogène de colonies était le secrétaire aux Colonies, « parcourant et retraversant, dans son imagination, le globe terraqueux — volant de l'Arctique au pôle antarctique — se précipitant des neiges de l'Amérique du Nord aux régions brûlantes de la Les tropiques - se précipitant des îles fertiles des Antilles aux déserts arides d'Afrique du Sud et d'Australie - comme rien sur terre, ou dans la romance, sauf le Juif errant.

[55] Le coût de la protection de cet empire représentait un tiers du commerce d'exportation de la Grande-Bretagne vers les colonies. L'indépendance coloniale était moins chère. Les colonies devraient être libérées du « despotisme en constante évolution, souvent bien intentionné, mais invariablement faible et ignorant » du ministère des Colonies. 56

Hume, un autre politicien radical, s'est joint à l'attaque contre « M. Mère patrie." Retirez les chaînes de fer qui entraînaient le
meilleurs efforts des colonies,
[57 les] laissèrent gérer leurs propres affaires au lieu d'être tenus à la barre et soumis à la gestion fluctuante de Downing Street.
[58] Le ministère des Colonies « est » une nuisance et devrait être fermé à clé. 59

La tutelle était démodée. Roebuck, un radical indépendant, s'est opposé au refus humanitaire de céder les colonies à l'autonomie locale. L'histoire a enseigné que le sauvage doit disparaître devant l'avancée incessante d'une race supérieure ; la justice et l'humanité doivent céder à la loi d'airain d'une injuste nécessité.
[60] James Stephen, le célèbre sous-secrétaire permanent du ministère des Colonies, n'a jamais faibli dans sa détermination de ne pas déposer les « misérables fardeaux que nous assumions à une heure mauvaise ». Mais les capitalistes, comme Taylor, également du Colonial Office, ne voyaient dans les colonies que des « furieux
assemblées, gouverneurs insensés, missionnaires et esclaves »,
[61] qui, selon les mots de Merivale, devaient être conservés pour le simple « plaisir de les gouverner ».
[62] Rien n'était vrai que ce qui a conduit à la condamnation antillaise, rien n'était juste que ce qui a conduit à la ruine antillaise.

[63] Il sembla aux planteurs désespérés qu'une coalition s'était formée pour détruire les colonies.
[64] Les assemblées de la Jamaïque et de la Guyane britannique se mettent en grève en 1838 et 1840 et refusent de voter les fournitures. La Jamaïque a préféré "Yankee Doodle" à "God save the Queen".
[65] Qui s'en souciait ? Les députés étaient prêts à troquer les Antilles contre l'Amérique contre une légère compensation. [66] "La Jamaïque jusqu'au fond de la mer", tonna Roebuck, "et toutes les Antilles après elle." Ces « colonies stériles » n'avaient été une source que de guerres et de dépenses.
[67] Ils avaient toujours été les « appendices les plus fatals » de l'empire britannique, et s'ils devaient être effacés de la surface de la terre, la Grande-Bretagne ne perdrait pas « une once de sa force, un centime de sa richesse, un instrument de son pouvoir. 68

C'était une épidémie. Même Disraeli, l'impérialiste suprême des décennies suivantes, a été infecté. En 1846, les « Antilles désespérées » étaient encore pour lui « un fragment, mais un fragment que j'apprécie, du système colonial de l'Angleterre ».
[69] Six ans plus tard, le Canada était devenu un embarras diplomatique et les misérables colonies une « damnosa hereditas », des meules autour du cou de la Grande-Bretagne.

[70] Dans neuf cas sur dix, selon Gladstone, il a été impossible d'attirer l'attention du Parlement sur les préoccupations coloniales et dans le dixième cas, elle n'a été obtenue que par les opérations fortuites de l'esprit de parti.

[71] L'âge de l'empire était mort ; celle des libres-échangistes, des économistes et des calculateurs avait réussi, et la gloire des Antilles s'était éteinte à jamais. Seulement trente ans encore, cependant, le ton allait changer. Mais le Humpty Dumpty antillais avait fait une grosse chute, et tous les chevaux du roi et tous les hommes du roi ne pouvaient pas remonter le Humpty Dumpty.

C. LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION MONDIALE DE SUCRE

La force des îles sucrières britanniques avant 1783 résidait dans le fait qu'en tant que producteurs de sucre, elles avaient peu de concurrents. Dans la mesure où ils le pouvaient, ils n'en permettraient aucun. Ils ont résisté à la tentative d'introduire la culture du sucre (et du coton) en Sierra Leone au motif que ce serait un précédent pour les « nations étrangères, qui n'ont encore de colonies nulle part »,

[72] et pourrait s'avérer préjudiciable à ceux qui possédaient West
colonies indiennes;

[73] tout comme un siècle auparavant, ils s'étaient opposés à la culture de l'indigo en Afrique.

[74] Leurs principaux concurrents dans le commerce du sucre étaient le Brésil et les îles françaises, Cuba étant entravée par l'extrême exclusivité du mercantilisme espagnol. Cette situation a été radicalement modifiée lorsque Saint Domingue a pris de l'avance dans les années qui ont immédiatement suivi la sécession des colonies continentales.

La culture de la Barbade et de la Jamaïque avait transféré le commerce du sucre de l'Europe du Portugal vers l'Angleterre. Les progrès de Saint Domingue ont donné le contrôle du marché européen du sucre à la France. Entre 1715 et 1789 les importations françaises des colonies se multiplient onze fois, les produits coloniaux français réexportés à l'étranger dix fois.

[75] En 1789, les deux tiers des exportations françaises vers la Baltique, plus d'un tiers des exportations vers le Levant, étaient des produits coloniaux.

C'est « par elle, et par elle seule, qu'elle a tourné la balance du commerce avec le monde entier vers un résultat favorable ». 76

C'était l'ancienne loi de la production d'esclaves au travail. Saint Domingue était plus grande que n'importe quelle colonie britannique, son sol était plus fertile et moins épuisé, d'où ses coûts de production plus faibles. Cette différence dans les coûts de production est devenue un objet d'enquête particulière avec le Comité du Conseil privé de 1788.

Du point de vue du Premier ministre britannique William Pitt, ce fut le facteur décisif. L'ère des îles à sucre britanniques était révolue. Le système antillais n'était pas rentable, et la traite des esclaves sur laquelle il reposait, « au lieu d'être très avantageux pour la Grande-Bretagne . . . est le plus destructeur qu'on puisse bien imaginer pour ses intérêts.

[77] Pour un Premier ministre dont le père avait toujours été du côté antillais de la barrière et dont le prédécesseur, il y a à peine dix ans, avait rejeté sans ambages une pétition en faveur de l'abolition, ce fut une conversion capitale. Pitt s'est tourné vers l'Inde.

Le plan de Pitt était double : reconquérir le marché européen
à l'aide de sucre d'Inde,
[78] et obtenir une abolition internationale de la traite négrière
[79] qui ruinerait Saint Domingue. Si ce n'est l'abolition internationale, alors l'abolition britannique. Les Français étaient tellement dépendants des marchands d'esclaves britanniques que même une abolition unilatérale par l'Angleterre perturberait gravement l'économie des colonies françaises.

Le plan de Pitt a échoué, pour deux raisons. L'importation de sucre des Indes orientales, à l'échelle prévue, était impossible en raison des droits élevés imposés sur tout le sucre qui n'est pas le produit de la
Antilles britanniques.
[80] Lord Hawkesbury, au nom des monopoleurs antillais, s'opposait à la modification de la loi existante « en faveur d'une société monopolistique » qui dépassait les limites de sa charte.
[81] Mais Hawkesbury était plus qu'un Antillais. Il était en contact étroit avec le commerce et l'industrie britanniques, en particulier Liverpool. Il a donc recommandé, à la place, l'importation de tout le sucre étranger à condition que cela se fasse dans des navires britanniques et uniquement pour le raffinage et la réexportation. « Le commerce et la navigation de la France seront plus diminués, et le commerce et la navigation de la Grande-Bretagne plus augmentés que par aucune des mesures prises depuis un siècle. »
[82] Par ce règlement très simple, la Grande-Bretagne recouvrerait le commerce du sucre dont elle avait bénéficié de 1660 à 1713 mais qu'elle a ensuite perdu au profit de la France. 83

Deuxièmement, les Français, les Hollandais et les Espagnols ont refusé, avec ce que Lord Liverpool a appelé trente ans plus tard « pure perversité »,
[84] pour abolir la traite négrière. [85] Il n'était pas difficile de voir les motifs politiques derrière le manteau d'humanitarisme de Pitt. Gaston-Martin, l'historien français bien connu de la traite négrière et des colonies des Caraïbes, accuse Pitt de viser par la propagande à libérer les esclaves, « au nom sans doute de l'humanité, mais aussi pour ruiner le commerce français », et conclut que dans cette propagande philanthropique, il y avait des motifs économiques qui expliquent la libéralité avec laquelle la Grande-Bretagne a mis des fonds à la disposition des abolitionnistes français, et la manière dont la France a été inondée de traductions des ouvrages anti-esclavagistes de l'abolitionniste britannique Clarkson.
[86] Comme l'avait admis Ramsay : « Nous pouvons conclure avec confiance que le commerce africain est plus limité dans son utilité qu'on ne l' imagine généralement et que ces dernières années, il a davantage contribué à l'agrandissement de nos rivaux qu'à celui de notre richesse nationale. 87

C'est alors que la Révolution française vient au secours de Pitt. Craignant que l'idéalisme du mouvement révolutionnaire ne détruise la traite négrière et l'esclavage, les planteurs français de Saint Domingue offrent en 1791 l'île à l'Angleterre [88] et sont bientôt suivis par ceux des îles du Vent.

[89] Pitt accepta l'offre, lorsque la guerre éclata avec la France en 1793. Expédition après expédition fut envoyée sans succès pour capturer la précieuse colonie, d'abord aux Français, puis aux Nègres. Ce n'était pas, a assuré le Parlement, « une guerre pour richesse ou agrandissement local mais une guerre pour la sécurité.

[90] La cause alliée en Europe a été affaiblie dans l'intérêt de l'impérialisme britannique. "Le secret de l'impuissance de l'Angleterre pendant les six premières années de la guerre", écrit Fortescue, historien de l'armée britannique, "peut être dit résider dans les deux mots fatals, Saint-Domingue."

[91 La] Grande-Bretagne a perdu des milliers d'hommes et dépensé des milliers de livres pour tenter de s'emparer de Saint Domingue. Elle a échoué, mais le sucrier du monde a été détruit dans le processus et la supériorité coloniale française brisée à jamais. « Pour cela », écrit Fortescue, « les soldats anglais avaient été sacrifiés, son trésor dilapidé, son influence affaiblie, son bras pour six
années fatidiques enchaînées, engourdies et paralysées.

92

C'est d'un intérêt plus qu'académique. Pitt n'aurait pas pu avoir Saint Domingue et l'abolition aussi. Sans ses 40 000 esclaves importés par an, Saint Domingue aurait tout aussi bien pu être au fond de la mer. L'acceptation même de l'île signifiait logiquement la fin de l'intérêt de Pitt pour l'abolition. Naturellement, il ne l'a pas dit. Il s'était déjà engagé trop loin aux yeux du public. Il continua à parler en faveur de l'abolition, tout en encourageant concrètement la traite négrière. Mais ce n'était pas le vieux Pitt de 17 89-1791, le Pitt des tags latins, oratoire brillant et humanitarisme contagieux. Le changement peut être suivi dans les débats au Parlement et dans l'agenda de Wilberforce. En 1792, le journal de Wilberforce frappa la première note inquiétante : « Pitt s'est opposé au mouvement des esclaves à cause de Saint-Domingue ».

[93] Par la suite, le soutien de Pitt aux motions annuelles de Wilberforce est devenu tout simplement superficiel. À une occasion, il a soutenu les Antillais, à une autre, il a reporté la motion, à une autre, il s'est « tenu fermement » à côté de Wilberforce, à une autre encore, il est simplement resté à l'écart.

[94] Sous l'administration de Pitt, la traite des esclaves britanniques à elle seule a plus que doublé,

[95] et la Grande-Bretagne a conquis deux autres colonies sucrières, Trinidad et la Guyane britannique. Comme l'a écrit avec amertume l'abolitionniste Stephen : « M. Pitt, malheureusement pour lui-même, son pays et l'humanité, n'est pas assez zélé dans la cause des nègres, pour lutter pour eux aussi résolument qu'il le devrait, dans le cabinet pas plus qu'au parlement.
96

Les historiens libéraux plaident la peur de Pitt du jacobinisme. La vraie raison est plus simple. On peut considérer comme évident qu'aucun homme occupant un poste aussi important que celui de Premier ministre d'Angleterre n'aurait pris une mesure aussi importante que l'abolition de la traite négrière pour des raisons purement humanitaires. Un Premier ministre est plus qu'un homme, c'est un homme d'État. Les raisons de Pitt étaient politiques et seulement secondairement personnelles. Il s'intéressait au commerce du sucre. Soit il doit ruiner Saint Domingue en inondant l'Europe de sucre indien moins cher, soit en abolissant la traite négrière ; ou il doit s'emparer de Saint Domingue. S'il pouvait obtenir Saint Domingue, l'équilibre dans les Caraïbes serait rétabli. Saint Domingue serait «

une noble compensation » pour la perte de l'Amérique, et « un ajout glorieux à la domination, à la navigation, au commerce et aux manufactures de la Grande-Bretagne ».

[97] Cela donnerait à la Grande-Bretagne le monopole du sucre, de l'indigo, du coton et du café : « Cette île, pendant des siècles, apporterait une aide et une force à l'industrie serait très heureusement ressentie dans toutes les parties du royaume. Suivie d'une alliance offensive et défensive entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, "une telle amitié pendant des siècles pourrait empêcher la France et l'Amérique du Nouveau Monde, et effectivement sécuriser les possessions inestimables de l'Espagne.

[98] Mais si Pitt s'emparait de Saint Domingue, la traite des esclaves devait continuer. Lorsque Saint Domingue fut perdue pour la France, la traite négrière devint simplement une question humanitaire.

La destruction de Saint Domingue signifiait la fin du commerce du sucre français. Tous les décrets des consuls, noirs ou blancs, écrivait Eden avec complaisance, ne pouvaient pas combler les lacunes de la population de l'île.

[99] Mais la ruine de Saint Domingue n'a pas signifié le salut des Antilles britanniques. Deux nouveaux ennemis sont apparus sur les lieux. Cuba va de l'avant pour combler le vide laissé sur le marché mondial par la disparition de Saint Domingue. Bonaparte, vaincu dans ses tentatives pour reconquérir la colonie perdue et déterminé à conquérir l'Angleterre par l'étranglement de son commerce, donna la première impulsion au sucre de betterave, et la guerre des deux sucres commença. Alors que, sous pavillon américain, le sucre cubain et autres sucres neutres trouvaient encore un marché en Europe, les excédents antillais britanniques s'accumulaient en Angleterre. Les faillites étaient à l'ordre du jour. Entre 1799 et 1807, 65 plantations en Jamaïque ont été abandonnées, 32 ont été vendues pour dettes et en 1807, des poursuites étaient en cours contre 115 autres. La dette, la maladie et la mort étaient les seuls sujets de conversation dans l'île.

[100] Un comité parlementaire créé en 1807 découvrit que le planteur antillais britannique produisait à perte. En 1800, son profit était de 2½ pour cent, en 1807 rien. En 1787, le planteur obtenait 19/6d de profit par quintal ; en 1799, 10/9d ; en 1803, 18/6d ; en 1805, 12/- ; en 1806, rien. Le comité a attribué le principal mal à l'état défavorable du marché étranger.

[101] En 1806, le surplus de sucre en Angleterre s'élevait à six mille tonnes.

[102] La production a dû être réduite. Pour restreindre la production, la traite négrière doit être abolie. Les colonies « saturées » n'avaient besoin que de sept mille esclaves par an.

[103] Ce sont les nouvelles colonies, criardes de main-d'œuvre, pleines de possibilités, qu'il faut freiner, et elles sont définitivement paralysées par l'abolition. C'est ce qui explique le soutien au projet de loi abolitionniste par tant d'Occidentaux
Les planteurs indiens des îles les plus anciennes. Ellis avait déclaré catégoriquement en 1804 que la traite des esclaves devait être poursuivie, mais uniquement vers les anciennes colonies.

[104] C'était le même vieux conflit entre les « planteurs saturés » et les « planteurs en herbe ».
La guerre et le blocus continental de Bonaparte rendaient l'abolition impérative pour la survie des anciennes colonies. « Ne sont-ils pas maintenant, demanda le premier ministre Grenville, affligés par l'accumulation de produits sur leurs mains, pour lesquels ils ne trouvent pas de marché ; et ne serait-ce donc pas ajouter à leur détresse et conduire les planteurs à leur perte, si vous souffrez la continuation de nouvelles importations ?

[105] Wilberforce se réjouit : la détresse antillaise ne peut être imputée à l'abolition.

[106] En fait, l'abolition était le résultat direct de cette détresse.

Si l'abolition de la traite négrière était la solution aux problèmes des planteurs, ce n'était qu'une solution temporaire. Car, comme Merivale le soutenait avec justesse, sans importations pour remplacer leurs esclaves, les Antilles, et surtout les colonies plus récentes, ne pouvaient espérer soutenir la concurrence encore plus féroce du XIXe siècle. « L'esclavage sans la traite négrière. . . était plutôt une perte qu'un gain.

[107] À la fin des guerres napoléoniennes en 1815, les planteurs de sucre n'étaient pas mieux lotis qu'avant. L'Inde était encore une rivale à craindre. L'unique diable de Saint Domingue a été remplacé par trois, Maurice, Cuba, Brésil. La culture du sucre a ensuite été étendue à la Louisiane, l' Australie, Hawaï et Java. La betterave a poursuivi sa progression jusqu'à sa grande victoire en 1848 lorsqu'elle a libéré les esclaves des plantations de canne à sucre des colonies françaises, tandis qu'elle est devenue plus tard une caractéristique européenne permanente et même américaine dans l'intérêt de l'autarcie.

Entre 1793 et 1833, les importations de sucre en Grande-Bretagne ont plus que doublé. Les dossiers complets pour la même période pour les Antilles font défaut, mais entre 1815 et 1833 la production antillaise était stationnaire-3.381.700 hogsheads en 1815, 3.351.800 en 1833, avec un maximum de 4.068.000 en 1828. Il est significatif que ce niveau de production était entretenus qu'aux dépens des îles plus anciennes avec leur sol épuisé. Entre 1813 et 1833, la production jamaïcaine a diminué de près d'un sixième ; les exportations d'Antigua, Nevis et Tobago de plus d'un quart, de Saint-Kitts de près de la moitié, de Sainte-Lucie des deux tiers, de Saint-Vincent d'un sixième, de Grenade de près d'un huitième. Les exportations de la Dominique ont légèrement augmenté, tandis que la Barbade a presque doublé ses exportations. D'un autre côté, la production des nouvelles colonies a augmenté, les Britanniques
La Guyane est de deux fois et demie, celle de Trinidad d'un tiers. 108

Maurice donne une confirmation supplémentaire à cette loi de production esclavagiste. Ses exportations vers la Grande-Bretagne, inférieures à celles d'Antigua en 1820, étaient plus de quatre fois supérieures à celles d'Antigua en 1833.

[109] Le sucre des Indes orientales vendu en Angleterre a augmenté vingt-huit fois entre 1791 et 1833.

[110] Des sources étrangères apparaissaient en tant que fournisseurs de la matière première dont la Grande-Bretagne avait besoin pour le raffinage, la consommation et l'exportation. Les exportations de Singapour en 1833 étaient six fois supérieures à celles de 1827 ; les importations des Philippines ont quadruplé, celles de Java ont été multipliées par plus de vingt.

[111] La production de sucre cubaine a augmenté plus de quarante fois entre 1775 et 1865.

[112] Les importations britanniques en provenance du Brésil ont été multipliées par sept entre 1817 et 1831, en provenance de Cuba par six entre 1817 et 1832. 113

La production de sucre, comme nous l'avons vu, est plus efficace sur une grande plantation que sur une plus petite. Mais la taille de la plantation est limitée par un facteur : le transport. La canne, dans un délai déterminé après sa coupe, doit être amenée à l'usine. Plus que toute autre île britannique, la Jamaïque au XVIIIe siècle était la terre des grands planteurs. Mais en 1753, il n'y avait que trois plantations dans la catégorie des 2 000 acres en Jamaïque, qui avaient environ un dixième des terres en canne. Le plus grand,

appartenant à Philip Pinnock, et appelé par Pitman « le lieu d'exposition » de la Jamaïque à l'époque, contenait 2 872 acres dont 242 en canne, employait 280 esclaves et produisait 184 tonnes de sucre par an.

[114] Après l'émancipation, la Jamaïque a été confrontée à une pénurie de main-d'œuvre et les salaires ont augmenté. L'île était incapable de rivaliser avec le sol plus vaste et plus fertile de Cuba avec sa population d'esclaves. Le développement du chemin de fer - le premier fut construit à Cuba en 1837 - permit au planteur cubain d'agrandir sa plantation, d'augmenter sa production et de réduire ses coûts de production, alors que le planteur jamaïcain demandait encore protection et main-d'œuvre. La concurrence est ainsi devenue plus inégale. En 1860, nous lisons des plantations « monstres »
à Cuba, le plus grand comprenant 11 000 acres, dont plus d'un dixième était en canne, employant 866 esclaves et produisant
2 670 tonnes de sucre par an.
115

Les Antilles britanniques avaient clairement perdu leur monopole de la culture du sucre. En 1789, ils ne pouvaient rivaliser avec Saint Domingue ; ni en 1820 avec Maurice ; ni en 1830 avec le Brésil ; ni en 1840 avec Cuba. Leur journée était passée. Limitées en étendue, esclaves ou libres, elles ne pouvaient rivaliser avec des régions plus vastes, plus fertiles, moins épuisées, où l'esclavage était encore rentable. Cuba pourrait contenir toutes les îles britanniques des Caraïbes, Jamaïque incluse. L'un des puissants fleuves du Brésil pouvait contenir toutes les îles antillaises sans que sa navigation ne soit entravée.

[116] L' Inde pourrait produire suffisamment de rhum pour noyer l'Occident
Indes.
117

La situation antillaise était aggravée par le fait que la production dépassait la consommation intérieure. Ce
excédent, estimé à vingt-cinq pour cent,

[118] devait être vendu sur les marchés européens en concurrence avec le sucre brésilien ou cubain moins cher. Cela ne pouvait se faire que par des subventions et des primes. Les planteurs antillais étaient payés, en fait, pour leur permettre de concurrencer des gens qui, comme nous l'avons vu, faisaient partie des meilleurs clients de la Grande-Bretagne. Entre 1824 et 1829, les importations de sucre cubain et brésilien à Hambourg augmentèrent de dix pour cent tandis que celles en Prusse doublaient ; Le sucre cubain importé par la Russie a augmenté de cinquante pour cent et celui du Brésil de vingt-cinq pour cent au cours de la même période.

[119] Pour les capitalistes, cela était intolérable. La surproduction en 1807 a exigé l'abolition ; la surproduction en 1833 exigeait l'émancipation. "En ce qui concerne le montant de la production de sucre", a déclaré Stanley, parrain de la mesure d'émancipation, "je ne suis pas tout à fait certain que dans une certaine mesure une diminution de cette production serait une question de regret - je ne suis pas tout à fait certain que ce ne serait peut-être pas au profit des planteurs et des colonies elles-mêmes, en fin de compte, si cette production devait être diminuée.

[120] Un siècle avant que les Britanniques se plaignent de l'Occident
Sous-production indienne, maintenant ils se plaignaient de la surproduction antillaise. Le bon sens seul montrerait que les nègres émancipés ne resteraient que dans les plantations

où ils n'avaient pas le choix. En fait, en comparant les années 1839-1842 avec les années 1831-1834, la production de la Jamaïque et de la Grenade a diminué de moitié, celle de la Guyane britannique des trois cinquièmes, celle de Saint-Vincent des deux cinquièmes, celle de Trinidad d'un cinquième et les autres îles proportionnellement. 121

Pour justifier l'émancipation, il a été avancé que la restriction de la production donnerait aux planteurs un « réel » monopole du marché intérieur en assimilant la production à la consommation intérieure. C'était la stratégie parlementaire. Tous les efforts étaient faits pour rendre la culture antillaise aussi chère que possible. En 1832, le Conseil de Trinidad a demandé l'abolition de la taxe sur les esclaves d'une livre par habitant. Le ministère des Colonies refusa : il était « d'une très grande importance que cet impôt soit maintenu ; au lieu de rendre le travail des esclaves moins cher, il est souhaitable de le rendre plus cher. 122 La question en jeu était le monopole lui-même. Ce n'est que le monopole antillais qui a limité le plein développement du commerce britannique du sucre avec le monde entier. Le monopole doit donc être détruit. En 1836, le monopole a été modifié en admettant le sucre des Indes orientales sur un pied d'égalité. En 1846, année de l'abrogation des Corn Laws, les droits sur le sucre furent égalisés. Les colonies britanniques des Antilles ont ensuite été oubliées, jusqu'à ce que le canal de Panama rappelle au monde leur existence et que les révoltes de leurs travailleurs libres sous-payés en fassent la une des journaux.

9
CAPITALISME BRITANNIQUE ET ANTILLES

Alors qu'auparavant, au XVIIIe siècle, tous les droits acquis importants en Angleterre étaient rangés du côté du monopole et du système colonial ; après 1783, un par un, chacun de ces intérêts s'est prononcé contre le monopole et le système esclavagiste antillais. Les exportations britanniques vers le monde étaient constituées de produits manufacturés qui ne pouvaient être payés qu'en matières premières : le coton des États-Unis, le coton, le café et le sucre du Brésil, le sucre de Cuba, le sucre et le coton de l'Inde. L'expansion des exportations britanniques dépendait de la capacité de la Grande-Bretagne à absorber la matière première en guise de paiement. Le monopole des Antilles britanniques, interdisant l'importation de sucre des plantations non britanniques pour la consommation intérieure, faisait obstacle. Tous les intérêts importants : les fabricants de coton , les armateurs, les raffineurs de sucre ; toutes les villes industrielles et commerciales importantes — Londres, Manchester, Liverpool, Birmingham, Sheffield, le West Riding of Yorkshire, se joignirent à l'attaque contre l'esclavage antillais et le monopole antillais. Les abolitionnistes, de manière significative, ont concentré leur attaque sur les centres industriels. 1

A. LES FABRICANTS DE COTON

Les planteurs antillais du XVIIIe siècle étaient à la fois exportateurs de coton brut et importateurs d'articles manufacturés en coton.

A ces deux égards, on l'a vu, ils étaient devenus de plus en plus négligeables. La machine à vapeur et l'égreneuse à coton changèrent l'indifférence de Manchester en une franche hostilité. Dès 1788, Wilberforce se réjouit du fait qu'une souscription libérale à l'abolition ait été levée à Manchester,

« profondément intéressé par le commerce africain ».
[2]

Manchester n'étant pas représenté à la Chambre des communes avant 1832, sa dénonciation parlementaire du système antillais n'intervient qu'après cette date. Mais le siège de l'industrie cotonnière s'est intéressé au problème avant 1832. En 1830, Cobbett, le champion ouvrier, se présente comme candidat pour la circonscription de Manchester. Son opposition à l'intérêt foncier l'aurait fait aimer au siège ultérieur de l'Anti-Corn Law League. Le test est venu sur son attitude envers l'esclavage antillais. Cobbett détestait Wilberforce et les méthodistes. Lorsqu'il s'enfuit aux États-Unis en 1818, il écrivit une lettre à Orator Hunt, dans laquelle il déclarait que l'Amérique n'avait « No Wilberforces. Pensez *-y !* Non Wilberforces.

[3] Les méthodistes étaient « l'équipage le plus vil que Dieu ait jamais subi pour infester la terre », et il a encouragé le peuple à les bombarder d'œufs pourris. À son avis, les esclaves étaient des « nègres gras et paresseux », riant du matin au soir, et les hommes propriétaires d'esclaves aussi doux, généreux et aussi bons que jamais respiraient.

[4] Le monopole antillais n'a rien coûté aux Anglais. [5] Manchester l'a refusé, et sa conversion à la cause est arrivée trop tard.

Manchester était ouvertement en faveur de la campagne au nom du sucre des Indes orientales. Le 4 mai 1821, la Chambre de commerce de Manchester a présenté une pétition à la Chambre des communes désapprouvant une préférence pour une colonie plutôt qu'une autre, et en particulier une préférence pour un règlement d'esclaves plutôt qu'une nation d'hommes libres.

[6] En 1833, Manchester a préconisé l'admission du sucre brésilien pour le raffinage. Mark Philips, son représentant au Parlement, a parlé brièvement mais laconiquement de l'immense importance du sujet pour le grand siège de la manufacture de coton qu'il représentait. Il a souligné les difficultés imposées aux navires devant revenir du Brésil sans cargaisons, et a fait valoir que l'encouragement du raffinage du sucre augmenterait l'emploi pour les classes laborieuses industrieuses. [7]

En ce seul nom Philips résume toute l'évolution de Manchester et de son industrie cotonnière. En 1749, la société JN Philips and Company était profondément engagée dans le commerce des Antilles. En 1832, Mark Philips a été élu comme l'un des deux membres pour représenter Manchester, pour la première fois, au Parlement réformé.

[8] Les connexions antillaises de Philips persistaient. Un parent de Robert Hibbert, il a été choisi par ce dernier comme l'un des premiers conseils d'administration à administrer le Robert Hibbert Trust. [9] Mais économiquement, ses relations avec les Antilles étaient terminées. Il s'opposait à la tache infecte de l'esclavage, un sentiment qui a suscité des acclamations lors d'un dîner donné en ville pour célébrer son élection. L'humanitarisme éloquent de M. Hadfield à la même occasion a suscité des applaudissements nourris. « Je fais appel à vous. . . si la liberté pouvait être appréciée par des hommes rationnels sans le désir de la communiquer aux autres ? . . . La simple distinction du noir et du blanc fera-t-elle pour toujours qu'une race soit esclave tandis qu'une autre est libre ? Sera-t-il toujours

qu'un homme soit esclave parce qu'il est noir, et qu'un autre soit libre parce qu'il est blanc ? . . . Je vous le dis, jusqu'à ce que nous éliminions cette sale pollution des institutions de notre pays, la liberté elle-même n'est en sécurité nulle part.

[10] La pollution immonde n'était pas l'esclavage mais le monopole. Manchester ne s'intéressait pas aux Saintes Écritures mais aux relevés de recensement.

Après 1833, les capitalistes de Manchester étaient tous favorables au libre-échange du sucre, c'est-à-dire du sucre cultivé par les esclaves. Philips a soutenu l'égalisation des droits sur le sucre des Indes orientales. Les planteurs avaient eu leur compensation et ne devaient pas toucher un sou de plus. [11] En 1839, il était pour l'égalisation des droits sur tout le sucre étranger, car c'était le devoir du Parlement d'abaisser les prix de toutes les nécessités de la vie et de donner tous les encouragements au commerce précieux avec le Brésil.

[12] John Bright et Milner Gibson, qui était à un moment donné vice-président de la Chambre de commerce, ont brandi le drapeau du libre-échange. Ils ont fait valoir que le devoir de protection envers les Antillais obligeait la classe ouvrière britannique à payer des prix plus élevés pour le sucre et leur enlevait ainsi l'argent gagné dans les usines.

[13] Ils ont qualifié le droit de « taxe odieuse »,

[14] une « espèce de charité parlementaire »,

[15] qui était plus que le coût de production. Si la
Les Brésiliens pourraient
faire pousser du sucre pour rien, si leur sucre pleuvait du ciel, si les planteurs antillais avaient volé leur sucre, cela n'aurait fait aucune différence.

[16] La protection, dit John Bright, était un opiacé qui rendait les planteurs éternels grognards, comme Oliver Twist qui en redemandait toujours.

[17] Les fabricants de coton, se vantait-il, ne demandaient
protection et n'en avait pas besoin,

[18] oubliant commodément la protection qu'ils avaient demandée un siècle et demi plus tôt contre les produits indiens et ignorant la protection qu'ils demanderaient trois quarts de siècle plus tard contre les textiles japonais. Les libre-échangistes, a averti Bright, pourraient être vaincus, mais ils reviendraient à la charge avec une énergie renouvelée.

[19] Les revendications des planteurs étaient effrontées ;

[20] il n'était pas du devoir du Parlement de rentabiliser la culture du sucre [21,] et Bright leur conseilla de cultiver des clous de girofle et des noix de muscade.

22

B. LES MAÎTRES DE FER

Dès 1788, une société d'abolition a été créée en
Birmingham et une souscription libérale collectée pour la cause. [23] Dans cette société, les maîtres de forge étaient importants. Trois membres de la famille Lloyd, avec leurs intérêts bancaires également, faisaient partie du comité. La figure dominante, cependant, était
Samuel
Garbett.

[24] Garbett était une figure marquante de la révolution industrielle, plus proche du XXe que du XVIIIe siècle. Dans sa largeur de vue, l'étendue de ses activités, la multiplicité de ses intérêts, il fait penser à Samuel Touchet. Comme Touchet, associé dans l'entreprise de filature de Wyatt et Paul, Garbett était associé de Roebuck dans les usines Carron, actionnaire avec Boulton et Watt dans les moulins d'Albion et dans les mines de cuivre de Cornouailles. « Il y avait en effet, écrit Ashton, peu d'aspects de la vie industrielle et commerciale de son époque qu'il n'a pas touchés. De plus, son énergie était consacrée à la politique de l'industrie plutôt qu'aux détails de l'administration. Il devient le porte-parole du maître de forge auprès du gouvernement.

[25] C'était vraiment un homme dangereux à avoir comme adversaire, car Garbett, au sens large, était Birmingham.

Lors d'une réunion de nombreux habitants respectables de Birmingham le 28 janvier 1788, présidée par Samuel Garbett, il fut décidé d'envoyer une pétition au Parlement. La pétition indiquait, *entre autres*, qu'« en tant qu'habitants d'une ville et d'un quartier manufacturiers, vos pétitionnaires ont très profondément à cœur les intérêts commerciaux de ce royaume ; mais ne peuvent cacher leur horreur de tout commerce qui a toujours son origine dans la violence et se termine trop souvent dans la cruauté. Gustavus Vasa, un Africain, a visité Birmingham et a reçu un accueil sympathique. 26

Cela ne voulait pas dire que Birmingham était unanime ou déterminé sur la question de l'abolition. Les industriels encore intéressés par la traite négrière organisèrent des contre-rencontres et envoyèrent des contre-pétitions au Parlement.

[27] Mais Samuel Garbett, les Lloyd et d'autres de ce calibre étaient, du point de vue antillais, du mauvais côté de la clôture.

En 1832, Birmingham fut le centre de cette agitation qui, menée par le maître de forge Attwood, amena l'Angleterre au bord de la révolution et culmina avec le Reform Bill de 1832. De nouveau, la ville était divisée sur la question de l'émancipation. Une réunion publique tenue dans la salle de réunion de l'hôtel Royal le 16 avril 1833, fut d'un caractère bruyant et turbulent et se termina dans le désordre, le propriétaire réclamant des dommages et intérêts pour chaises et verre brisés.

[28] Birmingham était l'un des nombreux centres industriels qui ont voté en 1833 pour une période plus courte d'« apprentissage » en vertu de laquelle, par l'Emancipation Act, l'esclavage des Noirs a été perpétué sous une forme modifiée. Joseph Sturge était une figure marquante de la lutte pour l'émancipation. Après 1833, Sturge prit les devants en Angleterre pour protester contre le système d'apprentissage. Avec l'abolitionniste Gurney, il s'embarqua pour les Antilles en 1836 "avec l'idée bienveillante de faire des enquêtes personnelles sur l'état de la population noire, dans l'espoir d'obtenir une amélioration supplémentaire de leur condition". Son retour sain et sauf l'année suivante a été célébré par un petit-déjeuner public en son honneur à l'hôtel de ville, en remerciement de « son infatigable philanthropie
efforts dans la cause de l'émancipation des nègres.

[29] Nous étions à Birmingham au XIXe siècle et non plus au XVIIIe siècle, et encore un autre intérêt s'était retourné contre le système colonial.

Avec Birmingham, on peut avantageusement considérer Sheffield, le centre de l'industrie sidérurgique. L'intérêt de Sheffield pour le système colonial avait été tout au plus faible

; « sans aucun intérêt direct dans le maintien de l'esclavage colonial, (il) offrait un terrain favorable à l'abolitionniste ». Sheffield, comme Manchester, Birmingham et d'autres centres industriels, n'était pas représenté au Parlement avant 1832. Il faisait partie du comté d'York dont le représentant était d'abord Wilberforce puis Brougham, tous deux d'éminents abolitionnistes. « Je suis un défenseur de l'abolition de l'esclavage antillais », a fait campagne Brougham dans la ville en 1830, « et à la fois racine et branche, je vais le déchirer. Je l'ai déjà desserré, et si vous voulez bien m'aider, je le brandirai au-dessus de vos têtes. 30

Une partie de l'aide de Sheffield peut être attribuée à son intérêt pour l'Est. En 1825, les abolitionnistes ont commencé un boycott des produits antillais et ont encouragé la consommation, à la place, du sucre et du rhum de l'Inde. Sheffield était le centre de ce mouvement. Une société auxiliaire fut formée la même année pour le soulagement des esclaves noirs. Le comité a organisé une campagne approfondie dans la ville. Chaque membre a pris deux rues afin de faire une enquête sur la possibilité d'inciter les femmes de ménage à adopter l'utilisation des produits des Indes orientales. Le comité a estimé que pour six familles qui utilisaient du sucre des Indes orientales, un esclave de moins était nécessaire aux Antilles - un argument évidemment tiré par les cheveux, mais n'importe quel bâton était assez bon pour battre les Antillais, tant que les Antillais étaient battus.
. « Sûrement », a exhorté le comité à ses concitoyens, « de libérer un semblable de l'état de servitude et de misère cruels, par un si petit sacrifice, est digne de l'attention de tous. » Sheffield s'est montré à la hauteur : les ventes de sucre des Indes orientales ont doublé en six mois. 31

En mai 1833, la Société anti-esclavagiste de la ville a envoyé un mémorial au premier ministre exhortant à l'émancipation immédiate plutôt que progressive.

32 Jusqu'à la fin, il a protesté contre l'indemnisation des propriétaires d'esclaves et le programme d'apprentissage, et Sheffield, comme Birmingham, a finalement voté pour mettre fin à l'apprentissage dans les plus brefs délais.
33

C. L'INDUSTRIE DE LA LAINE

L'industrie lainière s'est également jointe au chœur de l'opposition. Wilberforce et Brougham ont parlé, non seulement pour les humanitaires, mais aussi pour les centres lainiers. La Chambre, a demandé M. Strickland pour le Yorkshire en 1833, a-t-elle pris la liberté du commerce et l'extension de l'emploi du capital comme règle en légiférant, ou était-elle d'augmenter les monopoles par des restrictions ? Il donna lui-même la réponse : tous les monopoles devaient être supprimés, car destructeurs pour le progrès du commerce. 34

John Bright en coton, Samuel Garbett en fer. Il s'agissait de noms puissants, auxquels s'ajoutait un plus puissant encore, parlant au nom de l'industrie de la laine : Richard Cobden. Sur la question du monopole antillais, l'évangéliste du libre-échange et le leader de l'Anti-Corn Law League ont parlé avec une vigueur, une logique et un soutien populaire irrésistibles.

La prétention des Antillais au monopole était, en principe, une audace. Il fut un temps, tonna Cobden, ressuscitant les ombres du Long Parlement et de Charles Ier, où aucun député n'aurait osé se lever au Parlement pour revendiquer un monopole.

[35] Les hommes d'affaires calculeraient le coût, et ne pouvaient pas s'attendre à être satisfaits s'ils se trouvaient à payer deux fois moins en dépenses que la valeur totale du commerce colonial. [36] Si la Grande-Bretagne avait fait cadeau aux planteurs de ses exportations, en échange du libre-échange avec le Brésil et Cuba, elle aurait en fait gagné.

[37] Alors de quel commerce s'agissait-il ? « C'était précisément comme si un commerçant devait donner, pour chaque livre de marchandise, la moitié d'un souverain à son client. La Chambre des communes menait ses affaires avec moins de sagesse qu'il n'en fallait pour la bonne gestion d'une boutique d'approvisionnement. [38]

Sur l'argument selon lequel le droit différentiel en faveur du sucre antillais était destiné à interdire la consommation du sucre cultivé par les esclaves, Cobden déploya un mépris foudroyant. De quel droit un peuple qui était le plus gros distributeur de textiles d'aller au Brésil avec leurs bateaux pleins de cotonnades fabriquées à partir de matériaux cultivés par des esclaves, puis de monter le blanc des yeux, de verser des larmes de crocodile sur les esclaves et de refuser de prendre du sucre cultivé par des esclaves en retour ?

[39] La situation était ridicule, et Cobden en a écrit un sketch sous la forme d'une interview imaginaire au Board of Trade entre Lord Ripon et l'ambassadeur du Brésil. L'ambassadeur se moque du Lord Ripon embarrassé : « Pas de scrupules religieux contre l'envoi de cotons cultivés par des esclaves dans tous les pays du monde ? Pas de scrupules religieux contre la consommation de riz cultivé par des esclaves ? Pas de scrupules religieux contre la consommation de tabac cultivé par des esclaves ? Pas de scrupules religieux contre le tabac à priser cultivé par des esclaves ?... Dois-je comprendre que les scrupules religieux du peuple anglais se limitent à l'article de sucre ? Ripon, visiblement mal à l'aise, réitère son incapacité à prendre du sucre brésilien, et invoque, en défense, les incitations du Parti anti-esclavagiste dirigé par Joseph Sturge. A ce moment dans les promenades Sturge, avec une cravate de coton, un chapeau bordé de calicot, un manteau cousu avec du fil de coton, des poches bien bordées d'or forgé et d'argent. Les deux diplomates éclatèrent de rire.

[40]

La logique, sinon l'humanité, était du côté de Cobden. Le Parti anti-esclavagiste aussi. Ce parti, se vantait-il avec justice, avait eu sa force et son siège dans les villes industrielles, et était maintenant dans les rangs des abrogeants de la loi sur les céréales.

[41] Lui et eux parlaient d'une seule voix. « Je suis le représentant de l'industrie lainière, affirmait-il en 1848, une industrie indigène dont il n'y a aucune jalousie dans cette Chambre. . . . Je suis le représentant d'un comté éminent dans le mouvement esclavagiste. . . . Maintenant, j'affirme sans hésiter que presque tous les hommes qui ont mené l'agitation pour l'émancipation des esclaves, et qui par leur influence sur l'opinion publique ont aidé à produire ce résultat, sont contre ces hon. Messieurs de cette Assemblée

qui préconisent un droit différencié sur le sucre étranger en vue de réprimer l'esclavage à l'étranger. 42

D. LIVERPOOL ET GLASGOW

Le fait peut-être le plus amer pour les Antillais était que Liverpool, lui aussi, se retourna et mordit la main qui l'avait nourri. En 1807, il y avait encore soixante-douze marchands d'esclaves dans la ville, et c'est de Liverpool que le dernier des marchands d'esclaves anglais,
Le capitaine Hugh Crow a navigué juste avant l'entrée en vigueur du projet de loi sur l'abolition.

[43] Mais si Tarleton a continué son opposition au Parlement à une mesure aussi nécessaire que l'abolition de la traite des esclaves britanniques vers les colonies sucrières étrangères,

[44] en 1807 Liverpool était également représenté par William Roscoe, dont les sentiments anti-esclavagistes ont déjà été remarqués.

Alors que Liverpool exerçait encore la traite des esclaves en 1807, la traite des esclaves était devenue moins vitale pour l'existence du port. En 1792, un navire sur douze appartenant au port était engagé dans la traite des esclaves ; en 1807 un sur vingt-quatre.

[45] En 1772, lorsque 101 navires de Liverpool étaient engagés dans la traite des esclaves, les droits de port étaient de 4 552 £ ; en 1779, lorsque, à la suite de la Révolution américaine, seuls onze navires ont navigué de Liverpool vers l'Afrique, les droits de quai étaient de 4 957 £.

[46] En 1824, ils s'élevaient à 130 000 £.

[47] Il est clair que l'abolition ne pouvait pas ruiner Liverpool. Comme l'a déclaré Roscoe, les habitants de la ville n'étaient pas unanimes pour s'opposer à l'abolition, et à ceux qui seraient touchés par la mesure, il a présenté la perspective alléchante d'un commerce avec l'Inde en plaidant que l'abrogation du monopole de la Compagnie des Indes orientales serait être une compensation pour toute perte que l'abolition de la traite des esclaves pourrait infliger aux marchands britanniques. 48

Mais si Liverpool s'est retourné contre la traite négrière, il a toujours conservé son intérêt pour l'esclavage. Ce n'était pourtant plus de l'esclavage antillais mais américain, non plus du sucre mais du coton. Le commerce du coton américain est devenu le commerce le plus important de Liverpool. En 1802, la moitié des importations britanniques de coton passait par Liverpool, en 1812 les deux tiers, en 1833 les neuf dixièmes.

[49] Liverpool avait construit Manchester au XVIIIe siècle ; Manchester a ouvert la voie au dix-neuvième et Liverpool a traîné docilement derrière. À l'époque du mercantilisme, Manchester était l'arrière-pays de Liverpool, à l'époque du laissez-faire, Liverpool était la banlieue de Manchester.

Liverpool a suivi l'exemple du libre-échange donné par la capitale du coton. Parmi ses représentants après 1807, il choisit Canning et Huskisson, des hommes qui parlaient la langue du libre- échange, quoique d'un ton un peu feutré. Les privilèges exclusifs, disait Huskisson en 1830, étaient démodés,

[50] gagnant ainsi le magnifique
service d'assiette que la ville lui avait confié comme

« témoignage de (son) sentiment des avantages tirés pour la nation dans son ensemble du système éclairé de politique commerciale proposé par lui en tant que président de la Chambre de commerce. » [51] Tout ministre, disait son nouveau représentant Ewart en 1833, pensant aux biens de Manchester, qui devrait continuer à imposer des entraves au commerce britannique méritait d'être destitué.

[52] Les marchands et les armateurs de la ville ont adressé une pétition au Parlement la même année, priant pour que le monopole colonial exclusif du marché intérieur soit pris en considération.

[53] Il y avait une puissante association brésilienne dans la ville, soulignant que, en raison du monopole antillais, plus de deux millions de capitaux britanniques ont été contraints à d'autres canaux, donnant du travail à la navigation étrangère et payant aux étrangers des frets, des commissions et des frais. , au grand regret des armateurs britanniques.

[54] Les marchands et les armateurs de Liverpool ont exprimé l'espoir que tandis que le Parlement légiférerait au profit des esclaves dans les colonies éloignées, il tiendrait également compte de la situation actuelle et du bien-être futur de la population laborieuse du pays. 55

A Glasgow aussi, les Antillais ont perdu un autre ami. L'époque de Macdowall et des héritières à sucre était révolue. Le changement peut être symbolisé par les vicissitudes d'une famille de Glasgow. Au XVIIIe siècle, un humble citoyen de la ville, Richard Oswald, émigra à Londres. Là, grâce à un mariage heureux avec une héritière de grandes plantations de canne à sucre, il fit fortune.

[56] Il a été pendant des années un grand trafiquant d'esclaves, possédant sa propre usine sur l'île de Bence dans l'embouchure de la Sierra Leone
Fleuve.

[57] La richesse est finalement passée à James Oswald, le premier représentant de Glasgow au Parlement réformé. En 1833, Oswald a présenté une pétition, portant les signatures de nombreux hommes respectables, priant pour une réduction des droits excessifs perçus sur le sucre brésilien importé pour le raffinage. 58

E. LES RAFFINEURS DE SUCRE

Au XIXe siècle tout autant qu'au XVIIIe, le plan ambitieux de la Grande-Bretagne était de devenir l'empire du sucre du monde, d'adoucir le thé et le café du monde comme Industriel
La révolution lui avait permis de revêtir le monde. Cette vision du monde était en conflit non seulement avec l'importance décroissante de la production antillaise par rapport à la production mondiale, mais aussi avec la détermination persistante des planteurs antillais à restreindre leur culture afin de maintenir des prix de monopole.

L'insurrection des esclaves à Saint Domingue fait monter en flèche les prix du sucre sur le marché européen. Les prix ont augmenté de cinquante pour cent entre septembre 1788 et avril 1793.

[59] Les raffineurs de sucre d'Angleterre envoyèrent une pétition au Parlement en 1792. Ils n'étaient plus aussi modestes qu'ils l'avaient été quarante ans auparavant. Ils blâmaient les maux du monopole antillais, soulignaient « la décadence de
leur manufacture autrefois florissante », priaient pour l'admission de sucre étranger dans les

navires britanniques à des droits plus élevés et demandaient l'égalisation des droits sur le sucre est et antillais britannique. .

[60] Le sabotage avait commencé, dans le jardin du planteur antillais. L'opinion publique a injustement blâmé les raffineurs pour les prix élevés.

[61] Mais un comité mis en place lors d'une réunion publique pour examiner les moyens de réduire le prix du sucre a exonéré les raffineurs et a préconisé l'admission du sucre des Indes orientales sur un pied d'égalité comme « un acte de justice ». 62

La question indienne, comme nous l'avons vu, a été détournée lorsque la riche prune de Saint-Domingue a été suspendue aux yeux du gouvernement britannique. Mais le problème a été relancé dans les années 1820, lorsque l'Inde a eu besoin d'exporter des matières premières pour payer les produits manufacturés britanniques. La concurrence avec le coton américain était impossible,

[63] si les commerçants indiens, il a été invité, devaient choisir entre le sucre et les sables du Gange.

[64] Les Indiens de l'Est parlaient de libre-échange mais leur véritable objectif était de partager le monopole antillais du marché intérieur. Ici, eux et les raffineurs se séparèrent. Comme l'a dit Ricardo : « Aucune protection exclusive ne devrait être accordée ni à l'Est ni aux Antilles, et nous devrions être libres d'importer notre sucre de n'importe quel endroit. Aucune blessure possible ne pourrait en résulter. 65

La situation des raffineurs de sucre en 1831 était désespérée. Le
Les Antillais avaient le monopole du marché intérieur. Le sucre indien ne pouvait être importé qu'à des droits excessifs, sauf pour la réexportation. Des lois annuelles ont été adoptées par le Parlement autorisant la
l'importation de sucre brésilien et cubain uniquement pour le raffinage et la réexportation. C'était clairement insatisfaisant. Il y avait un grand capital investi dans l'industrie du raffinage du sucre, estimé entre trois et quatre millions en 1831.

[66] En raison de l'interdiction de tout sauf du sucre des Antilles britanniques, l'industrie était au bord de la ruine. Les coûts plus élevés du sucre antillais britannique signifiaient que les raffineurs continentaux supplantaient les Britanniques sur tous les marchés européens. En 1830, il y avait 224 casseroles en service à Londres ; en 1833, moins du tiers de ce nombre. Les deux tiers du commerce de raffinage du sucre dans l'ensemble du pays étaient à l'arrêt complet. 67

Les intérêts antillais, demanda John Wood pour les raffineries de sucre de Preston, étaient-ils seuls à considérer ?

[68] Le Parlement, « pour satisfaire les monopoleurs, consentirait-il à ruiner nos ressources futures » ?

[69] La Grande-Bretagne, a déclaré Huskisson du Board of Trade, pourrait devenir l'entrepôt du sucre du monde, et pourrait ainsi donner de l'emploi à ses hommes oisifs et à ses capitaux oisifs pour raffiner ce sucre pour les marchés de l'Europe. En effet, il ne connaissait pas de filière où le capital pût être plus avantageusement employé que dans le raffinage du sucre.

[70] L' allégement du monopole antillais, a déclaré William Clay pour le district de raffinage du sucre de Tower Hamlets, "serait acheté à bas prix en accordant aux propriétaires antillais le montant total de la compensation proposée". 71

Cela allait trop vite pour un gouvernement encore dominé, en 1832, par l'aristocratie terrienne et donc sympathique à ses frères coloniaux. Le gouvernement a adopté un compromis temporaire. En échange de l'émancipation, le droit des Antillais au monopole du marché intérieur était confirmé, tandis que l'importation illimitée de sucre étranger était autorisée mais uniquement pour le raffinage et l'exportation vers l'Europe.

La situation était fantastique. L'explication proposée était que le sucre brésilien et cubain était cultivé par des esclaves. Mais le coton américain et le café brésilien l'étaient aussi. Si les mêmes restrictions avaient été appliquées au coton étranger qu'elles étaient appliquées au sucre étranger, que serait devenue la prééminence industrielle de la Grande-Bretagne dans le monde ? La distinction entre les produits cultivés en liberté et les produits cultivés par des esclaves était un principe d'action individuelle, et non une règle qui pouvait orienter le commerce international.

[72] Les capitalistes ne voulaient que du sucre bon marché. Ils ne voyaient qu'une chose, qu'il était « monstrueux » de devoir dépendre pour leur approvisionnement du sucre produit à un prix de monopole.

[73] Ils ne pouvaient pas, comme le disait Lord Lansdowne, essayer les choses avec un thermomètre spécial, qui montait à ébullition sur le sucre cubain et descendait à une température des plus agréables sur le coton de Caroline. 74

F. TRANSPORT ET MARINS

Les Antillais avaient toujours souligné, pour justifier leur système, leur contribution à la suprématie navale de l'Angleterre. Grâce aux recherches de Clarkson, l'Angleterre apprit le prix qu'elle devait payer pour cette contribution.

Portant le lion dans sa tanière, Clarkson, au péril de sa vie, parcourait les docks de Liverpool, Bristol et Londres, interrogeait les marins, examinait les rôles d'appel et recueillait des preuves qui étaient une formidable accusation des effets de la traite des esclaves, pas maintenant sur le noirs, mais sur les blancs.

Selon Clarkson, la proportion de décès dans le commerce des esclaves par rapport à ceux du commerce de Terre-Neuve était de vingt pour un.

[75] Wilberforce estime les pertes annuelles à un quart des marins.

[76] D'après les rôles d'appel de Liverpool et de Bristol, il montra au Parlement que sur 350 navires négriers, avec 12 263 marins, il y avait eu 2 643 décès — vingt et un pour cent et demi — en douze mois, alors que sur 462 navires engagés dans le commerce antillais , avec 7 640 marins, il n'y a eu que 118 décès en sept mois, soit moins de trois pour cent par an.

[77] William Smith a fait exploser l'erreur selon laquelle la traite des esclaves était responsable de l'introduction de nombreux « terrestres » dans la marine. La proportion des terriens, d'après les listes d'appel de Bristol, était d'un douzième ; à Liverpool, c'était un seizième.

[78] Selon Lord Howick, les pertes parmi les marins de la traite des esclaves étaient huit fois plus élevées que celles de la traite antillaise, et la première était unique par la promptitude avec laquelle les hommes la désertaient à leur arrivée aux Antilles pour la
les navires du roi.

[79] Le comité d'abolition déclara que la mortalité de la traite des esclaves était plus du double de celle de toutes les autres branches du commerce du royaume. [80] John Newton, une autorité en la matière, a parlé de la perte « vraiment alarmante » de la traite négrière.

[81] Ramsay a résumé le sentiment général : « Cela ne forme pas mais détruit les marins. Et cette destruction de marins est un argument fort pour son abolition. Si nous avons quelque égard à la vie des marins, nous devons abandonner une branche du commerce qui dissipe les hommes d'une manière si peu rentable. 82

En 1807, l'intérêt des armateurs pour la traite des esclaves avait considérablement diminué. Sur la moyenne des dix années précédant 1800, les capitaux investis dans la traite des esclaves représentaient moins de cinq pour cent du commerce d'exportation total du pays ; en 1807, il était de un et quart pour cent. En 1805, deux pour cent du tonnage d'exportation britannique, à l'exclusion de l'Irlande et du commerce côtier, étaient employés dans le commerce des esclaves, seuls quatre pour cent des marins s'adonnant au commerce général. 83

Les armateurs, eux aussi, commencèrent à trouver le monopole antillais gênant. On leur avait promis que l'égalisation des droits sur le sucre des Indes orientales donnerait du travail à 40 pour cent de plus au transport maritime.

[84] La navigation britannique engagée dans le commerce vers l'Inde a été multipliée par quatre entre 1812 et 1828, et Huskisson a admis que la difficulté était de trouver des retours d'Inde. 85

Les armateurs étaient également conscients de la valeur du sucre brésilien. Poulett Thomson du Board of Trade a souligné que l'importation de sucre étranger pour le raffinage était très bénéfique pour les intérêts des armateurs britanniques.
[86] Selon Ewart, une telle importation fournirait du fret pour 120 000 tonnes d'expédition par an depuis le seul Brésil, tandis que Saint-Domingue (espagnol), Cuba, Manille et Singapour fournirait des cargaisons pour 200 000 tonnes supplémentaires.
[87] Mark Philips a raconté à la Chambre une histoire pitoyable de navires revenant du Brésil à vide — en 1832, cinquante et un navires ont navigué de Liverpool à Rio de Janeiro, aucun d'entre eux n'ayant pu recevoir de cargaison de retour.
[88] Selon William Clay, sur quatre navires britanniques qui avaient navigué mensuellement de Liverpool au Brésil en 1832, aucun n'était revenu avec les produits avec lesquels leurs cargaisons avaient été achetées. 89

Les armateurs étaient tous favorables au libre-échange, mais seulement lorsque le monopole de quelqu'un d'autre était en cause. En 1825, les lois sur la navigation ont été

modifiées. Les Antilles britanniques ont été autorisées à commercer avec toutes les parties du monde. C'était le bord mince
du coin. En 1848, les lois sur la navigation, le cœur même du système colonial, ont été balayées par la marée pleine du laissez-faire comme le bois de charpente d'autrefois. Ricardo a ridiculisé la manière détournée et coûteuse par laquelle les échanges de produits ont été effectués. Il cite un cas où des peaux américaines ont été transportées de Marseille à Rotterdam. Ne trouvant pas de marché, ils furent ramenés à Marseille, d'où ils furent envoyés à Liverpool. A Liverpool, ils furent saisis au motif qu'ils étaient importés sur un navire français, et libérés seulement à la condition d'être renvoyés à New York. L'Espagnol, continua Ricardo, n'était pas autorisé par les lois de navigation anglaises à prendre une cargaison de sucre à Cuba pour la livrer à un port français, où il prendrait du vin pour l'Angleterre. En Angleterre, il serait accueilli par un douanier, qui lui dirait qu'il ne pouvait pas débarquer sa cargaison. "Pourquoi?" s'enquit l'Espagnol. « J'ai compris que vous vouliez du vin. » « Alors nous le faisons », répondait l'officier. Alors l'Espagnol disait : « J'échangerai mon vin contre votre faïence. "Ça ne va pas", répond l'officier. « Il doit être amené par des Français sur un navire français. » "Mais les Français ne veulent pas de vos faïences." "Nous ne pouvons pas empêcher cela", répond l'officier. « Nous ne devons pas vous laisser enfreindre nos lois sur la navigation. » Si les Espagnols voulaient de la faïence, concluaient Ricardo, le sucre français et le vin anglais, « pourquoi diable devrions-nous interdire le naturel
cours de la transaction ? » 90

Les armateurs n'en voulaient pas. Ils avaient voté contre le monopole du blé et le monopole du sucre mais ne renonceraient pas au monopole de la navigation. Là où le maïs et le sucre étaient en fuite, la navigation ne pouvait bénéficier d'aucune immunité. En 1848, les lois sur la navigation ont été abrogées. Le dernier clou fut enfoncé dans le cercueil du mercantilisme lorsque Ricardo conseilla aux partisans du « long voyage » de faire trois fois le tour des îles britanniques avec leur cargaison. 91

dix
« LA PARTIE COMMERCIALE DE LA NATION » ET L'ESCLAVAGE

Les capitalistes avaient d'abord encouragé l'esclavage antillais puis contribué à sa destruction. Lorsque le capitalisme britannique dépendait des Antilles, ils ignoraient l'esclavage ou le défendaient. Lorsque le capitalisme britannique a trouvé que le monopole antillais était une nuisance, il a détruit l'esclavage antillais comme première étape de la destruction du monopole antillais. Que l'esclavage pour eux était relatif et non absolu, et dépendait de la latitude et de la longitude, est prouvé après 1833 par leur attitude envers l'esclavage à Cuba, au Brésil et aux États-Unis. Ils se moquaient de leurs adversaires en ne voyant l'esclavage que là où ils voyaient du sucre et en limitant leur observation à la circonférence d'un tonneau. [1] Ils refusèrent d'établir leur tarif pour des raisons de moralité, d'ériger une chaire dans chaque bureau de douane et de faire appliquer par leurs serveurs de débarquement des doctrines anti-esclavagistes. 2

Avant et après 1815, le gouvernement britannique a tenté de soudoyer les gouvernements espagnol et portugais pour qu'ils abolissent la traite des esclaves. En 1818, l'Espagne a reçu 400 000 £ en échange d'une promesse de le faire. Tout en rien. Les traités ont été traités comme des bouts de papier, car l'abolition aurait ruiné Cuba et le Brésil. Le gouvernement britannique, poussé par les Antillais, décide donc d'adopter des mesures plus drastiques. Wellington a été envoyé à la conférence internationale de Vérone pour

proposent que les puissances continentales boycottent les produits des pays encore engagés dans la traite négrière. S'il était interrogé sur la question de savoir si la Grande-Bretagne était disposée de la même manière à exclure les produits des pays marchands d'esclaves importés non pour la consommation mais en transit, il devait exprimer sa volonté de soumettre cette proposition à son gouvernement pour examen immédiat.

[3] Ces instructions ont peu justice à la perspicacité des hommes d' État continentaux. La proposition de Wellington fut reçue en silence, et il observa « ces symptômes de désapprobation et de dissidence qui me convainquent non seulement qu'elle ne sera pas adoptée, mais que la suggestion en est attribuée à des motifs intéressés non liés au désir humain d'abolir la traite des esclaves!"

[4] Comme Canning l'a rapporté à son cabinet : « Le refus proposé d'admettre le sucre brésilien dans les dominions des empereurs

[*] et le roi de Prusse fut accueilli (comme on pouvait s'y attendre) avec un sourire ; ce qui indiquait de la part des hommes d'État continentaux un soupçon qu'il pourrait y avoir quelque chose d'intérêt personnel dans notre suggestion d'exclure les produits des colonies rivales de la concurrence avec les nôtres, et leur surprise que nous consentions à être les porteurs des produits. que nous voudrions les dissuader de consommer. 5

C'est clairement ce qu'un député appellera plus tard
« humanité lucrative ».

[6] L'indépendance du Brésil a donné à Canning une meilleure opportunité. Reconnaissance en échange de l'abolition.

[7] Mais il y avait danger que la France reconnaisse le Brésil à condition que la traite négrière se poursuive.

[8] Qu'en est-il alors du commerce de transport britannique et des exportations britanniques ? « Il y a d'immenses intérêts britanniques engagés dans le commerce avec le Brésil », a rappelé Canning à Wilberforce, « et nous devons procéder avec prudence et prudence ; et prendre le commercial
ainsi que les sentiments moraux du pays avec nous.

[9] Moralité ou profit ? La Grande-Bretagne a dû choisir. « Vous vous disputez », a écrit Canning franchement à Wilberforce, « contre la reconnaissance du Brésil non purgé de la traite négrière. . . vous vous étonnez que le duc de Wellington n'ait pas été
chargé de dire qu'il abandonnera le commerce avec
Le Brésil, (car c'est, je le crains, le montant de l'abandon de l'importation et de la réexportation du sucre et du coton), si l'Autriche, la Russie et la Prusse interdisent sa production. En bon raisonnement, vous avez le droit d'être surpris, car nous devons être prêts à faire des sacrifices quand nous les demandons, et je suis pour les faire ; mais qui oserait promettre une telle chose sans une pleine connaissance des opinions des
partie commerciale de la nation ? dix

La partie commerciale de la nation ne laissa pas longtemps Canning dans le doute. Un projet de loi avait déjà été présenté au Parlement en 1815 pour interdire la traite des esclaves en tant qu'investissement pour le capital britannique. Baring, de la grande maison bancaire qui allait avoir des relations si intimes avec l'Amérique espagnole indépendante, adressa un avertissement solennel que toute organisation commerciale

en Grande-Bretagne a déposé une pétition contre elle, [11] et la

Chambre des Lords l'a rejetée.

[12] En 1824, cent dix-sept marchands de Londres sollicitèrent la reconnaissance de l'indépendance de l'Amérique du Sud – les pétitionnaires étaient, en un mot, la ville de Londres.

[13] Le président, le vice-président et
les membres de la
La Chambre de Commerce de Manchester a déclaré que l'ouverture du marché sud-américain à l'industrie britannique serait un événement qui doit produire les résultats les plus bénéfiques pour le commerce britannique.

[14] Le capitalisme britannique ne pouvait plus se contenter de la contrebande.

Ce marché sud-américain, le Brésil en particulier, était basé sur le travail des esclaves et nécessitait la traite négrière. Les capitalistes britanniques ont donc commencé une vigoureuse campagne contre la politique de leur gouvernement de suppression forcée de la traite des esclaves en stationnant des navires de guerre sur la côte africaine. La politique était coûteuse, dépassant la valeur annuelle du commerce total avec l'Afrique. Les exportations africaines s'élevaient à 154 000 £ en 1824 ; importe 118 000 £ de marchandises britanniques et 119 000 £ de marchandises étrangères. C'était la grande étendue du commerce, dit Hume, pour laquelle le pays devait faire un si grand sacrifice de vies humaines sur la côte mortelle des esclaves.

[15] L'humanité des marins anglais exige son abandon. Si certains abolitionnistes souffraient d'un délire humain, pourquoi devraient-ils être autorisés à tromper les Anglais
Parlement?

[16] Le peuple britannique ne pouvait pas se permettre de devenir acheteurs à des conditions aussi extravagantes d'indulgences pour
Afrique.
17

Tout cela était avant 1833, contemporain des attaques capitalistes contre l'esclavage antillais. Après 1833, les capitalistes étaient toujours impliqués dans la traite des esclaves elle-même. Les marchandises britanniques, de Manchester et de Liverpool, cotons, fers et fers, étaient envoyées directement sur les côtes africaines ou indirectement à Rio de Janeiro et La Havane, où elles étaient utilisées par leurs destinataires cubains et brésiliens pour acheter des esclaves.

[18] Il a été dit que les sept dixièmes des marchandises utilisées par le Brésil pour l'achat d'esclaves étaient des manufactures britanniques,

[19] et il a été murmuré que les Britanniques étaient réticents à détruire les barracons sur la côte parce qu'ils détruiraient ainsi les calicots britanniques.

[20] En 1845, Peel refusa de nier le fait que des sujets britanniques se livraient à la traite des esclaves.

[21] Le représentant de Liverpool au Parlement, interrogé de bout en bout, n'était pas prêt à contredire que les exportations de Liverpool vers l'Afrique ou ailleurs étaient affectées à « un usage inapproprié ».

[22] sociétés bancaires britanniques au Brésil finançaient les marchands d'esclaves et assuraient leurs cargaisons, gagnant ainsi la bonne volonté de leurs hôtes. Les sociétés minières britanniques possédaient et achetaient des esclaves dont elles employaient la main-d'œuvre dans leurs entreprises. « Nous devons nécessairement adopter la conclusion douloureuse », a déclaré Brougham à propos du développement cubain et brésilien, « qu'en grande partie au moins une quantité de capital aussi
requis, doit avoir appartenu aux hommes riches de ce pays.

[23] John Bright était bien conscient des intérêts de ses électeurs du Lancashire lorsqu'il a plaidé avec éloquence en 1843 contre un projet de loi interdisant l'emploi de capitaux britanniques, même indirectement, dans la traite des esclaves au motif que ce serait lettre morte et que le la question doit être laissée aux sentiments honorables et moraux des individus.

[24] Cette même année, les firmes britanniques traitaient les trois huitièmes du sucre, la moitié du café, les cinq huitièmes du coton exportés de Pernambuco, Rio de Janeiro et Bahia.
25
Les capitalistes en avaient assez de la « noble expérience » de la Grande-Bretagne. Le commerce était le grand émancipateur.

[26] La seule façon de réprimer l'esclavage était de se fier aux principes éternels et justes du libre-échange. [27] Laissons la traite négrière tranquille, ce serait
se suicider. Si les mécréants d'une nation choisissaient de s'y engager, leur culpabilité retomberait sur leurs propres têtes ; laissez à un tribunal supérieur le gouvernement moral du monde.

[28] L'argent dépensé dans des efforts infructueux pour supprimer le commerce des esclaves pourrait être utilisé de manière plus bénéfique et philosophique à la maison.

[29] Bright a qualifié d'audace l'idée que la justice envers l'Afrique devrait être rendue aux dépens de l'injustice envers l'Angleterre.

[30] Ils avaient beaucoup à faire chez eux, arguait Cobden, à un jet de pierre des Chambres du Parlement, avant de s'embarquer dans un plan visant à sauver de la barbarie toute l'Afrique.

[31] Les activités de l'escadre britannique sur la côte africaine ont été décrites comme des expéditions de boucaniers,

[32] qui sarclait l'Angleterre chaque année de ses meilleurs et de ses plus braves et désolait d'innombrables foyers anglais.

[33] Il y avait d'autres occasions pour s'occuper du bonheur social du monde, d'autres moyens d'essayer de faire avancer ce bonheur, et ils ne devaient pas interférer violemment par des règlements fiscaux avec les sentiments d'autrui.

[34] L'opinion publique des pays de traite négrière doit être ralliée à la cause de l'humanité, non aliénée par une politique de coercition, et les Brésiliens ne peuvent s'attendre à parcourir la route humanitaire plus vite que les Anglais ne l'ont fait.

[35] L '« humanité maladroite et ignorante » de la Grande-Bretagne n'avait fait qu'aggraver les souffrances des esclaves.

[36] Ils avaient utilisé, dit Hutt, « la plus grande latitude, on pourrait dire le libertinage, des moyens — de l'argent public jusqu'à un certain point — des armements navals surveillant chaque rivage et chaque mer où un navire la moitié des régions

intertropicales du globe - une influence et une agence diplomatiques telles peut-être que ce pays ne s'est jamais concentrée auparavant sur un objet public. »

[37] Malgré tout cela, la traite des esclaves avait augmenté. C'était une croisade sauvage, et toutes les forces de la marine britannique, toutes les ressources du Trésor britannique ne pouvaient pas la supprimer.

[38] Ils travaillaient depuis trente ans, et même un fou n'aurait aucune illusion optimiste sur leur succès futur.

[39] Le gouvernement britannique avait-il cédé sa raison à la philanthropie ?

[40] Avait-elle prostitué sa diplomatie aux fins d'un fanatisme déraisonnable ?

[41] Il était curieux de voir des administrations, non distinguées par leur dévouement à la constitution
libertés à la maison, en supposant qu'un peuple lointain et barbare avait plus de droits sur sa conscience que ses propres compatriotes.

[42] Les nations étaient dégoûtées de " cette pente philanthropique ".

[43] Ces caprices, ce système téméraire et oisif

[44] doivent être abandonnés, en tant que philanthropie sinistre et fallacieuse, [45] expériences coûteuses et avortées, [46] qui ont risqué la paix du monde.

[47] Les lois du ciel n'autorisaient pas le peuple britannique à tenir le monde entier au courant de la traite des esclaves. 48

Où était Palmerston ? Le commerce des esclaves a été appelé « l'enfant bienveillant » de Palmerston et il apparaît dans nos manuels comme l'opposant persistant au commerce des esclaves. Au bureau, Palmerston a accompli peu. Hors de ses fonctions, il incita le gouvernement à redoubler d'efforts pour accomplir ce qu'il n'avait pas réussi à faire. Une simple motion pour le retour de la traite négrière entre 1815 et 1843 était accompagnée d'un discours qui remplit plus de vingt-cinq colonnes dans le hansard ; une démonstration rhétorique couronnée d'une magnifique péroraison, qui aurait pu être tirée des discours anti-esclavagistes du dernier demi-siècle, accompagnait un simple mouvement anodin.

[49] Comme s'il faisait appel au Parlement et au pays pour qu'ils apprécient pleinement ses travaux dans la cause, une fois par mois, il attirait l'attention sur ces travaux.

[50] Mais lorsque le représentant de Manchester a souligné les difficultés que la politique de répression britannique causait avec le gouvernement brésilien et a désapprouvé l'ingérence armée, Palmerston a parlé de la France, de Cuba, de la
Imaum de Mascate, tout sauf la traite négrière brésilienne.

[51] Et avec la campagne parlementaire contre la politique de suppression à son apogée, Palmerston s'est contenté d'espérer qu'« aucun comité ne recommandera une voie inverse de celle que nous avons suivie. . . . personne
se trouvera pour dire que nous devons revenir sur nos pas.

[52] Ils avaient fait la preuve, pensait-il, de leur zèle pour la suppression de la traite des esclaves, et s'ils interdisaient l'importation du sucre brésilien, le Brésil penserait qu'ils ne croyaient pas vraiment que le travail libre était moins cher que l'esclave. [53] En exhortant les Espagnols à revendiquer la réciprocité, il a averti qu'ils perdraient leur commerce avec l'Espagne (Cuba) car ils étaient
le perdre avec le Brésil, tout cela à cause du « tarif absurde et de la politique malveillante » du gouvernement. "Ils ont sacrifié les intérêts commerciaux du pays dans le commerce brésilien, dans le commerce espagnol, et je crains, également dans d'autres quartiers sur le

point de suivre, et tout cela dans le but de maintenir un crochet favori, basé sur des prétextes hypocrites."

[54] La « dernière bougie du XIXe siècle » avait été éteinte.

Disraeli a également condamné la suppression de la traite des esclaves pour des raisons d'économie et en tant que politique douteuse qui a entraîné la Grande-Bretagne dans des difficultés dans chaque tribunal et dans chaque colonie.

[55] Wellington l'a qualifié de criminel — « une violation de la loi de nations, une violation des traités.

[56] Même Gladstone a été contraint de choisir entre les besoins des capitalistes britanniques et les besoins des planteurs antillais. En 1841, il était tout à fait pour la suppression et demanda aux capitalistes si, pour de petits et dérisoires avantages pécuniaires, ils étaient prêts à renoncer au titre élevé et au caractère noble qu'ils avaient acquis devant le monde entier. Étaient-ils en train de mettre en lumière chaque incohérence dans le but de l'utiliser comme un plaidoyer pour une incohérence plus grande et plus monstrueuse, ou afin de substituer une uniformité du mal à une reconnaissance incohérente de ce qui était juste ?

[57] En 1850, cependant, il condamna la politique de suppression comme étant anormale et absurde. "Ce n'est pas une ordonnance de la Providence que le gouvernement d'une nation corrige les mœurs d'une autre." 58

Assez ironiquement, ce sont les anciens propriétaires d'esclaves des Antilles qui détiennent désormais le flambeau humanitaire. Ceux qui, en 1807, prophétisaient lugubrement que l'abolition de la traite des esclaves britanniques « entraînerait une diminution du commerce, une diminution des revenus et une diminution de la navigation ; et en fin de compte sape et supprime totalement la grande pierre angulaire de la prospérité britannique »,

[59] furent, après 1807, ceux-là mêmes qui protestèrent contre « un système de vol d'hommes contre un peuple pauvre et inoffensif ».

[60] Barham, un Antillais, a présenté le bil! de 1815 pour rendre pénal l'emploi de capitaux britanniques dans la traite négrière étrangère, et même pour rendre criminelle l'assurance des navires dans la traite négrière.

[61] Parmi les remèdes suggérés par l'intérêt des Indes occidentales en 1830 pour faire face à la détresse croissante des colonies, il y avait une résolution « d'adopter des mesures plus décisives que toutes celles qui ont été employées jusqu'à présent pour arrêter le commerce des esclaves étrangers ; sur la suppression effective dont la prospérité des colonies antillaises britanniques . . . dépendent en fin de compte (s). [62] envoyés jamaïcains, envoyés en Grande-Bretagne en 1832, ont déclaré que « les colonies se sont facilement réconciliées avec l'abolition d'un commerce barbare, que la civilisation avancée de l'époque ne permettait plus d'exister ; mais ils ont pensé, et apparemment avec raison, que les philanthropes n'auraient pas dû se contenter de l'extinction du commerce britannique.

[63] Un grand mouvement de masse pour l'abolition de la traite négrière s'est développé en Jamaïque en 1849. Toutes les classes, couleurs, partis et sectes étaient unis sur la question de la justice envers l'Afrique. Ils dénonçaient la traite négrière et l'esclavage comme « opposés à l'humanité, producteurs des pires maux pour

Afrique - dégradant pour tous ceux qui se livrent au trafic, et hostile aux intérêts moraux et spirituels des esclaves », et a plaidé que « le terme odieux « esclave » (être) radié du vocabulaire de l'univers. » "L'ESCLAVAGE DOIT TOMBER, et, quand il tombera, LA JAMAQUE S'épanouira." L'Angleterre, déclaraient-ils ostensiblement, était entrée en guerre pour des causes moins justifiables.
64
Les capitalistes britanniques, cependant, sont restés indifférents. En 1857, un éditorial du London *Times* déclarait : « Nous savons qu'à toutes fins commerciales, l'Angleterre est l'un des États, et qu'en fait, nous sommes partenaires du planteur du Sud ; nous détenons un acte de vente sur ses biens et ses biens meubles, ses animaux vivants et morts, et prenons la part du lion dans les bénéfices de l'esclavage. . . . Nous fêtons Mme Stowe, pleurons sur son livre et prions pour un président anti-esclavagiste. . ., mais pendant tout ce temps, nous nous habillons non seulement nous-mêmes, mais tout le monde d'ailleurs, avec le coton même cueilli et nettoyé par « l'oncle Tom » et ses compagnons d'infortune. C'est notre métier. C'est le grand aliment de base de l'industrie britannique. Nous sommes les agents de M. 'Legree' pour la fabrication et la vente de ses récoltes de coton.

[65] Le capitalisme britannique avait détruit l'esclavage antillais, mais il continuait à prospérer grâce à l'esclavage brésilien, cubain et américain. Mais le monopole antillais avait disparu pour toujours. Pendant la guerre de Sécession, le gouvernement britannique faillit reconnaître la Confédération. Par une suprême ironie, il a été laissé à l'Antillais Gladstone de rappeler à un auditoire de Newcastle que l'Américain
La guerre civile était « peut-être devenue la plus sans but de toutes les grandes guerres civiles qui aient jamais été menées », et qu'« il ne fait aucun doute que Jefferson Davis et d'autres dirigeants du Sud ont constitué une armée ; ils font, paraît-il, une marine ; et ils ont fait ce qui est plus que l'un ou l'autre, ils ont fait une nation.
66

11
LES « SAINTS » ET L'ESCLAVAGE

Cette étude a délibérément subordonné l'inhumanité du système esclavagiste et l'humanitarisme qui a détruit ce système. L'ignorer complètement, cependant, serait commettre une grave erreur historique et ignorer l'un des plus grands mouvements de propagande de tous les temps. Les humanitaires ont été le fer de lance de l'assaut qui a détruit le système antillais et libéré le nègre. Mais leur importance a été sérieusement méconnue et grossièrement exagérée par des hommes qui ont sacrifié l'érudition à la sentimentalité et, comme les scolastiques d'autrefois, ont placé la foi avant la raison et l'évidence. Le professeur Coupland, dans une interview imaginaire avec Wilberforce, lui demande : « À votre avis, monsieur, quelle est la signification première de votre travail, la leçon de l'abolition du système esclavagiste ? La réponse instantanée est : « C'était l'œuvre de Dieu. Il signifie le triomphe de sa volonté sur l'égoïsme humain. Il enseigne qu'aucun obstacle de
l'intérêt ou le préjugé est inamovible par la foi et la prière. 1

Ce malentendu provient, en partie, d'une tentative délibérée des contemporains de présenter une vision déformée du mouvement abolitionniste. Lorsque la traite des esclaves a été abolie en 1807, le projet de loi comprenait une phrase selon laquelle la traite était « contraire aux principes de justice, d'humanité et de saine politique ». Lord Hawkesbury s'y est opposé; à son avis, les mots « justice et humanité » reflétaient les marchands

d'esclaves. Il propose donc un amendement excluant ces mots. Ce faisant, il borna la nécessité de l'abolition à la seule opportunité.
Le Lord Chancelier protesta. L'amendement supprimerait le seul motif pour lequel les autres puissances pourraient être invitées à coopérer à l'abolition. Le comte de Lauderdale a déclaré que les mots omis étaient les plus essentiels dans le projet de loi. L'omission donnerait de la couleur au soupçon en France que l'abolition britannique était dictée par le motif égoïste que ses colonies étaient bien approvisionnées en Noirs. « Comment, en étant ainsi supposés ne faire aucun sacrifice nous-mêmes, pourrions-nous appeler avec effet des puissances étrangères à coopérer à l'abolition ? Les Lords ont voté pour la version originale. 2

Les humanitaires britanniques étaient un groupe brillant. Clarkson personnifie tout ce qu'il y a de mieux dans l'humanitarisme de l'époque. On peut apprécier encore aujourd'hui ses sentiments quand, en ruminant sur le sujet de son essai primé, il s'éveilla pour la première fois à la prise de conscience de l'énorme injustice de l'esclavage. Clarkson était un travailleur infatigable, qui menait des recherches interminables et dangereuses sur les conditions et les conséquences de la traite négrière, un pamphlétaire prolifique dont l'histoire du mouvement abolitionniste est encore un classique. Ses travaux dans la cause de la justice en Afrique n'ont été accomplis qu'au prix de beaucoup d'inconfort personnel, et ont imposé une contrainte sévère sur ses maigres ressources. En 1793, il a écrit une lettre à Josiah Wedgwood qui contient certains des meilleurs sentiments qui ont motivé les humanitaires. Il avait besoin d'argent et souhaitait vendre deux de ses actions dans la Sierra Leone Company, fondée en 1791 pour promouvoir le commerce légitime avec l'Afrique. « Mais, fit-il remarquer, je ne choisirais pas de permettre à quiconque de devenir acheteur, qui ne serait pas plus satisfait du bien résultant de l'Afrique que de grands profits commerciaux pour lui-même ; non pas qu'on ne puisse s'y attendre, mais en cas de déception, je souhaiterais que son esprit soit apaisé par l'assurance qu'il a contribué à introduire la lumière et le bonheur dans un pays, où l'esprit a été maintenu dans l'obscurité et le corps nourri uniquement pour les chaînes européennes.

3 Trop impétueux et enthousiaste pour certains de ses collègues, 4 Clarkson était un de ces amis dont la race noire n'a malheureusement eu que trop peu.

Ensuite, il y avait James Stephen, le père, et James Stephen, le fils. Le père avait été avocat aux Antilles et connaissait les conditions de première main. Le fils est devenu le premier sous-secrétaire permanent exceptionnel du ministère des Colonies, le « Sursecretary Stephen » et « M. Mère Patrie » de jibes inamicales. À ce titre, il a tenu une mission de surveillance pour ses électeurs impuissants, les esclaves noirs. Il incitait constamment Wilberforce à des efforts plus importants et plus publics au lieu de la politique des monuments commémoratifs et des entretiens avec les ministres. La seule chose pour enrayer les crimes coloniaux était de « les blaser devant le public anglais, et d'armer nous-mêmes avec l'indignation publique.

5 Stephen n'a pas été impressionné par les arguments du planteur. « La privation d'un manoir ou d'un épuipage, si pénible qu'elle soit, n'est guère à opposer à l'exclusion prolongée des avantages communs de la vie humaine sous lesquels, d'après les faits admis, les esclaves sont en train de travailler. . . .

6 La fin ultime de la société humaine – la sécurité de la vie, de la propriété et de la réputation – doit être préférée à ses fins subordonnées – la jouissance de franchises particulières.

[7] C'était la tutelle dans sa forme la plus noble et dans son langage le plus raffiné. Stephen a rédigé le projet de loi sur l'émancipation, qui comprenait des concessions qu'il était réticent à faire aux planteurs. Là où les autres restaient assis et se félicitaient, le sous-secrétaire permanent continuait à observer la législation coloniale avec jalousie et méfiance. « Les franchises populaires entre les mains des maîtres d'un grand nombre d'esclaves », écrivait-il en 1841, « étaient les pires instruments de tyrannie qui aient jamais été forgés pour l'oppression de l'humanité ».

[8] À cette époque et sous un tel administrateur, le gouvernement de la colonie de la Couronne était une étape notable dans la protection des peuples les plus faibles.

L'un des premiers, des plus capables et des plus diligents des abolitionnistes était James Ramsay, qui, en tant que recteur aux Antilles, avait une vingtaine d'années d'expérience de l'esclavage. « La seule utilité, écrivait-il à Wilberforce en 1787, que je puisse être dans l'entreprise en tant que pionnier pour éliminer les obstacles ; utilise-moi de cette façon et je serai heureux.

[9] Il savait par expérience la lourde mortalité occasionnée par la traite des esclaves parmi les marins blancs ; il pouvait parler de première main de la lourde mortalité occasionnée parmi les esclaves par un travail excessif dans les plantations.

[10] Les planteurs le poursuivirent avec un acharnement réservé à lui seul. « Ramsay est mort », s'est vanté l'un d'eux, « j'ai
l'a tué."

A côté de ces hommes, Wilberforce avec son visage efféminé paraît de petite taille. Il y a une certaine suffisance à propos de l'homme, de sa vie, de sa religion. En tant que leader, il était inepte, accro à la modération, au compromis et au retard. Il désapprouvait les mesures extrêmes et craignait l'agitation populaire. Il comptait pour réussir sur le patronage aristocratique, la diplomatie parlementaire et l'influence privée auprès des hommes en poste.

[11] C'était un lobbyiste, et c'était un dicton commun que son vote pouvait être prédit en toute sécurité, car il était certain qu'il s'opposerait à son discours.

[12] « En général, dit Tierney, sa phraséologie est adaptée à l'une ou l'autre partie ; et si, de temps en temps, il perd l'équilibre de son argumentation et se penche un peu d'un côté, il se ressaisit vite et s'écarte autant dans une direction opposée qu'il fera une juste division de son discours des deux côtés de la question. "

[13] Mais c'était un orateur persuasif et éloquent, avec une voix mélodieuse qui lui valut le sobriquet de « rossignol de la maison ». Surtout, il avait la réputation d'avoir l'esprit d'un autre monde, et il est certain que cette réputation de sainteté et son désintéressement pour la cause ont été des facteurs puissants dans l'incitation de Pitt à mener la croisade parlementaire.

C'étaient les hommes que les planteurs appelaient des visionnaires et des fanatiques, et assimilaient les hyènes et les tigres.

[14] Avec l'aide des autres, Macaulay, Wesley, Thornton et Brougham, ils ont réussi à élever les sentiments anti-esclavagistes presque au rang d'une religion en Angleterre, et ces réformateurs religieux qui ont fait de Clapham plus qu'un nœud ferroviaire n'étaient pas surnommé de manière inappropriée « les Saints ». L'émotivité même que suscite un tel phénomène appelle une plus grande prudence de la part de l'étudiant en sciences

sociales. Car si, comme tant d'autres l'ont soutenu, l'esclavage tombe dans le domaine de la théologie, le monopole ne le fait absolument pas.

Les abolitionnistes n'étaient pas des radicaux. Dans leur attitude à l'égard des problèmes domestiques, ils étaient réactionnaires. Les méthodistes ont offert aux ouvriers anglais des Bibles au lieu de pain et les capitalistes wesleyens ont manifesté un mépris ouvert pour la classe ouvrière.
Wilberforce connaissait tout ce qui se passait dans la cale d'un navire négrier, mais ignorait ce qui se passait au fond d'un puits de mine. Il soutenait les Corn Laws, était membre du comité secret qui enquêtait et réprimait le mécontentement de la classe ouvrière en 1817, s'opposait aux associations féminines anti-esclavagistes et jugeait le First Reform Bill trop radical. 15

L'erreur initiale dans laquelle beaucoup sont tombés est l'hypothèse que les abolitionnistes, dès le début, n'ont jamais caché leur intention d'œuvrer à l'émancipation complète. Les abolitionnistes ont longtemps évité et désavoué à plusieurs reprises toute idée d'émancipation. Ils s'intéressaient uniquement à la traite négrière, dont l'abolition, pensaient-ils, conduirait finalement, sans ingérence législative, à la liberté. A trois reprises, le Comité d'abolition a explicitement démenti toute intention d'émanciper les esclaves. [16] Wilberforce en 1807 a publiquement désavoué de telles intentions.
[17] L'évêque de Rochester affirma que les abolitionnistes ne s'appuyaient sur aucune notion visionnaire d'égalité et de droits imprescriptibles des hommes ; ils ont vigoureusement soutenu les gradations de la société civile.
[18] En 1815, l'African Institution déclara clairement qu'elle cherchait à s'émanciper des propriétaires d'esclaves. 19

Ce n'est qu'en 1823 que l'émancipation devient le but avoué des abolitionnistes. La principale raison était la persécution des missionnaires dans les colonies, la mort de Smith en Guyane, l'expulsion de Shrewsbury à la Barbade, la persécution de Knibb en Jamaïque. Même alors, l'émancipation devait être progressive. « Rien de téméraire », a averti Buxton, « rien de rapide, rien de brusque, rien qui porte le moindre signe de violence. » Surtout *pas de zèle*. L'esclavage ne sera jamais aboli. « Ça va s'apaiser ; il déclinera ; il expirera; il va, pour ainsi dire, se brûler dans son alvéole et s'éteindre. . .. Nous la laisserons se décomposer doucement, lentement, silencieusement, presque imperceptiblement, pour s'éteindre et se faire oublier.
[20] Comme aux États-Unis, l'esclavage va disparaître. L'espoir n'a pas été réalisé en Angleterre non plus, bien que l'Occident
Les Indiens étaient trop faibles et peu nombreux pour mener une guerre civile.

Telle était la situation en 1830, lorsque la Révolution de Juillet éclata en France et attisa les flammes de l'Assemblée parlementaire.
réforme en Angleterre. Les abolitionnistes continuaient de faire pression et de temporiser, envoyant des mémoriaux et des députations aux ministres, tandis que l'esclavage colonial et le monopole colonial se poursuivaient sans relâche. « Il fallait donc qu'un autre ordre d'hommes, de natures plus hardies et plus robustes, quoiqu'un peu moins raffinées, apparaisse maintenant pour prendre le travail en main, non pas tant pour supplanter que pour compléter les efforts de leurs collègues plus prudents et hésitants. . "

[21] Conservateurs et radicaux s'affrontèrent lors d'une grande réunion anti-esclavagiste en mai 1830. Buxton avait proposé les résolutions habituelles, « admirablement formulées ; admirablement indigné, mais... admirablement prudent. Pownall se leva pour déposer son amendement — abolition immédiate. L'effet sur les délégués était électrique. Buxton a désapprouvé, Brougham s'est interposé, Wilberforce a agité la main pour demander le silence, mais l'amendement a finalement été déposé et "porté avec un éclat de triomphe exaltant".

[22] La nouvelle politique a été admirablement énoncée par un des amis de Sturge : « Le péché sera à notre porte si nous n'agitons pas, n'agitons pas, n'agitons pas.
le gouvernement ne le fera jamais. 23

En ce qui concerne les dirigeants abolitionnistes, cependant, leur attitude à l'égard de l'esclavage antillais doit être vue dans sa relation avec l'esclavage dans d'autres parties du monde. Leur condamnation de l' esclavage ne s'appliquait qu'aux Noirs et uniquement aux Noirs des Antilles britanniques. D'abord, l'Inde.

Dans leur campagne contre les planteurs antillais, les abolitionnistes ont inauguré ce que Cochin a appelé « une sorte de croisade pieuse et stupide ».

[24] Ils ont exhorté leurs sympathisants à boycotter les produits cultivés par des esclaves en faveur des produits cultivés en liberté en Inde. Cette croisade a été recommandée par le Comité d'abolition en 1795

[25] et par de nombreux pamphlétaires. William Fox en 1792 a informé le peuple britannique que dans chaque livre de sucre, ils consommaient deux onces de chair humaine.

[26] Par un calcul mathématique élaboré, on a estimé que si une famille utilisant cinq livres de sucre par semaine s'abstenait pendant vingt et un mois, un nègre serait épargné de l'esclavage et du meurtre.

[27] Le consommateur de sucre était vraiment « *le*
grande cause de toute l'horrible injustice. [28] En substituant East au sucre
antillais, le
La Peckham Ladies' African Anti-Slavery Association a été informée qu'elle sapait le système d'esclavage de la manière la plus sûre, la plus simple et la plus efficace.

[29] Un tract abolitionniste a été diffusé, intitulé « La plainte de l'esclave noir aux amis de l'humanité ». Le nègre supplia : « Et maintenant, massa, tu es l' *ami de la liberté,* bon homme, pitié, pauvre nègre, je supplie d'acheter de East Sugar, pas de sucre d'esclave, de libre, et den ma masse je vais tinter et dire, ve non beaucoup vendent du sucre d'esclave, les esclaves ne doivent pas être des esclaves, doivent être libres, et doivent payer de vages, et den vill vork villing et faire plus de travail, et den vendre plus de *sucre,* et obtenir plus d'argent. — Les hommes de l'Est sont des hommes d'étau, et les hommes d'étau de
de l'Est pas d'esclave - rend le sucre gratuit, gratuit, libre.

[30] Non seulement le sucre mais le coton. Un mouvement s'est amorcé entre
les dames pour encourager la consommation de coton cultivé en liberté,

[31] qui, selon Gurney, ferait plus pour abolir l'esclavage en Amérique que tous les pamphlets abolitionnistes.

[32] Comme l'ont dit les abolitionnistes irlandais, leur objectif était de
« universaliser l'utilisation de produits tropicaux à main-d'œuvre gratuite ».
33

Mais les sages de l'Orient n'étaient pas plus impeccables que les planteurs pécheurs de l'Occident. L'acte d'émancipation des esclaves dans les Antilles britanniques passa en troisième lecture le 7 août 1833. Quarante-huit heures auparavant, la charte de la Compagnie des Indes orientales venait d'être renouvelée à la Chambre des Lords. Le projet de loi comprenait une clause déclarant que l'esclavage « devrait être aboli » en Inde. Lord Ellenborough exprima son étonnement qu'une telle proposition fût jamais entrée dans la tête d'un homme d'État. Lord Auckland a défendu le projet de loi : « Il avait été rédigé avec la plus grande prudence compatible avec la destruction d'un système odieux ; ainsi que le plus grand soin de ne pas gêner les mœurs domestiques des indigènes. Le duc de Wellington a demandé à leurs seigneuries de traiter la question à la légère, car elles appréciaient le maintien de l'Inde britannique. C'était une innovation violente, tout à fait injustifiée, qui produirait le plus grand mécontentement, sinon l'insurrection absolue.
34

Des déclarations répétées ont ensuite été faites au Parlement au nom du gouvernement que la Compagnie des Indes orientales était
l'élaboration d'une législation en vue de « l'amélioration » de
l'esclavage et qu'une telle législation serait produite au Parlement. Mais la législation promise n'est jamais venue. « Le gouvernement de l'Inde prenait des mesures pour améliorer les conditions de l'esclavage comme, à peu près
période, devrait conduire à son extinction totale.

35 C'était en 1837. En 1841, aucune des règles et règlements pour l'atténuation de l'esclavage n'avait été produit.

36 Et lorsque la question de l'égalisation des droits sur le rhum des Indes orientales a été soulevée et qu'il a été soutenu que le rhum des Indes orientales était un produit d'esclaves, le Premier ministre Peel a répondu que « reporter la péréquation . . . jusqu'à ce qu'il ait effectivement réglé cette abolition, en reporterait l'opération à une période beaucoup plus lointaine que même les plus ardents défenseurs des Antillais pourraient le souhaiter.

37 Pour défendre les Indiens de l'Est, il fut allégué, en 1842, qu'ils avaient interdit la vente d'enfants en esclavage en période de disette.

38 Dix ans après la « grande expiation » de la Grande-Bretagne, le comte d'Auckland n'a pas nié qu'« une certaine condition de servitude,
plus ou moins douloureux, peut ne pas exister encore » ;

39 et Peel considéraient que les mesures adoptées « semblaient bien calculées pour arrêter les progrès de l'esclavage et arrêter les abus, et lorsqu'elles étaient mises en œuvre dans toutes les parties de l'Inde sous notre contrôle ou sur lesquelles nous pouvions influencer, contribueraient grandement à supprimer l'esclavage. 40

C'était pourtant le produit tropical que les abolitionnistes recommandaient au peuple anglais. Clarkson les a appelés à « montrer leur horreur du système des planteurs en
en abandonnant l'utilisation de leurs produits »,

41 et jusqu'en 1840, il se tournait encore vers la Compagnie des Indes orientales pour extirper l'esclavage « par des moyens parfaitement *moraux et pacifiques* . . . à savoir, par la *culture de la terre* et par l'emploi du *travail gratuit.* 42

Les abolitionnistes ne l'ont pas fait par ignorance. En guise d'excuse pour la Compagnie des Indes orientales, Zachary Macaulay a déclaré qu'« ils avaient obtenu la domination sur des

pays qui étaient auparavant sous le gouvernement hindou et moghol. Ils ne pourraient donc pas être blâmés si, lorsqu'ils sont entrés en possession de ces pays, ils ont trouvé des principes appliqués avec lesquels, si contraires qu'ils soient à leurs sentiments, il serait dangereux d'interférer, sans prudence.

[43] En 1837, Buxton a exprimé
la crainte que le sucre ne produise un système d'esclavage à l'Est aussi honteux qu'il avait produit à l'Ouest. Le porte-parole du gouvernement lui a assuré que non. Buxton « était très obligé. . . pour cette assurance.

[44] En 1843, Brougham attendait toujours avec un vif espoir l'abolition de l'esclavage en Inde, « un aboutissement qui ne devait pas être accompli tant par la législation, ou en faisant violence à la propriété », qu'en encourageant les propriétaires d'esclaves indigènes à déclarer leurs enfants gratuit après une certaine date. 45

Certains membres de la secte Clapham avaient des intérêts indiens et « peut-être que leur détestation de l'esclavage antillais a été aiguisée par un sentiment de discrimination injuste des droits sur le sucre en faveur des Antilles et contre les plantations de canne à sucre croissantes de l'Inde ».

[46] Les Thornton possédaient des actions des Indes orientales ;

[47] un membre de la famille participa au débat à East India House en 1793 sur le commerce du sucre, et nia l'existence de tout pacte en faveur du monopole antillais.

[48] Zachary Macaulay avait des parts dans la Compagnie des Indes orientales et était l'un des neuf signataires qui convoquèrent la réunion de la Cour des propriétaires en 1823 pour discuter de la question du sucre.

[49] Dans un puissant pamphlet de 1823, il déclara que les Antillais « n'ont pas plus le droit de revendiquer le maintien d'un droit protecteur sur le sucre, au tort manifeste de l'Inde et de la Grande-Bretagne, qu'ils n'avaient auparavant le droit de revendiquer le maintien de la traite négrière, au tort manifeste de
Afrique."

[50] Le discours de Macaulay lors du débat à East India House sur le commerce du sucre en 1823 était une telle diatribe contre l'esclavage qu'un orateur suivant dut lui rappeler que « si le commerce des esclaves était dix fois pire qu'on ne l'avait dit, ils étaient
pas réunis pour examiner cette question. 51

James Cropper était plus important que Thornton ou Macaulay. Abolitionniste de premier plan, Cropper était le plus grand importateur de sucre des Indes orientales à Liverpool, et était le fondateur et le chef de la maison indépendante des Indes orientales, Cropper, Benson and Company de Liverpool, avec un commerce de mille livres par jour.

[52] Cropper savait que ses intérêts privés rendaient ses motifs suspects.

[53] Ouest Indiens a rappelé que il avait une
fois importé
coton cultivé par des esclaves aux États-Unis.

[54] La propre explication de Cropper est la suivante : « J'ai vu ce monstre hideux, l'esclavage, haletant, pour ainsi dire, dans les agonies de la mort, cherchant le soutien qui pourrait seul continuer son existence. . . . Je ne pouvais souffrir la crainte des reproches, à cause de l'intérêt, pour vaincre le sentiment primordial d'humanité et de devoir. Je n'ai pas osé rencontrer les reproches de ma propre conscience.

[55] Dans ses arguments anti-esclavagistes, il a refusé d'éviter les considérations commerciales. L'esclavage, écrit-il, « ne peut être lucratif que sur *des sols fertiles* et parmi une *population peu nombreuse* comme dans les nouveaux États d'Amérique, où deux jours
le travail achètera un arpent de terre.

[56] En discutant de l'abolition de l'esclavage en Europe, dans les États du Nord de l'Union et dans certaines parties de l'Amérique du Sud, il est arrivé à la conclusion que le fait que l'émancipation n'ait pas été étendue là où le travail des esclaves était rentable montrait que « les efforts d'hommes bienveillants ont été le plus de succès en coopérant avec des causes naturelles.

[57] Lorsqu'il a écrit avec paroles sur les compétences et l'industrie de fabrication de la Grande-Bretagne, « non entravé par des primes, sans l'aide de monopoles inutiles, prospère avec une liberté sans restriction »

[58] il pensait moins à l'esclavage antillais qu'au monopole antillais. Pourquoi la Grande-Bretagne ne fournirait-elle pas le continent en sucre raffiné aussi bien qu'en coton manufacturé ?

[59] Mais lorsque les Antillais lui demandèrent ostensiblement s'il entendait introduire le sucre brésilien en plus du sucre indien, il répondit que tout le sucre devrait être admis à un droit uniforme, à condition que le Brésil et Cuba acceptent d'abolir la traite négrière.

[60] Qu'étaient alors devenues ses « causes naturelles » ? Sa double position d'humanitaire et d'économiste l'a contraint à des incohérences. Dans sa maison, un service de table spécial dépeint un nègre enchaîné et, en 1837, il achète 12 000 petites bouteilles qu'il remplit d'échantillons de sucre et de café cultivés librement et qu'il distribue aux sympathisants et aux députés.

[61] Mais le soutien du « citadin bienveillant » [62] de Liverpool a fait un tort incalculable à la cause de l'humanitarisme.

Thomas Whitmore, leader des Indes orientales au Parlement, était vice-président de l'Anti-Slavery Society et était à un moment candidat à la succession à la direction de la
Parti anti-esclavagiste.

[63] Journal de Wilberforce du 22 mai 1823, date de
La motion de Whitmore sur les droits sur le sucre se lit comme suit : « Aucun intéressé pour la question, mais les Indiens de l'Est et quelques-uns d'entre nous, les Anti-esclavagistes, et les Antillais et le gouvernement contre nous. »

[64] Les deux scrutateurs du côté des Indes orientales étaient Whitmore et Buxton.

[65] De tous les abolitionnistes, un seul, Brougham, s'opposa à la péréquation des droits, au motif qu'elle dévasterait très vite l'ensemble de l'archipel antillais. 66

Ce lien entre les Indiens de l'Est et certains abolitionnistes n'a pas été pleinement apprécié. Coupland est clairement mécontent de tout cela, comme en témoigne son souci de la «sincérité» des deux groupes.

[67] Klingberg parle de « coopération ».

[68] Burn est convaincu que les attaques contre le désintéressement de Cropper étaient sans fondement.

[69] L'explication de Ragatz est la plus satisfaisante de toutes : celle de Cropper était « l'un de ces cas occasionnels dans lesquels la conduite n'est pas principalement influencée par l'intérêt personnel, bien qu'elles puissent coïncider accidentellement ».

[70] La véritable signification, cependant, du soutien des abolitionnistes aux Indes orientales, et plus tard au sucre brésilien, est que les problèmes en jeu n'étaient pas seulement l'inhumanité de l'esclavage antillais, mais la non-rentabilité du monopole antillais.

Après l'Inde, le Brésil et Cuba. Par aucun effort d'imagination aucun humanitaire ne pourrait justifier une proposition calculée pour attacher encore plus fermement les chaînes de l'esclavage aux nègres du Brésil et de Cuba. C'était précisément ce que signifiait le libre-échange du sucre. Car après 1807, les Antillais britanniques se sont vu refuser le commerce des esclaves, et après 1833 le travail des esclaves. Si les abolitionnistes avaient recommandé à tort le sucre indien sur le principe humanitaire qu'il était de culture libre, il était de leur devoir envers leurs principes et leur religion de boycotter le sucre cultivé par les esclaves du Brésil et de Cuba. En omettant de le faire, il ne faut pas en déduire qu'ils se sont trompés, mais il est indéniable que leur échec à adopter une telle voie détruit complètement l'argument humanitaire. Les abolitionnistes, après 1833, continuèrent de s'opposer aux planteurs antillais qui employaient désormais une main-d'œuvre gratuite. Là où, avant 1833, ils avaient boycotté le propriétaire d'esclaves britannique, après 1833, ils ont épousé la cause du propriétaire d'esclaves brésilien.

Les abolitionnistes n'avaient d'abord pas limité leur attention à la traite des esclaves britanniques. Ils n'avaient rêvé que de l'abolition totale et universelle de la traite négrière. Ils profitent du retour de la paix en 1815 et des conférences internationales alors en vogue pour diffuser leurs vues. Ils ont envoyé des « tas de farces » au Parlement ;

[71] en trente-quatre jours en 1814, ils envoyèrent 772 pétitions avec un million de signatures.

[72] Ils dénoncent la déclaration sur papier du Congrès de Vienne contre la traite négrière, où ils ont gagné le plénipotentiaire britannique, Wellington, et sont même prêts à entrer en guerre pour l'abolition.

[73] Ils ont obtenu le soutien du tsar de Russie.

[74] Ils envoyèrent un observateur spécial, Clarkson, au Congrès d'Aix-la-Chapelle. Ils étaient prêts à combattre à nouveau la France pour empêcher la reconquête française de Saint Domingue,

[75] et n'étaient pas disposés à reconnaître l'indépendance du Brésil du Portugal sans une promesse explicite de renoncer à la traite des esclaves. Ils ont forcé le gouvernement britannique, par leur

« violence amicale »

[76] de stationner une escadre sur la côte africaine pour réprimer la traite négrière par la force.

La pression sur le gouvernement était énorme. Le gouvernement a plaidé pour le temps, pour la prudence. "La morale", a déclaré Castlereagh, "n'a jamais été bien enseignée par l'épée."

[77] Il supplia les humanitaires de « modérer leurs sentiments vertueux et de mettre leur sollicitude pour l'Afrique sous l'empire de la raison ».

[78] Mais les abolitionnistes n'ont donné aucune paix au gouvernement. Comme Liverpool l'a avoué une fois à Wilberforce : « Si je n'étais pas soucieux de l'abolition de la traite des esclaves par principe, je dois être conscient de l'embarras auquel tout gouvernement doit être exposé de l'état actuel de cette question dans ce pays. "

[79] Le gouvernement était considérablement entravé dans ses relations extérieures car il savait que toutes les négociations étaient vaines. Mais ils n'ont jamais osé le dire ouvertement. « Nous ne réussirons jamais, écrivait Wellington à Aberdeen, à abolir la traite négrière étrangère. Mais nous devons prendre soin d'éviter de prendre des mesures qui pourraient amener le peuple anglais à croire que nous ne faisons pas tout ce qui est en notre pouvoir pour le décourager et le mettre
vers le bas dès que possible. 80

Lors d'une élection générale inoubliable en 1831, au cours de laquelle les candidats ont été interrogés sur leurs vues sur l'esclavage, les abolitionnistes ont traîné des nègres aux élections avec des chaînes d'or, et, là où ils ne pouvaient pas trouver de nègres, des ramoneurs. Ils ont affiché les campagnes électorales dans tout le royaume avec des images en pied de planteurs blancs flagellant des femmes noires.

[81] Dans leurs campagnes, ils ont fait appel au cœur et à la conscience des femmes britanniques et ont même approché les enfants. Leeds a publié une série anti-esclavagiste pour les jeunes lecteurs. Un cadran anti-esclavagiste a été fabriqué, afin que les personnes bienveillantes, profitant du confort domestique d'un soir au coin du feu en Angleterre, sachent que les nègres peinaient dans les plantations sous la chaleur accablante d'un soleil tropical.

[82] C'était dans les années qui ont précédé 1833. La félicité était dans cette aube.

Mais même à cette aube, les nuages orageux avaient commencé à se rassembler. Les abolitionnistes boycottaient les produits cultivés par les esclaves des Antilles britanniques, teints du sang des nègres. Mais l'existence même du capitalisme britannique dépendait du coton cultivé par les esclaves aux États-Unis, également lié à l'esclavage et pollué par le sang. L'Antillais pouvait légitimement se demander si « l'esclavage n'était répréhensible que dans les pays vers lesquels ces membres ne font pas de commerce, et où leurs connexions ne résident pas.

[83] Les réponses données étaient curieuses. La personne qui a reçu des produits cultivés par des esclaves d'Amérique faisait le commerce du produit du travail effectué par des esclaves qui n'étaient pas ses confrères, et il n'y avait, dans l'esclavage des États-Unis, aucune preuve de cette destruction de la vie humaine qui était un des caractéristiques les plus épouvantables du système dans l'Ouest britannique
Indes.

[84] Les boycotteurs du sucre antillais s'asseyaient sur des chaises en acajou de Cuba, devant des pupitres en palissandre brésilien, et utilisaient des encriers en ébène taillé par des esclaves ; mais « cela ne servirait à rien de faire le tour et de s'enquérir du pedigree de chaque chaise et table. Dans un pays comme l'Angleterre, l'abstinence totale des produits des esclaves était impossible, à moins qu'ils ne souhaitent se rendre dans les bois et vivre de racines et de baies.

[85] Comme l'ont soutenu les abolitionnistes de Newcastle, seul « l'achat inutile d'un iota de produits d'esclaves implique
l'acheteur dans la culpabilité du propriétaire d'esclaves. 86

Le sucre brésilien était-il nécessaire ? Les capitalistes ont dit oui ; il était nécessaire pour maintenir le capitalisme britannique. Les abolitionnistes prirent le parti des capitalistes. En 1833, Lushington, l'un des plus anciens des abolitionnistes, représentant un district sucrier, supplia le gouvernement de ne pas perdre une heure à

accorder des secours à ses constituants, qui ne demandaient aucune prime, aucun avantage injuste, aucun monopole injuste.

[87] Il avait en tête les raffineurs de sucre des Tower Hamlets, pas les Noirs des Antilles britanniques. Buxton a pris une position curieuse. S'il pouvait être démontré que le sucre étranger à importer serait consommé chez lui, au lieu d'être exporté, il voterait non. Mais il fallait un tiers de main-d'œuvre supplémentaire pour raffiner le sucre au Brésil, puis l'importer en Grande-Bretagne à l'état raffiné. En autorisant donc le raffinage du sucre étranger en Grande-Bretagne, ils substituaient chez eux des machines britanniques au travail des esclaves à l'étranger et, par conséquent, diminuaient dans cette mesure le travail des esclaves et décourageaient la traite des esclaves.

[88] Le Parlement a été étonné.

[89] Peut-être bien.

C'était en septembre 1831. Deux ans plus tard, Buxton se réjouissait du succès de ses travaux. « Une œuvre puissante est
accompli en ce qui concerne ce pays.

[90] La loi sur l'émancipation marqua la fin des efforts abolitionnistes. Ils étaient satisfaits. Il ne leur est jamais venu à l'esprit que la liberté du nègre ne pouvait être que nominale si la plantation de canne à sucre pouvait perdurer. Lorsque Gladstone, en 1848, revendiquait encore le devoir de protection des planteurs, il déclara avec force que cela n'avait rien à voir avec le Noir. Il ne voyait "aucune raison pour laquelle nous devrions gaspiller les fonds du pays en donnant une impulsion supplémentaire à cette condition, qui est celle d'un confort pleinement adapté à leur échelle dans la société et à leurs désirs".

[91] Les abolitionnistes se taisaient. Il ne leur est jamais venu à l'esprit que le Noir pourrait vouloir la terre. À Antigua, où toutes les terres ont été appropriées, les planteurs et les esclaves ont afflué vers les églises lorsque la nouvelle de l'émancipation a atteint l'île, ont remercié Dieu pour les bénédictions de la liberté et sont retournés à leurs travaux, les esclaves désormais élevés à la dignité de salaire sans terre. les salariés payaient vingt-cinq cents par jour. La même chose était vraie de la Barbade, où des conditions similaires prévalaient, sauf que les Barbadiens ont omis l'action de grâces. Où étaient les abolitionnistes ? « La race noire », a écrit
Buxton, "sont dotés d'une aptitude particulière à recevoir une instruction morale et religieuse, et il me semble qu'il n'y a jamais eu un appel plus fort à aucune nation que nous ne l'avons maintenant pour rencontrer cette inclination en eux, pour leur fournir amplement avec les moyens d'instruction, d'envoyer des missionnaires, d'instituer des écoles et d'envoyer des Bibles. C'est la seule compensation en notre pouvoir. C'est abondant ! Nous pouvons ainsi récompenser toutes les peines et les souffrances que nous avons infligées et être le moyen de faire à la fin de leur déplacement barbare de leur propre pays la plus grande des bénédictions pour eux.

[92] De même pour l'Afrique. En 1840, Gurney a écrit que « le seul remède radical contre les vices et les misères de l'Afrique est le christianisme. . . . Nous ne devons jamais oublier le
valeur primordiale de l'évangélisation. 93

Le déplacement barbare des nègres d'Afrique s'est poursuivi pendant au moins vingt-cinq ans après 1833, vers les plantations de sucre du Brésil et de Cuba. L'économie brésilienne et cubaine dépendait de la traite des esclaves. La cohérence seule exigeait que les

abolitionnistes britanniques s'opposent à ce commerce. Mais cela retarderait le développement du Brésil et de Cuba et par conséquent entraverait le commerce britannique. Le désir de sucre bon marché après 1833 a vaincu toute horreur de l'esclavage. Finie l'horreur qui jadis excitait l'idée d'un esclavagiste antillais britannique armé d'un fouet ; l'esclavagiste cubain, armé d'un fouet, d'un coutelas, d'un poignard et de pistolets, et suivi de limiers, ne suscita même aucun commentaire de la part des abolitionnistes. Exeter Hall, le centre de l'humanitarisme britannique, cède la place à la Manchester School, fer de lance du libre-échange britannique.

Les abolitionnistes, autrefois si belliqueux en matière de traite négrière, sont désormais pacifistes. Buxton a écrit un livre condamnant l'escadron d'esclaves et la politique de suppression forcée de la traite des esclaves comme causant des souffrances aggravées à un nombre multiplié.

[94] Sturge réorganisa l'Anti-Slavery Society sur une base purement pacifique. "L'échec total", a déclaré Wilberforce, junior, évêque d'Oxford, lors d'une grande réunion abolitionniste en 1840, "de toute tentative par traité, par remontrance et par les armements navals pour arrêter les progrès de la traite des esclaves, prouve la nécessité de recourir à une politique préventive fondée sur des
et des principes supérieurs.

[95] Young Buxton « ne pouvait que voir que ces principes élevés par lesquels ce pays avait été guidé pendant de nombreuses années étaient maintenant supplantés par d'autres qui, bien qu'importants en eux-mêmes, étaient bien inférieurs aux principes sur lesquels il avait agi dans les années précédentes.

[96] La philanthropie de Brougham n'était excitée que par le sucre et non par le coton, uniquement par la traite négrière et non par l'esclavage, uniquement par la traite négrière entre l'Afrique et le Brésil et non par la traite négrière entre la Virginie et le Texas. Il a condamné comme « une perversion grossière des doctrines du libre-échange » la politique consistant à obtenir « du sucre bon marché au prix plus élevé de la piraterie, de la torture et du sang ».

[97] Il savait que ce serait de la folie d'exclure le coton américain, donc prenant comme étalon de mesure non pas l'esclavage mais la traite des esclaves, il affirma que s'il n'avait pas le droit d'interférer dans les institutions nationales des États indépendants, il avait parfaitement le droit d'exiger l'application des traités signés par des États indépendants.

[98] Selon son interprétation, les États-Unis n'ont pas pratiqué le commerce des esclaves. Il y avait une différence, affirmait-il, entre le sucre cultivé par les esclaves en Louisiane, augmenté par l'augmentation naturelle des esclaves ou une culture plus efficace, et le sucre cultivé par les esclaves au Brésil, augmenté par « le trafic contre nature, forcé et infernal dans
Les Africains ont continué par la force et la fraude. 99
Le plus grand discours jamais prononcé sur la question de l'esclavage fut peut-être le discours de Thomas Babington Macaulay, plus tard Lord Macaulay, en 1845. C'était un chef-d'œuvre de clarté et de lucidité, digne d'un grand historien. Il avait un défaut : il était pro-esclavagiste et non anti-esclavagiste. « Mes obligations particulières en ce qui concerne l'esclavage des nègres », a déclaré Macaulay d'un ton acerbe, « ont cessé lorsque l'esclavage lui-même a cessé dans cette partie du monde dont j'étais responsable, en tant que membre de cette Chambre. » Il a refusé de transformer le code fiscal du pays en code pénal dans le but de corriger les vices dans les institutions des États indépendants, ou le tarif en « un instrument pour récompenser la justice et l'humanité de certains

gouvernements étrangers, et pour punir la barbarie d'autres." Il a courageusement fait face à l'incohérence d'importer du sucre brésilien pour le raffinage mais pas pour la consommation. « Nous importons la chose maudite ; nous le lions; nous employons notre habileté et nos machines à la rendre plus séduisante à l'œil et au palais ; nous l'exportons vers Livourne et Hambourg ; nous l'envoyons à tous les cafés d'Italie et Allemagne; nous empochons un profit sur tout cela ; et puis nous prenons un air pharisaïque, et Dieu merci, nous ne sommes pas comme ces Italiens et ces Allemands pécheurs qui n'ont aucun scrupule à avaler du sucre cultivé par des esclaves.

[100] Ils n'osaient interdire l'importation du sucre brésilien, à moins qu'ils ne veuillent faire de l'Allemagne un Warwickshire et de Leipzig un autre Manchester.

[101] « Je n'aurai pas deux normes de droit. . . . Je n'aurai pas deux poids ou deux mesures. Je ne soufflerai pas le chaud et le froid,
jouez vite et lâchement, tirez sur un moucheron et avalez un chameau. 102

Tous les grands noms étaient ici : Wilberforce, Buxton, Macaulay, Brougham. Tous sauf Clarkson, une voix dans le désert appelant à l'exclusion de tous les articles produits par des mains menottées et enchaînées.

[103] Pourtant, même Clarkson en 1839 s'est opposé à la suppression au motif curieux que c'était « mais mettre de l'argent dans le
poches de nos hommes de guerre. 104

L'esclavage était désormais considéré sous un autre jour. M. Wilson n'était pas disposé à dire que, parce que la relation entre l'employeur et l'employé était celle du maître et de l'esclave, elle devrait être qualifiée d'injustice et d'oppression.

[105] Le député de l'Université d'Oxford s'est opposé à l'esclave
commerce et était prêt à la guerre, si nécessaire, pour le supprimer,

[106] mais il n'avait jamais accepté l'idée que la propriété de l'homme était illégale.

[107] Le politologue M'Culloch a rappelé que sans l'esclavage les tropiques n'auraient jamais pu être cultivés et que, en tant qu'institution, il n'était pas justement ouvert à l'opprobre et à la dénonciation qui lui étaient appliqués.

[108] Regardez le système de l'esclavage avec plus de calme, a enseigné le professeur Merivale à Oxford ; c'était un grand mal social, mais différent en degré et en qualité, non en nature, de beaucoup d'autres maux sociaux qu'ils étaient obligés de tolérer, tels que la grande inégalité des fortunes, le paupérisme ou le surmenage des enfants. 109

Disraeli, comme beaucoup à suivre en Grande-Bretagne et aux États-Unis, a condamné l'émancipation comme la plus grande bévue jamais commise par le peuple anglais. C'était « un sujet passionnant. . . adressé à un peuple insulaire au but fort, mais à l'information très déficiente.

[110] Ce n'était pas un jugement hâtif au cours d'une brillante performance oratoire. C'était une opinion réfléchie, qu'il a délibérément répétée dans sa *Vie de Lord George Bentinck.* « Le mouvement de la classe moyenne pour l'abolition de l'esclavage était vertueux, mais il n'était pas sage. C'était un mouvement ignorant. L'histoire de l'abolition de l'esclavage par les Anglais et de ses conséquences serait un récit d'ignorance, d'injustice, de gaffes, de gaspillage et de ravages, difficilement comparable à l'histoire de l'humanité. 111

Même les intellectuels étaient engloutis. Coleridge avait reçu la médaille d'or Browne à Cambridge pour une ode sur l'esclavage et s'était abstenu de sucre. Mais en 1811, il se moquait du « commerce de la philanthropie », accusait Wilberforce de ne se soucier que de sa propre âme et critiquait Clarkson comme un homme rendu vain par la bienveillance, « la machine à vapeur morale ou le géant avec une seule idée » ;

[112] tandis qu'en 1833 il s'opposait fermement aux discussions fréquentes sur les *« droits »* des nègres qui devraient être « enseignés à être reconnaissants de la providence qui les a mis à la portée des moyens de la grâce ».

[113] En 1792, Wordsworth était complètement indifférent à la « nouvelle chaleur de sentiment vertueux » qui se répandait à travers l'Angleterre.

[114] Ses célèbres sonnets à Clarkson, Toussaint L'Ouverture et le « nègre en robe blanche » ne sont que de magnifiques rhétoriques et, non par accident, manquent de la profondeur de sa plus belle poésie. En 1833, il plaida que l'esclavage était en principe monstrueux mais n'était pas la pire chose dans la nature humaine ; elle n'était pas en soi à déplorer en tout temps et en toutes circonstances, et en 1840 il refusa de s'associer publiquement aux abolitionnistes.

[115] Southey était en faveur de l'affranchissement obligatoire par lequel l'esclavage serait, avec un espoir raisonnable, éteint au cours d'une génération. 116

Mais la réaction la plus noire et la moins chère a été personnifiée par Carlyle. Il écrivit un essai sur « The Nigger Question », se moquant de « l'Exeter-Hallery et autres tragiques Tomfoolery » qui, partant du faux principe que tous les hommes étaient égaux, avait fait des Antilles une Irlande noire. Les chevaux seraient-ils les prochains à s'émanciper ? Il a demandé. Il a contrasté les « beaux Noirs assis là jusqu'aux oreilles dans des citrouilles, et les Blancs tristes assis ici sans pommes de terre à manger ». Il n'y avait que l'homme blanc qui avait donné de la valeur aux Antilles, et le « bétail indolent à deux pattes » devait être forcé de travailler. Les abus de l' esclavage devraient être abolis, et la chose précieuse en elle sauvé: le Nègre « a un incontestable et perpétuel *droit* d'être contraint. . . faire un travail compétent pour gagner sa vie. Ce n'était pas que Carlyle détestait le Noir. Non, il l'aimait bien et découvrit qu'"avec un centime d'huile, vous pouvez faire une belle chose brillante du pauvre Quashee". L'Africain noir, seul des sauvages, pouvait vivre parmi les hommes civilisés, mais il ne pouvait être utile à la création de Dieu que comme serviteur perpétuel, à moins que les Antilles britanniques ne deviennent, comme Haïti, « un chenil tropical », noir Pierre extermine Paul noir.

[117] L'opinion publique, comme lord Denman gémit, avait subi un changement lamentable et honteux. 118

12
LES ESCLAVES ET L'ESCLAVAGE

Nous avons examiné les différentes attitudes vis-à-vis de l'esclavage du gouvernement britannique, des capitalistes britanniques, des planteurs britanniques absents des Antilles et des humanitaires britanniques. Nous avons suivi la bataille de l'esclavage dans le pays d'origine. Ce serait pourtant une grave erreur de traiter la question comme s'il s'agissait simplement d'une lutte métropolitaine. Le sort des colonies était en jeu, et les colons eux-mêmes étaient dans une effervescence qui indiquait, réfléchissait et réagissait sur les grands événements de Bretagne.

Il y avait d'abord les planteurs blancs, qui devaient traiter non seulement avec le Parlement britannique, mais aussi avec les esclaves. Deuxièmement, il y avait les gens libres de couleur. Et, troisièmement, il y avait les esclaves eux-mêmes. La plupart des auteurs de cette période les ont ignorés . Les historiens modernes prennent progressivement conscience de la distorsion qui en résulte.

[1] En corrigeant cette lacune, ils corrigent une erreur que les planteurs et les fonctionnaires et politiciens britanniques de l'époque n'ont jamais commis.

D'abord les planteurs. En 1823, le gouvernement britannique adopta une nouvelle politique de réforme à l'égard de l'esclavage antillais. La politique devait être appliquée, par décrets en conseil, dans les colonies de la Couronne de Trinidad et de la Guyane britannique; son succès, espérait-on, encouragerait les colonies autonomes à l'imiter spontanément. Les réformes comprenaient : l'abolition du fouet ; abolition du marché nègre du dimanche, en donnant aux esclaves un autre jour de congé, pour leur laisser du temps pour l'instruction religieuse ; interdiction de la flagellation des femmes esclaves ; affranchissement obligatoire des esclaves des champs et domestiques; liberté des filles nées après 1823 ; admissibilité des preuves des esclaves devant les tribunaux ; création de caisses d'épargne pour les esclaves; une journée de neuf heures ; et la nomination d'un protecteur des esclaves dont le devoir était, entre autres, de tenir un registre officiel des punitions infligées aux esclaves. Ce n'était pas l'émancipation mais l'amélioration, pas la révolution mais l'évolution. L'esclavage serait tué par la bonté.

La réponse des planteurs, dans les colonies de la Couronne comme dans les îles autonomes, fut un refus catégorique de transmettre ce qu'ils considéraient comme « un simple catalogue d'indulgences aux Noirs ».

[1a] Ils savaient que toutes ces concessions ne signifiaient que de nouvelles concessions.

Pas une seule recommandation n'a reçu l'approbation unanime des planteurs antillais. Ils étaient furieux notamment par les propositions d'interdiction de la flagellation des femmes esclaves et l'abolition du marché nègre du dimanche.

Du point de vue des planteurs, il fallait punir les femmes. Même dans les sociétés civilisées, disaient-ils, les femmes étaient fouettées, comme dans les maisons de correction en Angleterre. «Nos dames noires», a déclaré M. Hamden à la législature de la Barbade, «ont plutôt une tendance à la fonte de caractère amazonienne; et je crois que leurs maris seraient très désolés d'apprendre qu'ils ont été placés hors de portée du châtiment. [2]

Sur la question de l'abolition du marché nègre du dimanche, la Barbade a refusé de céder un sixième de ses revenus déjà réduits.

[3] [La] Jamaïque a répondu que la « feinte d'avoir du temps pour les devoirs religieux » ne ferait qu'encourager l'oisiveté parmi les esclaves.

[4] L'opposition des planteurs était si grande que le gouverneur jugea toute tentative de modification hautement imprudente et ne put voir d'autre alternative que de s'en remettre « à l'action du temps et à ce changement de circonstances et d'opinions qui conduit lentement mais sûrement à l'amélioration de les habitudes et les manières des esclaves.

[5] C'était un fait vrai et important qu'avec le temps, le simple contact avec la civilisation améliorait l'esclave, mais l'esclave n'était pas d'humeur pour l'inévitabilité du gradualisme.

Le fouet, disaient les planteurs, était nécessaire pour maintenir la discipline. Abolissez-le, « puis adieu à toute paix et tout confort dans les plantations ».

[6] Un planteur de Trinidad a qualifié « d'invasion de propriété des plus injustes et des plus oppressives » d'insister sur une journée de neuf heures pour les esclaves adultes aux Antilles, tandis que le propriétaire d'usine anglais pouvait exiger douze heures de travail des enfants dans un et ambiance maladive.

[7] En Jamaïque, le projet de loi pour l'admission des témoignages d'esclaves a suscité une grande et violente clameur, et il a été rejeté en deuxième lecture par une majorité de trente-six contre un.

[8] L'Assemblée de l'île a reporté la clause des caisses d'épargne à une session ultérieure,

[9] et le gouverneur n'osa même pas évoquer la question de la liberté des filles.

[10] Le législateur de Guyane britannique a décidé que « si le principe de l'affranchissement *invito domino* doit être adopté, c'est plus pour leur cohérence et pour l'intérêt de leurs électeurs qu'il doit être fait *pour* eux que *par* eux ».

[11] A Trinidad, le nombre d' affranchissements a considérablement diminué,

[12] tandis que les évaluations pour l'affranchissement augmentaient soudainement : [13] « la possibilité pour des évaluateurs assermentés de prononcer une décision injuste », a avoué Stephen, « n'a pas été envisagée et n'est pas prévue contre ».

[14] Un directeur de Trinidad a parlé de « les décrets stupides » et, en enregistrant les sanctions, a eu recours à un langage indigne de sa responsabilité et insultant envers les rédacteurs de la législation.

[15] La fonction de Protecteur des esclaves en Guyane britannique était une « illusion » : « Il n'y a aucune protection pour la population esclave », écrivait le titulaire en 1832, « Je suis désespérément impopulaire. . .
. "
16

Non seulement les planteurs antillais ont remis en question les propositions spécifiques du gouvernement britannique, ils ont également contesté le droit du parlement impérial de légiférer sur leurs affaires intérieures et de délivrer des « mandats arbitraires. . . si positif et sans réserve quant à la matière, et si précis et péremptoire quant au temps.

[17] De la Barbade, le gouverneur rapporta que toute tentative de dictée suscitait une irritation et une opposition instantanées.

[18] L'incohérence des propriétaires d'esclaves parlant de droits et de libertés a été rejetée comme « la clameur de l'ignorance ». Regardez l'histoire, réprimanda Hamden, "vous y découvrirez qu'aucune nation au monde n'a été plus jalouse de leur libertés que celles parmi lesquelles existait l'institution de l'esclavage.
19

En Jamaïque, l'excitation a atteint son paroxysme. L'Assemblée a juré qu'elle ne « renoncerait jamais délibérément à leurs droits incontestables et reconnus » en légiférant de la manière prescrite.

[20] « sur un sujet de simple réglementation municipale et de police intérieure ».

[21] Si le Parlement britannique devait légiférer pour la Jamaïque, il doit exercer cette prérogative sans partenaire.

[22] La doctrine du pouvoir transcendantal du parlement impérial a été déclarée subversive de leurs droits et dangereuse pour leur vie et leurs biens.

[23] Selon le gouverneur, « les droits incontestables du Parlement britannique ont été niés à tort et à travers, (et) à moins que l'arrogance de telles prétentions ne soit efficacement réprimée, l'autorité de Sa Majesté dans cette colonie n'existera que de nom. »

[24] Deux députés jamaïcains, envoyés en Angleterre en 1832 pour déposer leurs griefs devant les autorités de l'intérieur, ont ostensiblement mis au jour les *arcanes impériales :* « Nous ne devons pas plus d'allégeance aux habitants de la Grande-Bretagne qu'à nos frères colons du Canada . . . . nous n'admettons pas un instant que la Jamaïque puisse être citée à la barre de l'opinion anglaise pour défendre ses lois et ses coutumes.

[25] Un membre de l'assemblée de l'île est allé plus loin : « Quant au roi d'Angleterre, demanda-t-il, de quel droit serais-je heureux

savoir s'il est allé à la Jamaïque, sauf qu'il l'a volé à l'Espagne ? » [26] Un Antillais au Parlement a rappelé au peuple britannique
qu'« en persistant dans la question du droit, nous avons perdu l'Amérique ».

[27] On parle de sécession. Le gouvernement d'origine a été averti qu'il y avait une communication constante en Jamaïque
avec des particuliers aux États-Unis,

[28] et que des sondes avaient été envoyées par certains planteurs au gouvernement des États-Unis.

[29] Le cabinet a pris l'affaire suffisamment au sérieux pour interroger le gouverneur à ce sujet.

[30] Saint Domingue ne s'était-il pas, en pareilles circonstances, offert à l'Angleterre ?

C'était plus que le langage d'hommes désespérés ou un mépris insensé de "l'avertissement tempéré mais autoritaire"

[31] des autorités impériales. Ce fut une leçon moins pour le public de Grande-Bretagne que pour les esclaves des Antilles.
Si le gouverneur de la Jamaïque trouvait chez les planteurs « une plus grande réticence à se départir du pouvoir sur l'esclave qu'on aurait pu s'y attendre à l'époque actuelle »,

[32] il est évident comment la récalcitrance de la plantocratie est apparue aux esclaves. Les nègres, surtout les gens, risquaient d'oublier que, selon les mots du gouverneur de la Barbade, *« l'amour du pouvoir de* ces planteurs sur les pauvres nègres, chacun dans sa petite domination sucrière, a trouvé un aussi grand
obstacle à la liberté comme *l'amour de leur travail.*

[33] L'émancipation ne viendrait pas des planteurs mais malgré les planteurs.

Tandis que les Blancs complotaient de trahison et parlaient de sécession, les gens de couleur libres étaient d'une loyauté inébranlable. Ils ont désapprouvé « une dissolution des liens qui nous unissent à la Mère Patrie comme la plus grande calamité qui puisse peut-être arriver à nous-mêmes et à notre postérité.

[34] À leur grand honneur, a rapporté le gouverneur de Trinidad, ils n'avaient pas participé à ces réunions
colonie à la fois parmi la population libre et la population esclave.

[35] Tandis que les Blancs refusaient d'exercer leurs fonctions, les mulâtres insistaient sur leur droit au service public.

[36] Ils étaient loyaux non par vertu inhérente, mais parce qu'ils étaient trop faibles pour obtenir leurs droits en leur propre nom et ne voyaient aucune perspective de leur propre émancipation que par l'intermédiaire du gouvernement britannique. De plus, les gouvernements locaux, dans la mesure où ils essayaient de mener à bien la politique des antimonopolistes, devaient s'appuyer sur eux. A la Barbade, écrivait le gouverneur, l'équilibre du raffinement, de la morale, de l'éducation et de l'énergie était du côté des mulâtres, tandis que les blancs n'avaient que de vieux droits et préjugés pour maintenir leur position illibérale. « Vous verrez, conseilla-t-il au gouvernement national, une large politique dans les circonstances actuelles pour faire avancer ces castes. C'est une race sobre, active, énergique et loyale ; et je pourrais également dépendre d'eux en cas de besoin, contre les esclaves ou les milices blanches. 37

Contrairement à la croyance populaire et même savante, cependant, alors que la crise politique s'aggravait en Grande-Bretagne, la force sociale la plus dynamique et la plus puissante dans les colonies était l'esclave lui-même. Cet aspect du problème antillais a été soigneusement ignoré,
comme si les esclaves, devenus instruments de production, ne passaient pour des hommes que dans le catalogue. Le planteur considérait l'esclavage comme éternel, ordonné par Dieu, et s'est donné beaucoup de mal pour le justifier par des citations scripturaires. Il n'y avait aucune raison pour que l'esclave pense la même chose. Il a pris les mêmes écritures et les a adaptées à ses propres desseins. À la coercition et au châtiment, il répond par l'indolence, le sabotage et la révolte. La plupart du temps, il était simplement aussi inactif que possible. C'était sa forme habituelle de résistance : passive. La docilité de l'esclave nègre est un mythe. Les Maroons de la Jamaïque et les Bush Negros de la Guyane britannique étaient des esclaves en fuite qui avaient extrait des traités du gouvernement britannique et vivaient de manière indépendante dans leurs montagnes ou leurs retraites dans la jungle. Ils étaient des exemples permanents pour les esclaves des Antilles britanniques d'un seul chemin vers la liberté. La révolte réussie des esclaves à Saint Domingue a été un jalon dans l'histoire de l'esclavage dans le Nouveau Monde, et après 1804, lorsque la république indépendante d'Haïti a été établie, chaque propriétaire d'esclaves blancs, en Jamaïque, à Cuba ou au Texas, vivait dans la terreur. d'un autre Toussaint L'Ouverture. Il est inconcevable a priori que la dislocation économique et les vastes agitations qui ont secoué des millions de personnes en Grande-Bretagne aient pu se passer sans effet sur les esclaves eux-mêmes et la relation des planteurs avec les esclaves. La pression exercée sur le planteur de sucre par les capitalistes en Grande-Bretagne a été aggravée par la pression des esclaves dans les colonies. Dans des communautés comme les Antilles, comme l'a écrit le gouverneur de la Barbade, « l'esprit public est toujours tremblant devant les dangers de l'insurrection ». 38

Pas aussi stupide que son maître le pensait et que les historiens ultérieurs l'ont imaginé, l'esclave était attentif à son environnement et vivement intéressé par les discussions sur son sort. « Rien, écrivait le gouverneur de la Guyane britannique en 1830, ne peut être plus attentif que les esclaves à tout ce qui touche à leurs intérêts.

[39] Les planteurs discutaient ouvertement de la question de l'esclavage en présence de ceux-là mêmes dont l'avenir était à l'étude. « Si les réunions tumultueuses qui se tiennent ici entre les propriétaires », écrivait le gouverneur de Trinidad dans
1832, « sont tolérés, rien de ce qui peut arriver ne doit être un sujet de surprise. . . . "

[40] La presse locale s'ajoute à la matière inflammable. UNE
Le journal de Trinidad a qualifié le décret en conseil de « méchant »

[41] un autre a parlé des « dispositions *ridicules* du ruineux Code Noir ».

[42] Un juge a refusé de siéger à tout procès découlant du décret en conseil et a quitté le tribunal.

[43] Les planteurs ont été blâmés pour cette attitude imprudente. Mais ils ne pouvaient pas s'en empêcher. C'est une caractéristique de toutes les crises sociales profondes. Avant la Révolution française, la cour et l'aristocratie françaises discutaient de Voltaire et de Rousseau non seulement librement mais, dans certains domaines, avec une réelle appréciation intellectuelle. Le comportement arrogant et le langage intempérant des planteurs, cependant, n'ont servi qu'à enflammer l'esprit des esclaves déjà agités.

Le consensus d'opinion parmi les esclaves, chaque fois que chaque nouvelle discussion survenait ou chaque nouvelle politique était annoncée, était que l'émancipation avait été adoptée en Angleterre mais avait été refusée par leurs maîtres. Le gouverneur de la Jamaïque rapporta en 1807 que l'abolition de la traite des esclaves était interprétée par les esclaves comme « rien de moins que leur émancipation générale ».

[44] En 1816, le Parlement britannique a adopté une loi rendant obligatoire l'enregistrement de tous les esclaves, afin d'empêcher la contrebande en violation de la loi sur l'abolition. Les esclaves de la Jamaïque avaient l'impression que le projet de loi « envisage certaines dispositions en leur faveur que l'Assemblée ici soutenue par les habitants est généralement désireuse de refuser »,

[45] et les planteurs devaient recommander une déclaration parlementaire selon laquelle l'émancipation n'était jamais envisagée.

[46] Un malentendu similaire régnait parmi les esclaves de
Trinité
[47] et la Barbade.

[48] Partout aux Antilles, les esclaves demandaient « pourquoi
Bacchra non, ce roi lui a-t-il dit ?

[49] L'idée était si profondément ancrée dans l'esprit des esclaves qu'un grand avantage leur était destiné par le gouvernement de l'intérieur en opposition à leurs maîtres qu'ils s'empressèrent de saisir chaque circonstance insignifiante pour la confirmer.

[50] Chaque changement de gouverneur était interprété par eux comme une émancipation. L'arrivée de D'Urban en Guyane britannique en 1824 fut interprétée par les esclaves comme impliquant « quelque chose
intéressant pour leurs perspectives.

[51] Le gouverneur de Trinidad partit en congé en 1831 ; les
Les nègres croyaient qu'il « devait
apporter l'émancipation pour tous les esclaves.

[52] L'arrivée de Mulgrave en Jamaïque en 1832 a suscité une grande effervescence. Lors d'une revue près de Kingston, il fut suivi par un plus grand nombre d'esclaves que jamais auparavant dans l'île, tous avec une idée en tête, qu'il était « revenu avec l'émancipation en poche ».

[53] La nomination de Smith comme gouverneur de la Barbade en 1833 était comprise par les esclaves comme signifiant une émancipation générale. Son arrivée dans l'île a donné lieu à un nombre considérable de désertions des plantations lointaines à Bridgetown « pour vérifier si le gouverneur avait fait sortir la liberté ou non ». 54

Les esclaves, cependant, n'étaient pas prêts à attendre que la liberté leur vienne comme une dispense d'en haut. La fréquence et l'intensité des révoltes d'esclaves après 1800 reflètent les tensions croissantes qui se répercutèrent dans les salles majestueuses de Westminster.

En 1808, une révolte d'esclaves éclate en Guyane britannique. La révolte fut trahie et les meneurs arrêtés. Ils se composaient des « conducteurs, commerçants et autres esclaves les plus raisonnables des domaines »,

[55] c'est-à-dire non pas les ouvriers des champs mais les esclaves qui étaient plus à l'aise et mieux traités. De même un rebelle en Jamaïque en 1824, qui s'est suicidé, a admis ouvertement que son maître était bon et indulgent, mais a défendu son action au motif que la liberté de son vivant n'avait été refusée que par son maître.

[56] C'était un signal de danger. Toussaint L'Ouverture à Saint Domingue avait été un cocher d'esclaves de confiance.

En 1816, c'est le tour de la Barbade. Ce fut un rude choc pour les planteurs barbadiens qui se flattaient que le bon traitement des esclaves « leur aurait empêché de recourir à la violence pour établir une revendication de droit naturel qui, par une longue coutume sanctionnée par la loi, a jusqu'ici refusé d'être reconnue ».

[57] Les rebelles, interrogés, ont explicitement nié que les mauvais traitements en étaient la cause. « Ils soutenaient fermement cependant, écrivit le commandant des troupes au gouverneur, que l'île leur appartenait, et non aux hommes blancs, qui
ils ont proposé de détruire, en réservant les femelles.

[58] La révolte a pris les planteurs au dépourvu, et seule son éclatement prématuré, à la suite de l'ivresse
d'un des rebelles, l'empêcha d'engloutir toute l'île.

[59] Les planteurs jamaïcains ne voyaient dans la révolte que « les prémices des projets visionnaires de quelques théoriciens philanthropes impétueux, de déclamateurs ignorants et de fanatiques fanatiques ».

[60] Tout ce qu'ils pouvaient penser était des représentations urgentes au gouverneur pour rappeler un détachement qui avait navigué quelques jours auparavant en Angleterre et pour détenir le reste du régiment en Jamaïque. 61

Mais la tension montait rapidement. La Guyane britannique en 1808, la Barbade en 1816. En 1823, la Guyane britannique s'enflamme pour la deuxième fois. Cinquante plantations se sont révoltées, embrassant une population de 12.000. Ici encore, la révolte a été si soigneusement et secrètement planifiée qu'elle a pris les planteurs au dépourvu. Les esclaves réclamaient une émancipation inconditionnelle. Le gouverneur a dénoncé avec eux : ils doivent y aller progressivement et ne pas se précipiter. Les esclaves écoutaient froidement. "Ces choses qu'ils disaient ne les réconfortaient pas, Dieu les avait faits de la même chair et du même sang que les blancs, qu'ils étaient fatigués d'être leurs esclaves , qu'ils devaient être libres et qu'ils ne travailleraient plus." Le gouverneur leur assura que « si, par une conduite pacifique, ils méritaient la faveur de Sa Majesté, leur sort s'améliorerait considérablement bien que progressivement, mais ils déclarèrent qu'ils seraient libres ».

[62] Les rigueurs habituelles s'ensuivirent, la révolte fut réprimée, les planteurs fêtèrent et continuèrent leur chemin, sans en tenir compte. Leur seule sollicitude était la continuation de la loi martiale qui avait été déclarée. 63

« Maintenant, la balle a commencé à rouler », a écrit confidentiellement le gouverneur de la Barbade au secrétaire d'État aux Colonies lorsqu'il a appris la nouvelle de la révolte de la Guyane,
"personne ne peut dire quand ni où il doit s'arrêter."

[64] L'année suivante, les esclaves de deux plantations de la paroisse de Hanovre en Jamaïque se sont révoltés. La révolte a été localisée et réprimée par une grande force militaire et les meneurs exécutés. Les esclaves en tant que groupe, cependant, ne pouvaient qu'avec difficulté être retenus d'interférer avec l'exécution. En outre, les hommes exécutés, écrivait le gouverneur, « étaient pleinement impressionnés par la conviction qu'ils avaient droit à leur liberté et que la cause qu'ils avaient embrassée était juste et légitime.
revendication de leurs propres droits. Selon
pour l'un des chefs, la révolte n'était pas maîtrisée, « la guerre ne faisait que commencer ». 65

Le calme extérieur fut rétabli en Guyane britannique et en Jamaïque, mais les Noirs restèrent agités. « L'esprit de mécontentement est tout sauf éteint », écrivait le gouverneur de la Guyane britannique, « il est comme vivant sous ses cendres, et l'esprit nègre, bien qu'il ne donne aucune indication marquée de malice à ceux qui ne sont pas habitués à l'observer, est toujours agité, jaloux et méfiant.

[66] Le gouverneur a mis en garde contre tout retard supplémentaire, non seulement pour le bien de l'humanité intrinsèque et de la politique de la mesure, mais que les attentes et les conjectures pourraient cesser et que les Noirs seraient libérés de cette anxiété fiévreuse qui continuerait de les agiter, jusqu'à ce que la question soit mis définitivement au repos.

[67] Aucun état de l'esprit nègre n'était aussi dangereux qu'un état d'attente indéfinie et vague. 68

C'était en 1824. Sept ans plus tard, les mêmes discussions sur la propriété, l'indemnisation et les droits acquis étaient toujours en cours. En 1831, les esclaves prirent l'affaire en main. Un mouvement insurrectionnel se développe à Antigua. Le gouverneur de la Barbade a dû envoyer des renforts.

[69] À la Barbade même, l'idée prévalait que le roi avait accordé l'émancipation mais que le gouverneur refusait la faveur, tandis que le bruit courait qu'en cas d'insurrection, les troupes du roi avaient reçu l'ordre de ne pas tirer sur les esclaves. 70

Le point culminant est venu avec une révolte en Jamaïque pendant les vacances de Noël. La Jamaïque était la plus grande et la plus importante colonie britannique des Antilles et comptait plus de la moitié des esclaves de l'ensemble des Antilles britanniques. Avec la Jamaïque en feu, rien ne pouvait empêcher les flammes de se propager. Une « insurrection étendue et destructrice » éclate parmi les esclaves du district occidental.

[71] L'insurrection, rapporte le gouverneur, « n'a été occasionnée par aucun grief soudain ou cause immédiate de mécontentement, elle avait été longtemps concertée et différée à différentes périodes ». Les chefs étaient des esclaves employés dans des situations de la plus grande confiance, qui étaient par conséquent exemptés de tout travail forcé. « Dans leur position, des motifs non moins forts que ceux qui semblent les avoir animés : le désir d'exercer leur liberté et, dans certains cas, de se posséder.

des biens appartenant à leurs maîtres, aurait pu influencer leur conduite. 72

Mais les planteurs antillais ne voyaient dans ces révoltes d'esclaves qu'une occasion d'embarrasser la mère patrie et les humanitaires. De Trinidad, le gouverneur écrivit en 1832 : « . . . l'île, en ce qui concerne les esclaves, est tout à fait tranquille et pourrait très facilement être gardée si tel était le désir de ceux qui devaient guider leurs efforts de cette manière... de certains dirigeants ici pour pousser le gouvernement à abandonner ses principes, même au risque de
excitant les esclaves à l'insurrection.
[73] Le gouverneur de la Jamaïque s'est trouvé dans la même situation : quelque consolation de son embarras pour les Britanniques
Gouvernement."
[74] Le planteur antillais, selon les mots de Daniel O'Connell, continuait à s'asseoir, « sale et souillé sur une poudrière, dont il ne voulait pas s'éloigner, et il était
craignant toutes les heures que l'esclave n'y applique une torche. 75

Mais le conflit avait quitté le stade de la discussion politique abstraite sur les esclaves en tant que propriété et mesures politiques. Il s'était traduit dans les désirs passionnés des gens. « La question, écrivit un Jamaïcain au gouverneur, ne sera pas laissée à l'arbitrage d'une longue discussion rageuse entre le gouvernement et le planteur. L'esclave lui-même a appris qu'il y a un tiers, et ce parti lui-même. Il connaît sa force et revendiquera sa liberté. Même à ce moment, insensible à l'échec tardif, il discute de la question avec une détermination fixe.
[76] Depuis la Barbade, le gouverneur a souligné la « double cruauté » du suspense : il a paralysé les efforts des planteurs et a conduit les esclaves, qui avaient été retenus pendant des années d'espoir et d'attente, au désespoir maussade.
[77] Rien ne pouvait être plus malicieux, prévenait-il, que d'annoncer aux esclaves de session en session que leur liberté allait arriver.

[78] Il était très souhaitable, écrivait-il quinze jours plus tard, que « l'état de ce peuple malheureux soit examiné et décidé tôt par les autorités de l'intérieur, car l'état d'illusion dans lequel ils travaillent les rend odieux pour leurs propriétaires et, dans certains cas, cas augmente la misère inévitable de leur condition. 79

En 1833, donc, les alternatives étaient claires : émancipation d'en haut ou émancipation d'en bas. Mais ÉMANCIPATION. Le changement économique, le déclin des monopoles, le développement du capitalisme, l'agitation humanitaire dans les églises britanniques, les péroraisons rivales dans les salles du Parlement, avaient maintenant atteint leur achèvement dans la détermination des esclaves eux-mêmes à être libres. Les nègres avaient été stimulés à la liberté par le développement de la richesse même que leur travail avait créée.

13
CONCLUSION

Cette étude, bien que traitant spécifiquement de la Grande-Bretagne, a reçu le titre général de « Capitalisme et esclavage ». Le titre "British Capitalism and Slavery", bien que plus précis d'un point de vue pédant, aurait néanmoins été génériquement faux. Ce qui était caractéristique du capitalisme britannique était typique aussi du capitalisme en

France. Gaston-Martin écrit : « Il n'y avait pas un seul grand armateur à Nantes qui, entre 1714 et 1789, n'ait acheté et vendu des esclaves ; il n'y en avait pas un qui ne vendait que des esclaves ; il est presque aussi certain qu'aucun ne serait devenu ce qu'il était s'il n'avait vendu des esclaves. C'est en cela que réside l'importance essentielle de la traite négrière : sur son succès ou
l'échec dépendait du progrès ou de la ruine de tous les autres. 1

La Grande-Bretagne, loin devant le reste du monde, et la France ont été les pays qui ont inauguré le monde moderne du développement industriel et de la démocratie parlementaire avec les libertés qui en découlent. L'autre courant étranger qui alimentait l'accumulation du capital en Grande-Bretagne, le commerce avec l'Inde, était secondaire dans la période que nous avons présentée. Ce n'est qu'avec la perte des colonies américaines en 1783 que la Grande-Bretagne se tourna vers l'exploitation sérieuse de ses possessions indiennes.

La crise qui a commencé en 1776 et s'est poursuivie tout au long de la Révolution française et des guerres napoléoniennes jusqu'au projet de loi de réforme de 1832, était à bien des égards une crise mondiale similaire à la crise d'aujourd'hui, ne différant que par l'étendue, la profondeur et l'intensité de la cadeau. Il serait étrange que l'étude du bouleversement précédent ne nous laisse au moins quelques idées et principes pour l'examen de ce qui se passe autour de nous aujourd'hui.

1. *Les forces décisives dans la période de l'histoire dont nous avons parlé sont les forces économiques en développement.*

Ces changements économiques sont progressifs, imperceptibles, mais ils ont un effet cumulatif irrésistible. Les hommes, poursuivant leurs intérêts, sont rarement conscients des résultats ultimes de leur activité. Le capitalisme commercial du XVIIIe siècle a développé la richesse de l'Europe par l'esclavage et le monopole. Mais ce faisant, elle a contribué à créer le capitalisme industriel du XIXe siècle, qui a fait volte-face et détruit la puissance du capitalisme commercial, de l'esclavage et de toutes ses œuvres. Sans une compréhension de ces changements économiques, l'histoire de la période n'a pas de sens.

2. *Les divers groupes opposés de commerçants, d'industriels et de politiciens dominants, tout en étant parfaitement conscients des intérêts immédiats, sont pour cette raison même généralement aveugles aux conséquences à long terme de leurs diverses actions, propositions, politiques.*

Pour la grande majorité des responsables de la politique britannique, la perte des colonies américaines apparaît comme une catastrophe. En réalité, comme on le vit rapidement, cela marqua le début d'une période de richesse créatrice et de pouvoir politique pour la Grande-Bretagne qui dépassa de loin toutes les réalisations incontestables de l'âge précédent. De ce point de vue, le problème de la libération de l'Afrique et de l'Extrême-Orient de l'impérialisme sera finalement décidé par les nécessités de la production. De même que la nouvelle puissance productive de 1833 a détruit les relations entre la mère patrie et les colonies qui existaient soixante ans auparavant, de même la puissance productive incomparablement plus grande d'aujourd'hui finira par détruire toutes les relations qui se dressent sur son chemin. Cela n'invalide pas l'urgence et la validité des arguments pour la démocratie, pour la liberté maintenant ou pour la liberté après la guerre. Mais *mutatis mutandis,* les arguments ont un son familier. Il est utile de les approcher avec une certaine

expérience d'arguments similaires et du privilège (apparemment refusé aux contemporains actifs) d'une enquête impartiale sur ce qu'ils représentaient.

3. *Les idées politiques et morales de l'époque doivent être examinées dans la relation la plus étroite avec le développement économique.*

La politique et la morale dans l'abstrait n'ont aucun sens. Nous trouvons les hommes d'État et les publicistes britanniques qui défendent l'esclavage aujourd'hui, abusent de l'esclavage demain, défendent l'esclavage après-demain. Aujourd'hui, ils sont impérialistes, le lendemain anti-impérialistes, et également pro-impérialistes une génération après. Et toujours avec la même véhémence. La défense ou l'attaque se situe toujours sur le plan moral ou politique élevé . La chose défendue ou attaquée est toujours quelque chose que vous pouvez toucher et voir, à mesurer en livres sterling ou en livres avoirdupois, en dollars et en cents, en yards, en pieds et en pouces. Ce n'est pas un crime. C'est un fait. C'est compréhensible à l'époque. Mais les historiens, écrivant cent ans après, n'ont aucune excuse pour continuer à envelopper les vrais intérêts dans la confusion.

* Même les grands mouvements de masse, et le mouvement de masse anti-esclavagiste était l'un des plus grands d'entre eux, montrent une curieuse affinité avec la montée et le développement de nouveaux intérêts et la nécessité de détruire les anciens.

4. *Un intérêt dépassé, dont la faillite sent bon le ciel dans une perspective historique, peut exercer un effet obstructionniste et perturbateur qui ne peut s'expliquer que par les puissants services qu'il a rendus antérieurement et le retranchement acquis antérieurement.*

Comment expliquer autrement la puissante défense mise en place par les Antillais alors que n'importe quel observateur impartial, s'il existait, aurait pu voir que leur temps était écoulé ? Cependant, dans un récit simplifié tel que l'histoire doit toujours l'être, les énoncés représentatifs et contemporains soigneusement choisis donnent un effet trompeur de clarté du but et du but.

5. *Les idées bâties sur ces intérêts perdurent longtemps après que les intérêts aient été détruits et opèrent leur vieux mal, d'autant plus malfaisant que les intérêts auxquels elles correspondaient n'existent plus.*

Telles sont les idées de l'inaptitude du blanc au travail sous les tropiques et de l'infériorité du nègre qui le condamnaient à l'esclavage. Nous devons nous prémunir non seulement contre ces vieux préjugés mais aussi contre les nouveaux qui se créent constamment. Aucun âge n'est exempt.

Les points évoqués ci-dessus ne sont pas proposés comme des solutions aux problèmes actuels. Ils sont notés comme des balises qui émergent de la cartographie d'une autre mer qui fut en son temps aussi orageuse que la nôtre. Les historiens ne font ni ne guident l'histoire. Leur part est généralement si faible qu'elle est presque négligeable. Mais s'ils n'apprennent pas quelque chose de l'histoire, leurs activités seraient alors une décoration culturelle, ou un passe-temps agréable, tout aussi inutile en ces temps troublés.

REMARQUES

CHAPITRE 1

* Ceci est la description antillaise correcte. Il est tout à fait incorrect de les appeler, comme cela se fait dans ce pays, « hindous ». Tous les Indiens de l'Est ne sont pas hindous. Il y a beaucoup de musulmans aux Antilles.

1. CM Andrews, *La période coloniale de l'histoire américaine* (New Haven, 1934-1938), I, 12-14, 19-20.

2. NM Crouse, *La lutte française pour les Antilles, 1665-1713* (New York, 1943), 7.

3. Adam Smith, *The Wealth of Nations* (édition Cannan, New York, 1937), 538. À cela Smith a ajouté un facteur politique,
« liberté de gérer ses propres affaires à sa manière ».

4. H. Merivale, *Conférences sur la colonisation et les colonies*
(Oxford, édition 1928), 262.

5. *Ibid.*, 385. La description est celle de Lord Sydenham,
Gouverneur général du Canada.

6. Merivale, *op. cit.*, 256.

7. *Idem.*

8. RB Flanders, *Plantation Slavery in Georgia* (Chapel Hill, 1933), 15-16, 20.

9. Merivale, *op. cit.*, 269.

10. M. James, *Social Problems and Policy during the Puritan Revolution, 1640-1660* (Londres, 1930), 111.

11. Adam Smith, *op. cit.*, 365.

12. J. Cairnes, *The Slave Power* (New York, 1862), 39.

13. G. Wakefield, *A View of the Art of Colonization* (Londres, 1849), 323.

14. Adam Smith, *op. cit.*, 365-366.

15. Merivale, *op. cit.*, 303. Italiques de Merivale.

16. MB Hammond, *The Cotton Industry: An Essay in American Economic History* (New York, 1897), 39.

17. Cairnes, *op. cit.*, 44 ; Merivale, *op. cit.*, 305-306. Sur l'épuisement des sols et l'expansion de l'esclavage aux États-Unis, voir WC Bagley, *Soil Exhaustion and the Civil War*
(Washington, DC, 1942).

18. Merivale, *op. cit.*, 307-308.

19. JA Saco, *Historia de la Esclavitud de los Indios en el Nuevo Mundo* (La Habana, édition 1932), I, Introduction, p. xxxviii. L'introduction est écrite par Fernando Ortiz.

20. AW Lauber, *Indian Slavery in Colonial Times within the Present Limits of the United States* (New York, 1913), 214-215.

21. JC Ballagh, *Une histoire de l'esclavage en Virginie* (Baltimore, 1902), 51.

22. F. Ortiz, *Contrapunteo Cubano del Tabaco y el Azúcar* (La Havane, 1940), 353.

23. *Ibid.*, 359.

24. Lauber, *op. cit.*, 302.

25. CM Haar, « White Indentured Servants in Colonial New York », *Americana* (juillet 1040), 371.

26. *Cambridge Histoire de l'Empire britannique* (Cambridge, 1929), moi, 69 ans.

27. Voir Andrews, *op. cit.*, I, 59 ; KF Geiser, *Redemptioners and Indentured Servants in the Colony and Commonwealth of Pennsylvania* (New Haven, 1901), 18.

28. *Cambridge Histoire de l'Empire britannique*, I, 236.

29. CM Maclnnes, *Bristol, a Gateway of Empire* (Bristol, 1939), 158-159.

30. MW Jernegan, *classes laborieuses et dépendantes dans Amérique coloniale, 1607-1783* (Chicago, 1931), 45.

31. HE Bolton et TM Marshall, *La colonisation de l'Amérique du Nord, 1492-1783* (New York, 1936), 336.

32. JW Bready, *Angleterre avant et après Wesley — Le Réveil évangélique et réforme sociale* (Londres, 1938), 106.

33. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, V, 98. 16 juillet 1662.

34. Geiser, *op. cit.*, 18.

35. Voir G. Mittelberger, *Journey to Pennsylvania in the year 1750* (Philadelphie, 1898), 16 ; EI McCormac, *White Servitude in Maryland* (Baltimore, 1904), 44, 49 ; "Journal de John Harrower, 1773-1776", *American Historical Review* (oct. 1900), 77.

36. E. Abbott, *Aspects historiques du problème de l'immigration, Documents choisis* (Chicago, 1926), 12 n.

37. Pain, *op. cit.*, 127.

38. LF Stock (éd.), *Proceedings and Debates in the British Parliament respecting North America* (Washington, DC,
1924-1941), I, 353 n, 355 ; III, 437 n, 494.

39. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, V, 221.

40. *Ibid.*, V, 463. Avril 1667 (?)

41. Stock, *op. cit.*, V, 229 n.

42. Jernegan, *op. cit.*, 49.

43. JD Lang, *Transportation and Colonization* (Londres,
1837), 10.

44. Merivale, *op. cit.*, 125.

45. JD Butler, « British Convicts Shipped to American Colonies », *American Historical Review* (oct. 1896), 25.

46. JC Jeaffreson (éd.), *Un jeune écuyer du dix-septième siècle. Extrait des Papers (1676-1686 après JC) de Christopher Jeaffreson* (Londres, 1878), I, 258. Jeaffreson à Poyntz, 6 mai 1681.

47. Pour la propre assurance de Cromwell à ce sujet, voir Stock, *op. cit.*, I, 211. Cromwell au Président Lenthall, 17 septembre 1649.

48. VT Harlow, *Une histoire de la Barbade, 1625-1685*
(Oxford, 1926), 295.

49. JA Williamson, *Les îles Caraïbes sous le*
Brevets de propriété (Oxford, 1926), 95.

50. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, XIII, 65. Joseph Crispe au colonel Bayer, 10 juin 1689, de St. Christopher : « Outre les Français, nous avons un ennemi encore pire dans les catholiques irlandais. A Montserrat, les Irlandais, trois contre chacun des Anglais, menacèrent de remettre l'île aux Français *(Ibid.*, 73. 27 juin 1689). Le gouverneur Codrington d'Antigua préféra confier la défense de Montserrat aux quelques Anglais et à leurs esclaves plutôt que de se fier à la « fidélité douteuse » des Irlandais *(Ibid.*, 112-113. 31 juillet 1689). Il désarma les Irlandais à Nevis et les envoya en Jamaïque *(Ibid.*, 123. 15 août 1689).

51. HJ Ford, *The Scotch-Irish in America* (New York,
1941), 208.

52. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, V, 495.
Pétition de la Barbade, 5 septembre 1667.

53. Stock, *op. cit.*, I, 288 n, 321 n, 327.

54. Harlow, *op. cit.*, 297-298.

55. Mittelberger, *op. cit.*, 19.

56. Stock, *op. cit.*, I, 249. 25 mars 1659.

57. Geiser, *op. cit.*, 57.

58. EW Andrews (éd.), *Journal d'une dame de qualité; Being the Narrative of a Journey from Scotland to the West Indies, North Carolina and Portugal, in the 1-114-1116* (New Haven, 1923), 33.

59. Jeaffreson, *op. cit.*, II, 4.

60. JA Doyle, *English Colonies in America — Virginia, Maryland, and the Carolinas* (New York, 1889), 387.

61. MacInnes, *op. cit.*, 164-165 ; S. Seyer, *Mémoires historiques et topographiques de Bristol et de son quartier* (Bristol, 1821-1823), II, 531 ; R. North, *La vie du Rt. Hon.*
Francis North, Baron Guildford (Londres, 1826), II, 24-27.

62. Seyer, *op. cit.*, II, 532.

63. *Cambridge Histoire de l'Empire britannique*, I, 563-565.

64. Ballagh, *op. cit.*, 42.

65. McCormac, *op. cit.*, 75.

66. *Ibid.*, 111.

67. C. A. Herrick, *La servitude blanche en Pennsylvanie*

(Philadelphie, 1926), 3.

68. Stock, *op. cit.*, I, 249.

69. Harlow, *op. cit.*, 306.

70. Stock, *op. cit.*, I, 250. 25 mars 1659.

71. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, IX, 394. 30 mai 1676.

72. Sir W. Besant, *Londres au XVIIIe siècle*
(Londres, 1902), 557.

73. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, V, 229. Rapport du Comité du Conseil des plantations étrangères, août 1664
(?).

74. GS Callender, *Sélections de l'histoire économique des États-Unis, 1765–1860* (New York, 1909), 48.

75. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* X, 574. 13 juillet 1680.

76. HJ Laski, *The Rise of European Liberalism* (Londres, 1936), 199, 215, 221.

77. Daniel Defoe, *Moll Flanders* (édition Abbey Classics, Londres, sd), 71.

78. TJ Wertenbaker, *Les planteurs de Virginie coloniale* (Princeton, 1922), 61.

79. Herrick, *op. cit.,* 278.

80. *Ibid.,* 12.

81. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* V, 220. Pétition des marchands, planteurs et capitaines de navires faisant le commerce des plantations, 12 juillet 1664.

82. Harlow, *op. cit.,* 307.

83. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* IX, 445. 15 août 1676.

84. UB Phillips, *Life and Labour in the Old South* (Boston, 1929), 25.

85. JS Bassett, *Slavery and Servitude in the Colony of North Carolina* (Baltimore, 1896), 77. Sur la docilité de l'esclave noir, voir *infra,* p. 201-208.

86. Flandre, *op. cit.,* 14.

87. Cairnes, *op. cit.,* 35 n.

88. Callender, *op. cit.,* 764 n.

89. Cairnes, *op. cit.,* 36.

90. Ortiz, *op. cit., 6,* 84.

91. AG Price, *White Settlers in the Tropics* (New York, 1939), 83.

92. *Ibid.,* 83, 95.

93. *Ibid.,* 92.

94. *Ibid.,* 94.

95. ET Thompson, « The Climatic Theory of the Plantation », *Agricultural History* (janvier 1941), 60.

96. HL Wilkinson, *The World's Population Problems and a White Australia* (Londres, 1930), 250.

97. *Ibid.,* 251.

98. R. Guerra, *Azúcar y Población en Las Antillas* (La
La Havane, 1935), 20.

99. Williamson, *op. cit.,* 157-158.

100. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* X, 503. Gouverneur Atkins, 26 mars 1680.

101. *Ibid.,* VII, 141. Sir Peter Colleton au gouverneur Codrington, 14 décembre 1670. Une suggestion similaire est venue de la Jamaïque en 1686. La permission a été demandée pour l'introduction de la fabrication du coton, pour fournir un emploi aux pauvres blancs. La réponse des autorités douanières britanniques était que « plus ces produits manufacturés sont
encouragé dans les colonies
moins ils dépendront de l'Angleterre. F. Cundall, *The Governors of Jamaica in the Seventeenth Century* (Londres, 1936), 101-103.

102. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* XIV,

446-447. Gouverneur Russell, 23 mars 1695.

103. CSS Higham, *The Development of the Leeward Islands tender the Restoration, 1660–1688* (Cambridge,
1921), 145.

104. Harlow, *op. cit.,* 44.

105. Callender, *op. cit.,* 762.

106. Merivale, *op. cit.,* 62.

107. Harlow, *op. cit.,* 293.

108. *Ibid.,* 41.

109. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* V, 529.
"Quelques observations sur l'île de la Barbade", 1667.

110. Harlow, *op. cit.,* 41.

111. *Ibid.,* 43.

112. Merivale, *op. cit.*, 81.

113. FW Pitman, *The Settlement and Financing of British West India Plantations in the Eighteenth Century*, in *Essays in Colonial History by Students of CM Andrews* (New Haven, 1931), 267.

114. *Ibid.*, 267-269.

115. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, I, 79. Gouverneur Sir Francis Wyatt et Conseil de Virginie, 6 avril 1626.

116. Wertenbaker, *op. cit.*, 59, 115, 122-123, 131, 151.

117. RB Vance, *Human Factors in Cotton Culture: A Study in the Social Geography of the American South* (Chapel Hill, 1929), 36.

118. JA Saco, *Historia de la Esclavitud de la Raza Africana en el Nuevo Mundo y en especial en los Países America-Hispanos* (La Habana, 1938), I, Introduction, p. xxviii. L'introduction est de Fernando Ortiz.

119. T. Blanco, « El Prejuicio Racial en Porto Rico », *Estudios Afrocubanos*, II (1938), 26.

120. Saco, *Historia de la Esclavitud de la Raza Africana .. .* Présentation, p. xxx.

121. *Immigration of Labourers into the West Indian Colonies and the Mauritius*, Part II, *Parliamentary Papers*, 26 août 1846, *60.* Henry Light à Lord Stanley, 17 septembre 1845 : « En tant que travailleurs, ils sont inestimables, en tant que citoyens ils sont parmi les meilleurs et sont rarement traduits devant les tribunaux ou la police.

122. *Documents relatifs aux Antilles, 1841-1842, Jamaïque-Barbade*, 18. CT Metcalfe à Lord John Russell, 27 octobre 1841.

123. *Immigration de travailleurs dans les colonies antillaises . ..*, 111. William Reynolds à CA Fitzroy, 20 août 1845.

124. Ces chiffres sont tirés des tableaux de I. Ferenczi, *International Migrations* (New York, 1929), I, 506-509, 516-518, 520, 534, 537.

125. Le tableau suivant illustre l'utilisation de la main-d'œuvre chinoise dans les plantations sucrières cubaines en 1857 :

Plantation	*Nègres*	*chinois*
Flor de Cuba	409	170
Saint-Martin	452	125
El Progreso	550	40
Armonía	330	20
Sainte Rose	300	30

San Rafael	260	20
Santa Susana	632	200

La dernière plantation était vraiment cosmopolite ; le gang d'esclaves comprenait 34 indigènes du Yucatan. Ces chiffres sont tirés de JG Cantero, *Los Ingenios de la Isla de Cuba* (La Habana, 1857). Le livre n'est pas paginé. Il y avait une certaine opposition à cette main-d'œuvre chinoise, au motif qu'elle augmentait l'hétérogénéité de la population. « Et que perdrons-nous ainsi ? était la réplique. *Anales de la Real Junta de Fomento y Sociedad Económica de La Habana* (La Habana, 1851),
187.

126. Ferenczi, *op. cit.*, I, 527.

CHAPITRE 2

1. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* V, 167. Renatus Enys au secrétaire Bennet, 1er novembre 1663.

2. C. Whitworth (éd.), *The Political and Commercial Works of Charles Davenant* (Londres, 1781), V, 146.

3. GF Zook, *The Company of Royal Adventurers trading into Africa* (Lancaster, 1919), 9, 16.

4. M. Postlethwayt, *Great Britain's Commercial Interest Explained and Improved* (Londres, 1759), II, 148-149, 236 ; Postlethwayt, *The African Trade, the Great Pillar and Support of the British Plantation Trade in North America* (Londres, 1745), 38-39 ; Postlethwayt, *Les avantages nationaux et privés du commerce africain considérés*
(Londres, 1746), 113, 122.

5. J. Gee, *Le commerce et la navigation de la Grande-Bretagne Considéré* (Glasgow, 1750), 25-26.

6. Whitworth, *op. cit.*, II, 37-40.

7. *Ibid.*, V, 140-141. L'ensemble de l'essai, "Réflexions sur la constitution et la gestion du commerce africain", récompensera la lecture.

8. E. Donnan (éd.), *Documents illustratives of the History of the Slave Trade to America* (Washington, DC, 1930-1935), II, 129-130.

9. *Ibid.*, I, 265. En 1681, ces dettes étaient estimées à 271 000 £. ED Collins, *Studies in the Colonial Policy of England, 1672-1680* (Rapport annuel de l'American Association historique, 1900), 185.

10. J. Latimer, *Annales de Bristol au XVIIIe siècle*
(Bristol, 1893), 271.

11. Higham, *op. cit.*, 158.

12. Latimer, *op. cit.*, 272.

13. Anonyme, *Quelques questions de fait relatives à l'état actuel du commerce africain* (Londres, 1720), 3.

14. Pitman, *The Development of the British West Indies, 1700-1763* (New Haven, 1917), 67.

15. *Ibid.,* 69-70, 79.

16. Postlethwayt, *L'intérêt commercial de la Grande-Bretagne* . . ., II, 479-480. Voir aussi p. 149-151, 154-155.

17. HHS Aimes, *A History of Slavery in Cuba, ifii to 1868* (New York, 1907), 33, 269.

18. WEH Lecky, *A History of England in the Eighteenth Century* (Londres, 1892-1920), II, 244.

19. *Rapport des Lords du Comité du Conseil privé nommé pour l'examen de toutes les questions relatives au commerce et aux plantations étrangères, 1788.* Partie VI, Témoignage de MM. Baillie, King, Camden et Hubbert. Les chiffres suivants, tirés du même rapport (Partie IV, n° 4 et n° 15, supplément n° 6, et documents reçus depuis la date du rapport), donnent une indication de l'ampleur du commerce de réexportation :

Colonie	*Ans*	*Importations Réexportations*
Jamaïque	1784-1787	37 841 14 477
Saint-Kitts	1778-1788	2 784 1 769
Dominique	1784-1788	27 553 15 781
Grenade	1784-1792	44 712 31 210

Selon à Dundas, le total de la Colombie - Ouest Indien les importations pour 1791 s'élevaient à 74 000, les réexportations à 34 000. *Cobbett's Parliamentary History of England* (ci-après dénommé *Parl. Hist.),* XXIX, 1206. 23 avril 1792.

20. B. Edwards, *L'histoire, civile et commerciale, de la Colonies britanniques aux Antilles* (Londres, 1801), I, 299.

21. J. Ramsay, A Manuscript entièrement de sa propre main principalement concerné par ses activités en vue de l'abolition de la traite des esclaves, 1787 (Rhodes House Library, Oxford), f. 23 (v). « Mémorial sur le ravitaillement de la marine en marins ».

22. W. Enfield, *An Essay vers l'histoire de Leverpool* (Londres, 1774), 67.

23. Donnan, *op. cit.,* II, 630. Les progrès de Liverpool ressortent du tableau suivant :

Année	*Liverpool*	*Londres*	*Bristol*
1720	21	60	39
1753	64	13	27

1771 107 58 23

Entre 1756 et 1786, Bristol a envoyé 588 navires en Afrique, Liverpool 1 858 ; entre 1795 et 1804, Liverpool envoya 1 099 navires en Afrique, Londres 155, Bristol 29. (Les chiffres pour 1720 proviennent de *Some Matters of Fact* ..., 3 ; les autres de Maclnnes, *op. cit.*, 191.)

24. *Cobbett's Parliamentary Debates* (ci-après *dénommé Parl. Deb.),* IX, 127. George Hibbert, 16 mars 1807.

25. Correspondance entre Robert Bostock, maître marin et marchand, et d'autres, donnant des détails sur le commerce des esclaves des navires de Liverpool aux Antilles, 1789-1792 (MS. Vol., Liverpool Public Library). Bostock au capitaine James Fryer, 17 juillet 1790.

26. MacInnes, *op. cit.*, 202.

27. T. Clarkson, *History of the Rise, Progress, and Accomplishment of the Abolition of the African Slave Trade by the British Parliament* (Londres, 1839), 197.

28. Donnan, *op. cit.*, I, 132. La Compagnie de Guinée à Francis Soane, 9 décembre 1651.

29. Journaux de Liverpool Slave Ships (« Bloom » et autres) ; avec la correspondance et les prix des esclaves vendus (MS. Vol., Liverpool Public Library). Bostock à Knowles, 19 juin 1788.

30. E. Martin (éd.), *Journal d'un marchand d'esclaves. "Une vue de quelques Axcedents remarquables dans la vie de Nics. Owen sur la côte d'Afrique et d'Amérique de l'année 1746 à l'année 1757* » (Londres, 1930), 77-78, 97-98.

31. Latimer, *op. cit.*, 144-145.

32. AP Wadsworth et J. de L. Mann, *The Cotton Trade and Industrial Lancashire* (Manchester, 1931), 228-229.

33. Donnan, *op. cit.*, II, 625-627.

34. *Ibid.*, II, 631.

35. Latimer, *op. cit.*, 476 ; Wadsworth et Mann, *op. cit.*, 225.

36. Cité de Sir Thomas Mun dans JE Gillespie, *The Influence of Oversea Expansion on England to 1700* (New
York, 1920), 165.

37. Donnan, *op. cit.*, II, 627.

38. J. Wallace, *A General and Descriptive History of the Ancient and Present State of the Tovm of Liverpool . . . avec un compte rendu circonstanciel des vraies causes de son commerce africain extensif* (Liverpool, 1795), 229-230. Pour des exemples de subdivision, voir aussi Wadsworth et Mann, *op. cit.*, 224-225.

39. Edwards, *op. cit.*, II, 72, 74, 87-89 ; J. Atkins, *A Voyage to Guinea, Brasil, and the West-Indies* (Londres, 1735), 179. Pour une discussion moderne faisant autorité, voir MJ Herskovits, *The Myth of the Negro Past* (New York, 1941), 34-50. .

40. Correspondance entre Robert Bostock . . . Bostock à Fryer, janvier 1790 ; Bostock à Flint, le 11 novembre 1790.

41. W. Sypher, *Guinea's Captive Kings, British Anti-Slavery Literature of the XVIIIth Century* (Chapel Hill, 1942), 170. Les esclaves étaient inspectés aussi soigneusement que le bétail dans le marché de Smithfield, les principales qualités étaient la taille, les dents saines, les membres souples et l'absence de maladie vénérienne. Atkins, *op. cit.*, 180.

42. EF Gay, "Lettres d'une plantation de sucre à Nevis, 1723-1732", *Journal of Economic and Business History* (novembre 1928), 164.

43. Donnan, *op. cit.*, II, 626.

44. Correspondance entre Robert Bostock . . ., Bostock à Cleveland, 10 août 1789.

45. T. Clarkson, *Essay on the Impolicy of the African Slave Trade* (Londres, 1788), 29.

46. W. Roscoe, *A General View of the African Slave Trade showing its Injustice and Impolicy* (Londres, 1788), 23-24.

47. A. Mackenzie-Grieve, *The Last Years of the English Slave Trade* (Londres, 1941), 178.

48. F. Caravaca, *Esclavos ! El Hombre Negro : Instrumento del Progreso del Blanco* (Barcelone, 1933), 50.

49. Il s'agissait de la Compagnie Brandebourgeoise, parfois appelée, de son siège, la Compagnie Emden. Constituée en société en 1682, la société a établi deux colonies sur la côte africaine et a tenté en vain d'obtenir des possessions antillaises. Donnan, *op. cit.*, I, 103-104.

50. Zook, *op. cit.*, 11-12, 19.

51. RI et S. Wilberforce, *The Life of William Wilberforce* (Londres, 1838), I, 343. George III avait un jour chuchoté en plaisantant à l'abolitionniste lors d'une levée : « Comment vont vos clients noirs, M. Wilberforce ? En 1804, Wilberforce écrivit à Muncaster que « c'était vraiment humiliant de voir, à la Chambre des Lords, quatre membres de la famille royale venir voter contre les esclaves pauvres, sans défense et sans amis ». *Ibid.*, III, 182. 6 juillet 1804.

52. Correspondance entre Robert Bostock . . ., Bostock à Fryer, 24 mai 1792. Le duc a reçu un service d'assiette en tant que « le pauvre mais honorable témoignage de la gratitude du peuple jamaïcain ». Ponts GW, *Les Annales de Jamaïque* (Londres, 1828), II, 263 n.

53. *Parl. Hist.*, XXX, 659. 11 avril 1793.

54. Andrews, *op. cit.*, IV, 61.

55. CM Andrews, « Anglo-French Commercial Rivalry, 1700–1750 », *American Historical Review* (avril 1915), 546.

56. Donnan, *op. cit.*, II, 45.

57. *H. de C. Sess. Pap., Comptes et papiers, 1795-1796.* A. & P. 42, série n° 100, document 848, 1-21.

58. Ajouter. MSS. 12433 (British Museum), ff. 13, 19. Edward Law, 14 mai 1792.

59. P. Cunningham (éd.), *Les lettres d'Horace Walpole*
(Londres, 1891), II, 197. À Sir H. Mann, 25 février 1750.

60. *Parl. Hist.*, XVII, 507-508. 5 mai 1772.

61. R. Terry, *Some Old Papers related to the Newport Slave Trade* (Bulletin de la Newport Historical Society, juillet,
1927), 10.

62. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* X, 611.
Preuve de
Planters de la Barbade devant les Lords of Trade and Plantations, 8 octobre 1680. Pour une vigoureuse opposition à l'idée que les esclaves n'avaient de moyen de communication que dans la langue de leurs maîtres, voir Herskovits, *op. cit.*, 79-81.

63. *Calendar of State Papers,* XIV, 448. Gouverneur Russell, 23 mars 1695.

64. Voir *infra,* p. 108. Le gouverneur de la Barbade s'opposa à la construction d'églises au motif que la permission aux Noirs de se réunir ainsi les détournerait de complots et d'insurrections. CO 28 92 (Public Record Office), 4 novembre 1823. Les planteurs justifièrent leur attitude par l'argument que les missionnaires instillaient dans la tête des esclaves des notions dangereuses qui étaient contraires à la discipline des plantations.

65. Lecky, *op. cit.*, II, 249.

66. Sypher, *op. cit.*, 14.

67. VT Harlow, *Christopher Codrington* (Oxford, 1928), 211, 215.

68. Sypher, *op. cit.*, 65.

69. Latimer, *op. cit.*, 100.

70. *Ibid.*, 478.

71. SH Swinny, *The Humanitarianism of the Eighteenth Century and its results*, in FS Marvin (éd.), *Western Races and the World* (Oxford, 1922), 130-131.

72. L. Strachey, *Eminent Victorians* (Phoenix ed., Londres, 1929), 3.

73. Mackenzie-Grieve, *op. cit.*, 162.

74. GR Wynne, *L'Église en Grande-Bretagne* (Londres, 1911), 120.

75. *H. de C. Sess. Pap.*, 1837–8, vol. 48. Le chiffre exact était 12 729,4,4 £ (p. 19, 22).

76. Wynne, *op. cit.*, 120 ; CJ Abbey et JH Overton, *The English Church in the Eighteenth Century* (Londres, 1878), II, 107.

77. Abbey et Overton, *op. cit.*, II, 106.

78. AT Gary, *The Political and Economic Relations of English and American Quakers, 1750–1785* (Oxford University D. Phil. Thesis, 1935), 506. L'exemplaire examiné a été déposé à la Library of Friends' House, Londres.

79. HJ Cadbury, *Colonial Quaker Antecedents to British Abolition of Slavery* (Friends' House, Londres, 1933), 1.

80. Gary, *op. cit.*, 173-174.

81. Voir Liverpool Papers, Add. MSS. 38227 (British Museum), f. 202, pour une lettre non datée de Lord Hawkesbury, président du Conseil privé, à Lord Rodney, acceptant d'utiliser la procuration de Rodney. Hawkesbury a promis « d'en faire le meilleur usage pour défendre l'île de la Jamaïque et les autres îles des Indes occidentales que Sa Seigneurie a si glorieusement défendues contre un ennemi étranger le 12 mémorable. April », et il a exprimé sa tristesse que seule une grave crise de goutte ait empêché Rodney « d'assister au Parlement et d'apporter son soutien personnel à ceux qui en ont tant besoin ».

82. *Parl. Deb.*, VIII, 669. 5 février 1807.

83. FJ Klingberg, *The Anti-Slavery Movement in England* (New Haven, 1926), 127.

84. *H. de C. Sess. Pap.*, 1837–8, vol. 48. Le chiffre exact est 6 207,7,6 £ (p. 49, 62).

85. Pain, *op. cit.*, 341.

86. Zook, *op. cit.*, 18.

87. Swinny, *op. cit.*, 140.

88. G. Williams, *History of the Liverpool Privateers, with a Account of the Liverpool Slave Trade* (Liverpool, 1897), 473-474.

89. Latimer, *op. cit.*, 147.

90. M. Steen, *The Sun is My Undoing* (New York, 1941), 50.

91. MD George, *London Life in the Eighteenth Century* (Londres, 1925). 137-138.

92. HT Catterall, *Judicial Cases Concerning Negro Slavery* (Washington, DC, 1926-1927), 1, 9, 12.

93. Pain, *op. cit.*, 104-105.

94. R. Coupland, *Le mouvement anti-esclavagiste britannique* (Londres, 1933), 55-56.

95. Sypher, *op. cit.*, 63.

96. Catterall, *op. cit.*, I, 19-20 ; W. Massey, *Une histoire de l'Angleterre pendant le règne de George III* (Londres, 1865), III, 178-179.

97. Anonyme, *Souvenirs d' Old Liverpool, par un Nonagénaire* (Liverpool, 1863), 10.

98. Ramsay, MS. Vol., f. 65. « Une adresse sur le projet
Projet de loi pour l'abolition de la traite négrière.

99. G. Williams, *op. cit.*, 586.

100. *Hansard, Troisième série*, CIX, 1102. Hurt, 10 mars 1850.

101. HW Preston, *Rhode Island and the Sea* (Providence, 1932), 70, 73. L'auteur était directeur du State Bureau of Information.

102. Latimer, *op. cit.*, 142.

103. JWD Powell, *corsaires et navires de guerre de Bristol* (Londres, 1930), 167.

104. HRF Bourne, *Marchands anglais, Mémoires en Illustration des progrès du commerce britannique* (Londres, 1866), II, 63 ; JB Botsford, *English Society in the Eighteenth Century as Influenced from Oversea* (New York, 1924), 122 ; Enfield, *op. cit.*, 48-49. Pour le commerce des esclaves de Blundell, voir Donnan, *op. cit.*, II, 492.

105. Pour Cunliffe, voir Bourne, *op. cit.*, II, 57 ; Botsford, *op. cit.*, 122 ; Enfield, *op. cit.*, 43, 49 ; Donnan, *op. cit.*, II, 492, 497.

106. Donnan, *op. cit.*, II, 631 ; J. Hughes, *Banques et banquiers de* Liverpool, *1760–1817* (Liverpool, 1906), 174.

107. LH Grindon, *Manchester Banks and Bankers* (Manchester, 1878), 55, 79-80, 187-188 ; Bourne, *op. cit.*, II, 64, 78 ; Botsford, *op. cit.*, 122 ; Donnan, *op. cit.*, II, 492.

108. Donnan, *op. cit.*, 1, 169-172.

109. *Ibid.*, II, 468.

110. Latimer, *op. cit., 476-477.*

111. Pour des exemples, voir Wadsworth et Mann, *op. cit.*, 216 n ; Hugues, *op. cit.*, 100 ; 139, 172, 174, 176 ; Donnan, *op. cit.*, II, 492 n.

112. LB Namier, « Antony Bacon, an Eighteenth Century Merchant », *Journal of Economic and Business History* (novembre 1929), 21.

113. Donnan, *op. cit.*, II, 642-644, 656-657 n.

114. *Parl. Deb.*, DC, 170. 23 mars 1807.

115. *Ibid.*, VII, 230. 16 mai 1806.

116. Wilberforce, *Life of Wilberforce*, III, 170. Wilberforce à John Newton, juin 1804.

117. CO. 137/91. Pétition du Comité de la Chambre d'assemblée de la Jamaïque sur le commerce du sucre et des esclaves, 5 décembre 1792.

118. Sypher, *op. cit.*, 157-158, 162-163, 186-188, 217-219.

119. *Ibid.*, 59 ; Pain, *op. cit.*, 341.

120. *Parl. Hist.*, XIX, 305. 23 mai 1777.

121. Pain, *op. cit.*, 102.

122. Postlethwayt, *L'intérêt commercial de la Grande-Bretagne. ..*, II, 217-218 ; Savary des Bruslons, *Le Dictionnaire Universel des Métiers et du Commerce. Avec d'importants ajouts et améliorations par* M. Postlethwayt (Londres, 1751), I, 25. Il n'est pas vrai de dire, comme le fait Sypher *(op. cit.*, 84), que Postlethwayt « a une vision sombre » de la traite négrière. .

123. W. Snelgrave, *A New Account of Guinea and the Slave Trade* (Londres, 1754), 160-161.

CHAPITRE 3

1. Adam Smith, *op. cit.*, 415-416, 590-591.

2. W. Wood, *A Survey of Trade* (Londres, 1718), Partie III, 193.

3. JF Rees, « The Phases of British Commercial Policy in the Eighteenth Century », *Economica* (juin 1925), 143.

4. Bon, *op. cit.*, 111.

5. Postlethwayt, *Le commerce africain, le grand pilier* . .., 4, 6.

6. *Cambridge Histoire de l'Empire britannique,* I, 565.

7. Whitworth, *op. cit.*, II, 20.

8. J. Bennett, *Two Letters and Multiple Calculations on the Sugar Colonies and Trade* (Londres, 1738), 55.

9. Bois, *op. cit.*, 156.

10. Sir D. Thomas, *An Historical Account of the Rise and Growth of the West India Colonies, and of the Great Benefits qu'ils sont pour l'Angleterre, en ce qui concerne le commerce* (Londres, 1690). L'essai est imprimé dans le Harleian Miscellany, II, 347.

11. Pitman, *The Settlement... of British West India Plantations* . .., 271.

12. *Rapport du Comité du Conseil privé, 1788*, partie IV, n° 18, annexe.

13. JH Rose, *William Pitt et la Grande Guerre* (Londres, 1911), 370.

14. Adam Smith, *op. cit.*, 366.

15. Whitworth, *op. cit.*, II, 18.

16. Les tableaux suivants ont été compilés à partir de Sir C. Whitworth, *State of the Trade of Great Britain in its imports and exports, progressivement à partir de l'année 1697-1773* (Londres, 1776), Partie II, pp. 1–2, 47 -50, 53-72, 75-76, 78, 82-91.
Les chiffres du commerce sont en livres sterling.

Dans les pourcentages généraux donnés dans le texte pour le commerce antillais et continental, j'ai inclus dans les chiffres des Antilles pour 1714-1773 le commerce avec des lieux mineurs, tels que Sainte-Croix, Monte Christi, Saint-Eustache, et aussi le commerce avec les îles conquise par la Grande-Bretagne pendant la guerre mais restaurée plus tard — par exemple, Cuba, la Guadeloupe, etc. De même, les chiffres pour le continent, 1714-1773, incluent le Canada, la Floride, etc. –115, et note 36.

Afin de voir ces statistiques dans leur juste perspective, les chiffres généraux du commerce britannique doivent être inclus. Ils sont les suivants *(Ibid.*, Partie I, pp. 78-79.)

Année	*Importations britanniques*	*Exportations britanniques*
1697	3482586	3525906
1773	11406841	14763252

1714-1773 492146670 730962105

Colonie	*Année*	*Importations Britanique de*	*% de Total britannique*	*Exportations Britanique à*	*% de Totale britannique*	*% de Totale britannique*	*Commerce*
Ouest Indes..	1697	326536	9.3	142795	4	7	
Continent....	1697	279852	8	140129	3,9	6	
Afrique.....	1697	6615	...	13435	...	...	
Ouest Indes..	1773	2830853	24,8	1270846	8,6	15,5	
Continent....	1773	1420471	12,5	2375797	16,1	14,5	
Afrique.....	1773	68424	...	662112	...	....	
Ouest Indes..	1714-1773	10126481820.5		453899886.2		12.	
Continent....	1714-1773	55552675	11,3	699036139,6		10,2	
Afrique.....	1714-1773	2407447	0,5	152358292.1		1,4	

Les importations et les exportations vers les colonies individuelles sont les suivantes :

Colonie	*Britanniques Importations de* 1697	*Britanniques Exportations à* 1773	*Britanniques Importations de* 1697	*Britanniques Exportations à* 1714-1773
Antigua.....	28209	112779	8029 93323	12785262 3821726
Barbade.....	196532	168682	14506497 7442652	77465148817
Jamaïque.....	70000		42259749 16844990	128688840726683451
Montserrat...	14699	47911	3532	3387237 537831
14947				
Nevis.....	17096	39299	130439181	3636504 549564
Caroline.....	12374	456513	5289	11410480 8423588
344859				

Nouvelle-Angleterre. 26282 124624 4134392 16934316 68468527055				
New York.... 10093 76246 4579 1910796 11377696 289214				
Pennsylvanie 3347 36652 2997 1115112 9627409 426448				
Virginie et Maryland... 227756589803 58796328904 35158481 18391097				
Géorgie..... 85391 62932 622958* 746093*				
Saint-Kitts..... 150512 626071330565931819O1				
Tobago..... 20453 30049 49587† 122093†				
Grenade.....	445041	102761	3620504‡ 1179279‡	
Saint-Vincent...	145619	38444	672991 235665	
Dominique.....	248868	43679	1469704§ 322294§	
Ouest espagnol Indes.....	35941	15114		
Tortole.....	48000	26927	863931|| 220038||	
Anguilla.....			29933 124111	
Antilles en général..			220448** 7193839**	
la Baie d'Hudson.			583817	211336

*1732-1773

1764-1773

1762-1773

§1763-1773

||1748-1773

1750-1770

**1714-1768

17. Bennett, *op. cit.,* 50, 54.

18. Stock, *op. cit.,* IV, 329. Sir John Barnard, 28 mars 1737.
19. Postlethwayt, *Le commerce africain, le grand pilier* . . ., 13-14.

20. ED Ellis, *An Introduction to the History of Sugar as a Commodity* (Philadelphie, 1905), 82.

21. Whitworth, *uvres de Davenant*, II, 10.

22. H. See, *Modern Capitalism, its Origin and Evolution* (New York, 1928), 104.

23. LA Harper, *The English Navigation Laws* (New York, 1939), 242.

24. Andrews, *La période coloniale . . .*, IV, 9.

25. *Ibid.*, IV, 65, 71, 126, 154-155.

26. Voir l'étude de GP Insh, *The Company of Scotland Commerce vers l'Afrique et les Indes* (Londres, 1932).

27. Collins, *op. cit.*, 143.

28. *Ibid.*, 157. En 1697, le gouverneur de la Jamaïque a demandé un assouplissement des lois sur la navigation pendant sept ans pour assurer le rétablissement. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, XV, 386. Beeston à Blathwayt, 27 février 1697.

29. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, IX, 474-475. 26 octobre 1676.

30. Stock, *op. cit.*, IV, 828. 30 mai 1739.

31. Andrews, *La période coloniale . . .*, II, 264.

32. *Parl. Hist.*, XXIX, 343. Échevin Watson, 18 avril, 1791 ; Donnan, *op. cit.*, II, 606.

33. Holt and Gregson Papers (Liverpool Public Library), X, 429. Lettre intitulée « Commerce », de la main de Gregson, sans date.

34. GL Beer, *The Old Colonial System* (New York, 1933), I, 17.

35. *Ibid.*, I, 43 n.

36. Stock, *op. cit.*, III, 355.

37. Cette proportion est obtenue en prenant la moyenne des 122 000 tonnes pour les Antilles dans les cinq années 1710-1714, et en la comparant avec le chiffre de 243 600 tonnes engagées dans le commerce extérieur en 1709, donné dans AP Usher, « The Growth of English Shipping, 1572–1922 », *Quarterly Journal of Economics* (mai 1928), 469.

38. Huissier, *op. cit.*, 469. En 1787, 998, 637 tonnes.

39. Pitman, *Développement des Antilles britanniques, 66.*

40. R. Stewart-Browne, *Liverpool Ships in the Eighteenth Century* (Liverpool, 1932), 117, 119, 126-127, 130. Pour le commerce des esclaves de Baker et Dawson avec les colonies espagnoles, voir Donnan, *op. cit.*, II, 577 n ; Aimés, *op. cit.*, 36 ; *Rapport du Comité du Conseil privé, 1788*, partie VI.

41. Enfield, *op. cit.*, 26, donne 5 967 marins en 1771. Gregson dit que 3 000 étaient employés dans la traite des esclaves. Holt et
Gregson Papers, X, 434. Lettre non datée à T. Brooke, député

42. Les armateurs de Londres ont déposé une pétition en 1708 en faveur du monopole. Contre le monopole vinrent deux pétitions des armateurs de Whitehaven en 1709 et 1710 ; trois pétitions des constructeurs de navires de Londres et de ses environs en 1708 et 1710 ; et une pétition des constructeurs de navires de plusieurs villes en 1709. Stock, *op. cit.*, III, 204 n, 207 n, 225 n, 226, 249, 250 n, 251.

43. Holt et Gregson Papers, X, 375, 377.

44. Enfield, *op. cit.*, 89.

45. Holt et Gregson Papers, X, 435. Gregson à Brooke.

46. MacInnes, *op. cit.*, 337.

47. *Parl. Hist.*, XXIX, 343. Échevin Watson, 18 avril 1791.

48. JG Broodbank, *History of the Port of London* (Londres, 1921), I, 76–82, 89–108 ; WS Lindsay, *A History of Merchant Shipping and Ancient Commerce* (Londres, 1874-1876), II, 415-420.

49. Latimer, *op. cit.*, 6.

50. WN Reid et JE Hicks, *Leading Events in the History of the Port of Bristol* (Bristol, sd), 106 ; J. Latimer, *Annals of Bristol in the Seventeenth Century* (Bristol, 1900), 334 ; W.

Barrett, *The History and Antiquities of the City of Bristol* (Bristol, 1780), 186 ; JA Fraser, *Spain and the West Country* (Londres, 1935), 254-255.

51. JF Nicholls et J. Taylor, *Bristol Past and Present* (Bristol, 1881-1882), III, 165.

52. MacInnes, *op. cit.*, 335.

53. *Ibid.*, 202.

54. *Ibid.*, 233.

55. Barrett, *op. cit.*, 189.

56. *Idem.* Les navires entrants des Antilles s'élevaient à 16 209 sur un total de 48 125 tonnes ; navires sortants vers le

Les Antilles représentaient 16 913 tonnes sur un total de 46 729 tonnes.

57. MacInnes, *op. cit.*, 236, 367.

58. *Ibid.*, 358, 370.

59. *Ibid.*, 228, 230, 235, 363, 370.

60. *H. de C. Sess. Pap.*, 1837–8, vol. 48. Le chiffre exact était de 62 335,0,5 £. La famille possédait 954 esclaves et était copropriétaire de 456 autres (pages 117, 120, 132, 168).

61. MacInnes, *op. cit.*, 371.

62. Enfield, *op. cit.*, 11-12.

63. P. Mantoux, *La révolution industrielle au XVIIIe siècle* (Londres, 1928), 108.

64. Enfield, *op. cit.*, 67.

65. Fraser, *op. cit.*, 254-255.

66. Enfield, *op. cit.*, 69.

67. Mantoux, *op. cit.*, 109.

68. Clarkson, *Essai sur l'impolitique* . . ., 123-125.

69. J. Corry, *The History of Lancashire* (Londres, 1825), II, 690.

70. H. Smithers, *Liverpool, Its Commerce, Statistics and Institutions* (Liverpool, 1825), 105.

71. Mackenzie-Grieve, *op. cit.*, 4.

72. G. Williams, *op. cit.*, 594.

73. Holt et Gregson Papers, X, 367, 369, 371, 373.

74. JA Picton, *Memorials of Liverpool* (Londres, 1873), I, 256.

75. MacInnes, *op. cit.*, 191.

76. J. Touzeau, *L'ascension et le progrès de Liverpool de 1551 à 1835* (Liverpool, 1010), II, 580, 745.

77. « Robin Hood », « The Liverpool Slave Trade », *The Commercial World and Journal of Transport* (25 février 1893), pp. 8-10 ; (4 mars 1893). p. 3.

78. G. Eyre-Todd, *Histoire de Glasgow* (Glasgow, 1934), III, 295.

79. Donnan, *op. cit.*, II, 567-568.

80. Stock, *op. cit.*, II, 109.

81. Donnan, *op. cit.*, I, 267.

82. Stock, *op. cit.*, II, 179.

83. Donnan, *op. cit.*, I, 413, 417-418 ; Stock, *op. cit.*, II, 162 n, 186 n, III, 207 n, 302 n.

84. Donnan, *op. cit.*, I, 379.

85. *Ibid.*, I, 411, 418 n.

86. Stock, *op. cit.*, II, 29 n, 89 n, 94, 186 n.

87. *Ibid.*, II, 20 ; III, 90, 224n, 298; IV, 293-297.

88. *Ibid.*, IV, 161 n-162 n.

89. *Ibid.*, III, 45.

90. J. James, *History of the Worsted Manufacture in England from the Earliest Times* (Londres, 1857), annexe, p. 7.

91. AS Turberville, *Johnson's England* (Oxford, 1933), I, 231-232.

92. Wadsworth et Mann, *op. cit.*, 147-166.

93. Holt et Gregson Papers, X, 422–423.

94. *Rapport du Comité du Conseil privé, 1788*, partie VI. Témoignage de M. Taylor.

95. Holt et Gregson Papers, X, 423.

96. Donnan, *op. cit.*, II, 337 n, 521-522 n.

97. Wadsworth et Mann, *op. cit.*, 149, 156-157, 231, 233, 243-247, 447.

98. *Ibid.*, 229 n, 231, 231 n.

99. *Cambridge Histoire de l'Empire britannique*, II, 224 ; Wadsworth et Mann, *op. cit.*, 190.

100. Les chiffres des importations britanniques sont donnés dans J. Wheeler, *Manchester, its Political, Social and Commercial History, Ancient and Modern* (Manchester, 1842), 148, 170 ; les importations antillaises dans LJ Ragatz, *Statistics for the Study of British Caribbean History, 1763–1833* (Londres, sd), 15, tableau VI.

101. Wadsworth et Mann, *op. cit.*, 169.

102. Fraser, *op. cit.*, 241.

103. Latimer, *Annales de Bristol au XVIIIe siècle,* 302 ; Pitman, *Développement des Antilles britanniques,* 340.

104. Nicholls et Taylor, *op. cit.,* III, 34.

105. Latimer, *Annales de Bristol au XVIIe siècle,* 280-281, 318-320.

106. *Le New Bristol Guide* (Bristol, 1799), 70.

107. Donnan, *op. cit.,* II, 602-604.

108. Reid et Hicks, *op. cit.,* 66 ; Machines, *op. cit.,* 371.

109. Latimer, *Annales de Bristol au XVIIe siècle,* 44-45, 88.

110. Bourne, *op. cit.,* II, 17-18 ; Botsford, *op. cit.,* 120, 123.

111. *H. de C. Sess. Pap.,* 1837–8, vol. 48. La somme exacte était de 17 868,16,8 £ (pages 68-69, 167-168).

112. Eyre-Todd, *op. cit.,* III, 39-40, 150-154.

113. Enfield, *op. cit.,* 90 ; T. Kaye, *L'étranger à Liverpool ; ou, une vue historique et descriptive de la ville de Liverpool et ses environs* (Liverpool, 1829), 184. Pour le Branckers et la traite négrière, voir Donnan, op. *cit.,* II, 655 n.

114. Stock, *op. cit.,* 1, 385, 390.

115. Whitworth, *uvres de Davenant,* II, 37.

116. C W. Cole, *Mercantilisme français, 1683-1700* (New York, 1943), 87-88. L'interdiction est toujours en vigueur aujourd'hui. Voir JE Dalton, *Sugar, A Case Study of Government Control* (New York, 1937), 265-274.

117. Bennett, *op. cit.,* Introduction, p. xxvii.

118. Anonyme, *quelques considérations humblement offertes sur le projet de loi actuellement dépendant de la Chambre des Lords, relatif au commerce entre les colonies du Nord et les îles à sucre* (Londres, 1732), 15.

119. F. Cundall, *The Governors of Jamaica in the First Half of the Eighteenth Century* (Londres, 1937), 178.

120. *Parl. Hist.,* XIV, 1293-1294. Janvier 26, 1753.
Anonyme, *An Account of the Late Application to Parliament from the Sugar Refiners, Grocers, etc., of the Cities of London and Westminster, the Borough of Southwark, and of the City of Bristol* (Londres, 1753), 3-5, 43 .

121. Stock, *op. cit.,* V, 559. 23 mars 1753.

122. *H. de C. Sess. Pap., Rapports, Divers, 1778-1782,* Vol. 35, 1781. *Rapport du comité auquel fut renvoyée la pétition des raffineurs de sucre de Londres.* Voir notamment le témoignage de Frances Kemble.

123. Stock, *op. cit.*, IV, 132 n ; Ragatz, *Statistiques . . .*, 17, tableau XI.

124. Saugnier et Brisson, *Voyages to the Coast of Africa* (Londres, 1792), 285.

125. R. Muir, *Une histoire de Liverpool* (Londres, 1907), 197.

126. Donnan, *op. cit.*, II, 529 n.

127. Stock, *op. cit.*, IV, 303, 306, 309.

128. Anonymous, *Short Animadversions on the Difference now between Gin and Rum, and Our Mother Country and Colonies* (Londres, 1769), 8-9.

129. Stock, *op. cit.*, IV, 310.

130. Windham Papers (British Museum), Add. MSS. 37886, suiv. 125–128. « Observations sur la proposition des West India Merchants de substituer le sucre dans les distilleries à la place de l'orge. Anonyme, probablement 1807.

131. *Hansard, troisième série*, V, 82. 20 juillet 1831.

132. ER Johnson et al., *History of Domestic and Foreign Commerce of the United States* (Washington, D. C, 1915), I, 118. Les exportations vers l'Afrique étaient de 292 966 gallons sur des exportations totales de 349 281.

133. J. Corry et J. Evans, *The History of Bristol, Civil and Ecclesiastical* (Bristol, 1816), II, 307-308 ; Saugnier et Brisson, *op. cit.*, 296-299.

134. Saugnier et Brisson, *op. cit.*, 217.

135. Stock, *op. cit.*, II, 264 n.

136. Donnan, *op. cit.*, I, 234 n, 300 n.

137. *Ibid.*, I, 256, 262 ; II, 445.

138. *Ibid.*, I, 283.

139. Stock, *op. cit.*, III, 207 n, 225 n, 250 n, 278 n (Birmingham); 204 n, 228 n (Londres).

140. Donnan, *op. cit.*, II, 98.

141. WHB Court, *The Rise of the Midland Industries* (Oxford, 1938), 145-146.

142. TS Ashton, *Iron and Steel in the Industrial Revolution* (Manchester, 1924), 195.

143. Stock, *op. cit.*, IV, 434.

144. RK Dent, *The Making of Birmingham: être une histoire de l'essor et de la croissance de la métropole des Midland*
(Birmingham, 1894), 147.

145. H. Hamilton, *The English Brass and Copper Industries to 1800* (Londres, 1926), 137-138, 149-151, 286-292.

146. E. Shiercliff, *The Bristol and Hotwell Guide* (Bristol, 1789), 16.

147. AH Dodd, *La révolution industrielle dans le nord du Pays de Galles*
(Cardiff, 1933), 156-157.

148. Donnan, *op. cit.*, I, 237.

149. Stewart-Browne, *op. cit.*, 52-53.

150. Donnan, *op. cit.*, II, 610-611.

151. *Ibid.*, II, 609.

152. H. Scrivenor, *A Comprehensive History of the Iron Trade* (Londres, 1841), 344-346, 347-355. Les pourcentages ont été calculés à partir des tableaux fournis.

CHAPITRE 4

1. Adam Smith, *op. cit.*, 158.

2. R. Cumberland, *The West Indian : A Comedy* (Londres, édition 1775), Acte I, Scène III. Une brève notice de la pièce est donnée dans *Sypher, op. cit.*, 239.

3. Stock, *op. cit.*, V, 259. William Beckford, 8 février 1747.

4. FW Pitman, « The West Indian Absentee Planter as a British Colonial Type » *(Actes de la branche de la côte du Pacifique de l'American Historical Association*, 1927), 113.

5. Whitworth, *uvres de Davenant*, II, 7.

6. Cumberland, *op. cit.*, Acte I, Scène V. Cité aussi dans
Pitman, *le planteur absent antillais . . .*, 124.

7. Pitman, *le planteur absent antillais . . .*, 125.

8. Merivale, *op. cit.*, 82-83.

9. LJ Ragatz, *Absentee Landlordism in the British Caribbean, l750–1833* (Londres, sd), 8–20 ; Pitman, *The West Indian Absentee Planter...*, 117-121.

10. RM Howard (éd.), *Records and Letters of the Family of the Longville, Jamaïque, et Hampton Lodge, Surrey* (Londres, 1925), I, 11-12 ; Cundall, *les gouverneurs de La Jamaïque au XVIIe siècle*, 26.

11. J. Britton, *Graphical and Literary Illustrations of Fonthill Abbey, Wiltshire, with Heraldical and Genealogical Notices of the Beckford Family* (Londres, 1823), 25-26.

12. *Ibid.*, 26-28, 35, 39.

13. *H. de C. Sess. Pap.*, 1837-1838, vol. 48. Le montant exact était de 15 160,2,9 £ (pp. 20-21, 64-65).

14. J. Murch, *Mémoire de Robert Hibbert, Esquire* (Bath, 1874), 5-6, 15, 18-19, 97, 99, 104-105.

15. Broodbank, *op. cit.*, I, 102-103 ; A. Beaven, *Les échevins de la ville de Londres* (Londres, 1908-1913), II, 203.

16. *H. de C. Sess.* Pap., 1837-1838, vol. 48. Le chiffre précis était de £31,121.16.0 (pp. 20, 22, 46, 52, 67, 79).

17. Voir la page de couverture intérieure du premier numéro du Hibbert Journal. Le manoir familial, à Duke Street, Kingston, Jamaïque, a été érigé par Thomas Hibbert qui est arrivé dans l'île en 1734. Appelé au début « Hibbert's House », il a servi pendant un certain temps comme quartier général du commandant en chef de la forces armées et était populairement connu sous le nom de maison du quartier général. Il abrita plus tard le bureau du secrétaire aux colonies et le Salle du Conseil législatif. Voir *Documents relatifs à la préservation des sites historiques et des monuments et bâtiments anciens dans les colonies antillaises*, Cd. 6428 (Son Bureau de la papeterie de la majesté, 1912), 13.

18. Howard, *op. cit.*, I, 67, 71.

19. *Ibid.*, 1, 177.

20. C. De Thierry, « Distinguished West Indians in England », *United Empire* (oct. 1912), 831.

21. Anonyme, *Fortunes made in Business* (Londres, 1884), II, 117-119, 122-124, 130, 134 ; Bourne, *op. cit.*, II, 303.

22. *Correspondance entre John Gladstone, MT. et James Cropper, sur l'état actuel de l'esclavage dans les Antilles britanniques et aux États-Unis d'Amérique, et sur l'importation de sucre des établissements britanniques en Inde* (Liverpool, 1824).

23. *H. de C. Sess. Pap.*, 1837-1838, vol. 48. La somme exacte était 85 606,0 £ (pp. 23, 58, 120-121).

24. Harlow, *Christopher Codrington*, 210, 242.

25. A. Warner, *Sir Thomas Warner, pionnier de l'Occident Indes* (Londres, 1933), 119-123, 126, 132.

26. Edwards, *op. cit.,* I, Introduction, p. ix.

27. MacInnes, *op. cit.,* 308-310.

28. C. Wright et CE Fayle, *A History of Lloyd's, de la fondation du Lloyd's Coffee House à nos jours* (Londres, 1928), 286.

29. Eyre-Todd, *op. cit.,* III, 151-152.

30. LJ Ragatz, *La chute de la classe des planteurs dans les Caraïbes britanniques, 1763-1833* (New York, 1928), 51.

31. *Parl. Hist.,* XXXIV, 1102. Duc de Clarence, 5 juillet 1799.

32. Ragatz, *Automne -de la classe des planteurs . . .,* 50.

33. Botsford, *op. cit.,* 148 ; A. Ponsonby, *English Diaries* (Londres, 1923), 284.

34. MacInnes, *op. cit.,* 236.

35. Pain, *op. cit.,* 157.

36. GW Dasent, *Annals of an Eventful Life* (Londres, 1870), I, 9-10.

37. Sypher, *op. cit.,* 255.

38. LB Namier, *The Structure of Politics at the Accession of George 111* (Londres, 1929), I, 210.

39. LM Penson, *The Colonial Agents of the British West Indies* (Londres, 1924), 185-187.

40. AS Turberville, *English Men and Manners in the XVIIIe siècle* (Oxford, 1926), 134.

41. Lecky, *op. cit.,* I, 251, citant Bolingbroke.

42. Cumberland, *op. cit.,* Acte I, Scène V. Egalement cité dans Pitman, *le planteur absent antillais . . .,* 124.

43. J. Latimer, *Annals of Bristol in the Nineteenth Century* (Bristol, 1887), 137-138.

44. *Souvenirs du vieux Liverpool,* 76-82. Significatif de la nouvelle tendance, le rival antillais, William Ewart, qui devait jouer un rôle de premier plan dans la destruction de l'esclavage et du monopole antillais, était soutenu entre autres par des noms tels que Brancker et Earle, dont les liens avec l'esclavage et la traite des esclaves ont déjà été noté. John Bolton a reçu 15 391,17,11 £ pour 289 esclaves en Guyane britannique. *H.*

de C. Sess. Pap., 1837–8, vol. 48 (page 131). En 1708, Bolton possédait six navires qui naviguaient vers l'Afrique et transportaient 2 534 esclaves. Donnan, *op. cit.*, II, 642-644.

45. Penson, *op. cit.*, 176.

46. Enfield, *op. cit.*, 92.

47. C. De Thierry, « Colonials at Westminster », *United Empire*, (janvier 1912), 80.

48. Beaven, *op. cit.*, II, 139.

49. Reid et Hicks, *op. cit.*, 57.

50. *Fortunes made in Business*, II, 127, 129-131.

51. *Hansard, troisième série*, LXXVIII, 469. John Bright, 7 mars 1845.

52. De Thierry, « Colonials at Westminster », 80.

53. *Hansard, Troisième série*, XVIII, 111. 30 mai 1833.

54. *H. de C. Sess. Pap.*, 1837–8, vol. 48. L'indemnité versée s'élevait à 4 866,19,11 £ (page 19).

55. Ragatz, *Chute de la classe des planteurs . . .*, 53.

56. De Thierry, « Colonials at Westminster », 80.

57. *Hansard, Troisième série*, X, 1238. 7 mars 1832.

58. *H. de C. Sess. Pap.*, 1837–8, vol. 48. La somme versée a été 12 281,5,10 £ (pages 24, 53).

59. CO137/100. Balcarres à Portland, 16 septembre 1798.

60. Anonyme, *A Report of the Proceedings of the Committee of Sugar Refiners dans le but d'effectuer une réduction des prix élevés du sucre, en abaissant la prime du sucre raffiné exporté, et en corrigeant les maux du monopole des Indes occidentales* (Londres, 1792), 34.

61. Anonyme, *un marchand à son ami sur le continent : lettres concernant la traite des esclaves* (Liverpool, sd). À Lord Hawkesbury, « en tant que patron du commerce de ce pays en général, et un de ses partisans, le sujet de ces lettres.

62. Papiers de Liverpool, Add. MSS. 38223, suiv. 170, 175. 8 et 12 septembre 1788.

63. *Ibid.,* Add. MSS. 38231, f. 59. Thomas Naylor, maire, à Hawkesbury, 10 juillet 1796 ; F. 60, procès-verbal du conseil commun, 6 juillet 1796 ; F. 64, Hawkesbury à Naylor, 16 juillet 1796.

64. Bourne, *op. cit.,* II, 135 n. Macaulay l'a décrit comme "un démagogue bruyant, fier de son sac à main et illettré, dont l'anglais cockney et des bouts de latin mal prononcé étaient la plaisanterie des journaux". *Idem.* Pour Horace Walpole, il était "un imbécile bruyant et vaporeux". *The Letters of Horace Walpole,* V, 248. Walpole au comte de Stratford, 9 juillet 1770. L'érudition latine de Beckford est illustrée par son célèbre « omnium meum mecum porto ». Castor, *op. cit.,* II, 211. Cela n'était à attendre que d'un produit d'une société qui ne parlait que de plantation et à laquelle Dryden n'était qu'un nom. Steen, *op. cit.,* 430, 433.

65. *Guide to the Guildhall of the City of London* (Londres, 1927), 58-59.

66. Beaven, *op. cit.,* II, 139.

67. R. Pares, *Guerre et commerce aux Antilles, 1739-1763*
(Oxford, 1936), 509.

68. EJ Stapleton (éd.), *Some Official Correspondence of George Canning* (Londres, 1887), I, 134. À Liverpool, 9 janvier 1824. « Cette question la plus effrayante. . . . Il y a des nœuds qui ne peuvent pas être démêlés d'un coup, et ne doivent pas être coupés. . . . Il faut veiller à ne pas confondre. . . ce qui est moralement vrai avec ce qui est historiquement faux. . . . Nous ne pouvons pas légiférer dans cette Assemblée comme si nous légiférons pour un nouveau monde. » *Hansard, Nouvelle Série,* IX, 275, 278, 282. 15 mai 1823.

69. *Dépêches, correspondance et mémorandums du feld-maréchal Arthur, duc de Wellington* (Londres, 1867-1880), V, 603. Mémorandum pour sir George Murray, 16 mai 1829.

70. Huskisson Papers (British Museum), Add. MSS. 38745, suiv. 182-183. A Joseph Sandars, 22 janvier 1824. Voir aussi *Ibid.,* f. 81 : « Il ne me semble pas sans importance que le président du Board of Trade et membre de Liverpool devrait sortir dès qu'il le peut. » Huskisson à Canning sur son adhésion à la Anti-Slavery Society, 2 novembre 1823.

71. *Ibid.,* Add. MSS. 38752, f. 26. Huskisson à Horton, 7 novembre 1827. Pour la lettre de démission de Canning du Conseil des gouverneurs de l'African Institution, voir *Ibid.,* Add. MSS.
38745, suiv. 69-70. 26 octobre 1823.

72. *Ibid.,* Add. MSS. 38752, ff. 26-27.

73. W. Smart, *Annales économiques du XIXe siècle*
(Londres, 1910-1917), II, 545.

74. *The Right in the West India Merchants to a Double Monopoly of the Sugar-Market of Great Britain, and the Expedience of all Monopoles, examiné* (Londres, sd), 59-60.

75. Stock, *op. cit.*, V, 261. 8 février 1747.

76. Cundall, *Les gouverneurs de la Jamaïque au dix-septième siècle*, 100.

77. *Parl. Hist.*, XIII, 641. 13 février 1744.

78. *Ibid.*, 652, 655. 20 février 1744.

79. Parès, *op. cit.*, 508-509.

80. Penson, *op. cit.*, 228.

CHAPITRE 5

1. Hugues, *op. cit.*, 56-57, 217.

2. *Ibid.*, 91-97, 101 ; Grindon, *op. cit.*, 42, 54, 79-82, 185-189 ; Botsford, *op. cit.*, 122 ; Bourne, *op. cit.*, II, 78-79 ; Donnan, *op. cit.*, II, 493, 656.

3. Hugues, *op. cit.*, 170-174. En 1799, Leyland possédait quatre navires de traite négrière, qui transportaient 1 641 esclaves. Donnan, *op. cit.*, II, 646-649.

4. Hugues, *op. cit.*, 74-79, 84-85, 107-108, 111, 133, 138-141, 162, 165-166, 196-198, 220-221. Pour les Earle, voir Botsford, *op. cit.*, 123 ; Bourne, *op. cit.*, II, 64. En 1799, les Earle possédaient trois navires pour la traite des esclaves, qui transportaient 969 esclaves ; Ingram, en 1798, trois navires, avec 1005 esclaves ; Audacieux, en 1799, deux navires, avec 539 esclaves. Donnan, *op. cit.*, II, 642-649.

5. Latimer, *Annals of Bristol in the Eighteenth Century*, 297-298, 392, 468, 507 ; *Annales de Bristol au XIXe siècle*, 113, 494 ; Bourne, *op. cit.*, II, 18.

6. CW Barclay, *Une histoire de la famille Barclay* (Londres, 1924-1934), III, 235, 242-243, 246-247, 249 ; Gary, *op. cit.*, 194, 221, 455, 506 ; Bourne, *op. cit.*, II, 134-135 ; Botsford, *op. cit.*, 120-121, 295. Un autre nom bancaire important à Londres associé à la traite des esclaves était Baring. Gary, *op. cit.*, *506.*

7. Eyre-Todd, *op. cit.*, III, 151, 218-220, 245, 372 ; J. Buchanan, *Banque à Glasgow à l'époque*
(Glasgow, 1862), 5-6, 17, 23-26, 30-34.

8. J. Lord, *Capital and Steam-Power, 1750–1850* (Londres,
1923), 113.

9. *Idem*, 192.

10. Papiers de Liverpool, Add. MSS. 38227, suiv. 43, 50, 140, 141. 7 et 14 septembre, 15 et 17 novembre 1791.

11. Namier, « Antony Bacon. . . », 25-27, 32, 39, 41, 43 ;
Ashton, *op. cit.*, 52, 136, 241–242 ; JH Clapham, *An Economic History of Modern Britain, The Early Railway Age, 1820-1850* (Cambridge, 1930), 187-188.

12. Beaven, *op. cit.*, II, 131.

13. Ashton, *op. cit.*, 157.

14. F. Martin, *L'histoire du Lloyd's et de la Marine*
L'assurance en Grande-Bretagne (Londres, 1876), 62.

15. Wright et Fayle, *op. cit.*, 10, 91, 151, 212, 218–219, 243, 293, 327. D'autres noms importants associés à Lloyd's étaient Baring et les abolitionnistes, Richard Thornton et Zachary Macaulay. *Ibid.*, 196-197.

16. *H. de C. Sess. Pap.*, 1837–8, vol. 48. Le chiffre exact était
15 095,4,4 £ (p. 12, 165, 169).

17. Clapham, *op. cit.*, 286.

18. Wright et Fayle, *op. cit.*, 240-241.

19. Callender, *op. cit.*, 78-79.

20. Dodd, *op. cit.*, 37, 91, 125, 204–208, 219. Voir aussi CR Fay, *Imperial Economy and its place in the formation of Economic Doctrine* (Oxford, 1934), 32.

21. Papiers Huskisson, Add. MSS. 38745, suiv. 182-183. Huskisson à Sandars, le 22 janvier 1824, acceptant son retrait. Voir aussi J. Francis, *A History of the English Railway ; ses relations sociales et révélations, 1820-1845* (Londres, 1851), I, 93.

22. Voir *Hansard*, VI, 919, où Gascoyne s'est opposé à l'interdiction de la traite des esclaves britanniques aux nouvelles colonies conquises pendant les guerres napoléoniennes comme une violation de la foi. 25 avril 1806. Pour Gladstone, voir Francis, *op. cit.*, 1, 123 ; FS Williams, *Our Iron Roads: their history, construction, and social influences* (Londres, 1852), 323-324, 337. Pour Moss, voir Francis, *op. cit.*, 1, 123 ; Hugues, *op. cit.*, 197-198.

23. V. Sommerfield, *Chemins de fer anglais, leurs débuts, leur évolution et leurs personnalités* (Londres, 1937), 34-38 ; Latimer, *Annales de Bristol au XIXe siècle*, 111, 189-190. Trois des administrateurs étaient liés aux Antilles et ont souscrit 51 800 £ sur 217 500 £.

24. Seigneur, *op. cit.*, 166.

25. Scrivenor, *op. cit.*, 86-87. En 1740 : 17 350 tonnes dans 89 fourneaux ; en 1788 : 68 300 tonnes dans 85 fours.

26. Wheeler, *op. cit.*, 148, 170. Importations : de 1 985 868 à 6 700 000 livres ; exportations : de 23 253 £ à 355 060 £.

27. WT Jackman, *The Development of Transportation in Modern England* (Cambridge, 1916), II, 514 n. Du 19 837 au 27 246.

28. Butterworth, *op. cit.*, 57 ; Wheeler, *op. cit.*, 171. De 20 000 à 80 000.

29. Seigneur, *op. cit.*, 143.

30. Mantoux, *op. cit.*, 102-103.

31. Adam Smith, *op. cit.*, 549, 555, 558-559, 567, 573, 576, 579. 581, 595, 625-626.

32. *Ibid.*, 577.

CHAPITRE 6

1. Johnson, *op. cit.*, I, 118-119. Les proportions ont été calculées à partir du tableau des exportations donné.

2. Pitman, *Développement des Antilles britanniques*, Préface, p. vii.

3. *Calendar of'State Papers, Colonial Series, V*, 382. Gouverneur Willoughby, 12 mai 1666 ; *Ibid.*, V, 414. Jean
Reid au secrétaire Arlington, 1666(?)

4. Postlethwayt, *Dictionnaire universel* . . ., II, 767.

5. Appelant, *op. cit.*, 96, citant *American Husbandry*
(1775).

6. *Idem*, 96.

7. *Cambridge Histoire de l'Empire britannique*, I, 572.

8. Andrews, *La période coloniale* . . ., moi, 72 ans.

9. *Cambridge Histoire de l'Empire britannique*, I, 564.

10. Andrews, *La période coloniale* . . ., I, 497-499.

11. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, I, 429-430. 26 septembre 1655. Le gouverneur Winthrop s'est opposé à l'émigration comme « déplaisant » à Dieu. R. C Winthrop, *Vie et lettres de John Winthrop* (Boston, 1864-1867), II, 248.

12. Whitworth, *uvres de Davenant*, II, 9, 21, 22.

13. HA Innis, *La pêche à la morue, l'histoire d'un*
Économie internationale (New Haven, 1940), 78.

14. Stock, *op. cit.*, V, 259. William Beckford, 8 février 1747.

15. Callender, *op. cit.*, 78.

16. PW Bid well et JI Falconer, *History of Agriculture in the Northern United States, 1620-1820* (New York, 1041), 43.

17. Harlow, *Une histoire de la Barbade* . .., 272.

18. *Ibid.*, 268.

19. Andrews, *La période coloniale . ..*, IV, 347.

20. Harlow, *Une histoire de la Barbade... ,* 287.

21. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* VII, 4. John
Style au secrétaire Morrice, 14 janvier 1669.

22. *Ibid.,* X, 297. « Récit et disposition du capitaine.
Breedon concernant la Nouvelle-Angleterre », 17 octobre 1678.

23. Stock, *op. cit.,* II, 269. 27 janvier 1698.

24. AM Whitson, « The Outlook of the Continental American Colonies on the British West Indies, 1760–1775 », *Political Science Quarterly* (mars 1930), 61–63.

25. Innis, *op. cit.,* 134-135.

26. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* V, 167. Renatus Enys au secrétaire Bennet, 1er novembre 1663 : « Les ennemis jurés de la colonie sont les Dons of Barbadoes. . .; elles ou ils
utiliser les meilleurs moyens pour dénigrer le pays.

27. *Ibid.,* XI, 431. Le gouverneur Lynch au gouverneur Stapleton des îles Sous-le-Vent, 16 mai 1683.

28. *Parl. Hist.,* XVII, 482-485. 20 avril 1772. La question est discutée dans C. Wilson, *Anglo-Dutch Commerce and Finance in the Eighteenth Century* (Cambridge, 1041), 182-183.

29. Parès, *op. cit.,* 220.

30. *Calendar of State Papers, Colonial Series,* V, 167.
Gouverneur Willoughby, 4 novembre 1663.

31. Pitman, *Développement des Antilles britanniques,* 70-71 ;
Stock, *op. cit.,* IV, 97.

32. Bennett, *op. cit.,* 22-25.

33. Postlethwayt, *L'intérêt commercial de la Grande-Bretagne . . .*, I, 494 ; Postlethwayt, *Dictionnaire universel . . .*, I, 869 ; *Un compte de la demande tardive . . . des raffineurs de sucre,* 4 ; Stock, *op. cit.,* IV, 101.

34. Parès, *op. cit.,* 180.

35. J. Almon, *Anecdotes of the Life of the Right Honorable William Pitt, Earl of Chatham, and of the principaux events of his time* (Londres, 1797), III, 222, 225. Les citations provenaient d'une brochure contemporaine, *Letter d'un gentilhomme en Guadeloupe à son ami à Londres* (1760), qui est reproduit par Almon.

36. Whitworth, *État du commerce de la Grande-Bretagne . . .*, Partie II, p. 85-86. Les chiffres pour le Canada et la Floride sont les suivants :

Importations britanniques des exportations britanniques vers
Canada 448563 £ 2383679 £ Floride 79993 £ 375068
£

Pour la Grenade et la Dominique, voir chapitre III, note 16, *supra.*

37. Parès, *op. cit.,* 219.

38. Almon, *op. cit.*, III, 225.

39. Parès, *op. cit.,* 224.

40. Stock, *op. cit.*, V, 461. 7 mars 1750.

41. Whitson, *op. cit.,* 73.

42. Stock, *op. cit.*, V, 537 n.

43. Anonyme, *L'importance des colonies de sucre pour Great Britain Stated* (Londres, 1731), 7.

44. Stock, *op. cit.*, IV, 136. Thomas Winnington, 23 février 1731.

45. *Ibid.,* V, 462.

46. Postlethwayt, *Dictionnaire universel. . .*, I, 871-872, II, 769 ; Postlethwayt, *L'intérêt commercial de la Grande-Bretagne . . .*, I, 482, 485, 489-490, 493.

47. Almon, *op. cit.*, III, 16. Lettre circulaire aux gouverneurs de l'Amérique du Nord, 23 août 1760.

48. Stock, *op. cit.*, V, 478. 16 avril 1751.

49. Anonyme, *A Letter to a Noble Peer, relative au Bill en faveur des Sugar-Planters* (Londres, 1733), 18.

50. Whitson, *op. cit.,* 76.

51. AM Schlesinger, *Les marchands coloniaux et la Révolution américaine, 1763-1776* (New York, 1918), 42-43.

52. *Quelques considérations Humblement offertes . . .*, 11.

53. *Une lettre à un noble pair . . .*, 20.

54. Whitson, *op. cit.,* 70.

55. Stock, *op. cit.*, V, 477. 16 avril 1751.

56. *Ibid.*, IV, 161 n, 162 n, 163 n.

57. *Ibid.*, V, 482. 19 avril 1751.

58. Donnan, *op. cit.*, III, 203-205. 24 janvier 1764.

59. WS McClellan, *Smuggling in the American Colonies at the Outbreak of the Revolution* (New York, 1912), 37.

60. Bois, *op. cit.*, 136-141.

61. Stock, *op. cit.*, IV, 143. 23 février 1731.

62. *Ibid.*, IV, 125. 28 janvier 1731.

63. *Ibid.*, IV, 185. 21 février 1732.

64. *Ibid.*, IV, 139. 23 février 1731.

65. E. Donnan, "Eighteenth Century English Merchants, Micajah Perry", *Journal of Economic and Business History* (novembre 1931), 96. Perry à Cadwallader Colden de New York.

66. Pitman, *Développement des Antilles britanniques,* 272.

67. CW Taussig, *Rhum, Romance and Rebellion* (New York, 1928), 39.

68. Stock, *op. cit.*, V, 477. 16 avril 1751.

69. Callender, *op. cit.*, 133.

70. Innis, *op. cit.*, 212.

71. Arthur Young, *Annals of Agriculture* (Londres), IX, 1788, 95-96 ; X, 1788, 335-362. L'essai complet, sur « Antillais Agriculture », devrait-on lire.

72. Whitson, *op. cit.*, 77-78.

73. MacInnes, *op. cit.*, 295.

74. Edwards, *op. cit.*, II, 515.

75. Whitson, *op. cit.*, 86.

76. Ragatz, *Chute de la classe des planteurs...* , 174.

77. G. Chalmers, *Opinions sur des sujets intéressants de droit public et de politique commerciale ; provenant de l'Amérique Indépendance* (Londres, 1784), 60.

78. Ragatz, *Chute de la classe des planteurs . . .*, 176.

79. CP Nettels, *Les racines de la civilisation américaine* (New York, 1939). 655.

80. Les pétitions des diverses îles que les ports devraient être ouverts étaient si nombreuses que Lord Hawkesbury a été
"craignant que chaque port de nos îles des Indes occidentales demande à devenir un port franc en raison des grands avantages qui en découlent." Papiers de Liverpool,
Add. MSS. 38228, f. 324. Fév. 1793. Le 20 février 1784, le gouverneur Orde écrivait de la Dominique : « Le peuple attend avec une anxiété peu commune l'arrivée d'un acte de port franc. BT6/103 (Office des archives publiques).

81. WH Elkins, *British Policy in its Relation to the Commerce and Navigation of the USA., 1794-1807* (Oxford University D. Phil. Thesis, c. 1935), 96. Le Dr Vincent Harlow, qui a supervisé la thèse, a aimablement m'a permis de le lire.

82. Innis, *op. cit.*, 221, 251.

83. T. Pitkin, *A Statistical View of the Commerce of the États-Unis* (Hartford, 1817), 167.

84. *Rapport du Comité du Conseil privé, 1788*, partie V, question 1. Témoignages de MM. Fuller, Long et Chisholme de la Jamaïque.

85. Pitman, *Le règlement . . . des Indes occidentales britanniques Plantations ...*, 276.

86. *Rapport du Comité du Conseil privé, 1788.* Voir note 84 *supra.*

87. Pitman, *Le règlement . . . des Indes occidentales britanniques Plantation . ..*, 280.

88. *Parl. Hist.*, XXIX, 260. Wilberforce, 18 avril 1791.

89. Klingberg, *op. cit.*, 13-14, 103 ; H. Brougham, *An Inquiry into the Colonial Policy of the European Powers* (Édimbourg,
1803), I, 522.

90. Chatham Papers (Bureau des archives publiques), GD8/349. West Indian Islands, Documents relatifs à la Jamaïque (1783-1804) et à Saint-Domingue (1788-1800). Extraits de « Considérations sur l'État de Saint-Domingue », par Hilliard d'Auberteuil, 303.

91. *Rapport du Comité du Conseil privé, 1788*, partie V. Voir note 84 *supra.*

92. Brougham, *op. cit.*, I, 539-540.

93. Dans les Chatham Papers, GD8/102, il y a cette curieuse lettre de Pitt, datée du 25 novembre 1783, probablement adressée au gouverneur de la Compagnie des Indes orientales : Le cas de l'entreprise pour montrer que les détenteurs de factures sont prêts à accorder à l'entreprise tout le temps qui leur convient avant d'appeler pour le

paiement. J'ai en général compris qu'ils sont enclins à le faire ; mais cela ajouterait un grand poids si une déclaration publique pouvait être obtenue d'eux en *tant qu'organisme* à cet effet. A cette fin, il pourrait être souhaitable de convoquer une réunion publique d'entre eux; quoiqu'une telle mesure ne doive sans doute pas être proposée sans une certitude de succès, je ne pouvais m'empêcher de la suggérer à votre considération. Je dois vous demander la faveur, cependant, de ne pas mentionner l'idée comme de moi, et d'excuser la liberté que je
prendre à vous déranger.

94. R. Coupland, *Wilberforce* (Oxford, 1923), 93.

95. Sucre : Divers MSS. (en possession de l'écrivain). Adamson à Ferguson, le 25 mars 1787.

96. *East India Sugar, Papers respecting the Culture and Manufacture of Sugar in British India* (Londres, 1822),
Annexe I, p. 3.

97. Clarkson, *Essai sur l'impolitique .. .*, 34.

98. Pitkin, *op. cit.*, 30, 200-201. Pitkin donne les chiffres pour 1784-1790 en livres, 1792-1801 en dollars. Les proportions données dans le texte sont basées sur les tables telles que données dans Pitkin. C'était un moyen plus satisfaisant de montrer l'accroissement du commerce que d'essayer de convertir les livres en dollars.

99. Merivale, *op. cit.*, 230.

100. Anonyme, *Les discours du très honorable William Huskisson avec un mémoire biographique* (Londres,
1831), II, 312. 21 mars 1825.

CHAPITRE 7

1. *Parl. Hist.*, XXIII, 1026-1027. 17 juin 1783.

2. Mantoux, *op. cit.*, 340.

3. Clapham, *op. cit.*, chap. V.

4. Seigneur, *op. cit.*, 176.

5. Clapham, *op. cit.*, 156. 6. Mantoux, *op. cit.*, 257.
7. Clapham, *op. cit.*, 184-185, 196.

8. Seigneur, *op. cit.*, 174.

9. A. Redford, *The Economic History of England, 1760–1860* (Londres, 1931), 22.

10. Mantoux, *op. cit.*, 258.

11. NS Buck, *The Development of the Organization of Anglo-American Trade, 1800-1850* (New Haven, 1925), 166.

12. *Ibid.*, 164.

13. Wheeler, *op. cit.*, 175.

14. Butterworth, *op. cit.*, 112..

15. Buck, *op. cit.*, 169.

16. Mantoux, *op. cit.*, 368. La phrase est celle d'Arthur Young.

17. *Ibid.*, 367-368.

18. Jackman, *op. cit.*, II, 514 n. Du 27 246 au 163 888.

19. Butterworth, *op. cit.*, 37.

20. Mantoux, *op. cit.*, 258.

21. CH Timperley, *Annales de Manchester ; Biographique, ecclésiastique et commerciale, de la période la plus ancienne à la fin de l'année 1839* (Manchester, 1839), 89.

22. Buck, *op. cit.*, 36 n.

23. Scrivenor, *op. cit.*, 87 (68, 300 tonnes en 1788) ; Clapham, *op. cit.*, 149 (650 000 à 700 000 tonnes en 1830).

24. Scrivenor, *op. cit.*, 87 (85 fourneaux en 1788) ; Clapham, *op. cit.*, 149 (250-300 fours en 1830).

25. Scrivenor, *op. cit.*, 123-124, 293-294.

26. Clapham, *op. cit.*, 240.

27. *Cambridge History of the British Empire*, II, 223. L'ensemble de l'essai, « The Industrial Revolution and the Colonies, 1783-1822 », de JH Clapham, doit être lu comme une aide indispensable à une appréciation de la destruction de l'Occident. monopole indien.

28. Clapham, *op. cit.*, 431 ; F. Engels, *La condition de la Classe ouvrière en Angleterre en 1844* (Londres, édition 1936),
13. Le nombre de mines est passé de 40 à 76.

29. Scrivenor, *op. cit.*, 297.

30. Redford, *op. cit.*, 41-42.

31. Clapham, *op. cit.*, 152, 154 ; AP Usher, *A History of Mechanical Inventions* (New York, 1929), 332.

32. Clapham, *op. cit.*, 189.

33. Scrivenor, *op. cit.*, 421. Les chiffres sont les suivants : 1815 — exportations, 79 596 tonnes ; à l'IBB, 7 381 ; aux États-Unis,
21 501 ; 1833 — exportations, 179 312 tonnes ; à BWI, 5400; à
États-Unis, 62 253.

34. Mantoux, *op. cit.*, 276.

35. Clapham, *op. cit.*, 144, 196 ; Buck, *op. cit.*, 163.

36. Engels, *op. cit.*, 9. De 75 000 à 490 000 pièces.

37. Clapham, *op. cit.*, 243, 478.

38. Jacques, *op. cit.*, 286 ; Mantoux, *op. cit.*, 106 n. ; Clapham, *op. cit.*, 249. L'exportation de coton pour 1830 était de 31 810474 £. Buck, *op. cit.*, 166.

39. Mantoux, *op. cit.*, 369 ; Engels, *op. cit.*, 9.

40. Merivale, *op. cit.*, 120.

41. *Cambridge Histoire de l'Empire britannique*, II, 231.

42. Merivale, *op. cit.*, 121.

43. Redford, *op. cit.*, 45.

44. LH Jenks, *La migration du capital britannique vers 1875*
(Londres, 1927), 64.

45. Hansard, *Nouvelle Série,* XV, 385. Lord Redesdale, 19 avril 1825.

46. Jenks, *op. cit.*, 67.

47. Douane 8 (Bureau des archives publiques), Vols. 14 et 35. Les chiffres sont : 1821-£6422,304 ; 1832—7 017 048 £.

48. Jenks, *op. cit.*, 75-76.

49. *The Cambridge History of British Foreign Policy* (Cambridge, 1923), II, 74. De Canning à Granville, 17 décembre 1824.

50. Douane 8, vol. 14 et 35. En 1821 - 2 114 329 £; en 1832 - 5 298 596 £.

51. *Ibid.*, en 1821 — 3 239 894 £ ; en 1832 - 9 452 822 £.

52. Jenks, *op. cit.*, 47.

53. Douane 8, vol. 14 et 35. En 1821 : 43 113 855 £ ; en 1832 - 65 025 278 £.

54. *Ibid.*, En 1821 — 19 082 693 £ ; en 1832—29 908 964 £.

55. *Idem.* En 1821 - 3 639 746 £; en 1832 - 6 377 507 £.

56. *Idem.* À l'IBB : 1821—4 704 610 £ ; 1832—3 813 821 £. Vers la Jamaïque : 1821 - 3 214 364 £ ; 1832 – 2 022435 £.

57. WL Burn, *Emancipation et Apprentissage dans le Antilles britanniques* (Londres, 1937), 52.

58. *Hansard, troisième série,* LXXVII, 1062. Milner Gibson, 24 février 1845.

59. Merivale, *op. cit.*, 203.

60. Brûlure, *op. cit.,* 73. Burn nie qu'ils aient été un enfer.

61. WL Mathieson, *British Slavery and its Abolition, 1823-1838* (Londres, 1926), 222.

62. A. Prentice, *Histoire de l'Anti-Corn Law League* (Londres, 1853), I, 5.

63. E. Halévy, *A History of the English People, 1830-1841* (Londres, 1927), 42-43, 47, 56-58.

64. FM Eden, *Huit lettres sur la paix ; et sur le Commerce et les Manufactures de Grande-Bretagne* (Londres, 1802), 129.

65. *Cambridge Histoire de l'Empire britannique,* II, 239.

CHAPITRE 8

1. Merivale, *op. cit.*, 238-239.

2. *Idem,* 93.

3. Papiers de Liverpool , Add. MSS. 38295, f. 102. Un correspondant anonyme de Lord Bexley, juillet 1823.

4. CO 137/166. Hibbert à Horton, le 2 avril 1827.

5. *Hansard, Nouvelle série,* XIV, 1164. Lord Dudley et Ward, 7 mars 1826.

6. *Ibid., Troisième série,* HI, 354. M. Robinson, 11 mars 1831.

7. Pain, *op. cit.,* 308.

8. La déclaration est celle du Dr Bowling. La date que je n'ai pas pu trouver.

9. Prentice, *op. cit.*, I, 75.

10. *Le droit chez les marchands des Indes occidentales* ..., 17, 18-19,

26-27, 50-51, 53, 74-75.

11. *Hansard, Nouvelle Série,* VIII, 339. Pétition des marchands, armateurs, etc., impliqués dans le commerce aux Indes orientales, 3 mars 1823.

12. *Rapport d'un comité de la Liverpool East India Association, nommé pour prendre en considération les restrictions du commerce des Indes orientales* (Liverpool, 1822), 21–22.

13. Z. Macaulay, *Sucre des Indes orientales et occidentales; or a Refutation of the Claims of the West India Colonists to a Protecting Duty on East India Sugar* (Londres, 1823), 37.

14. Les *débats de la Cour générale de Proprietors de East India Stock* sur *le 19 et le 21 Mars 1823 l'Inde Est*
Commerce du sucre (Londres, 1823), 12. M. Tucker.

15. *Ibid.,* 40-41.

16. *Cambridge Modern History* (Cambridge, 1934), X, 771-772.

17. *Hansard, Nouvelle série,* I, 424-425, 429. 16 mai 1820.

18. *Ibid.,* XXII, 111, 118. 23 mars 1812. Le compliment à Pitt est dans *Cambridge Modern History,* X, 771.

19. W. Naish, *Reasons for using East India Sugar* (Londres,
1828), 12.

20. *Hansard, Troisième série,* LXXV, 438. M. Villiers, 10 juin 1844.

21. *Ibid.,* 444.

22. Merivale, *op. cit.,* 225.

23. *Ibid.,* 205.

24. JB Seely, *A Few Hints to the West Indians on their Present Claims to Exclusive Favour and Protection at the*
Expense of the East India Interests (Londres, 1823), 89.

25. *Les discours de . . . Huskisson . . .*, II, 198. 22 mai 1823.

26. *Ibid., 111,* 146. 15 mai 1827.

27. *Hansard, Troisième série,* LVII, 920. Villiers, 5 avril 1841.

28. *Ibid.,* 162-163. Labouchère, 12 mars 1841.

29. *Ibid., Troisième série,* LXXVII, 1056. Milner Gibson, 24 février 1845.

30. *Ibid., Troisième série,* LVII, 920. Villiers, 5 avril 1841.

31. *Ibid., Troisième série,* LXXVII, 1078. 24 février 1845.

32. P. Guedalla, *Gladstone et Palmerston* (Londres, 1928), 30.

33. *Hansard, Troisième série,* CXI, 592. 31 mai 1850.

34. *Ibid., Troisième série,* XCVI, 123. 4 février 1848.

35. *Ibid., Troisième série,* CXXIV, 1036. 3 mars 1853.

36. Pitman, *Le règlement . . . des Indes occidentales britanniques Plantation. . .,* 282–283.

37. Penson, *op. cit.,* 208.

38. T. Fletcher, *Letters in Vindication of the Rights of the British West India Colonies* (Liverpool, 1822), 27 ; Anonyme, *Memorandum on the Relative Importance of the West and East Indies to Great Britain* (Londres, 1823), 30 ; CO 137/140. Rapport d'un comité de l'honorable chambre d'assemblée, nommé pour enquêter sur diverses questions relatives à l'état du commerce et de l'agriculture de l'île ; les effets probables de l'ouverture du commerce aux Indes orientales ; et le fonctionnement du plafond actuel à l'exportation de sucre. Jamaïque, 1813.

39. CO 137/140. Rapport d' un comité de la

Honorable House of Assembly..., Jamaïque, 1813.

40. K. Bell et WP Morrell, *Select Documents on British Colonial Policy, 1830–1860* (Oxford, 1928), 414. Russell to Light, 15 février 1840.

41. Merivale, *op. cit.,* 84.

42. *Hansard, troisième série,* III, 537. M. Fitzgerald, 18 mars 1831 ; *Ibid., Troisième série,* XVIII, 111. Henry Goulburn, 30 mai 1833.

43. *Ibid., Nouvelle série,* IV, 947. Marryat, 28 février 1821.

44. *Ibid., Troisième série,* C, 356. Bentinck, 10 juillet 1848.

45. *Ibid., Troisième série,* LXXV, 213. Stewart, 3 juin 1844 ; *Ibid., Troisième série,* XCIC, 1094. Miles, 23 juin 1848.

46. *Ibid., Troisième série,* LVI, 616. Vicomte Sandon, 12 février 1841.

47. *Ibid., Troisième série,* XCIX, 1008. Miles, 23 juin 1848 ; *Ibid.,* 1466. Nugent, 30 juin 1848. Ils soutenaient que lorsque les Africains, à la fin de leur contrat, rentreraient chez eux, ils introduiraient la civilisation en Afrique. *Ibid., Troisième série,* LXXXVIII, 91. Hogg, 27 juillet 1846. Sur la demande des condamnés, voir *Ibid., Troisième série,* LXXV, 1214. M. James, 21 juin 1844.

48. *Ibid., Troisième série,* LXXVII, 1269. 26 février 1845.

49. *Ibid., Troisième série,* CXI, 581. 31 mai 1850.

50. *Ibid., Troisième série,* LXXV, 198. 3 juin 1844.

51. *Ibid., Troisième série,* CXV, 1440. 10 avril 1851.

52. *Ibid.,* 1443.

53. *Les écrits politiques de Richard Cobden* (Londres,
1878), 12, 14.

54. *Ibid.,* 257. Cobden était prêt à laisser les États-Unis s'emparer de Cuba. — *Hansard, troisième série,* CXXXII, 429-430.
4 avril 1854.

55. *Hansard, Troisième série,* CVI, 942, 951–952, 958. 26 juin 1849 ; *Ibid., Troisième série,* C, 825. 25 juillet 1848.

56. *Ibid., Troisième série,* C, 831, 834, 849. 25 juillet 1848.

57. *Ibid., Nouvelle série,* XXII, 855. 23 février 1830.

58. *Ibid., Troisième série,* XI, 834. 23 mars 1832.

59. *Ibid., Troisième série,* XCIX, 875. 19 juin 1848.

60. WP Morrell, *British Colonial Policy in the Age of Peel and Russell* (Oxford, 1930), 286.

61. Bell et Morrell, *op. cit.,* Introduction, pp. xiii, xxiv.

62. Merivale, *op. cit.,* 78.

63. *Hansard,* XXXIV, 1192. Barham, 19 juin 1816.

64. *Discours et mémoires à Sa Majesté de la Chambre d'assemblée de la Jamaïque, votés dans les années 1821 à 1826 inclus, et qui ont été présentés à Sa Majesté par l'agent de l'île* (Londres, 1828), 22.

65. *Hansard, Troisième série,* XCIX, 872. Seymer, 19 juin 1848.

66. *Ibid., Troisième série,* XCVI, 75. Robinson, 3 février 1848.

67. *Ibid., Troisième série,* LXIII, 1218-1219. 3 juin 1842.

68. *Ibid., Troisième série,* LXXV, 462. 10 juin 1844.

69. *Ibid., Troisième série,* LXXXVIII, 164. 28 juillet 1846.

70. EL Woodward, *The Age of Reform, 1815-1870* (Oxford, 1938), 351. Morrell, *op. cit.*, 519, parle de cela comme de « la fameuse indiscrétion » de Disraeli, bien qu'il ne soit pas clair en quoi elle est indiscrète. L'expression « damnosa hereditas » est celle de Taylor du Colonial Office. Bell et Morrell, *op. cit.*, Introduction, p. XXVI.

71. J. Morley, *La vie de William Ewart Gladstone* (Londres, 1912), I, 268.

72. Penson, *op. cit.*, 209.

73. Chatham Papers, GD 8/352. Les planteurs des Indes occidentales et Marchands, Résolutions, 19 mai 1791.

74. *Calendar of State Papers, Colonial Series*, XIII, 719. Pétition des marchands jamaïcains, 11 octobre 1692.

75. AM Arnould, *De la Balance du Commerce et des Relations Commerciales Extérieures de la France, dans Toutes les Parties du Globe, particulièrement à la fin du Règne de Louis XIV, et au Moment de la Révolution* (Paris, 1791), I, 263, 326-328.

76. *Hansard*, IX, 90-91. Hibbert, 12 mars 1807.

77. *Parl. Hist.*, XXIX, 1147. 2 avril 1792.

78. Ragatz, *La chute de la classe des planteurs . . .*, 211.

79. Voir Chatham Papers, GD 8/102. Pitt à Eden, 7 décembre 1787 : « Plus j'y réfléchis, plus je suis anxieux et impatient que l'affaire soit amenée le plus rapidement possible à un point. Pitt a refusé d'envisager une suspension temporaire du commerce et de compromettre « le principe d'humanité et de justice, sur lequel tout repose ». *The Journal and Correspondence of William, Lord Auckland* (Londres, 1861), I, 304. Pitt à Eden, 7 janvier 1788. Pitt pensait qu'un bon résultat de la nouvelle constitution en France (1788) serait que « notre chance de régler quelque chose au sujet de la traite des esclaves » serait améliorée. *Les manuscrits de JB Fortescue Esq. conservé à Dropmore* (Historical Manuscripts Commission, Londres, 1892–1927), I, 353. Pitt à Grenville, 29 août 1788.

80. Ragatz, *La chute de la classe des planteurs . ..*, 213-214.

81. Papiers de Liverpool, Add. MSS. 38409, suiv. 151, 155. Écrit probablement en 1789.

82. *Ibid., suiv.* 147-148.

83. *Ibid.*, Add. MSS. 38349, f. 393. Écrit probablement après 1791.

84. *Correspondance, Depatches and other Papers of Vicomte Castlereagh* (Londres, 1848–1853), XI, 41. Liverpool à Castlereagh, 2 octobre 1815. Voir aussi Liverpool Papers, Add. MSS. 38578, f. 28. De Liverpool à Castlereagh, 20 novembre 1818. Venant d'un propriétaire d'esclaves antillais, la phrase est amusante.

85. Voir Liverpool Papers, Add. MSS. 38224, f. 118. Seigneur
Dorset, ambassadeur britannique à Paris, écrivit à Lord Hawkesbury le 7 mai 1789, que les références flatteuses à l'humanitarisme britannique « semblaient uniquement destinées à nous complimenter et à nous garder silencieux et de bonne humeur ». Sir James Harris, de Hollande, écrivit que les principes d'humanité ne risquaient pas de faire beaucoup d'impression sur les marchands hollandais et qu'il serait difficile d'obtenir leur assentiment. *Les manuscrits de JB Fortescue* . . ., III,
442–443. Harris à Grenville, le 4 janvier 1788.

86. Gaston-Martin, *La Doctrine Coloniale de la France en 1789* (Cahiers de la Révolution Française, n° 3, Bordeaux,
1935), 25, 39.

87. J. Ramsay, *An Inquiry into the Effects of Putting a Stop to the African Slave Trade* (Londres, 1784), 24.

88. Papiers Chatham, GD 8/349. Iles des Antilles, Documents relatifs à la Jamaïque et à Saint-Domingue. L'offre a été faite par De Cadusey, président de l'Assemblée de l'île, le 29 octobre,
1791. Il a déclaré que la nécessité
justifia une démarche qui serait normalement une trahison, pour des raisons évidentes l'offre ne pouvait être « officielle », et supplia Pitt au nom de la politique aussi bien que de l'humanité d'accepter « l'expression de la volonté générale ». L'offre n'était pas inattendue en Angleterre. Le 13 mai 1701, l'ambassadeur britannique à Paris rapporte que les colons français parlent de « se jeter dans les bras de l'Angleterre ». F.0.27/36. (Office d'enregistrement public). Gower à Grenville.

89. FO 27/40. De Curt à Hawkesbury, le 18 décembre 1792. De Curt a supplié d'être considéré à tous égards comme un
Anglais, et plus tard a officiellement demandé la protection "au nom de l'humanité et de la loyauté anglaise". Papiers de Liverpool, Add. MSS. 38228, f. 197. 3 janvier 1793.

90. *Parl. Hist.*, XXXII, 752. Dundas, 18 février 1796.

91. JW Fortescue, *A History of the British Army* (Londres,
1899-1930), IV, Partie I, 325.

92. *Ibid.*, 565.

93. Wilberforce, *Vie de Wilberforce*, I, 341.

94. *Ibid.*, II, 147, 286 ; AM Wilberforce, *The Private Papers of William Wilberforce* (Londres, 1897), 31. Pitt à
Wilberforce, 31 mai 1802.

95. Klingberg, *op. cit.*, 116, citant Lecky.

96. Wilberforce, *Vie de Wilberforce*, II, 225. Stephen à
Wilberforce, juillet 1797.

97. Papiers de Liverpool, Add. MSS. 38227, f. 5. 7 août 1791. Un écrivain anonyme de la Jamaïque à un certain M. Brickwood.

98. Chatham Papers, GD 8/334. Documents divers relatifs à la France, 1784-1795. James Chalmers à Pitt, 24 décembre 1792.

99. Éden, *op. cit.,* 18.

100. Ragatz, *La chute de la classe des planteurs . . .,* 308.

101. *H. de C. Sess. Bouillie. Rapport sur l'état commercial des colonies des Indes occidentales, 1807,* 4-6 ; *Hansard, IX,* 98. Hibbert, 12 mars 1807.

102. *Hansard,* VIII, 238-239. 30 décembre 1806.

103. *Ibid.,* 985. Hibbert, 23 février 1807. Le besoin accru d'esclaves dans les nouvelles colonies explique cette migration particulière des anciennes aux nouvelles colonies entre 1807 et 1833 sous le couvert de « domestiques » présents sur leur Maître. Voir Eric Williams, « The Intercolonial Slave Trade after its Abolition in 1807 », *Journal of Negro History* (avril 1942).

104. *Hansard,* II, 652. 13 juin 1804. Lord Sheffield a répondu que ce serait un abus de foi. *Ibid.,* VII, 235. 16 mai 1806.

105. *Ibid.,* VIII, 658-659. 5 février 1807.

106. *Ibid.,* DC, 101. 12 mars 1807.

107. Merivale, *op. cit.,* 303, 313-317.

108. Ragatz, *Statistiques* ..., 20 (tableau XVII).

109. *Ibid.,* 20 (tableaux XVII, XIX et XX). Antigua, 162, 573 et 115, 932 quintaux ; Maurice, 155, 247 et 524 017 quintaux.

110. *Ibid.,* 20 (tableaux XIX et XXI). De 4 000 à 111 000 quintaux.

111. Douane 5 (Bureau des archives publiques), Vols. 16 et 22. Singapour est passé de 5 000 à 33 000 quintaux ; Philippines de 8 800 à 32 500 ; Java de 950 à 21 700.

112. J. de la Pezuela, *Diccionario Geográfico, Estadístico, Histórico de la Isla de Cuba* (Madrid, 1862), I, 59 ; *Anuario Azucarero de Cuba* (La Habana, 1940), 59 ans. De 14 500 à
620 000 tonnes.

113. Douanes, 5, vol. 6, 20 et 21. Du Brésil 50 800 et 362 600 quintaux ; de Cuba 35 500 et 210 800 quintaux.

114. Pitman, *The Settlement... of British West India*

Plantation . . ., 262.

115. Pezuela, *op. cit.*, I, 59. La plantation d'Alava, un autre « monstre » comprenait 4 933 acres, employait 600 esclaves et produisait 3 570 tonnes de sucre. *Idem.*

116. *Hansard, Troisième série,* LXX, 212. Cobden, 22 juin 1843.

117. *Ibid., Troisième série,* LVII, 610. Ellenborough, 26 mars 1841.

118. *Ibid., Troisième série,* II, 790. Poulett Thomson, 21 février 1831.

119. *Déclarations, calculs et explications soumis au Board of Trade relativement à l'état commercial, financier et politique des colonies britanniques des Indes occidentales, depuis le 19 mai 1830. (H. of C. Sess.* Pap., *Comptes et Papers,* 1830-1831, IX, n° 120), 58. Les importations à Hambourg passèrent de 68 798 à 75441 boîtes ; en Prusse de 207 801 à 415 134. Les importations russes de sucre cubain sont passées de 616 542 à 935 395 pouds (36 livres), celles du Brésil de 331 584 à 415 287 pouds.

120. *Hansard, Troisième série,* XVII, 1209, 1211-1212. 14 mai 1833.

121. Brûlure, *op. cit.*, 367 n.

122. CO 295/93, sd La pétition du Conseil était jointe à la dépêche du gouverneur Grant du 29 août 1832.

CHAPITRE 9

1. H. Richard, *Memoirs of Joseph Sturge* (Londres, 1864), 84. Cropper to Sturge, 14 octobre 1825.

2. Auckland Papers (British Museum), Add. MSS. 34427, suiv. 401-402 (v). Wilberforce à Eden, janvier 1788.

3. Coupland, *Wilberforce*, 422.

4. Pain, *op. cit.*, 302, 341.

5. Prentice, *op. cit.*, I, 3-4.

6. TP Martin, « Some International Aspects of the Anti-Slavery Movement, 1818-1823 », *Journal of Economic and Business History* (novembre 1928), p. 146.

7. *Hansard, Troisième série,* XVI, 290, 6 mars 1833.

8. Wadsworth et Mann, *op. cit.*, 288, 289.

9. Murch, *op. cit.*, 76.

10. Rapport des discours au grand dîner au théâtre, Manchester, pour célébrer l'élection de Mark Philips, Esq. et la droite. Hon. CP Thomson (Bibliothèque John Rylands), 2, 8.

11. *Hansard, troisième série,* XXXIII, 472. 29 avril 1836.

12. *Ibid., Troisième série,* XLVIII, 1029. 28 juin 1839.

13. *Ibid., Troisième série,* C, 54. Milner Gibson, 3 juillet 1848.

14. *Ibid., Troisième série,* LXXVII, 1053. Gibson, 24 février 1845.

15. *Ibid., Troisième série,* LVI, 605. Hawes, 12 février 1841.

16. *Ibid., Troisième série,* LXXVII, 1053. Gibson, 24 février 1845 ; *Ibid., Troisième série,* C, 54. Gibson, 3 juillet 1848.

17. *Ibid., Troisième série,* LXXVII, 1144. 24 février 1845 ; *Ibid., Troisième série, XCIX,* 1428. 30 juin 1848.

18. *Ibid., Troisième série,* C, 324. Bentinck, 10 juillet 1848, citant Bright. Bentinck a souligné la protection précédente contre les textiles indiens.

19. *Ibid., Troisième série,* LXXVIII, 930. 14 mars 1845.

20. *Ibid., Troisième série,* LXXVI, 37. 27 juin 1844.

21. *Ibid., Troisième série,* XCIX, 1420. 30 juin 1848.

22. *Ibid., 747.* 16 juin 1848.

23. Auckland Papers, Add. MSS. 34427, suiv. 401-402 (v).
Wilberforce à Eden, janvier 1788.

24. JA Langford, *A Century of Birmingham Life : ou un Chronique des événements locaux* (Birmingham, 1870), 1, 434.

25. Ashton, *op. cit.,* 223.

26. Langford, *op. cit.,* 1, 436, 440.

27. *Ibid.,* 1, 437.

28. Dent, *op. cit.,* 427.

29. *Idem.*

30. NB Lewis, *The Abolitionist Movement in Sheffield, 1823-1833* (Manchester, 1934), 4-5.

31. Ing. MS., 743 (Bibliothèque John Rylands). Société auxiliaire de secours aux esclaves noirs, f. 12. 9 janvier 1827 ; F. 15. 10 juillet 1827. L'appel à leurs concitoyens est sur une petite carte, non datée, dans la même bibliothèque, dans la case V.

32. Lewis, *op. cit., 6.*

33. *Hansard, Troisième série,* XIX, 1270. 25 juillet 1833.

34. *Ibid., Troisième série,* XVI, 288. 6 mars 1833 ; *Ibid., Troisième série,* XVIII, 911. 17 juin 1833.

35. *Ibid., Troisième série,* LXXV, 446-447. 10 juin 1844.

36. *Ibid., Troisième série,* LXIII, 1174. 3 juin 1842.

37. *Ibid.,* 1173.

38. *Ibid., Troisième série,* LXX, 210. 22 juin 1843.

39. J. Bright et JT Rogers (éd.), *Speeches on Questions of Public Policy by Richard Cobden, MP* (Londres, 1878), 91–92.

40. JE Ritchie, *La vie et l'époque du vicomte Palmerston* (Londres, 1866-1867), II, 743-744.

41. *Hansard, troisième série,* LXXVII, 1128. 24 février 1845.

42. *Ibid., Troisième série,* XCIX, 751–752. 16 juin 1848.

43. Mackenzie-Grieve, *op. cit.,* 283.

44. *Hansard,* VI, 918. 25 avril 1806.

45. *Ibid.,* VII, 612. Lord Howick, 10 juin 1806.

46. *Ibid.,* VIII, 948. Lord Howick, 23 février 1807.

47. Jackman, *op. cit.,* II, 515 n.

48. *Hansard,* VIII, 961-962. 23 février 1807.

49. Buck, *op. cit.,* 31-32.

50. *Hansard, Nouvelle Série,* XXIII, 180. 11 mars 1830.

51. *Les discours de . . . Huskisson ...,* I, 115. Février 1826.

52. *Hansard, Troisième série,* XIX, 793. 17 juillet 1833.

53. *Ibid., Troisième série,* XVIII, 909-910. 17 juin 1833.

54. *Ibid., Troisième série,* XVI, 285. 6 mars 1833.

55. *Ibid., Troisième série,* XVIII, 910. 17 juin 1833.

56. Eyre-Todd, *op. cit.,* III, 256, 263-264.

57. Donnan, *op. cit.,* II, 537 n, 564 n-565 n.

58. *Hansard, Troisième série,* XVI, 291. 6 mars 1833. En 1846, un autre Oswald est allé plus loin : « Lorsque nous portions du coton cultivé par des esclaves, lorsque nous buvions du café cultivé par des esclaves et pour la vie de lui concevoir sur quel principe ils ne pourraient pas aussi utiliser du sucre cultivé par des esclaves. . . . Ils doivent chercher l'amélioration de ce mal à un autre endroit que la Douane. *Hansard, Troisième Série,* LXXXVIII, 122. 28 juillet 1846. Il serait intéressant de savoir s'il s'agissait d'un membre de la même famille.

59. Ragatz, *Statistiques* ..., 9 (tableau IV).

60. *Rapport des travaux du Comité du sucre Raffineurs,* 3, 8, 15.

61. *Ibid.,* 18 n.

62. Papiers de Liverpool, Add. MSS. 38227, 217. Président à Hawkesbury, 23 janvier 1792 ; ff. 219-222, président de Pitt, 12 janvier 1792.

63. Les exportations indiennes de coton étaient de 7 millions de livres en 1816, 31 millions en 1817, 67 millions en 1818 mais seulement 4 millions en 1822. Les exportations des États-Unis étaient de 50 millions en 1816, 59 millions en 1822 ; du Brésil 20 millions en 1816 et 24 millions en 1822. *Douane* 5, vol. 5, 6, 7, 11. Mais le coton indien était « le pire du marché anglais ; en raison de la négligence de la culture et de l'emballage. E. Baines, *History of the Cotton Manufacture in Great Britain* (Londres, 1835), 308. Plus tard, John Bright raconta l'histoire d'une réunion de prière dans le Lancashire au cours de laquelle la pétition suivante était présentée : « O Seigneur, nous te supplions d'envoyer nous le coton ; - mais ô Seigneur, pas Shoorat. » La référence est au coton de Surat et a probablement à voir avec la guerre civile américaine. GM Trevelyan, *La vie de John Bright* (Boston, 1913), 318 n.

64. TP Martin, *op. cit.,* 144. L'expression est M' Queen's.

65. *Débats . . . sur le commerce du sucre des Indes orientales,* 19.

66. *Hansard, Troisième série,* VII, 764. John Wood, 28 septembre 1831.

67. *Ibid., Troisième série,* XIX, 1165-1167. William Clay, 24 juillet 1833.

68. *Ibid., Troisième série,* VII, 764. 28 septembre 1831.

69. *Ibid., Troisième série,* VIII, 362. 7 octobre 1831.

70. *Les discours de . . . Huskisson* .. ., III, 454. 25 mai 1829.

71. *Hansard, Troisième série,* XVIII, 589. 11 juin 1833.

72. *Ibid., Troisième série,* XVII, 75. William Ewart, 3 avril 1833 ; *Ibid., Troisième série,* LVIII, 101. Ewart, 10 mai 1841.

73. *Ibid., Troisième série,* LVI, 608. B. Hawes, 12 février 1841.

74. *Ibid., Troisième série,* LXXXVIII, 517. 10 août 1846.

75. Ramsay, MS. Vol., f. 64. « Une adresse sur le projet
projet de loi pour l'abolition de la traite négrière.

76. Auckland Papers, Add. MSS. 34227, f. 123. Wilberforce à Eden, 23 novembre 1787.

77. *Parl. Hist.,* XXIX, 270. 18 avril 1791.

78. *Ibid.,* 322.

79. *Hansard,* VIII, 948-949. 23 février 1807.

80. Actes du Comité pour l'abolition de la traite négrière, 1787–1819 (British Museum), Add. MSS. 21255, f.
100 (v). 14 avril 1789.

81. J. Newton, *Réflexions sur la traite négrière africaine*
(Liverpool, 1788), 8.

82. Ramsay, MS. Vol., f. 64.

83. *Hansard,* VIII, 947-948. Lord Howick, 23 février 1807.

84. *Rapport d'un comité du Liverpool East India*
Association . . ., 56.

85. *Les discours de . . . Huskisson . . .*, III, 442. 12 mai 1829.

86. *Hansard, Troisième série,* VII, 755. 28 septembre 1831.

87. *Ibid., Troisième série,* XVI, 881–882. 20 mars 1833.

88. *Ibid.,* 290. 6 mars 1833.

89. *Ibid., Troisième série,* XIX, 1169. 24 juillet 1833.

90. Lindsay, *op. cit.,* III, 85-86.

91. Bell et Morrell, *op. cit.,* Introduction, p. xli.

CHAPITRE 10

* De la Russie et de l'Autriche-Hongrie.

1. *Hansard, Troisième série,* XCIX, 1223. G. Thompson, juin
26, 1848. Thompson était un éminent orateur abolitionniste.

2. *Ibid., Troisième série,* LXXV, 170. Lord John Russell, 3 juin 1844.

3. *Dépêches . . . de Wellington,* I, 329. Mise en conserve à

Wellington, 30 septembre 1822.

4. *Ibid.*, 1, 453. Wellington à Canning, 28 octobre 1822.

5. *Correspondance ... de Canning,* I, 62. Mémorandum pour le Cabinet, 15 novembre 1822.

6. *Hansard, troisième série,* XCVI, 1096. Hutt, 22 février 1848.

7. *Dépêches . . . de Wellington,* I, 329. Mise en conserve à Wellington, 30 septembre 1822.

8. *Correspondance ... de Canning,* I, 62. Mémorandum pour le Cabinet, 15 novembre 1822.

9. RI et S. Wilberforce, *The Correspondence of William Wilberforce* (Londres, 1840), II, 466. 24 octobre 1822.

10. *Dépêches . . . de Wellington,* I, 474-475. 31 octobre 1822.

11. *Hansard,* XXX, 657-658. 18 avril 1815; *Ibid.,* XXXI, 174. 5 mai 1815. Pour les Barings et l'Amérique latine, voir Jenks, *op. cit.,* 48.

12. Hansard, XXXI. Voir pages 557, 606, 850–851, 1064. Juin 1, 5, 16 et 30, 1815.

13. *Ibid., Nouvelle série,* XI, 1345. 15 juin 1824.

14. *Ibid.,* 1475-1477. 23 juin 1824.

15. *Ibid., Nouvelle série,* XXV, 398. 15 juin 1830.

16. *Ibid.,* 405. Général Gascoyne, 15 juin 1830 ; *Ibid.,* Nouvelle série, XX, 495. Gascoyne, 23 février 1829.

17. *Correspondance. ..de Castlereagh,* X, 112. Castlereagh à Liverpool, 9 septembre 1814.

18. *Hansard, troisième série,* LIX, 600. Brougham, 20 septembre 1841.

19. *Ibid., Troisième série,* XCVI, 1101–1102. Jackson, 22 février 1848.

20. *Ibid., Troisième série,* CII, 1084. Évêque d'Oxford, 22 février 1849.

21. *Ibid., Troisième série,* XCVI, 1095. Cité par Hutt, 22 février 1848.

22. *Ibid., Troisième série,* XCVIII, 1168. Palmerston, 17 mai 1848 ; *Ibid* ., 1198. Cardwell, 18 mai 1848.

23. *Ibid., Troisième série,* LXV, 938, 942, 945. 2 août 1842.

24. *Ibid., Troisième série,* LXXI, 941. 18 août 1843.

25. AK Manchester, *British Preeminence in Brazil, Its Rise and Decline* (Chapel Hill, Caroline du Nord, 1933), 315.

26. *Hansard, troisième série,* LXXVII, 1066. Ewart, 24 février, 1845 ; Ibid., LXX, 224. 22 juin 1843.

27. *Ibid., Troisième série,* XCIX, 1121. Hawes, 23 juin 1848.

28. *Ibid., Troisième série,* XCVI, 1100. Hutt, 22 février 1848.

29. *Ibid., Troisième série,* LXXXI, 1170. Hutt, 24 juin 1845.

30. *Ibid., Troisième série,* XCIX, 748. 16 juin 1848.

31. *Ibid., Troisième série,* CXIII, 40. 19 juillet 1850.

32. *Ibid., Troisième série,* XCVII, 988. Urquhart, 24 mars 1848.

33. *Ibid., Troisième série,* LXXXI, 1169-1170. Hutt, 24 juin 1845.

34. *Ibid., Troisième série,* LXXV, 170. Russell, 3 juin 1844.

35. *Ibid., Troisième série,* CVII, 1036. Gibson, 27 juillet 1849.

36. *Ibid., Troisième série,* XCVI, 1101. Hutt, 22 février 1848.

37. *Ibid., Troisième série,* LXXXI, 1158-1159. 24 juin 1845.

38. *Ibid., Troisième série,* XCVI, 1092, 1096. Hutt, 22 février 1848.

39. *Ibid.,* 1092.

40. *Ibid., Troisième série,* XCVII, 986-987. Urquhart, 24 mars 1848.

41. *Ibid., Troisième série,* CI, 177. Urquhart, 16 août 1848.

42. *Ibid., Troisième série,* LXXXI, 1156, 1158. Hutt, 24 juin 1845.

43. *Ibid., Troisième série,* XCVII, 987. Urquhart, 24 mars 1848.

44. *Ibid., Troisième série,* LXXXI, 1165, 1170. Hutt, 24 juin 1845.

45. *Ibid., Troisième série,* CIX, 1109. Hutt, 19 mars 1850.

46. *Ibid., Troisième série,* CXIII, 61. Hutt, 19 juillet 1850.

47. *Ibid., Troisième série,* LXXXI, 1158. Hutt, 24 juin 1845.

48. WL Mathieson, La *Grande-Bretagne et la traite négrière, 1839-1886 ;* (Londres, 1929), 90 n. La phrase est celle de Carlyle.

49. *Hansard, Troisième série,* LXXVI, 947, 963. Peel, 16 juillet 1844.

50. *Ibid., Troisième série,* LXXX, 482. Peel, 16 mai 1845.

51. *Ibid., Troisième série,* LXXXII, 1058-1064. 24 juillet 1845.

52. *Ibid., Troisième série,* XCVI, 1125. 22 février 1848.

53. *Ibid., Troisième série,* LVIII, 648, 653. 18 mai 1841.

54. *Ibid., Troisième série,* LXXXII, 550, 552. 15 juillet 1845.

55. *Ibid., Troisième série,* XCVIII, 994-996. 24 mars 1848.

56. *Ibid., Troisième série,* L, 383. 19 août 1839.

57. *Ibid., Troisième série,* LVIII, 167, 169. 10 mai 1841.

58. *Ibid., Troisième série,* CIX, 1162. 19 mars 1850.

59. *Les manuscrits de JB Fortescue* . .., IX, 14-19.
Edmund Lyon à Grenville, le 16 janvier 1807.

60. *Hansard,* XXVIII, 349. Lord Holland, 27 juin 1814.

61. *Ibid.,* XXX, 657-658. 18 avril 1815.

62. *États, calculs et explications soumis à la Chambre de commerce* . . ., p. 84. Lettre de Keith Douglas,
30 octobre 1830.

63. CO 137/186. Mémorial des députés de la Jamaïque, 29 novembre 1832.

64. D. Turnbull, *The Jamaica Movement, pour la promotion de l'application des traités sur la traite des esclaves et la suppression de la traite des esclaves* (Londres, 1850), *65,* 94-95, 99, 120, 201, 249, 267.

65. *Times,* 30 janvier 1857.

66. Guedalla, *op. cit.,* 64-66.

CHAPITRE 11

1. R. Coupland, *The Empire m These Days* (Londres, 1935), 264. Le professeur Coupland connaît aussi peu l'histoire du mouvement abolitionniste que son héros. « Comme l'abolition est populaire en ce moment », écrivait Wilberforce en 1807. « Dieu peut transformer le cœur des hommes ». Wilberforce, *Vie de Wilberforce,* III, 295. 11 février 1807.

2. *Hansard,* VIII, 679-682. 6 février 1807.

3. K. Farrer (éd.), *La Correspondance de Josiah Wedgwood* (Londres, 1906), I, 215-216. 17 juin 1793.

4. Voir Actes du Comité pour l'Abolition de l'Esclave Commerce, Ajouter. MSS., 21254, suiv. 12-12 (v). Samuel Hoare à Clarkson, 25 juillet 1787 : « J'espère que le zèle et l'animation avec lesquels tu as défendu la cause s'accompagneront de tempérament et de modération, qui seuls peuvent en assurer le succès.

5. Wilberforce, La *vie de Wilberforce,* IV, 240-241. Écrit en 1811.

6. Bell et Morrell, *op. cit.,* 376. Mémorandum de Stephen, octobre 1831.

7. CO 295/93. Stephen à Howick, 25 août 1832.

8. Bell et Morrell, *op. cit.,* 420. Minute de Stephen, 15 septembre 1841.

9. Ramsay, MS. Vol., f. 28. 27 décembre 1787.

10. Klingberg, *op. cit., 60-61.* Le témoignage de Ramsay devant le Conseil privé en 1788 vaut la peine d'être lu.

11. Sir G. Stephen, *Anti-Slavery Recollections* (Londres, 1854), 77 ; Richard, *op. cit.,* 78. Stephen et Richard discutaient en fait de l'African Institution and Anti-Slavery Society.

12. Étienne, *op. cit.,* 79.

13. Coupland, *Wilberforce,* 417.

14. *Hansard, Nouvelle Série,* XI, 1413. Wilberforce, 15 juin 1824.

15. Coupland, *Wilberforce,* 406-408, 411-417. Pour son opposition aux associations féminines anti-esclavagistes, voir Wilberforce, *Life of Wilberforce,* V, 264-265. Wilberforce à Babington, 31 janvier 1826. Pour son opinion sur le premier projet de loi de réforme, voir Wilberforce, *Correspondence of Wilberforce,* II, 265. Wilberforce à son fils Samuel, 4 mars 1831.

16. Actes du Comité pour l'abolition de la traite négrière, Add. MSS. 21255, f. 50 (v). 12 août 1788 ; Ajouter. MSS. 21256, suiv. 40 (v), 96 (v). 31 janvier 1792, 29 mars 1797.

17. *Hansard,* IX, 143-144. 17 mars 1807.

18. *Parl. Hist.,* XXXIII, 1119. 5 juillet 1799.

19. *Hansard, Nouvelle Série,* XIX, 1469. Cité par Lord Seaford, 23 juin 1828.

20. *Ibid., Nouvelle série,* IX, 265-266. 15 mai 1823.

21. Richard, *op. cit.,* 79.

22. Étienne, *op. cit.*, 120-122.

23. Richard, *op. cit.*, 101-102. 28 mars 1833.

24. A. Cochin, *L'Abolition de l'Esclavage* (Paris, 1861),
Introduction, p. xiv-xv.

25. Actes du Comité pour l'abolition de la traite négrière, Add. MSS., 21256, f. 95. 25 juin 1795.

26. W. Fox, *Discours au peuple de Grande-Bretagne sur l'opportunité de s'abstenir du sucre et du rhum des Indes occidentales*
(Londres, 1791), *passim.*

27. RK Nuermberger, *The Free Produce Movement, A*
Protestation des Quakers contre l'esclavage (Durham, Caroline du Nord, 1943), 9-10.

28. (Anonyme), *Remarkable Extracts and Observations on the Slave Trade with Some Considerations on the Consumption of West India Produce* (Stockton, 1792), 9. Copie au Wilberforce Museum, Hull.

29. Naish, *op. cit.*, 3.

30. Feuille non datée, au Wilberforce Museum.

31. Anonyme, *le mouvement du coton cultivé libre pour femmes*
(Bibliothèque John Rylands). Sans date.

32. Gurney to Scoble, 5 décembre 1840. Au Wilberforce Museum. Il y a un numéro de référence, DB 883, donné avec une certaine hésitation, car les papiers hétérogènes n'étaient pas bien rangés.

33. « Les principes, les plans et les objectifs de *l'Hibernian Negro's Friend Society,* contrastaient avec ceux des sociétés anti-esclavagistes existantes, étant une circulaire, sous la forme d'une lettre à Thomas Pringle, Esq., Secrétaire de la London Anti-Slavery Society », 3. 8 janvier 1831 (John Rylands Library).

34. *Hansard, troisième série,* XX, 315, 323, 324. 5 août 1833 ;
Ibid., 446. 9 août 1833.

35. *Ibid., Troisième série,* XXXVIII, 1853. Hobhouse, 10 juillet 1837.

36. *Ibid., Troisième série,* LVI, 218. O'Connell, 2 février 1841.

37. *Ibid.,* 619. 12 février 1841.

38. *Ibid., Troisième série,* LXV, 1075. Baring, 5 août 1842.

39. *Ibid., Troisième série,* LXX, 1294. 21 juillet 1843.

40. *Ibid., Troisième série,* LXVIII, 753. 10 avril 1843.

41. Ing. MME. 741. Clarkson à L. Townsend, août 1825.

42. Clarkson Papers (British Museum), Add. MSS. 41267 A, suiv. 178-179.

43. *Débats . . . sur le commerce du sucre des Indes orientales*, 35.

44. *Hansard, troisième série*, XXXVIII, 1853-1854. 10 juillet 1837.

45. *Ibid., Troisième série*, LXX, 1294. 21 juillet 1843.

46. Bell et Morrell, *op. cit.*, Introduction, p. xxx.

47. East India Company Subscription Journals à 800 000 £ d'actions supplémentaires, juillet 1786 ; Grands livres de la Compagnie des Indes orientales, 1783-1791, 1791-1796. Ces registres sont conservés au Bank of England Record Office, Roehampton, Londres. Henry Thornton a souscrit 500 £ et John Thornton 3 000 £ aux actions émises en 1786. À sa mort, John a laissé 2 000 £ à chacun des autres, ce qui laissait Henry avec 3 000 £, Robert avec 4 000 £ et Samuel avec 3 000 £.

48. *Débats sur l'utilité de la culture du sucre dans les territoires de la Compagnie des Indes orientales* (East India House, 1793).

49. *Débats . . . sur le commerce du sucre des Indes orientales*, 5. Seulement Ragatz, *La chute de la classe des planteurs . . .*, 363, mentionne ce fait important.

50. Macaulay, *op. cit.*, 29.

51. *Débats . . . sur le commerce du sucre des Indes orientales*, 36. Hume.

52. *Correspondance entre . . . Gladstone. . . et Cropper . . .*, 15 ; FA Conybeare, *Dingle Bank, la maison des Croppers* (Cambridge, 1925), 7 ; Ragatz, *La Chute du Classe de planteur. . .*, 364.

53. J. Cropper, *lettres à William Wilberforce, député, recommandant l'encouragement de la culture du sucre dans nos dominions des Indes orientales, comme moyen naturel et certain d'effectuer le total et abolition générale de la traite négrière* (Liverpool, 1822), Présentation, p. vii.

54. *Correspondance entre . . . Gladstone. . . et Cropper. . .*, 16. Cropper a répondu que cette connexion avait cessé, ce à quoi Gladstone a rétorqué : assez remarquable qu'il n'ait pas dû être amené à devenir auteur avant que son agence de coton esclave ait cessé ? » *Ibid.*, 37.

55. *Correspondance entre . . . Gladstone . . . et Cropper . . . .*, 55.

56. J. Cropper, « Le travail esclave et le travail libre ». *La substance de l'allocution de M. Cropper le mercredi 22 novembre (182 $) lors de la réunion respectable à King's Head, Derby* (Derby, 1825), 3. John Rylands Library.

57. J. Cropper, *Une lettre adressée à la Liverpool Society pour promouvoir l'abolition de l'esclavage, sur les effets préjudiciables des prix élevés des produits et les effets bénéfiques des prix bas, sur la condition des esclaves* (Liverpool, 1823), 8 –9.

58. *Ibid.,* 22.

59. J. Cropper, *Relief for West Indian détresse, montrant l'inefficacité de la protection des droits sur le sucre des Indes orientales et signalant d'autres modes de soulagement* (Londres, 1823), 9.

60. *Ibid.,* 30.

61. Conybeare, *op. cit.,* 25, 56-57.

62. *Le Liverpool Mercury et le Lancashire General Annonceur,* 7 juin 1833.

63. Coupland, *The British Anti-Slavery Movement,* 124 ; Mathieson, *L'esclavage britannique et son abolition,* 125.

64. Wilberforce, *Vie de Wilberforce,* V, 180.

65. *Hansard, Nouvelle Série,* DC, 467. 22 mai 1823.

66. *Ibid., Nouvelle série,* VII, 698. 17 mai 1822.

67. Coupland, *Le mouvement anti-esclavagiste britannique,* 124.

68. Klingberg, *op. cit.,* 203.

69. Brûlure, *op. cit.,* 88.

70. Ragatz, *La chute de la classe des planteurs . . .,* 436.

71. *Hansard, Nouvelle Série,* IX, 349. Baring, 15 mai 1823.

72. Klinberg, *op. cit.,* 146.

73. *Ibid.,* 147-148.

74. Wilberforce a admis plus tard que « nous nous sommes fait représenter le caractère religieux d'Alexandre le Grand. . . dans des couleurs trop favorables. À Lady Olivia Sparrow, 31 mai 1814. Au Wilberforce Museum, DB 25 (60). Il écrivit une lettre ferme au tsar à ce sujet. Wilberforce, *Vie de Wilberforce,* V, 136-137. Wilberforce à Macaulay, le 20 novembre 1822. Wilberforce considérait l'importation de produits brésiliens par le tsar après sa promesse de les boycotter comme « un manquement à la foi dont tout homme privé qui se rendrait coupable perdrait à jamais le caractère d'un homme d'honneur ». Papiers de Liverpool, Add. MSS. 38578, suiv.
31–32. Wilberforce à Liverpool, le 4 septembre 1822.

75. *Correspondance . . . de Castlereagh,* XII, 4-35. Mémorandum de James Stephen, 8 septembre 1818, « relatif à l'Afrique et aux discussions coloniales qui peuvent avoir lieu dans le
Congrès à Aix-la-Chapelle.

76. Wilberforce, *Vie de Wilberforce,* IV, 133.

77. *Hansard,* XXVIII, 279, 284. 27 juin 1814.

78. *Ibid.,* 393. 28 juin 1814.

79. Wilberforce, *Life of Wilberforce,* IV, 209. 7 septembre 1814.

80. *Dépêches . . . de Wellington,* V, 15. 4 septembre 1828.

81. *Hansard, Troisième série,* XCVI, 37. Bentinck, 3 février 1848.

82. Brochures à la bibliothèque John Rylands.

83. *Le Liverpool Mercury and Lancashire General Advertiser,* 23 juillet 1832, rapportant une réunion du
Association des Indes occidentales de Liverpool.

84. *Ibid.,* 24 août 1832. Lettre d'un « autre électeur » à « An
Électeur."

85. Anonyme, *Le tarif de la conscience. The Trade in Slave Produce examiné et condamné* (Newcastle Anti-Slavery Series, n° 11, sd). Bibliothèque John Rylands.

86. Anonyme, *Conscience versus Cotton ; ou, la préférence du travail libre Produce* (Newcastle Anti-Slavery Series, No. 10, sd). Bibliothèque John Rylands.

87. *Hansard, Troisième série,* XIX, 1177. 24 juillet 1833.

88. *Ibid., Troisième série,* VI, 1353. 12 septembre 1831.

89. *Ibid.,* 1355. Hume.

90. Ing. MME. 415. Buxton à Mme Rawson, *6 octobre* 1833.

91. *Hansard, Troisième série,* XCIX, 1022. 22 juin 1848.

92. Ing. MME. 415. Buxton à Mme Rawson, 6 octobre 1833.

93. Gurney to Scoble, 5 décembre 1840. Wilberforce Museum, DB883.

94. *Hansard, Troisième série,* LXXXI, 1159. Cité par Hutt, 24 juin 1845.

95. *Ibid., Troisième série,* CIX, 1098. Cité par Hutt, 19 mars 1850. En 1858, Wilberforce déclara : honnêtement et fermement à faire respecter les traités pour sa suppression que nos alliés avaient conclus avec nous. » *Ibid., Troisième série,* CL, 2200. 17 juin 1858.

96. *Ibid., Troisième série,* XCIX, 849. 19 juin 1848. En 1850, Buxton a demandé l'exclusion du sucre cultivé par des esclaves, mais pas du coton et du tabac cultivés par des esclaves, arguant qu'« il ne voyait aucune raison pour laquelle il devrait ne pas s'opposer à un mal auquel il pourrait s'opposer avec succès, car il y avait d'autres maux auxquels il lui était impossible de s'opposer. *Ibid., Troisième série,* CXI, 533. 31 mai 1850. En 1857, il a adressé une adresse à la reine en priant pour que tous les efforts soient déployés pour réprimer la traite des esclaves. *Ibid., Troisième série,* CXLVI, 1857. 14 juillet 1857. Ce changement d'opinion coïncidait avec un changement de point de vue des capitalistes. Hutt était président d'un comité en 1849 qui
a décrit les efforts visant à supprimer le commerce des esclaves comme irréalisables et sans espoir. Un autre comité en 1853, dont Hutt et Bright étaient membres, déclara que « ces efforts pour la cause de l'humanité, poursuivis pendant tant d'années, doivent être considérés comme honorables pour la nation, et les résultats ont été une forte incitation à persévérer jusqu'à ce que ce commerce inique sera entièrement aboli. Mathieson, La *Grande-Bretagne et la traite négrière,* 133-134.

97. *Hansard, troisième série,* GXXXIX, 116. 26 juin 1855.

98. *Ibid., Troisième série,* LXXVI, 187. 2 juillet 1844.

99. *Ibid., Troisième série,* CL, 2205. 17 juin 1858.

100. *Ibid., Troisième série,* LXXVII, 1290, 1292, 1300, 1302. 26 février 1845.

101. *Ibid., Troisième série,* LVIII, 193. 11 mai 1841.

102. *Ibid., Troisième série,* LXXVII, 1290. 26 février 1845.

103. *Ibid., Troisième série,* LXXXVIII, 4-5. 27 juillet 1846. Il s'agissait d'une pétition de Clarkson à la Chambre des Lords présentée par Brougham.

104. Mathieson, La *Grande-Bretagne et la traite négrière,* 34-35. La référence est à « l'argent par tête » : 4 £ la tonne sur chaque navire capturé sans esclaves, 5 £ par tête sur les esclaves livrés vivants, 2,10,0 £. sur ceux qui sont morts après la capture.

105. *Hansard, troisième série,* XCVI, 85. 4 février 1848.

106. *Ibid., Troisième série,* L, 131. Inglis, 8 août 1839.

107. *Ibid., Troisième série,* XCIX, 1324. Inglis, 29 juin 1848.

108. *Ibid., Troisième série,* LXXXVIII, 163. Cité par Disraeli, 28 juillet 1846.

109. Merivale, *op. cit.,* 303-304.

110. *Hansard, troisième série*, XCVI, 133. 4 février 1848.

111. Morley, *op. cit.*, 1, 78.

112. Sypher, *op. cit.*, 217.

113. EB Dykes, *Le nègre dans la pensée romantique anglaise* (Washington, D.G, 1942), 79-80.

114. Sypher, *op. cit.*, 215-216 ; Les digues, *op. cit.*, 70.

115. Lewis, *op. cit.*, 15, 17.

116. *Ibid.*, 13-14.

117. T. Caryle, « The Nigger Question », en *anglais et autres essais critiques* (Everyman's Edition, Londres, 1925). L'essai entier, écrit en 1849, doit être lu.

118. *Hansard, troisième série*, XCVI, 1052. 22 février 1848.

CHAPITRE 12

1. Voir CLR James, *Les Jacobins noirs* (Londres, 1938) pour la révolution des esclaves à Saint Domingue. H. Aptheker, *Negro Slave Revolts in the United States* (New York, 1943), doit également être consulté. Un court résumé admirable, pour tout l'hémisphère occidental, se trouve dans Herskovits, *op. cit.*, 86-109.

1a. CO 28/95. Chambre d'assemblée, Barbade, 15 novembre 1825.

2. CO 28/92. Rapport d'un débat en conseil sur une dépêche de lord Bathurst à sir H. Warde, 3 septembre 1823. M. Hamden, p. 21–22. Voir aussi CO 295/59, où le gouverneur de Trinidad a soutenu que cette concession aux esclaves féminines serait considérée comme une injustice par les hommes. Wood-ford à Bathurst, 6 août 1823; CO 295/60. M. Burnley, l'un des principaux planteurs de Trinidad : « J'avoue que l'idée me paraît si monstrueuse et extraordinaire que je sais à peine comment aborder le sujet.

3. CO 28/92. Rapport d'un débat en conseil. . . . Monsieur. Hamden, p. 5.

4. CO 137/145. Shand à Bathurst, le 26 novembre 1817.

5. CO 137/148. Manchester à Bathurst, le 10 juillet 1819.

6. CO 28/92. Rapport d'un débat en conseil. . . . Monsieur. Hamden, p. 24.

7. CO 295/92. Edward Jackson au gouverneur Grant, 31 décembre 1831.

8. CO 137/156. Manchester à Bathurst, le 24 décembre 1824.

9. CO 137/163. Manchester à Bathurst, le 13 novembre 1826.

10. CO 137/154. Manchester à Bathurst, le 13 octobre 1823.

11. CO 111/55. D'Urban à Bathurst, le 4 juillet 1826.

12. CO 295/85. 29 octobre 1830. Voici le nombre d'affranchissements, 1825-1830 :

Année	Nombre Manumis	Manumission Payé pour	Esclaves de terrain	Esclaves Domestiques
1825	162	98	38	124
1826	167	108	46	121
1827	167	129	49	118
1828	128	84	33	95
1829	87	41	15	72
1830 (jusqu'en oct. 29.)	32	22	6	26

13. CO 295/72. Woodford à Bathurst, le 8 août 1826.

14. CO 295/73. Stephen à Horton, 5 octobre 1826.

15. CO 295/67. Henry Gloster, protecteur des esclaves, au gouverneur Woodford, le 7 juillet 1825. Les retours de Fitzgerald sont les suivants : Esclave John Philip—« 7 rayures sur cette partie où si le pied est appliqué de manière hostile est considéré dans tous les pays civilisés comme un acte des plus vils indignité"; Esclave Philip - "23 rayures sur cette partie que mon seigneur Chesterfield recommande fortement d'être le dernier à entrer et le premier à se retirer sur toutes les présentations aux prélèvements et à nommer ce qui en présence de dames est considéré comme une grande infraction aux lois de la politesse " ; Slave Simon Mind - "23 rayures sur cette partie particulière de la personne morale qui est rarement coupable d'un crime mais qui paie pour les transgressions commises par d'autres membres."

16. Bell et Morrell, *op. cit.*, p. 382.

17. CO 28/99. Carrington, agent de la Barbade, à Bathurst, le 2 mars 1826.

18. CO 28/93. Warde à Bathurst, le 21 octobre 1824.

19. CO 28/92. Rapport d'un débat au Conseil..., p. 33.

20. CO 137/165. Message de la Chambre d'assemblée, déc. 1827.

21. CO 137/143. 31 octobre 1815.

22. Bell et Morrell, *op. cit.*, 405. Protestation de l'Assemblée de la Jamaïque, juin 1838.

23. CO 137/183. Manchester à Goderich, le 13 novembre 1832.

24. *Idem.* Manchester à Goderich, le 16 décembre 1832.

25. CO 137/186. Mémorial des députés de la Jamaïque à Grande-Bretagne, 29 novembre 1832.

26. CO 137/183. Manchester à Goderich, secret et confidentiel, 16 décembre 1832.

27. *Hansard,* XXXI, 781-782. Marryat, 13 juin 1815.

28. CO 137/183. Manchester à Goderich, secret et confidentiel, 16 décembre 1832.

29. CO 137/187. Z. Jones à Goderich, 22 février 1832.

30. CO 137/187. Goderich à Manchester, secret, 5 mars 1832.

31. La phrase est celle de Canning.

32. CO 137/154. Manchester à Bathurst, le 24 décembre 1823.

33. CO 28/111. Smith à Stanley, le 13 juillet 1833.

34. CO 295/92. Mémorial pour nous-mêmes et au nom de tous nos confrères d'ascendance africaine (joint dans la dépêche du gouverneur Grant à Goderich, 26 mars 1832).

35. *Idem.* Octroi à Goderich, 26 mars 1832.

36. *Idem.* William Chines à Goderich, 27 janvier 1832.

37. CO 28/111. Smith à Stanley, le 23 mai 1833.

38. CO 28/88. Combermere à Bathurst, le 15 janvier 1819.

39. CO 111/69. D'Urban à Murray, 20 avril 1830. Voir aussi CO 295/87. Smith à Goderich de Trinidad, le 13 juillet 1831 : « Les esclaves ont une facilité inexplicable à obtenir des informations partielles et généralement déformées chaque fois qu'un document public est sur le point d'être reçu qui peut de quelque manière que ce soit affecter leur état ou leur station.

40. CO 295/92. Octroi à Goderich, 26 mars 1832.

41. *Idem. Gazette extraordinaire,* 25 mars 1832.

42. CO 295/93. Extrait d'un article de Trinidad, sd

43. CO 295/92. Octroi à Howick, 30 avril 1832.

44. CO 137/119. Coote à Castlereagh, le 27 juin 1807 ; CO 137/120. Edmund Lyon, agent pour la Jamaïque, à Castlereagh, 17 juillet 1807.

45. CO 137/142. Manchester à Bathurst, le 26 janvier 1816.

46. CO 137/143. Extrait d'une lettre de la Jamaïque, 11 mai 1816.

47. CO 295/39. John Spooner, de la Barbade, au gouverneur Woodford, le 18 avril 1816.

48. CO 28/85. le colonel Codd au gouverneur Leith, le 25 avril 1816 ; *Ibid.*, contre-amiral Harvey à JW Croker, 30 avril 1816.

49. CO 295/60. Un commandant de Trinidad à gouverneur Woodford, 30 août 1823.

50. C. 0,137/145. Shand à Bathurst, le 26 novembre 1817.

51. CO 111/44. D'Urban à Bathurst, le 5 mai 1824.

52. CO 295/89. Octroi à Howick, 10 décembre 1831.

53. CO 137/183. Mulgrave à Howick, 6 août 1832.

54. CO 28/111. Smith à Stanley, le 23 mai 1833.

55. CO 111/8. Nicholson à Castlereagh, le 6 juin 1808.

56. CO 137/156. Manchester à Bathurst, le 31 juillet 1824.

57. CO 28/85. Leith à Bathurst, le 30 avril 1816.

58. *Idem.* Codd à Leith, 25 avril 1816.

59. *Idem.* Leith à Bathurst, le 30 avril 1816.

60. CO 137/143. Alexander Aikman, Jr. à Bathurst, le 2 mai 1816.

61. CO 137/142. Manchester à Bathurst, le 4 mai 1816.

62. CO 111/39. Murray à Bathurst, le 24 août 1823.

63. *Idem.* Murray à Bathurst, le 27 septembre 1823.

64. CO 28/92. Warde à Bathurst, le 27 août 1823.

65. CO 137/156. Manchester à Bathurst, le 31 juillet 1824.

66. CO 111/44. D'Urban à Bathurst, le 5 mai 1824.

67. *Idem.* D'Urban à Bathurst, le 5 mai 1824. (C'était le deuxième lettre en un jour.)

68. *Idem.* D'Urban à Bathurst, le 15 mai 1824.

69. CO 28/107. Lyon à Goderich, le 28 mars 1831.

70. *Idem.* Lyon à Goderich, le 2 avril 1831.

71. CO 137/181. Belmore à Goderich, 6 janvier 1832.

72. CO 137/182. Belmore à Goderich, le 2 mai 1832.

73. CO 295/92. Octroi à Howick, 30 avril 1832.

74. CO 137/188. Mulgrave à Goderich, le 26 avril 1833.

75. *Hansard, troisième série*, XIII, 77. 24 mai 1832.

76. CO 137/191. FB Zuicke au gouverneur Belmore, mai 23, 1832.

77. CO 28/111. Smith à Goderich, le 7 mai 1833.

78. *Idem.*

79. *Idem.* Smith à Stanley, le 23 mai 1833.

CHAPITRE 13

* De cette tendance déplorable, le professeur Coupland de l'Université d'Oxford est un exemple notable.

1. Gaston-Martin, *L'Ère des Négriers*, 1714-1774 (Paris, 1931), 424.

BIBLIOGRAPHIE

Ce livre est basé sur une thèse de doctorat, « The Economic Aspect of the Abolition of the British West Indian Slave Trade and Slavery », soumise à la Faculté d'histoire moderne de l'Université d'Oxford en septembre 1938. Les sources manuscrites ont été consultées principalement pour le années 1783–183 3, la période couverte par la thèse.

I. SOURCES PRIMAIRES (MANUSCRIT)

A. P PUBLIC R ECORD O UREAU , L ONDRES

1. Documents du Bureau des Colonies. Il n'est pas nécessaire d'insister sur la valeur de cette source. Alors que les citations ont été réduites au minimum, celles sélectionnées pour le texte ont été basées sur une enquête approfondie de plus de 230 volumes, englobant la Jamaïque, la Barbade, Trinidad et Demerara (Guyane britannique), et couvrant la période 1789-1706 (le début années du mouvement abolitionniste) et de 1807 à 1833. Les cotes sont CO. 27 (Barbade), CO. 111 (Demerara, c'est-à-dire British Guyane), CO. 295 (Trinité), CO. 137 (Jamaïque).

2. Papiers Chatham, GD/8. Ceux-ci ont été exploités uniquement pour la correspondance et les dossiers du jeune Pitt et non de son père. Beaucoup d'informations sur Chatham sont dispersées dans l'œuvre de Pares. Les papiers consultés ont livré beaucoup de documents précieux sur les îles britanniques, Saint Domingue et l'Inde, et comme Pitt a dominé la

scène parlementaire britannique de 1784 jusqu'à sa mort en 1806, la collection est d'une importance capitale.

3. Documents du ministère des Affaires étrangères. Ceux-ci ont été utilisés en particulier pour les années 1787 à 1793 et avec une référence spécifique à l'attitude du gouvernement britannique envers le français Saint Domingue; quelques éléments importants ont été inclus dans le texte. Le numéro d'appel est FO 27 (France).

4. Registres des douanes. Les documents consultés étaient *Customs 8,* British exports, pour les années 1814 à 1832; et *Douane 5,*
importations britanniques.

B. B RITANNIQUE M USÉE

1. Papiers de Liverpool. C'est le plus important de la collection de manuscrits supplémentaires pour cette étude. Les papiers se composent de nombreux volumes; des références spécifiques à chaque occasion seront trouvées dans les Notes. En tant que propriétaire antillais et président du Board of Trade, Lord Hawkesbury, plus tard premier comte de Liverpool, occupa une position de premier plan à l'époque du mouvement abolitionniste. Sa correspondance comprend de nombreuses lettres et mémorandums de valeur relatifs à la traite des esclaves dans les colonies britanniques et françaises, les négociations britanniques avec les colons français rebelles pendant la guerre avec la France et la question du sucre des Indes orientales.

2. Livres des procès-verbaux du Comité pour l'abolition de la traite des esclaves—trois volumes contenant beaucoup de matériel utile et pertinent.

3. Papiers d'Auckland. Ce sont les papiers de l'envoyé britannique envoyé pour persuader les Français en 1787 d'abolir la traite des esclaves
; ils contiennent cinq lettres très précieuses de William

Wilberforce pour compléter les biographies de l'abolitionniste.

4. Papiers Huskisson. Ces articles contiennent d'excellents documents sur les vues de Huskisson sur l'émancipation, l'Occident
Indiens et abolitionnistes.

C. L IVERPOOL P PUBLIC L ibrary

Cette bibliothèque possède trois manuscrits importants pour cette étude. Ils sont Vol. 10 des Holt and Gregson Papers, pleins de statistiques sur la dépendance de Liverpool vis-à-vis de la traite négrière et de lettres de Matthew Gregson sur le même sujet
; correspondance d'un marchand d'esclaves, Robert Bostock, avec ses capitaines pour les années 1789-1792 ; et les *journaux de*
Navires négriers de Liverpool, 1779-1788.

D. J OHN R YLANDS L ibrary , M ANCHESTER

Dans cette célèbre bibliothèque provinciale, dans une ville clé pour le développement du capitalisme britannique et sa relation avec l'esclavage nègre, se trouvent les manuscrits

anglais jusqu'alors inutilisés. La collection contient de nombreux documents sur le sucre des Indes orientales et le boycott des produits des esclaves antillais ; la lettre de Buxton offrant le christianisme à
les nègres en compensation de l'esclavage ; et une lettre intéressante de TB Macaulay plaidant la pression des entreprises comme raison de son incapacité à contribuer à un projet d'anthologie pour célébrer l'Emancipation Act.

M USEUM E. W ILBERFORCE , H ULL

Cette institution contient très peu de matériel. Quelques lettres ici et là, comme celle de Gurney sur la valeur de l'évangélisation pour l'Afrique, sont citées dans le texte, avec des cotes telles qu'elles existaient au moment de ma visite (juin 1939). La valeur du musée ne réside pas dans ses archives littéraires, mais dans son exposition des instruments horribles utilisés dans la traite des esclaves. Dans l'une des pièces, il y a une liste encadrée d'esclaves sur "Orange Hill Estate" (emplacement non indiqué) qui, parmi les classifications selon le travail, l'âge et la couleur, a une catégorie intéressante dans laquelle tombent cinq des esclaves, variant en âge de 1 an et 8 mois à 20 ans – « métiers ». Juste ce qui constituait un bâtard, sur une plantation avec les divisions plus familières de
noir, mulâtre, etc., n'est pas clair,

F. R HODES H OUSE L ibrary , O XFORD

En possession de Rhodes House, il y a un volume manuscrit de la main de l'abolitionniste James Ramsay. C'est un intéressant recueil de notes, mémorandums et discours utiles non seulement pour une étude du mouvement abolitionniste en général mais pour la lumière qu'ils jettent sur un abolitionniste trop peu connu de par ses quelques pamphlets et les témoignages qu'il a donnés devant le Conseil privé en 1788. .

G. B ANK DE E NGLAND R ECORD O UREAU , R OEHAMPTON , L ONDRES

Les registres des stocks de la Compagnie des Indes orientales sont conservés ici. Les volumes examinés étaient la Compagnie des Indes orientales
Journaux d'abonnement à 800 000 £ d'actions supplémentaires, juillet 1786, et registres des stocks de la Compagnie des Indes orientales, 1783-1791, 1791-1796. Ils ont été consultés pour le lien entre
Indiens de l'Est et abolitionnistes.

II. SOURCES PRIMAIRES (IMPRIMÉ)

1. *Hansard.* L'importance des débats parlementaires pour cette période doit être soulignée, car à l'exception d'un écrivain britannique, WL Mathieson, aucune tentative réelle n'a été faite pour utiliser une source dont la valeur, pourrait-on penser, serait évidente.
Les débats ont été minutieusement couverts, pour les années 1650 à 1860. Pour la période antérieure se terminant approximativement à 1760, les discours sont largement dispersés, mais, heureusement pour l'étudiant, ils ont été rassemblés et compilés sous une forme facilement consultable par un méticuleux travailleur, LF Stock, sous le titre de *Proceedings and Debates in the British Parliament respecting North America*, et publié, en cinq volumes à ce jour, sous les auspices de la Carnegie Institution.

Pour les années 1760 à 1860, les débats parlementaires apparaissent sous les différents titres suivants : 1760 à 1803, *Cobbetfs Parliamentary History of England ;* 1803 à 1812, *les débats parlementaires de Cobbett ;* 1812 à 1820, *Hansard ;* 1820 à 1830, *Hansard, Nouvelle Série ;* 1830 à 1860, *Hansard, Troisième Série.* J'ai conservé cette division officielle pour faciliter la vérification ou la consultation. Cela semblait plus satisfaisant que l'utilisation du seul mot *Hansard* pour couvrir des séries entièrement différentes, ce qui entraînerait une grave confusion en ce qui concerne les différents volumes. Auparavant, les débats de plusieurs années étaient réunis en un seul volume ; pour les débats de 1845 et des années suivantes en général, une seule année signifie généralement quatre volumes distincts.

2. *Documents illustrant la traite négrière vers l'Amérique.* Cet ouvrage remarquable en quatre volumes, une autre publication de la Carnegie Institution, met éternellement l'étudiant en esclavage des Noirs dans la dette de feu le professeur Elizabeth Donnan et de ses assistants compétents. Aux fins actuelles, le volume le plus important était le volume II, qui traite du XVIIIe siècle et des Antilles. Mais le tome I, XVIIe siècle, est aussi très utile surtout pour la période postérieure à 1688, tandis que, le cas échéant, les tomes III et IV, traitant du Nord et du Milieu, et du Sud
Les colonies du continent, respectivement, ont été consultées.

3. *Documents parlementaires.* Sous cette rubrique, j'inclus les documents soumis au Parlement et les preuves recueillies par les commissions parlementaires. Une liste détaillée est inutile compte tenu des références données dans les Notes, mais de 1784 à 1848, il existe de nombreux rapports utiles qui ne peuvent être ignorés pour une étude des Antilles. Ne serait-ce que parce que son existence est méconnue et que ses vastes possibilités restent à explorer, une mention spéciale doit être faite au volume 48 des Documents de la session pour les années 183 7–183 8, qui donne une liste détaillée des demandes d'indemnisation des esclaves conformément à la loi sur l'émancipation de 1833. La seule collection complète des documents parlementaires existante se trouve au British Museum.

4. *Rapport du Comité des Lords du Conseil privé pour toutes les questions relatives au commerce et aux plantations étrangères,* 1788. C'est un document indispensable pour quiconque cherche à comprendre la situation des colonies sucrières après la Révolution américaine. Il est certain que c'est ce rapport qui explique l'attitude de Pitt à l'égard de la traite négrière. S'étendant sur de nombreuses pages, ses sections les plus importantes sont la partie III, traitant des conditions des esclaves ; Partie V, Concurrence française dans le commerce du sucre ; et Partie VI, Divers
Documents reçus aux derniers stades de la publication du rapport.

5. La correspondance et les mémorandums de divers hommes d'État de premier plan de l'époque ont été publiés, au moins en partie : Canning, Castlereagh, Wellington et Grenville (le dernier par la Commission des manuscrits historiques sous le titre de *The Manuscripts of JB Fortescue Esq., conservé à Dropmore).* Dans cette catégorie pourrait bien être inclus la *Correspondance de William Wilberforce* et le *Private*
Papiers de William Wilberforce, publiés par ses fils.

6. *Calendar of State Papers, Colonial Series, America and West Indies.* Dotés d'un excellent index, ces volumes comprennent de nombreux articles, généralement sous forme condensée, relatifs aux Antilles, à la culture du sucre, à la traite des esclaves et aux relations économiques entre les îles et le continent, tout en contenant également de

nombreuses informations utiles sur les serviteurs blancs de les îles. Les volumes consultés couvrent la période 1611 à 1697.

III. SOURCES SECONDAIRES

A. C , décoré de façon

La matière contemporaine est volumineuse. Les écrits des principaux mercantilistes, Postlethwayt, Davenant, Gee, Sir Dalby Thomas, Wood, ont été soigneusement examinés ; Il en va de même de *The Wealth of Nations,* le classique anti-mercantiliste. L'information contemporaine sur les serviteurs sous contrat est limitée, mais ce qui existe est utile. L'âpre guerre polémique entre Antillais et Indiens de l'Est, d'une grande importance, a fait l'objet d'une enquête approfondie ; en plus du matériel du British Museum, il y avait les ressources de l'India Office Library et la série de brochures de la John Rylands Library. La célèbre *Histoire des Antilles britanniques de* Bryan Edwards mérite d'être remarquée, non seulement pour sa valeur intrinsèque, mais comme l'un de ces rares repères culturels dans une société esclavagiste qui, contrairement à la société esclavagiste de Grèce, méprisait l'éducation et ne
reproduire l'un des grands cadeaux de la Grèce au monde. En outre, de nombreuses histoires locales, en particulier des grandes villes portuaires et des centres industriels, et des récits contemporains de la croissance du commerce et de l'industrie britanniques, ont été examinés. Les écrits des abolitionnistes eux-mêmes ont été utilisés dans une large mesure, en particulier la célèbre biographie en cinq volumes, décousue mais informative de Wilberforce par ses fils.

B. M ODERNE

La liste des autorités et des sources n'est pas nécessaire dans toute étude des Antilles britanniques qui couvre les années 1763 à 183 3. Il y a une histoire à l'effet que dans le cercle abolitionniste, chaque fois qu'un point était en litige, quelqu'un faisait la remarque, " Cherchez-le à Macaulay. « Recherchez-le à Ragatz » ne serait pas une exagération pour l'histoire des Caraïbes au cours de la période 1763-1833. *La chute de la classe des planteurs dans les Caraïbes britanniques de* Ragatz est une étude complète des sources originales. Son *Guide for the Study of British Caribbean History, 1763-1834* (Washington, D.C, 1932) est une aide indispensable à l'étudiant des Caraïbes, qui y trouvera non seulement une liste complète d'ouvrages de toutes sortes mais aussi un résumé succinct des principales idées avancées dans chaque ouvrage. Les *statistiques* du même auteur *pour l'étude de l'histoire des Caraïbes britanniques, 1763-1833* fournissent des données statistiques précieuses. Les *listes de contrôle des documents de session de la Chambre des communes et de la Chambre des lords, 1763-1834* devraient être consultées par tous les étudiants déconcertés par des manières apparemment contradictoires de se référer à de tels documents au cours de cette période. Les trois bibliographies du professeur Ragatz : *A List of Books and Articles on Colonial History and Overseas Expansion publiés aux États-Unis, respectivement* pour les années 1900-1930, 1931-1932, 1933-1935, citent de nombreux livres et articles qui traitent de la position du serviteur blanc sous contrat. Enfin sa bibliographie la plus récente : *A Bibliography for the Study of European History, 1815 to 1939* (Ann Arbor, 1942) donne, pages 140-158, une liste exhaustive des ouvrages sur le Royaume-Uni, qui contient de nombreux titres utiles pour le développement de la Grande-Bretagne au XIXe siècle.

Après le professeur Ragatz vient un autre savant américain dont les travaux sur les Caraïbes méritent une mention spéciale, d'autant plus qu'ils complètent en réalité, à l'époque dont il traite, les recherches de Ragatz. *The Development of the British West Indies, 1700–1763 du* professeur Frank Pitman est une autre œuvre remarquable basée, comme celle de Ragatz, sur une analyse minutieuse des matériaux originaux. L'essai du même auteur sur *The Settlement and Financing of British West India Plantations in the Eighteenth Century, l'* un des nombreux essais écrits par les étudiants de CM Andrews en son honneur, n'est rien de moins qu'un chef-d'œuvre.

Deux études anglaises méritent d'être séparées des versions idéalistes et déformées de l'esclavage familières en Angleterre. Richard Pares' *War and Trade in the West Indies, 1739-1763,* bien qu'inévitablement plein de guerre et de diplomatie, n'en contient pas moins des informations vitales sur les Antilles, et est d'une grande importance pour l'attitude des planteurs antillais envers l'étranger colonies de sucre. Là où le social et l'économique sont subordonnés avec Pares, ils dominent avec WL Burn. Ce dernier de l' *Emancipation et de l' apprentissage dans les Antilles britanniques* est une analyse scientifique du système d'apprentissage, 1833-1838, bien que les trois premiers chapitres du livre, qui traitent de l' émancipation, sont moins de valeur, en partie parce que l'auteur était satisfaite secondaire sources. Parmi les moins écrivains anglais, WL Mathieson a droit à une mention ne serait-ce que parce que si, comme Coupland, il n'a utilisé que des sources secondaires, contrairement à Coupland, il les a bien utilisées et a rappelé que l'Angleterre a un Parlement, où se tiennent les débats. Avec un meilleur index, ses quatre ouvrages sur l'esclavage seraient des références utiles. Coupland représente la conception sentimentale de l'histoire ; ses œuvres nous aident à comprendre ce que n'était pas le mouvement abolitionniste . Comparé à son aventure antérieure dans le domaine de l'esclavage, *England and Slavery* (Londres, 1934), le *Bristol, a Gateway of Empire de* CM MacInnes est un départ sain de l'histoire émotionnelle vers l'histoire scientifique ; ce dernier travail est basé sur des documents inédits dans les archives de Bristol. L'idéalisme historique américain est représenté par FJ
Le mouvement anti-esclavagiste de Klingberg *en Angleterre.*

Une mention spéciale doit être faite de deux études qui présentent d'une manière générale la relation entre le capitalisme et l'esclavage. Le premier est un essai de maîtrise de WE Williams: *Africa and the Rise of Capitalism,* publié par la Division des sciences sociales de l'Université Howard en 1938. Le second et le plus important est CLR James, *The Black Jacobins, Toussaint L'Ouverture and the Révolution de Saint-Domingue* (Londres, 1938). Aux pages 38-41, la thèse avancée dans ce livre est énoncée de manière claire et concise et, pour autant que je sache, pour la première fois en anglais.

Dans le domaine de la politique coloniale en général, deux livres sont indispensables. CM Andrews, *The Colonial Period of American History,* comprend non seulement d'excellents chapitres sur la Barbade et
Jamaïque; il place les îles à sucre dans leur juste perspective dans le tableau mercantiliste, tandis que sa description et son analyse des lois du commerce et du système colonial en général sont une introduction essentielle à tout étudiant du premier empire britannique. Moins vaste, mais tout aussi pertinent, est *The Old Colonial System de* GL Beer . Les conférences de Merivale à Oxford au cours des années 1839 à 1841 sur la *colonisation et les colonies* constituent le meilleur de l'érudition d'Oxford, tandis que les *documents Select* de Bell et Morrell *sur la politique coloniale britannique, 1830-1860* comprennent des reproductions très précieuses de documents originaux pour une

période vitale. Pour des études spéciales sur les Antilles sous l'ancien système colonial, les travaux de Harlow, Williamson et Higham sont très importants, l' *Histoire de la Barbade de* Harlow étant la meilleure des trois car elle montre une compréhension du fait que la Barbade - d'ailleurs, les Anglais Antillais : les problèmes du vingtième siècle ont leurs racines dans les changements économiques et sociaux du dix-septième, représentés par le sucre et l'esclavage.

Les travaux sur la croissance et le développement des différentes industries britanniques sont indiqués dans les notes des chapitres respectifs. Pour le meilleur traitement général du développement du capitalisme en Angleterre, il suffit de mentionner deux noms : Mantoux et Clapham. Le chapitre V de l' *histoire économique de la Grande-Bretagne moderne* de Clapham , *The Early Railway Age,* est la meilleure brève analyse de la révolution industrielle, tandis que son essai sur *« La révolution industrielle et les colonies, 1783-1822 »* dans le vol. II de la *Cambridge History of the British Empire* montre une compréhension plus intelligente du mouvement abolitionniste et de la destruction de l'esclavage antillais que dans tous les ouvrages du « officiel »
historiens britanniques.

Dans le domaine de la littérature , *Les rois captifs* de *Guinée du* professeur Sypher *: Littérature anti-esclavagiste britannique du XVIIIe siècle* est l'une de ces excellentes études sur l'esclavage des Noirs que nous avons appris à associer à l'University of North Carolina Press. Bien que le livre soit très faible - à certains égards impardonnable à certains égards - du point de vue politique, il s'agit d'une analyse intelligente et complète de la littérature de l'époque, et en tant que telle, une aide utile pour les sciences sociales. Elle peut être complétée avec profit par une publication récente d'un de mes collègues, *The Negro in English Romantic Thought du* Dr Eva Dykes (Associated Publishers, Washington, D.C, 1942). Le roman à succès de Marguerite Steen, *The Sun is My Undoing,* révèle une profonde compréhension du commerce triangulaire et de son importance pour le capitalisme britannique.

Les sources qui ont été utilisées pour le développement de Saint Domingue français et de Cuba espagnol au cours de la période considérée ont nécessairement été des sources secondaires. Pour la France, l'écrivain le plus important est Gaston-Martin. Une bourse Rosenwald à l'été 1940 m'a permis de travailler dans les archives et les bibliothèques de Cuba. Le *Diccionario* complet de l'île de Pezuela comprend d'excellents documents sous le titre "Azúcar" (Sucre), tandis que *Los Ingenios de la Isla de Cuba,* d'un baron du sucre contemporain, Cantero, est un ouvrage lyrique, abondamment illustré, précieux et rare.

J'ai, dans trois articles publiés, traité plus en détail certaines des questions actuellement soulevées : « L'âge d'or du système esclavagiste en Grande-Bretagne » *(Journal of Negro History,* janvier 1940) ; « La traite intercoloniale des esclaves après son abolition en 1807 » *(Journal of Negro History,* avril 1942) ; « Protection, laisser-faire et sucre » *(Political Science Quarterly,* mars 1943).

INDICE

Abolitionnistes, hypocrisie de, 34 ; importance de l'attaque sur WI, 135 -36; force de dans les centres industriels, 154 ; à Manchester, 155 ; à Birmingham, 157 -58; à Sheffield, 159 ;
boycott des produits cultivés par des esclaves par, 159 , 183 –84, 190 ; soutien de Cobden par, 161 ; A. Comité, 166 , 182 -83; portraits de, 179 -82 ; et émancipation, 182 –83 ; sur le sucre des Indes orientales, 183 –88 ; relations avec les Indiens de l' Est, 183 -88; sur le sucre brésilien, 188 –91, 193 –94 ; sur l'abolition universelle de la traite négrière, 189 ; à la reconquête de Saint Domingue, 189

Planteurs absentéistes et carence en lois, 25 , 86 -87; conséquences de l'absentéisme, 85 –86 ; Merivale sur, 86 ; position sociale en Angleterre, 91
Adams, Jean, 120 –21

Afrique, commerce britannique avec, 54 –55, 171 ; commerce par rapport aux colonies américaines continentales, 54 –55 ; expédition et commerce avec, 58 ; commerce de Bristol avec, 61 ; l' exportation de la laine à, 65 -68; Commerce de Manchester avec, 68 –70 ; exportations de rhum vers 78 –80 ; exportations de fer vers, 81 -82; exportations d'armes vers 82 ; exportations de laiton vers, 83
Révolution agricole, 98 , 120

Colonies continentales américaines, commerce avec la Grande-Bretagne par rapport au commerce de l'Ouest, 53 -55 ; expédition et commerce avec, 58 ; commerce triangulaire de 78 , 80 , 116 ; mélasse et, 80 –81, 115 –16, 118 –20 ; exportations vers WI, 108 ; attitude des mercantilistes envers, 109 –11; contacts personnels avec les Antillais, 112 ; relations économiques avec WI, 108 –22; commerce avec l'étranger WI, 115 –20;
mercantilistes sur le commerce avec l'étranger WI, 116 –19 ;
William Wood sur le commerce avec l'étranger WI, 118 –19 ; effet de la loi sur la mélasse, 119 ; effet de la loi sur les taxes sur le sucre, 119 – 20

Révolution américaine, 50 , 130 ; effet sur la traite des esclaves, 38 ; effet
sur le commerce du coton, 69 , 72 ;
effet sur le commerce du sucre, 77 -78; effet sur le
mercantilisme, 96 , 107 , 120 ; mélasse un ingrédient essentiel
de, 120 ; effet sur WI, 120 –25; effet sur le système esclave
WI, 123 –24 ; effet sur l'ancien système colonial, 124 –26 ;
Réaction britannique à, 209 –10
Andrews, CM, 56 ans

Rivalité anglo-française, mercantilismes rivaux, 40 ; dans le commerce du sucre, 77 –
78, 116 , 122 –23, 145 –48
Ligue anti-maïs, 137 , 155 , 160

Antigua, commerce de par rapport à

Colonies continentales américaines, 54 -55 ; baisse de la production de sucre
en, 150 –51 ; émancipation en, 191 ; révolte des esclaves, 206
Apprentissage, Birmingham le, 158 ;
Sheffield sur, 159

Asiento, importance de, 33 ; Postlethwayt sur, 33 ; au Portugal, 39 ;
Lutte anglo-française pour, 40 ;
Mgr Robinson et, 42

Attwood, Thomas, 158

Auckland, comte de, 184 -85

Australie, problème du travail en, 5 ; forçat du travail dans, 12 ; travail
blanc dans, 22 -23; production de laine de, 131 ;
Molesworth sur, 143

Bacon, Antoine, 103 -4

Famille Baillie, 62 ans

Baptistes, 43 ans

Barbade, 7 ; gouverneur sur la faiblesse de l'Espagne, 4 ; Les partisans de Monmouth envoyés à, 13 ; des conditions domestiques, 16 -17; bon marché de la main-d'œuvre noire à 19 ans ; déclin de la population blanche, 23 ; augmentation de la population noire, 23 ans ; ex-serviteurs, 24 ans ; Jambes rouges, 25 ; sucre et accroissement de richesse, 25 ; croissance de Latifundia, 25 ; sur le christianisme pour les esclaves, 42 ;
commerce de par rapport aux colonies continentales américaines, 54 -55; sur le libre-échange du sucre, 56 –57 ; importations de laine, 67 ;
famille Codrington, 90 ans ; Charles II sur l'importance de, 108 ; gouverneur du commerce avec la Nouvelle-Angleterre, 110 ; épuisement du sol dans, 112 –13; attitude envers les nouvelles implantations, 113 ; par rapport aux îles françaises, 113 –14 ; production de sucre en 151 ; émancipation en, 191 ; sur la politique d'amélioration, 197 -99; attitude des planteurs envers les esclaves, 201 ; personnes de couleur libres, 201 ; idées fausses sur les esclaves dans, 203 -4; révoltes d'esclaves en, 204 -6;
gouverneur sur la révolte des esclaves en Guyane britannique, 205 ; gouverneur sur la cruauté de suspense, 207 -8

Famille Barclay, traite des esclaves, 43 ans ; intérêts bancaires de, 101
Famille Baring, 43 , 171

Beckford, William, Fonthill Mansion, 87 -88; compensation esclave à, 88 ; dynastie familiale au Parlement, 93 ;
maire de Londres, 95 ans ; sur l'augmentation des droits sur le sucre, 96 ; maître quincaillier, 104 ; rôle de traité de paix de 1763, 115

Birmingham, en âge d'industrie, 60 ans ; commerce des armes à feu de, 82 ; commerce WI de, 82 -83; exportations de laiton de 83 ; traite

des esclaves et, 82 , 84 ; sur l'abolition, 84 ; sur le projet de loi de

réforme, 134 ; opposition au monopole de W. I., 154 ; mouvement

abolitionniste en, 157 –58 ; intérêt pour la traite des esclaves, 158.
Blundell, Bryan, 47 ans

Bolton, John, 93 , 95

Boulton, Matthew, 102 , 126 –27, 131 , 157 Brésil, traite négrière, 47 , 140 , 170 –75, 192 ; exportations de coton, 71 -72; Exportations britanniques vers 132 ; restrictions sur le commerce britannique avec, 138 ; culture du sucre en, 145 , 150 –52 ; exportations de sucre vers la Grande-Bretagne, 151 ; exportations de sucre vers l'Europe, 151 ;
importation de sucre de raffinage, 155 ,

163 , 167 , 193 -94;

Manchester sur sucre de, 155 ;

Association brésilienne à Liverpool, 162 ;

Glasgow sur sucre de, 163 ;

boycott des produits de 170 –71 ;

Commerce britannique avec, 172 ;

abolitionnistes sur l'importation de sucre de,

188 –91

Bright, John, sur le monopole de WI, 156 ;

sur le capital britannique dans la traite négrière brésilienne,
172 ;
sur la suppression de la traite des esclaves, 173.

Bristol, commerce des serviteurs sous contrat, 10 , 19 ; enlèvement, 11 ;

La visite de Jeffreys à, 14 -15; traite négrière, 32 , 61 ;

Les enquêtes de Clarkson dans, 35 ; profits de la traite

négrière, 36 ; Edmund Burke en tant que représentant de 41 ; protestation contre les droits coloniaux sur les importations d'esclaves, 41 ;

l'enthousiasme suscité par le rejet du projet de loi d'abolition de Wilberforce, 42 ;

comité de 1789 pour s'opposer à l'abolition, 48 ,

61 , 101 ; en âge de commerce, 60 ans ; popularité du
commerce, 60 -61; commerce WI, 60 -62; droits de
douane en, 61 ; droits de quai en, 61 ; commerce
triangulaire de, 61 ;
députés associés à WI,
62 , 74 , 93 ; industrie du raffinage du sucre, 73 –74, 77 –78
; distilleries en, 79 ; commerce de pacotille, 81 ; industrie du laiton
en 83 ; en banque, 101 ; sur le projet de loi de réforme, 134
Guyane britannique, immigration des Indes orientales vers, 28 ; Plantations de
gladstone en, 89 , 93 ; abolition en, 150 –51 ; production de sucre
en, 151 , 153 ; politique d'amélioration dans, 107 –99; Bush nègres
dans, 202 ; gouverneur sur la vigilance des esclaves, 202 ; idées fausses sur
les esclaves en, 203 ;
les esclaves se révoltent, 204 -5

Brougham, Seigneur, 181 ; sur les planteurs absents, 86 ; représentant
d'York, 159 ; porte-parole de l'industrie lainière, 160 ;
sur le capital britannique dans la traite négrière brésilienne,
172 ;
sur l'amendement Pownall, 183 ; sur l'esclavage en Inde, 186 ; sur la
péréquation des droits sur le sucre, 188 ; sur l'esclavage dans le sucre
mais pas dans le coton, 193.
Burke, Edmund, 17 , 41 , 73
Brûlure, WL, 132 , 188

Buxton, Fowell, 49 ; sur l'émancipation progressive, 182 ; sur l'amendement
Pownall, 183 ; sur l' esclavage en Inde, 185 -86; sur la péréquation des
droits sur le sucre, 188 ;
sur l'importation de sucre brésilien, 191 ; sur
affranchissement, 191 -92; sur la suppression de la traite
négrière, 192 ; fils de, 193

Le Canada, un investissement sûr et certain, 4 ;

Voltaire sur, 114 ;

Acquisition britannique de, 114 –15 ; par rapport à Grenade, 114 ;
Disraeli on, 144

Canning, George, attitude à l' égard des Indiens de l' Ouest, 95 -96; sur l'indépendance

de l'Amérique latine, 132 ; représentant de Liverpool, 162 ; sur le commerce

brésilien, 170 –71

Capitalisme, britannique, attaque contre le système WI, 136 ; attaque contre le

monopole, 139 ; opposé aux colonies, 142 –45 ;
sur la surproduction de sucre aux Antilles,
152 ;
opposé au monopole de WI, 154 –68 ;

opposé à la suppression de
la traite négrière,

169 –77 ; attitude vis-à-vis de l'esclavage WI, 169.
Carlyle, Thomas, 195 -96

Castlereagh, seigneur, 189

Chatham, comte de, sur la traite des esclaves britanniques, 40 ; sur les manufactures

coloniales, 56 ; attitude envers les Antillais, 95 ; influence de Beckford

sur, 95 , 115 ; sur le commerce continental avec l'étranger WI, 117

Enfant, Sir Josiah, sur l'émigration, 16 ans ; sur la valeur du travail

en WI, 52 ; sur la Nouvelle-Angleterre, 109 Chine, 20 , 131 ;
chinois à Cuba, 29 ans ;

Exportations britanniques vers, 132 , 134

Église, la et esclavage, 42 –44.

Clapham, JH, 127 , 129

Secte Clapham, 181 , 186

Clarkson, Thomas, sur la taille des navires négriers, 35 ; sur le transport

des esclaves, 35 ; à la hausse de Liverpool, 63 ; sur la Révolution

américaine, 124 ; loué par Wordsworth, 136 , 195 ; Traductions françaises
d'ouvrages de, 147 ;
sur la mortalité des marins blancs dans la traite négrière,
166 ; humanitarisme de, 179 ; sur le sucre des Indes
orientales, 185 ; envoyé à Aix-la-Chapelle, 189 ; sur les
produits cultivés par des esclaves, 194
Argile, Guillaume, 165 , 167
Cobbett, William, 133 , 155
Cobden, Richard, sur les colonies, 142 -43 ;
porte-parole de l'industrie lainière, 160 –61 ; en monopole WI, 160 –
61 ; sur le sucre cultivé par les esclaves, 160 –61 ;
sur la suppression de la traite des esclaves, 173.
Codrington, Christopher, legs à la Société pour la propagation de
l'Évangile, 42 ; plantations d'esclaves de, 90 ; legs à All Souls
College, 90 ; descendant au Parlement, 93
Coleridge, Samuel, 195
Office des Colonies, 139 , 143 –44, 153 , 180
Colomb, Christophe, 3 , 8 , 9
Compagnie des Marchands commerçants en Afrique, 32 ;
Edmund Burke, 41 ans ; Quakers dans, 43 ; fabricants de coton en
tant que membres de, 70
Société des aventuriers royaux commerçant en Afrique, constitution, 30 -31 ;
remplacé par Royal African Company, 31 ; patronage royal de, 39 , 48
Condamnés, 9 , 11 ;
Benjamin Franklin, 12 ans ; en Australie, 12 ; Merivale
sur, 12 ; en Virginie, 12 ; en WI, 12 ; après l'émancipation en
WI, 27 , 141

Coton, égreneuse de coton, 20 , 72 , 124 , 128 , 155 ; Esclavage nègre et, 23 ans ; laine remplacée, 68 , 130 ; changements technologiques en 68 ; commerce triangulaire et, 68 –73 ; fabricants et trafiquants d'esclaves, 70 ; intérêt du coton Lancashire, 97 ; extension de, 106 , 127 – 20, 132 ;
opposition des fabricants à W. I. monopole, 154 -57; importations d'Amérique, 162
Coupland, Reginald, 45 , 178 , 188 , 211 n
Cowper, Guillaume, 45 ans , 49 ans
Cromwell, Oliver, transport de prisonniers irlandais, 13 ; sur l'acquisition de la Jamaïque, 108 ; sur la Nouvelle-Angleterre, 109
Cropper, James, controverse avec Gladstone, 90 ; dispositions sur l'esclavage, 186 –87
Cuba, 7 ;
industrie du tabac en comparaison avec Virginie, 21 ;
Capitale américaine en, 26 ; travail des blancs dans l'industrie du tabac, 27 ans ;
travail chinois, 29 ;
travail haïtien, 29 ans ;
travailliste britannique du WI, 29 ;
occupation britannique, 33 , 114 ; traite négrière, 47 ;
Restauration britannique de, 114 –15 ; restrictions sur le commerce britannique avec, 138 ; production de sucre, 145 , 149 –52 ; Importations britanniques de sucre à partir de 151 ; exportations de sucre vers l'Europe, 152 ; croissance des plantations de canne à sucre, 151 –52
Cunliffe, famille, 47 -48

Davenant, Charles, sur le monopole de la traite négrière, 31 ; sur la valeur du travail en WI, 52 ; sur le commerce britannique au XVIIe siècle, 53 ; sur les colonies, 55 ; sur le raffinage du sucre dans les colonies, 76 ; sur la richesse des Antillais, 86 ; sur les colonies du nord du continent, 110
Déclaration d'indépendance, 107 , 120
Lois sur les carences, 24 – 25
Defoe, Daniel, 18 , 48 ans

Disraeli, Benjamin, sur le monopole de WI, 140 ; sur WI, 144 ; sur les colonies, 144 ; sur la suppression de la traite des esclaves, 175 ; sur l'émancipation, 194 –95

Dominique, par rapport à la Floride, 114 -15; production de sucre en, 151
République dominicaine, 26
Dumbell, professeur, 26 ans
Indes orientales néerlandaises, 28
Guyane hollandaise, 28 ans

Compagnie des Indes orientales, comparée aux sociétés de commerce d'esclaves, 31 ; bénéfices de, 37 ; mercantilistes sur le commerce de, 37 ; compétition de Manchester avec, 69 ; intérêt pour la traite négrière de 69 ; importations d'armes à feu par, 82 ;
culture du sucre par, 123 , 137 –38, 140 , 146 , 151 ; monopole de, 137 ; attaque contre le monopole de WI par, 137 –38; recevoir la protection du sucre, 153 ; renouvellement de la charte de, 184
Compagnie des Indes orientales (néerlandais), 37

Sucre des Indes orientales, Manchester, 155 ; Sheffield sur, 159 ; raffineurs sur, 164 ; armateurs sur, 167 ; abolitionnistes sur, 183 –88 ; cultivé par des esclaves, 184 -86

Edwards, Bryan, 24 , 90 -91

Ewart, Guillaume, 163 , 167

Exeter, évêque de, 43 ans ;

industrie lainière de, 66

Fazackerly, Sir William, 70 ans

Floride, 114 –15

Fortescue, JW, 147

François Ier, 4 ans

Francklyn, Gilbert, 103 ans

Franklin, Benjamin, 12 , 45 ans

Libre-échange, en esclaves, 31 –32 ; Antillais sur, 56 , 141 ; lutte contre les monopoles, 57 ; Jésus-Christ et, 136 ; mouvement pour, 136 –42; anti-impérialisme et, 142 –45
Révolution française, 147 , 209

Garbett, Samuel, 157

Gascoyne, général, 105

Gaston Martin, 147 , 209

Bon sang, Josué, 31 ans

George III, opposition à l'abolition de, 39 ; Beckford et, 95 ; cortège de couronnement de, 128
George IV, 128

Géorgie, 5 , 7 , 20 , 43

Gibson, Milner, 156

Gladstone, John, de Corrie and Company, 89 ; plantations d'esclaves de 89 ; président de Liverpool Ouest indien Association, 90 ; controverse avec Cropper, 90 ; compensation esclave à, 90 ; député, 93

ans ; ami de Canning, 95 ans ; connexions bancaires

de, 99 ; connexions d'assurance de, 105 ; liaisons

ferroviaires de, 105 Gladstone, Robertson, 99
Gladstone, William Ewart, élection campagne
Newark, 89 -90; dans

défense de l'esclavage
par, 93 ; connexions
bancaires de, 99 ; sur le
monopole de WI, 141 –42 ;

sur dans colonies,
l' intérêt parlementaire 144 –45
;

sur la suppression de la traite des esclaves, 175 ; sur la guerre civile aux

États-Unis, 176 -77; sur la protection du devoir et des nègres, 191.

Glasgow, en âge de commerce, 60 ans ; commerce colonial de, 64 ; raffinage

du sucre en, 64 , 75 ; industrie du tabac en, 64 , 75 ; Colonel

Macdowall et, 75 , 91 ; en banque, 101 -2; puissance de vapeur

dans, 127 ;

sur le libre-échange, 138 ; sur l'importation de sucre brésilien, 163
Glassford, John, 102 ans

Goulburn, Henry, 93 -94

Gregson, William, 99 -100

Grenade, comparée au Canada, 114 ; déclin de la production de sucre, 151 , 153

Guadeloupe, occupation britannique, 33 ; traite des esclaves britanniques

à, 33 ; exportations de coton de, 72 ;
Restauration britannique de, 114 –15

Guinée (pièce), 44

Gurney, Joseph, 158 , 184 , 192

Harlow, Vincent, 17 , 25 ans

Hatuey, 8 ans

Hawkesbury, Seigneur, 94 -95, 146 , 178 , 189

Hawkins, Sir John, 30 , 39 ans

Henri le Navigateur, Prince, 9 ans

Famille Heywood, de la traite des esclaves, 47 ; importateurs de coton cultivé

esclave, 47 ; humanitarisme, 47 -48; intérêts bancaires de, 99

Famille Hibbert, fabricants de coton, 71 ans ; planteurs de sucre, 88 ; Fiducie

Hibbert, 88 , 156 ; et WI Docks, 88 ; compensation esclave

à, 88 ; Maison Hibbert, 88 ;
Hibbert Journal, 88 -89;

George Hibbert, 88 , 93 , 95 , 136

Hogarth, William, 44 ans , 79 ans

Hollande, la rivalité avec l' Angleterre, 40 ; commerce avec les colonies

britanniques, 56

Chambre des Lords, opposition à l'abolition, 48 ; Antillais en, 94 ; projet de loi de

réforme rejeté, 133 ; protester contre les lois sur le maïs, 138
Howick, Seigneur, 166

Hume, Joseph, 138 , 143 , 177

Huskisson, William, attitude à l' égard des Indiens de l' Ouest, 95 -96,
139 ;

sur les leçons de la Révolution américaine ,

124 –125 ; représentant de Liverpool, 162 -63 ; sur le raffinage du

sucre en Angleterre, 165 ; sur le commerce avec l'Inde, 167
Hutt, Guillaume, 173

Jamaïque, 7 ;

Fonctionnaire anglais le, 17 ; colons allemands à Seaford, 22

ans ; importations d'esclaves, 33 ; droits sur les esclaves

importés, 41 , 46 ; commerce de par rapport aux colonies

continentales américaines, 54 -55; Commerce de Bristol

avec, 61 -62 ;

sur l'industrie lainière et le monopole de l'esclavage

commerce, 67 ; importations de laine de, 67 ; restriction de la

production en, 77 , 112 –13 ; par rapport aux îles Sous-le-Vent, 77 ; Famille Beckford, 87 -88;

famille Hibbert à 88 ans ;

Famille longue à, 89 ; Plantations de gladstone dans, 90 ; gouverneur

sur l'augmentation des droits sur le sucre, 96 ; effet de la Révolution

américaine en, 121 –23; baisse des exportations britanniques

vers 132 ; sentiment anti-britannique en, 144 , 200 ; Chevreuil

sur, 144 ; faillites en, 149 ;

déclin de la production de sucre en 149 –53 ; sur la suppression de la

traite négrière, 176 ; sur la politique d'amélioration, 108 –99

; attitude des planteurs envers les esclaves, 201 ; Marrons

dans, 202 ; idées fausses sur les esclaves dans, 203 -4; révoltes

d'esclaves dans, 204 -7; violence des planteurs en, 207

Java, 150

Jefferson, Thomas, 7 , 18 , 107 , 120

Jeffreys, Juge, 14 -16

Jenks, Leland, 131

Klingberg, FJ, 188

Chevalier, Jacques, 25 ans

Lansdowne, seigneur, 166

Famille Lascelles, 93 –94

Amérique latine, exportation de capitaux britanniques vers, 131 –32 ; Exportations britanniques vers 132 ;

Mise en conserve sur l'indépendance de, 132

Lauber, AW, 8 -9

Lecky, WEH, 13 ans

Lyon, 130

Iles sous le Vent, 13 ; commerce de Bristol avec, 61 ; par rapport à la Jamaïque, 77

Leyland, Thomas, maire de Liverpool, 47 ans ; traite des esclaves, 47 ; intérêts bancaires de, 99 –100

Liverpool, traite négrière, 32 , 34 ; profits de la traite négrière, 36 ; popularité de la traite négrière, 37 , 62 –64, 95 ; bénéfices du commerce WI, 36 -37; pertes de la traite négrière, 38 ;
protestation contre les droits coloniaux sur les importations d'esclaves, 41 ; marchands d'esclaves, 47 ans ; maires engagés dans le commerce des esclaves, 47 -48;
députés engagés dans l'esclavage commerce, 48 ;
sur la modification des lois sur la navigation (1739), 57 ; constructeurs navals et traite négrière, 58 –59 ; marins dans la traite négrière, 59 ans ; cordonneries à, 59 ; sur la réglementation de la traite négrière, 59 ; en âge de commerce, 60 ans ; les récépissés douaniers en 62 –63 ; croissance de la population en 63 ; droits de quai en, 63 , 162 ; Clarkson à la hausse, 63 ; relation avec Manchester, 63 , 68 , 162 ; capital dans la traite négrière, 63 ; opposition à l'abolition, 63 ;
sur l'industrie lainière et le monopole de l'esclavage commerce, 67 ; raffinage du sucre en, 75 ; distilleries en, 79 ; industrie lourde, 83 -84; bancaire, 98 –101 ; société anti-esclavagiste de 105 ; chemin de fer entre Manchester et, 105 ; commerce avec l'Amérique latine, 132 ; indifférence de WI, 132 ; sur le monopole de la Compagnie des Indes orientales, 138 ; sur le libre-

échange, 138 ; opposition au monopole de WI, 154 , 161 –63 ; commerce esclave, 161 -62; lien avec l'esclavage, 162 ; importations de coton de, 162 ; sentiments de libre-échange dans, 162 –63 ;
traite négrière brésilienne et, 172

Famille Lloyd (banque), 157

Lloyd's (assurance), 104 -5

Londres, kidnapping, 11 ; traite des esclaves et, 32 ; protester contre les droits coloniaux sur les importations d'esclaves, 41 ; WI docks de, 60 ; industrie de la laine de, 66 -67; le raffinage du sucre dans, 74 , 77 ; commerce fusil, 82 ; bancaires en, 101 ; sur le libre - échange, 138 ; opposition au monopole WI, 154 ; sur l' indépendance de l' Amérique du Sud, 171

Famille longue, 89 ans ; sur le coût des plantations de canne à sucre, 25 ;
Beeston Long, 89 ans ;

Edward Long, historien de la Jamaïque, 89 ; Lord Farnborough, 89 ans ; machine à vapeur et, 103 ; bénéfices des plantations de canne à sucre de, 122

Louis XIV, 39 ans

Louisiane, 9 , 150

Luttrell, Temple, 49 ans

Macdowall, William, 75 , 91 , 102 , 163

Macaulay, TB (Seigneur), 193 -94

Macaulay, Zachary, 181 , 185 –86

Manchester, l'âge de l' industrie, 60 ; sur le commerce de laine, 67 ; commerce triangulaire et, 68 -73; relation avec Liverpool, 63 , 68 ; WI commerce de, 68 , 128 -29, 133 ; le commerce avec l' Afrique, 68 ; la concurrence avec les textiles indiens, 68 -69, 71 ; relation de coton fabrique avec des marchands d'esclaves, 70 -71; importations de coton brut, 71 -73; le raffinage du sucre

dans, 75 ; bancaires dans, 98 ; ferroviaire entre Liverpool et 105 ; la croissance de la population dans, 106 , 128 ; développement de l' industrie du coton, 127 -29;

sur le monopole, 133 ; sur le commerce par « obligation morale », 134 ; sur le libre-échange, 136 ; opposition à WI monopole, 154 -57; intérêt pour la traite des esclaves, 155 ; opposition au système esclavagiste, 155 –56 ; relations avec Liverpool, 162 ; sur le marché sud-américain, 171 ;
traite négrière brésilienne et, 172 , 174
Manning, cardinal, 43 ans

Mansfield, juge en chef, 45 -46

Mantoux, Paul, 127

Marryat, Joseph, 94 ans ; célèbre fils de 91 ans ; connexion avec

Lloyd's, 104 -5; compensation esclave à, 105
Maryland, 7 , 16 , 26 ans

Massachusetts, 4 -5

Maurice, 49 ans ;

péréquation des droits sur le sucre avec WI, 133 ; croissance de la production de sucre, 150 –51

Mercantilisme, émigration favorisée, 10 ; par opposition à l' émigration, 15 -16;
sur le danger des manufactures coloniales de introduction de domestiques blancs, 18 ans ;

proposition de fabriquer du dimity à la Barbade et, 24 ;

sur le commerce des esclaves des colonies étrangères, 33 ; sur le commerce des Indes orientales, 37 ; mercantilisms rivales, 40 ; effet de découverte de l' Amérique sur, 51 ; sur le commerce triangulaire, 55 ; sur les colonies WI, 55 ; le système colonial, 55 -56; Navigation et lois, 56 -57, 133 ; sur l' industrie de laine, 57 , 67 ; lutter contre le laissez - faire, 57 ; de la

pêche, 59 ; interdire le raffinage du sucre dans les colonies, 75 -76; en France, 76 ; effet de la Révolution américaine sur, 96 , 107 ; révolution industrielle stimulée, 98 -105; frein au progrès ecomonic, 106 -7, 133 ; Adam Smith sur, 107 ;
attitude envers les colonies du nord du continent, 109 –11 ; un système, si mauvais soit-il, 110 ;
sur le commerce continental avec les W. I. étrangers , 116 –19 ; esclavage et, 136 ;
Disraeli on, 140 ; Lois sur la navigation et, 168

Merivale, Herman, sur l' importance du travail pour production commerciale, 4 ; sur l'esclavage, 5 ; sur la cherté du travail des esclaves, 7 ; sur la supériorité du travail des esclaves sur le sol frais, 7 ; valeur du travail des forçats, 12 ; sur le travail des Blancs dans l' économie esclavagiste, 25 ; sur l'absentéisme, 86 ; sur le libre-échange avec les États-Unis, 124 ; sur laine australienne, 131 ; sur monopole WI, 133 , 135 , 138 ; sur les colonies, 144 ; sur l'abolition, 150 ; sur l'esclavage, 194

Industries métallurgiques, commerce triangulaire et, 81 –84 ; innovations technologiques en, 84 , 126 –27;
expansion de l' industrie sidérurgique , 103 –4, 106 , 129 -30; expansion de l' industrie du charbon, 129 ; métallurgistes et abolition, 157 -59; métallurgistes et traite des esclaves, 158

Méthodistes, 129 , 155 , 181

Passage du milieu, 34 –35

Famille Miles, représentant Bristol au Parlement, 62 ans ; raffinage du sucre de, 74 ; compensation des esclaves, 74 –75 ; échevin de Bristol, 95 ; intérêts bancaires de, 101
Mittelberger, G., 13 ans

Mélasse, relations amères entre planteur de sucre et propriétaire anglais, 80 ; relations aigries entre planteur de sucre et colon du continent, 80 ; dans l'économie de la Nouvelle-Angleterre, 80 –81, 118 ; en français WI, 80 ; Loi sur la mélasse, 119

Molesworth, 143

Moine, général, 40 ans

Monopole, dans la traite négrière, 30 –32 ; Les planteurs de WI s'y opposent, 31 , 56 ;
dans le système colonial, 55 -56;
marchands britanniques sur, au XVIIIe siècle, 57 ; lutte contre le libre-échange, 57 ;
l'industrie lainière monopolise la traite des esclaves, 66 –67 ;
Adam Smith sur, 107 ; attaque antillaise, 126 –27, 135 –42, 153 ; attaque sur, 127 , 137 –39; Manchester sur, 133 ; dans le maïs, 137 –38 ; en sucre, 137 –39 ; de East India Company, 137 -38; capitalistes sur Antillaise, 154 -68;
Manchester, 154 -57; Liverpool, 162 -63; raffineries de sucre sur, 163 –66

Montserrat, colonie irlandaise, 13 ans ; besoin de serviteurs blancs et de nègres, 17 ans ; déclin de la population blanche, 24 ; augmentation de la population noire, 24 ;
commerce de par rapport aux colonies américaines continentales, 54 -55

Moraves, 43 ans

Moss, James, intérêts bancaires, de, 101 ; liaisons ferroviaires de, 105
Namier, LB, 92 , 113

Navigation lois et mercantilisme, 56 -57; modifié, 57 , 133 ;
Antillais sur, après la Révolution américaine,

121 ; abrogé, 167 –68
Nelson, Horatio, 44 ans

Nevis, serviteurs blancs, 24 ans ; déclin de la population

blanche, 24 ; augmentation de la population noire, 24 ; esclaves

dans, 39 ;

commerce de par rapport aux colonies continentales américaines, 54 -

55; Famille Pinney, 91 ans ; d' Alexander Hamilton, 112 ; déclin de la

production de sucre en, 150 –51

Nouvelle-Angleterre, esclavage en, 9 ;

commerce par rapport aux Antilles et à l'Afrique,

54 –55 ; en distillant, 80 –81, 118 ; commerce triangulaire

de 78 , 80 ; exportations de rhum, 80 ; attitude des mercantilistes

envers, 109 –11; commerce alimentaire avec les Antilles de, 109 –

11
Terre-Neuve, 52 ;

WI marché de, 59

Newton, John, 42 -43, 166

New York, commerce de par rapport aux antillais

colonies et de l' Afrique, 54 -55; importations de laine, 67
Nouvelle-Zélande, 143

North, Lord, sur la Révolution américaine, 121 ; sur l'abolition, 126
Caroline du Nord, 19 -20

O'Connell, Daniel, 207

Okill, Jean, 58 ans

Oldham, 128

Famille Oswald, 163

Ortiz, Fernando, 8 , 21 ans

Pacotille, 81

Palmerston, vicomte, sur la protection, 139 ; sur la suppression de la traite des esclaves, 174 –75
Peel, Sir Robert, protectionniste dans le sucre, 140 ; sur la participation britannique à la traite des esclaves au Brésil, 172 ; sur l'esclavage en Inde, 185.

Pennant, Richard, député, 93 ans ; élevé à la pairie, 94 ; sur machine à vapeur, 103 ; révolutionné l'industrie d'État au Pays de Galles, 105

Pennsylvanie, serviteurs sous contrat, 10 ; traitement des serviteurs sous contrat, 16 ; commerce de colonies par rapport à WI et de l' Afrique, 54 - 55; importations de laine de, 67

Philippines, 150 , 167

Philips, Marc, 155 –156, 167

Phillips, VB, 19 ans , 27 ans

Famille Pinney, à Nevis, 91 ; sur la Révolution américaine, 121

Pitman, Frank, sur la valeur des plantations WI, 53 ; sur le commerce continental avec WI, 108 ; sur les plantations jamaïcaines, 151
Pitt, William, sur les revenus de W. I, 53 ; sur le libre-échange entre WI et l'Amérique, 121 ; intérêt pour l'Inde de 123 ;
encourage Wilberforce à parrainer l'abolition, 123 , 148 ; compliment à Adam Smith, 138 ; sur la traite négrière, 146 ;
sur le sucre des Indes orientales, 146 ; sur l' abolition, 146 - 48; acceptation de Saint Domingue, 147 –49

Plantation, théorie climatique de, 20 –25 ; baisse des blancs en WI et 23 -
24; augmenter des noirs dans WI et 23 -24; l'esclavage et, 27
Pape, le, 3 , 30 , 33
Portugal, a revendiqué la propriété de Columbus'
découvertes, 3 ; propriété du Brésil, 3 ; immigrés au WI, 27
ans ; Asiento et, 39 ; traite des esclaves, 39
Postlethwayt, Malachi, sur le danger de fabriquer dans les colonies à partir de serviteurs blancs, 18 ; sur le monopole de la traite négrière, 31 ; sur l' abolition du commerce des esclaves, 49 -50;
le commerce des esclaves, 51 -52; sur les colonies, 55 ; sur le commerce continental avec l'étranger WI, 116 –17
Prix, Grenfell, 21 –22

Comité du Conseil privé de 1788, 70 ; sur la traite des esclaves britanniques vers les colonies étrangères, 34 ; sur les coûts de production de sucre, 145 –46
Protection, Palmerston, 139 ; un-son, 139 ; protectionnistes sur, 140 ;
Antillais sur, 141
Porto Rico, 21 , 26 –27

Quakers, transport de, 13 ; participation au commerce des esclaves, 43 -
44; pétition contre la traite des esclaves, 126
Reine Elizabeth, 39 ans
Queensland, 22 –23
Reine Victoria, 136
Ragatz, LJ, 188

Ramsay, James, sur la traite des esclaves britanniques vers les colonies étrangères, 34 ; sur le caractère des marchands d'esclaves, 46 ; sur la valeur de la traite négrière, 147 ;
sur la mortalité des marins blancs dans la traite négrière, 167 ; expérience personnelle de l'esclavage de, 180 –81
Rathbone, William, 58 -59

Raynal, Abbé, 105 , 110

Projet de loi de réforme, 133 –34, 158 , 209

Ricardo, JL, 139 , 164 , 168

Robinson, évêque, 42 ans

Rodney, amiral, 44 ans , 127

Roebuck, J., 144

Roscoe, William, 49 , 100 , 162

Royal African Company, patronage de la famille royale, 16 , 39 , 48 ;
créé, 31 ;
abolition du monopole de la traite négrière et, 31 –32 ; esclaves exportés par, 32 ; guerre avec la Compagnie hollandaise des Indes occidentales, 40 ; industrie lainière et, 66 –67 ; Samuel Touchet et, 70 ans ; commerce du fer et, 81 –82 ; commerce d'armes et, 82

Rhum, commerce triangulaire et, 78 –81 ; importations en Grande-Bretagne, 78 ; alambics en Nouvelle - Angleterre, 78 -80; distilleries à Bristol, 79 ; distilleries à Liverpool, 79 ; compétition avec le gin, 79 ; concurrence avec l'alcool de maïs, 80

Saba, 21 ans

Saco, JA, 18 , 27 ans

Saint Domingue, 7 ; raffineurs sur, 78 ; évacuation britannique de, 94 ; nécessité pour la Grande-Bretagne de prendre le relais, 103 , 148 ; valeur de 108 ; par rapport à la Jamaïque, 113 , 122 –23 ; production de sucre en, 113 , 122 –23, 145 –50 ; offert à l'Angleterre, 147 –49, 200 ; effet de la révolte des esclaves sur le prix du sucre, 164 ;
abolitionnistes à la reconquête de, 189 ; répercussions de la révolte des esclaves en, 202

Saint-Kitts (Saint-Christophe), immigrants européens à,

28 ; baisse de la production de sucre en 151
Sainte-Lucie, 151

Saint-Martin, 21 ans

Saint Thomas, 21 ans

Saint-Vincent, 151 , 153

Saint-Vincent, comte, 44 ans

Sandars, Joseph, 105 ans

Ecosse, tentative de création d'une société africaine indépendante, 56 ;

Acte d'Union, 56 , 64 , 75

Serviteurs, sous contrat, successeurs d'esclaves indiens, 9 ; raisons pour, 10 ; passion

pour l'indépendance de, 10 ; trafic entrant, 10 ; enlèvement de, 10

– 11, 14 ; « newlanders », 11 ;
le transport des prisonniers irlandais de Cromwell,
13 ;

transport de l' écossais de Cromwell

détenus, 13 ans ; transport de Quakers, 13 ans ; transport des disciples de

Mommouth, 13 ; déportation des Jacobites, 13 ;

conditions de voyage, 13 -14; intérêt acquis dans le système, 14 ; Le

traitement de Jeffreys de kidnappeurs, 14 -16; le statut s'est

progressivement détérioré, 16 -17 ;

Sensibilité anglaise activée, 17 ; Defoe sur, 18 ; tendance à la société

démocratique, 18 ; Postlethwayt sur, 18 ; par rapport aux esclaves

noirs, 18 -19; la base historique de l'esclavage nègre, 19 ; théorie

climatique de la plantation et, 20 –23
Sharp, Granville, 45 ans

Sheffield, en âge d'industrie, 60 ans ; connexions WI de, 104 ; opposition au

monopole de WI, 154 ; mouvement abolitionniste en, 159 ; sur les

produits des Indes orientales, 159 ;
en apprentissage, 159

Sheffield, seigneur, 121

L'industrie maritime, stimulée par le commerce triangulaire, 57 -58 ; sur le monopole de la traite négrière, 59 ; sur l'abolition, 59 ; métiers auxiliaires, 59 ; intérêt pour la traite des esclaves, 167 ; intérêt pour le libre-échange du sucre, 167 ;
Lois sur la navigation et, 167 –68

Sierra Leone, 43 , 145 , 163 , 179

Singapour, 131 , 151 , 167

Compensation d'esclave, à l'évêque d'Exeter, 43 ; au comte Saint-Vincent, 44 ans ; à la famille Baillie, 62 ans ; à la famille Miles, 74 –75 ; à la famille Beckford, 88 ans ; à la famille Hibbert, 88 ans ;
à la famille Gladstone, 90 ans ; à Goul-burn, 94 ; au comte de Balcarres, 94 ; à la famille Marryat, 105 ; opposition de Sheffield à, 159 ; raffineries de sucre sur, 165

L'esclavage, nécessaire pour empêcher la dispersion du travail, 5 ; importance de l'institution économique, 5 ; cherté, 5 –6, 7 , 153 ; avantages et inconvénients de, 6 ; épuisement des sols et, 7 , 113 ; agrandissement nécessaire, 7 ; racisme et, 7 -29; L' esclavage indien, 7 -9; inefficacité de l'esclave indien, 9 ; origine économique de l'esclavage nègre, 16 , 19 –29 ; théorie climatique de, rejetée, 20 –23 ;
sucre, coton, tabac et, 23 ; soutenu par Church, 42 -44; en Angleterre, 44 -45; loi de la production esclavagiste, 113 , 145 , 150 –51 ; Manchester le, 156 ; en Inde, 184 -86; changement d' attitude envers, 194 -96; la politique de l' amélioration, 107 -201; attitude des esclaves envers, 201 –8
Traite négrière, nègre, exigée par l'esclavage, 30 ;
politique étrangère britannique et, 30 ; expédition de Sir John Hawkins, 30 , 39 ; monopole dans, 30 -32; volume de

British, 32 , 33 ; des colonies étrangères en WI, 33 -
34; Asiento, 33 , 40 ; mortalité des esclaves, 34 –35 ;
bénéfices de, 35 –37 ; popularité à Liverpool, 37 , 62 -
64; discrimination requise, 37 –38; risques de, 38 ; patronage
royal du 16 , 39 , 48 ; l'attitude du gouvernement britannique à
l'égard, 40 ; lutte pour Asiento, 40 ans ;
L'attitude du gouvernement britannique à l'égard des devoirs
coloniaux, 40 –41, 46 ; les compagnies d'assurances et, 46 , 104 -5
; caractère des hommes engagés, 46 -48; une grande
éducation, 47 ; l'humanitarisme des hommes engagés, 47 –48
; manifestations contre au dix - huitième siècle, 48 -49; défense au XVIIIe
siècle, 49 -50;
William Wood sur, 51 ; Postlethwayt sur, 51 ; importance
pour WI de, 52 ; marine marchande et, 58 ; industrie lainière
et, 66 –67 ; l'intérêt de Manchester dans, 68 –73 ; rhum, 78 –
80 ; développement des banques et, 98 –101 ; effet de la
Révolution américaine sur, 123 -24;
Lord North sur l'abolition de, 126 ;
Requête quaker contre, 126 ;

Les Antillais demandent le renouvellement de 141 ; Pitt
sur, 146 ; tentative d'abolition internationale de, 146 –47; abolition
britannique de, 149 -50;
Les planteurs du WI soutiennent l'abolition de 149 –50 ; mouvement
abolitionniste à Manchester, 155 ; mouvement de suppression à
Birmingham, 157 -58; Birmingham sur, 158 ; mortalité des marins blancs
en, 166 –67 ; l'intérêt des armateurs dans, 167 ;
Les tentatives britanniques pour obtenir l'abolition de par
Espagne et Portugal, 169 ;
Capitale britannique dans 171 -72;

Politique britannique de suppression de, 171 –76 ; Marchandises britanniques en, 172 ; abolitionistes sur la suppression, 193 -94; Gaston-Martin sur, 209

Smith, Adam, sur la prospérité des nouvelles colonies, 4 ; sur la cherté du travail des esclaves, 5 -6; sur l'importance de la découverte de l'Amérique, 51 ; sur les bénéfices des plantations de canne à sucre, 53 , 85 ; *Richesse des Nations*, 107 , 120 , 124 ; sur le système colonial, 107 , 120 ; sur le libre-échange entre les Antilles et l'Amérique, 121 ; « main invisible » du, 136 ; complimenté par Pitt, 138 ; cité par Cobden, 142

Société pour la propagation de l'Evangile, 42.

Afrique du Sud, 143

Southey, Robert, 49 , 195

Espagne, l' esclavage indien dans les colonies, 8 -9; politique coloniale et immigrés blancs, 21 , 27 ; Asiento et, 33 , 39 ; trafic de contrebande vers les colonies, 34 ; monarchie et traite négrière, 39
Machine à vapeur, financée par les capitaux du commerce WI, 102 ; progression de, 106 , 126 –28, 131 , 155
Steen, Marguerite, 44 ans

Stephen, James, tutelle de, 144 , 180 ; sur Pitt, 148 ; sur les affranchissements à Trinidad, 199
Sturge, Joseph, 158 , 161 , 192

Sucre, Esclavage nègre et, 23 ; dépossession du petit agriculteur par, 23 -25; accroissement de la population noire et, 23 -24; augmentation de la richesse à la Barbade et, 25 ; croissance des latifundia à la Barbade et, 25 ; une entreprise capitaliste, 25 ans ; une loterie, 38 ; bénéfices

de 53 , 85 , 110 ; importance de l'Angleterre, 55 ; WI Docks et
importations de, 60 ; industrie du raffinage en Angleterre, 73 -
78; raffinage dans les plantations, 75 –76 ; industrie du fer et, 82 –83
; industrie du laiton et, 83 –84 ; augmentation des droits le 96 –97;
monoculture impliquée, 110 -11;
supériorité de la production française, 113 –14,
145 -49 ;

droits sur, 123 , 137 –38; production mondiale, 145 –53 ; à
Cuba, 145 , 140 -52; au Brésil, 145 , 150 –52 ; betterave, 149 –
50 ; surproduction en WI, 149 , 152 ; à Maurice, 151 ;
déclin de
la production dans le W. I. britannique ,
149 –53 ; égalisation des droits, 153 ;
importation de brésilien pour raffinage, 155 ,
163 ; cultivé par des esclaves, 156 , 165 ; raffineurs
de, 163 –66 ; péréquation des droits le, 164
Les planteurs de sucre, opposés au monopole de la traite négrière,
31 ; affrontement avec des marchands d'esclaves, 33 –34, 40 –41 ; affrontement avec
les commerçants, 40 –41, 55 –57, 92 ;
opposé au monopole du commerce du sucre, 56 ; sur les ports
francs, 56 ; affrontement avec les raffineurs, 76 –78 ; restriction de la
production de 76 à 78 ;
conflit avec les intérêts agricoles anglais, 80 ,
93 , 97 ; richesse de, 85 ; opposé à l'augmentation des droits sur le
sucre, 96 –97; vers de nouvelles colonies, 113 , 149 –50
Raffinage du sucre, à Glasgow, 64 , 75 ; en Grande - Bretagne, 73 -78; à
Bristol, 73 -74, 77 -78; à Londres, 74 , 77 ; raffineurs sur l'abolition, 74 ; à
Liverpool, 75 ; choc des raffineurs avec les planteurs, 76 –78 ; pétitions des
raffineurs, 74 , 77 , 164 ; les raffineurs sur les prix élevés du sucre, 77 ;

raffineurs monopole WI, 163 -66; sur le sucre des Indes

orientales, 164 ; investissement en capital de, 165 ; sur

l'indemnisation des esclaves, 165
Sypher, Wylie, 49 ans

Famille Tarleton, 48 , 162

« L'Antillais », 86 , 93

Thomas, Sir Dalby, sur la valeur du travail dans le WI, 53 ; sur l'importance du sucre en

Angleterre, 55
Thomson, James, 48 -49

Thomson, Poulett, 167

Famille Thornton, 181 , 186

Tabac, comparaison de à Cuba et en Virginie, 21 ; petite agriculture à la Barbade, 23

ans ; Esclavage nègre et, 23 ans ; Esclavage des nègres en Virginie et, 26

ans ; l'industrie à Glasgow, 64 , 75 ;
par rapport au sucre, 85

Tobago, 150

Tordesillas, Traité de, 3

Touchet, Samuel, 70 –71

Toussaint, L'Ouverture, 195 , 202 , 204

Transport, infractions, 11 -12; conditions de voyage, 13 –14
Commerce triangulaire, organisation de, 51 –52 ;

stimulation de l'industrie britannique de 52 , 65 –84,
98 –107 ;

bénéfices de la révolution industrielle de la finance,

52 , 98 –105 ; expédition et construction navale stimulées, 57 –

59; croissance stimulée des villes portuaires, 60 –64 ; industrie lainière

et, 65 –68 ; fabrication de coton et, 68 –73 ; raffinage du sucre et, 73 –78

; rhum et, 78 -81;

industries métallurgiques et, 81 –84, 102 –4 ; bancaire et, 98 –102 ; assurance et, 104 –5
Trinidad, serviteurs blancs, 24 ans ;
Migration des Indes orientales vers, 28 , 90 ; famille Warner à 90 ans ; abolition en, 150 –51 ; production de sucre en, 151 –53 ; sur la politique d'amélioration, 197 -99; personnes de couleur libres, 201 ; violence des planteurs de, 202 –3, 207 ; idées fausses sur les esclaves en, 203 -4
Tucker, Josias, 49 ans

États-Unis, commerce avec WI, 121 –22 ; transport de sucre vers l'Europe, 122 , 149 ; libre-échange avec Grande-Bretagne, 124 –25, 131 –32 ;
Merivale sur le libre-échange avec la Grande-Bretagne, 124 ;
Huskisson sur le libre- échange avec la Grande-Bretagne, 124 –25 ; exportations de coton vers la Grande-Bretagne, 128 , 132 ; exportation de capitaux britanniques vers 131 ;
Importations britanniques de coton de 162 ;
Gouvernement britannique sur la guerre civile en 176 -77
Utrecht, Traité de, 40 –42

Vasa, Gustave, 158

Virginie, 7 ans ;
Esclavage indien, 8 ; serviteurs sous contrat, 10 ; travaux forcés, 12 ;
Esclavage nègre, 26

Voltaire, FM, 17 , 114

Wakefield, Gibbon, 4 , 6

Walpole, Horace, 41 ans

Famille Warner, 90 ans

Washington, George, 13 ans , 107

Watt, James, 102 , 126 –27, 157

Richesse des nations, 107 , 120 , 124 , 142

Wedgwood, Josias, 179

Wellington, duc de, l' attitude envers les Indiens de l' Ouest, 95 -96; attitude vis-à-vis du projet de loi sur la réforme, 134 ;

boycott des produits des pays de commerce d'esclaves et, 169 –70 ; sur la suppression de la traite des esclaves, 175 ; sur l'esclavage en Inde, 184 ; et abolitionnistes, 189 ; sur l'abolition, 189.

Wertenbaker, TJ, 18 , 26 ans

Wesley, Jean, 181

Association des Indes occidentales, 90 ; de Liverpool, 100

West India Interest, conflit avec les intérêts agricoles anglais, 80 , 93 , 97 ; position sociale en Angleterre, 91 ;

puissance du dix-huitième siècle dans, 92 -97; membres de, au Parlement, 92 –94, 97 ; amis puissants de, 95 -96; opposition à l' augmentation des droits de sucre, 96 -97; connexions bancaires de, 100 -2; connexions d'assurance de, 105 ; liaisons ferroviaires de, 105 ;

victoire de en ce qui concerne le traité de paix de 1763, 115 ; sur leur monopole, 140 –42 ; sur le sucre des Indes orientales, 140 ; sur le sucre brésilien, 140 ; sur la suppression de la traite des esclaves, 175 –76

Antilles occidentales, serviteurs blancs, 11 -14; forçat du travail dans, 12 ; serviteurs irlandais dans, 13 ; bénéfices du commerce avec, 36 –37; importance des nègres à, 52 ;

valeur des plantations en, 53 ;

Adam Smith sur les bénéfices de la culture du sucre en, 53 , 85 ;

commerce avec la Grande-Bretagne par rapport au commerce des colonies continentales, 53 –55 ; expédition et, 58 ; importations de poisson en 59 ; quais de Londres et commerce avec, 60 ;

commerce de Bristol avec, 61 ; Commerce de Glasgow avec, 64 ; l' exportation de la laine à, 67 -68; Commerce de Manchester avec, 68 –70 ; exportations de coton de, 71 –73, 128 ; raffinage, 75 –76 ; commerce de rhum de, 78 –81; exportations de fer vers, 81 –84, 130 ; les exportations de laiton, 83 -84; héritage de plantation en 92 ; bénéfices du commerce avec, investis dans l'industrie lourde, 102 -4 ; compagnies d'assurance et, 104 –5; importations en provenance des colonies continentales de 108 ;
relations économiques avec les colonies continentales, 108 –22 ; importations alimentaires de, 110 –11, 121 ; monoculture en, 110 –11 ;
contacts personnels avec des Nord-Américains, 112 ; Loi sur le timbre en, 121 ; effets de la Révolution américaine en, 120 -25;

Commerce des États-Unis avec après la Révolution américaine, 121 –22 ; déclin du commerce britannique avec, 131 –32 ; monopole de, 126 –27, 133 , 135 –42 ; économie non rentable de, 135 –36, 138 –39 ;
concurrence du sucre des Indes orientales, 137 –38, 153 ; Chevreuil sur, 144 ; déclin de la production de sucre en 149 –53 ; capitalistes monopolistiques de, 154 –68 ; Cobbett sur le monopole de, 155 ;
fabricants de coton en monopole de, 154 –57;

Bright sur le devoir de protection de, 156 -57; boycott des produits de, 159 , 183 –84, 190 ; raffineurs de sucre sur, 164 –65 ;
attitude des planteurs envers l' esclavage,

197 –201 ; personnes de couleur libres, 201 ; attitude des esclaves

envers l'esclavage, 201 –8 ; les esclaves se révoltent, 202 -8
Antilles (françaises), offre britannique d'esclaves à,

33 –34 ; raffinage du sucre en, 76 ; mélasse dans, 80 ; supériorité de, 113 –

14, 122 –23 ; Commerce américain avec, 115 –20, 122 ; la culture du

sucre en, 145
Westmoreland, comte de, 48

Circonscription ouest, 130 , 154 , 160

Whitefield, George, 5 , 43 ans

Whitehaven, 103

Whitmore, Thomas, 187

Whitney, Eli, 20 , 128

Whitworth, Sir Charles, 53 -55

Wilberforce, William, sur l'opposition de George III à l'abolition, 39 ; attaqué par Guillaume IV, 39 ans ;

L' enthousiasme de Bristol face au rejet de

loi abolitionniste du 42 ; attaqué par Nelson, 44

ans ; crainte de la Chambre des Lords, 48 ; attaqué par

Boswell, 49 ans ;
encouragé par Pitt à parrainer l'abolition, 123 ,
181 ;

le soutien de Pitt de, 148 ; sur l'abolition, 150 ; sur le mouvement

abolitionniste à Manchester, 155 ; Cobbett, 155 ; représentant

d'York, 159 ; porte-parole de l'industrie lainière, 160 ;
sur la mortalité des marins blancs dans la traite négrière, 166 ;

Mise en conserve sur le commerce brésilien, 170 –71 ; entretien

imaginaire avec Coupland, 178 ; lettre de Ramsay à, 180 ; caractère

de, 181 –82 ; sur l'émancipation, 182 ; sur l'amendement

Pownall, 183 ; lettre de Liverpool à sur l'abolition, 189 ; fils de, 192
Wilkinson, John, 106 , 129

Williamson, juge d'instruction, 10 ans

Winthrop, gouverneur, 110

Wood, William, sur la traite négrière, 51 ; sur la valeur du travail en WI, 53 ; sur le commerce continental avec l'étranger WI, 118 –19

Laine, commerce triangulaire et, 65 –68 ; changements technologiques en 68 ; remplacé par le coton, 68 , 130 ; extension de, 130 ; Australien, 131 ; exportations de vers la Chine, 134 ; opposition au monopole de WI, 160 –61

Wordsworth, William, 136 , 195

---

[1] Mais le professeur assistant a trouvé la tâche beaucoup plus difficile qu'il ne l'avait prévu. Lorsque Couch l'a poussé à la fin de l'été, il a admis que son « retard » dans